

REPUBLIQUE DU NIGER

REGION DE DOSSO

GOUVERNORAT

COMMISSION REGIONALE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (CRAT)



FRATERNITE-TRAVAIL-PROGRES

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040



RAPPORT FINAL

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
LISTE DES TABLEAUX	8
LISTE FIGURE	12
LISTE DES CARTES	13
INTRODUCTION GENERALE	15
CHAPITRE I : RAPPEL DE LA PRESENTATION GENERALE DE LA REGION DE DOSSO	20
1.1 SITUATION GÉOGRAPHIQUE DE LA RÉGION	20
1.2. AU PLAN DE L'ORGANISATION COUTUMIÈRE	23
CHAPITRE II : RAPPEL DE L'ANALYSE- DIAGNOSTIC PAR THEME	25
1.2 MILIEU PHYSIQUE	25
2.2. MILIEU HUMAIN	45
2.2.1. <i>Contexte socioculturel</i>	45
2.2.2. <i>Contexte démographique</i>	48
2.2.3. <i>Profil de pauvreté</i>	59
2.2.4. <i>Education</i>	60
2.2.5. <i>La santé</i>	85
2.2.6. <i>Hydraulique et Assainissement</i>	91
2.2.7. <i>La promotion de la femme et la prise en compte de la dimension « genre »</i>	96
2.2.8. <i>La protection sociale</i>	99
2.2.9. <i>Sport, loisirs et cultures</i>	100
2.2.10. <i>Analyse des problèmes du humain</i>	102
2.2.11. <i>Problématiques majeurs, atouts/potentialités et contraintes</i>	116
2.2.12. <i>Perspectives, Objectifs, Actions prioritaires et localisation</i>	120
2.2.13. <i>Les tendances lourdes du milieu humain et les perspectives de développement</i>	122
2.3. ACTIVITÉS ECONOMIQUES	124
2.3.1 <i>Agriculture</i>	124
2.3.2. <i>Elevage</i>	133
2.3.3 <i>Forêt</i>	145
2.3.4 <i>Faune</i>	148
2.3.5 <i>Mines et Energie</i>	149

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

2.3.6. Secteur de l'artisanat.....	154
2.3.7. Tourisme :	155
2.3.8. Transport, Réseau routier et Télécommunication	158
2.3.9. Industrie-Commerce et Banques	159
2.4. INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS	162
2.4.1. Caractéristiques	162
2.4.2. Analyse des problèmes des infrastructures et équipements	183
2.4.3. Les tendances lourdes des infrastructures et équipements et les perspectives de développement	189
2.5. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'ESPACE	192
2.5.1. Sur le plan de l'organisation et de la gestion de l'espace par le pouvoir traditionnel	192
2.5.2. Sur le plan de l'organisation et de la gestion de l'espace par le pouvoir moderne	194
2.5.3. Sur le plan de l'occupation, l'organisation et la gestion de l'espace en milieu urbain	196
2.5.4 Les tendances lourdes du milieu urbain et les perspectives de développement	202
2.5.5. Sur le plan de l'occupation, l'organisation et la gestion de l'espace en milieu rural	202
2.5.6. Sur le plan des relations villes-campagnes	204
2.5.7. Sur le plan des infrastructures structurantes et autres investissements en matière de développement	206
CHAPITRE III : PROBLEMATIQUES GENERALES D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION	209
3.1. PROBLÉMATIQUES GÉNÉRALES PAR THÈME	209
3.1.1. Milieu physique	209
3.1.2. Milieu humain	210
3.1.3 Activités économiques	211
3.1.4. Problématiques générales des infrastructures et équipements	214
3.1.5. Problématique générale de l'Organisation et gestion de l'espace	216
3.2. PROBLEMATIQUE GLOBALE DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION	218
CHAPITRE IV : LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE DOSSO	224
4.1 ORIENTATIONS, POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES	224
4.2. ORIENTATIONS, AXES STRATÉGIQUES, OBJECTIFS ET ACTIONS PRIORITAIRES DU SRAT	225
4.2.1. Vision et Orientations générales du SRAT	225
4.3. SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT A LONG TERME	266
4.3.1. ORIENTATION I : Assurance de l'équité dans l'accès aux services sociaux de base de qualité	266
ORIENTATION 2 : Promotion d'une utilisation rationnelle et d'une gestion durable des ressources naturelles (ressources en eau, agricoles, pastorales, forestières et halieutiques)	347
LES EFFORTS A FOURNIR	351
ORIENTATIONS 3 ET 4 :	365

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

CHAPITRE V : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU SRAT DE DOSSO	380
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL DE L'EXÉCUTION DU SRAT	380
5.1.1. <i>L'Etat et ses démembrements</i>	380
5.1.2. <i>Les Collectivités décentralisées</i>	380
5.1.3. <i>Les autorités coutumières et religieuses</i>	381
5.1.4. <i>La société civile</i>	381
5.1.5. <i>Le secteur privé</i>	381
5.1.6. <i>Les partenaires techniques et financiers</i>	382
5.2. LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION INTERMÉDIAIRES	382
5.3. LA RÉGLEMENTATION ET LE CADRE JURIDIQUE DU SRAT	382
5.4. LA COMMUNICATION	382
5.5. LA COORDINATION	383
5.6. LE FINANCEMENT	383
5.7. LE PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES	383
5.8. LA GESTION ET L'ANALYSE DES RISQUES	383
5.9. LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SUIVI-ÉVALUATION	384
5.10. L'ÉLABORATION DES CONTRATS/PLAN ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS	384
5.11. LA MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNÉES INFORMATISÉE SUR LE SRAT	384
CONCLUSION GENERALE	386
BIBLIOGRAGHIE	388
ANNEXES	393

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACF= Agence des Concessions Foncières

AENF= Alphabétisation et Education Non Formelle

AEP= Adduction d'Eau Potable

AHA= Aménagement Hydro-Agricole

ANPE= Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi

ATPC= Assainissement Total Piloté par les Communautés

ASCN= Appelé du Service Civique National

BAGRI= Banque d'Agriculture

BCG=Bacille Calmette Guérin

BIA= Banque Internationale de l'Afrique

BOA= Banque Of Africa

CDMT= Cadre de Dépenses à Moyen Terme

CEG= Collège d'Enseignement Général

CES/DRS= Conservation des Eaux et du Sol/Défenses et Restauration des Sols

CES= Complexe d'Enseignement Secondaire

CETIC-Consult : Cabinet d'Etudes, de Techniques, d'Ingénierie et de Communication

CFDC : Centre de Formation en Développement Communautaire

CFM= Centre de Formation aux Métiers

CFPT= Centre de Formation Professionnelle et Technique

CHR= Centre Hospitalier Régional

CIAT= Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire

CNAT=Commission National de l'Aménagement du Territoire

CODEPO=Comité Départemental de la Population

COFO= Commission Foncière

COFODEP= Commission Foncière Départementale

CONAPO= Conseil National de la Population

CPEC= Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit

CPNR= Consultation Pré Natale Recentrée

CRAT= Commission Régionale d'Aménagement de Territoire

CS= Case de Santé

CSI= Centre de Santé Intégré

CT: Continental Terminal

DDES= Direction Départementale de l'Enseignement Secondaire

DRAT/DL= Direction de l'Aménagement du Territoire et du Développement Local

DRE/SU/DD= Direction Régionale de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable

DRE= Direction Régionale de l'Elevage

DREMS= Direction Régionale des Enseignements Moyen et Secondaire

DREP/T= Direction Régionale des Enseignements Professionnels et Techniques

DRES= Direction Régionale des Enseignements Secondaires

DRRA= Direction Régionale des Ressources Animales

DRSP= Direction Régionale de la Santé Publique

DS = District Sanitaire

EDSN – MCS = Enquête Démographique et de santé et à Indicateurs Multiples (EDSN-MICS) du Niger

ENBC= Enquête National sur le Budget et la consommation des ménages

ENI= Ecole Normale des Instituteurs

EPA= Etablissement Public à caractère Administratif

EPS= Education Physique et Sportive

FAP= Femme en Age de Procréer

FE-PMH= Forage d'eau Pompe à Motricité Humaine

FRAENF= Fonds Régional pour l'Alphabétisation et l'Education Non Formelle

GR= Gros Ruminant

HD= Hôpital de District

HIMO= Haute Intensité de Main-d'œuvre

IECB2/M= Inspection des Enseignements de Cycle Base 2 et Moyen

IEFA= Inspection de l'Enseignement Franco-arabe

IEM= Inspection de l'Enseignement Moyen

IEP= Inspection de l'Enseignement Primaire

INJS= Institut National de la Jeunesse et des Sports

INS: Institut National de la Statistique

IREPS= Inspection Régionale de l'Education Physique et Sportive

IRP= Inspection Régionale Pédagogique

IST= Infections Sexuellement Transmissibles

Kwh= Kilowatt/heure

MEG= Médicament Essentiel Générique

Mini-AEP= Mini-Adduction d'Eau Potable

MJC= Maison des Jeunes et de la Culture

NIGELEC= Société Nigérienne d'Electricité

OMD=Objectif du Millénaire de Développement

OMS= Organisation Mondiale de la Santé

ONG= Organisation Non Gouvernementale

OPVN= Office des Produits Vivriers du Niger

PADER= Projet d'Appui au Développement Rural

PCIME= Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant

PDC= Plan de Développement Communal

PDDE= Plan de Développement Décennal de l'Education

PDES= Plan de Développement Economique et Social

PDS= Plan de Développement Sanitaire

PEA= Poste d'Eau Autonome

PEM= Point d'Eau Moderne

PENTA= Vaccin contre : Diphtérie, Coqueluche, Tétanos, Hépatite B et le Hib

PF= Planification Familiale

PFNL= Produits Forestiers Non Ligneux

PNAEPA= Programme National de l'Alimentation en Eau Potable et Assainissement

PNAT= Politique Nationale d'Aménagement de Territoire

PPCB= Péri Pneumonie Contagieuse des Bovin

PR= Petit Ruminant

PRODEM=Projet Démographie Multisectoriel

PTF= Partenaires Techniques et Financiers

PTME= Prévention de la Transmission Mère - Enfant

PUR= Plan Urbain de Référence

RGAC=Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel

RGP/H: Recensement Général de la Population et de l'Habitat

SDAU=Schéma Directeur d'Aménagement d'Urbanisme

SEEN = Société d'Exploitation des Eaux du Niger

SFDE= Sage-femme Diplômée D'Etat

SNAT= Schéma National d'Aménagement de Territoire

SNDU= Stratégie Nationale de Développement Urbain

SNIS= Système National d'Informations Sanitaires

SNTN= Société Nationale de Transport Nigérien

SNTV= Société Nigérienne de Transport Voyageurs

SONITEL= Société Nigérienne de Télécommunication

SONU= Soins Obstétricaux Néonataux d'Urgence

SPP= Station de Pompage Pastorale

SR= Santé de la Reproduction

SRAT= Schéma Régional d'Aménagement de Territoire

SWOT=Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces en anglais

Tat=Taux d'Accès théorique

TBA= Taux Brut d'Accès

TBS= Taux Brut de Scolarisation

TCg=Taux de Couverture géographique

Tdc= Taux de couverture des besoins en eau potable en milieu rural

Tp=Taux de panne

UBT= Unité Bétail Tropical

UEMOA= Union Economique et Monétaire Ouest Africain

UNFPA= Fonds des Nations Unies pour la Population

UNICEF= Organisation des Nations Unies pour l'Enfance

VAR= Vaccin Anti-Rougeoleux

VAR=Vaccin Anti-Tétanique

VIH/SIDA= Virus d'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquise

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : ATOUTS, CONTRAINTES, OPPORTUNITÉS ET MENACES DU MILIEU PHYSIQUE	39
TABLEAU 2 : PROFIL DE PAUVRETÉ PAR RÉGION	59
TABLEAU 3 : ÉVOLUTION DES EFFECTIFS D'ENFANTS DU PRÉSCOLAIRE	72
TABLEAU 4 : ÉVOLUTION DES ENSEIGNANTS DU PRÉSCOLAIRE (PUBLIC+PRIVÉ+COMMUNAUTAIRE) PAR SEXE	72
TABLEAU 5 : ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES ÉLÈVES DU PRIMAIRE PAR SEXE ET SELON DES DÉPARTEMENTS	73
TABLEAU 6 : ÉVOLUTION DES RATIOS ÉLÈVES/ENSEIGNANT ET ÉLÈVES/CLASSES PAR DÉPARTEMENT	74
TABLEAU 7 : ÉVOLUTION DU TAUX BRUT DE SCOLARISATION (FILLES, GARÇONS) PAR DÉPARTEMENT	75
TABLEAU 8 : ÉVOLUTION DU TAUX BRUT D'ADMISSION (FILLES, GARÇONS) PAR DÉPARTEMENT	77
TABLEAU 9 : LES RÉSULTATS D'ENTRÉE EN 6ÈME DU CYCLE DE BASE1 DE 2000-2001 À 2013-2014	79
TABLEAU 10 : ÉVOLUTION DU TAUX DE COUVERTURE SANITAIRE (%) PAR DISTRICT DE LA RÉGION DE DOSSO DE 2003 À 2014	88
TABLEAU 11: INDICATEURS DE LA SITUATION DE L'HYDRAULIQUE RURALE PAR DÉPARTEMENT DANS LA RÉGION DE DOSSO EN 2013-2014	92
TABLEAU 12: FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES EN MATIÈRE DE L'HYDRAULIQUE DANS LA RÉGION DE DOSSO	94
TABLEAU 13 : FORCES, FAIBLESSES DU SECTEUR HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT DE LA RÉGION DE DOSSO	96
TABLEAU 14: PROBLÈMES, CAUSES ET CONSÉQUENCES DES ASPECTS SOCIOCULTURELS	103
TABLEAU 15 : ATOUTS/POTENTIALITÉS ET CONTRAINTES DES ASPECTS SOCIOCULTURELS	105
TABLEAU 16 : PROBLÈMES, CAUSES ET CONSÉQUENCES DES ASPECTS DÉMOGRAPHIQUES	108
TABLEAU 17 : ATOUTS/POTENTIALITÉS ET CONTRAINTES DES ASPECTS DÉMOGRAPHIQUES	113
TABLEAU 18 : PROBLÉMATIQUES MAJEURS, ATOUTS/POTENTIALITÉS ET CONTRAINTES	117
TABLEAU 19: PERSPECTIVES, OBJECTIFS, ACTIONS PRIORITAIRES ET LOCALISATION	120
TABLEAU 20 : FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LA RÉGION	132
TABLEAU 21 : TAUX DE CROÎT ET TAUX DE VENTE DES ANIMAUX (RGAC 2005-2007) ET LE TAUX DE CONVERSION EN UBT	135
TABLEAU 22 : TAILLE MOYENNE DES TROUPEAUX, MINIMA ET MAXIMA DANS LA ZONE AGROPASTORALE DU NIGER	136
TABLEAU 23 : EFFECTIF DU CHEPTEL DE DOSSO PAR ZONE ÉCOLOGIQUE ET LEUR PARTICIPATION À L'EFFECTIF TOTAL	136
TABLEAU 24 : ATOUTS, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES EN MATIÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LA RÉGION DE DOSSO	148
TABLEAU 25 : ATOUTS, CONTRAINTES, OPPORTUNITÉS ET MENACES DANS LE SOUS-SECTEUR	149
TABLEAU 26 : FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES EN MATIÈRE DE MINES	151
TABLEAU 27 : FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES	153
TABLEAU 28 : FORCES, FAIBLES, OPPORTUNITÉS ET MENACES DANS L'ARTISANAT	155
TABLEAU 29 : FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES DANS LE TOURISME	157
TABLEAU 30 : FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES EN MATIÈRE DU TRANSPORT ET TÉLÉCOMMUNICATION	161
TABLEAU 31 : OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT EN COURS D'EXÉCUTION	174
TABLEAU 32 : ATOUTS, CONTRAINTES, OPPORTUNITÉS ET MENACES DES INFRASTRUCTURES DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE	176

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

TABLEAU 33 : STRUCTURES D'ACCUEIL DANS LA RÉGION DE DOSSO	179
TABLEAU 34 : PROBLÉMATIQUES, ATOUTS, POTENTIALITÉS ET CONTRAINTES DES INFRASTRUCTURES ÉDUCATIVES	184
TABLEAU 35 : PROBLÉMATIQUES, ATOUTS, POTENTIALITÉS ET CONTRAINTES DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	185
TABLEAU 36 : PROBLÉMATIQUES, ATOUTS, POTENTIALITÉS ET CONTRAINTES DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES, CULTURELLES ET DE LOISIRS	187
TABLEAU 37 : FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES	195
TABLEAU 38 : FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES	201
TABLEAU 39 : ORIENTATION, AXES STRATÉGIQUES, OBJECTIFS ET ACTIONS DE L'ORIENTATION 1	235
TABLEAU 40 : RÉCAPITULATIF DE L'ORIENTATION II	249
TABLEAU 41 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION PAR SEXE SELON LE SCÉNARIO TENDANCIEL	271
TABLEAU 42 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION PAR GRANDS GROUPES D'ÂGES EN SCÉNARIO TENDANCIEL	272
TABLEAU 43 : STRUCTURE DE LA POPULATION PAR SEXE EN TENDANCE MOYENNE	272
TABLEAU 44 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION PAR GRANDS GROUPE D'ÂGES EN TENDANCE MOYENNE	273
TABLEAU 45 : POPULATION URBAINE EN TENDANCE MOYENNE	274
TABLEAU 46 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE DOSSO DE 2012 À 2040 PAR DÉPARTEMENT EN SCÉNARIO TENDANCIEL	276
TABLEAU 47 : RÉPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	277
TABLEAU 48: ÉVOLUTION DE LA POPULATION URBAINE ET RURALE PAR DÉPARTEMENT SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	277
TABLEAU 49 : ÉVOLUTION DU TAUX D'URBANISATION (%) PAR DÉPARTEMENT SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	278
TABLEAU 50 : ÉVOLUTION ET RÉPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION DE LA RÉGION PAR SEXE EN TENDANCE AMÉNAGÉE	281
TABLEAU 51 : RÉPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT EN TENDANCE AMÉNAGÉE	283
TABLEAU 52 : RÉPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	284
TABLEAU 53 : ÉVOLUTION DU TAUX D'URBANISATION PAR DÉPARTEMENT EN SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	286
TABLEAU 54 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION PRÉ SCOLARISABLE SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	288
TABLEAU 55 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION PRÉ SCOLARISABLE SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	289
TABLEAU 56 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION PRÉ SCOLARISABLE SUIVANT LES SCÉNARII	290
TABLEAU 57 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION SCOLARISABLE AU PRIMAIRE SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	291
TABLEAU 58 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION SCOLARISABLE AU PRIMAIRE SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	292
TABLEAU 59 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION SCOLARISABLE AU PRIMAIRE SUIVANT LES SCÉNARII	293
TABLEAU 60 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION SCOLARISABLE AU CYCLE DE BASE 2 SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	294
TABLEAU 61 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION SCOLARISABLE AU CYCLE DE BASE 2 SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	295
TABLEAU 62 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION SCOLARISABLE AU CYCLE DE BASE 2 SUIVANT LES SCÉNARII	296
TABLEAU 63 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION SCOLARISABLE À L'ENSEIGNEMENT MOYEN SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	297
TABLEAU 64 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION SCOLARISABLE À L'ENSEIGNEMENT MOYEN SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	298
TABLEAU 65 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION SCOLARISABLE À L'ENSEIGNEMENT MOYEN SUIVANT LES SCÉNARII	299

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

TABLEAU 66 : EVOLUTION DE LA POPULATION ALPHABÉTISABLE SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	300
TABLEAU 67 : EVOLUTION DE LA POPULATION ALPHABÉTISABLE SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	301
TABLEAU 68 : EVOLUTION DE LA POPULATION ALPHABÉTISABLE SUIVANT LES SCÉNARI	302
TABLEAU 69: POPULATION SCOLARISABLE, EFFECTIFS SCOLARISÉS ET NOMBRE D'ENSEIGNANTS À L'HORIZON 2040 SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	304
TABLEAU 70 : POPULATION SCOLARISABLE, EFFECTIFS SCOLARISÉS ET NOMBRE D'ENSEIGNANTS À L'HORIZON 2040 EN TA	305
TABLEAU 71 : NOMBRE D'ENSEIGNANTS DE TERRAIN NÉCESSAIRES À L'HORIZON 2040 SELON LES SCÉNARI	306
TABLEAU 72 : BESOINS EN CONSEILLERS PÉDAGOGIQUES À L'HORIZON DE 2040 SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	307
TABLEAU 73 : EVOLUTION DES ALPHABÉTISÉS SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	308
TABLEAU 74 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DES ALPHABÉTISÉS À L'HORIZON DE 2040 SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE ..	309
TABLEAU 75 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DES ALPHABÉTISÉS À L'HORIZON DE 2040 SELON LES SCÉNARI	310
TABLEAU 76 : NOMBRE D'ENSEIGNANTS, D'INSPECTEURS ET DE CONSEILLERS NÉCESSAIRES À L'HORIZON DE 2040 SELON LES SCÉNARI	311
TABLEAU 77 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DES FEMMES EN ÂGE DE PROCRÉER SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	312
TABLEAU 78 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DES FEMMES EN ÂGE DE PROCRÉER SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	312
TABLEAU 79 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DES FEMMES EN ÂGE DE PROCRÉER SUIVANT LES SCÉNARI	313
TABLEAU 80 : BESOINS TOTAUX EN PERSONNEL DE SANTÉ DE LA RÉGION À L'HORIZON 2040 SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	313
TABLEAU 81 : BESOINS TOTAUX EN PERSONNEL DE SANTÉ DE LA RÉGION À L'HORIZON 2040 EN TA	315
TABLEAU 82 : EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	318
TABLEAU 83 : EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVESUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	319
TABLEAU 84 : POPULATION SCOLARISABLE, EFFECTIFS SCOLARISÉS ET NOMBRE DE SALLES DE CLASSE À L'HORIZON 2040 SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	328
TABLEAU 85 : POPULATION SCOLARISABLE, EFFECTIFS SCOLARISÉS ET NOMBRE DE SALLES DE CLASSE À L'HORIZON 2040 EN TA	329
TABLEAU 86 : ESTIMATION DU NOMBRE D'ÉCOLES À L'HORIZON 2040 SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	331
TABLEAU 87 : ESTIMATION DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES À L'HORIZON 2040 SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	332
TABLEAU 88 : ESTIMATION DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES À L'HORIZON 2040 SUIVANT LES SCÉNARI	333
TABLEAU 89 : ESTIMATION DU NOMBRE D'INSPECTIONS À L'HORIZON 2040 SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	334
TABLEAU 90 : ESTIMATION DU NOMBRE D'INSPECTIONS À L'HORIZON 2040 SUIVANT LE SCÉNARIO À TENDANCE AMÉNAGÉE	335
TABLEAU 91 : ESTIMATION DU NOMBRE D'INSPECTIONS À L'HORIZON 2040 SELON LES SCÉNARI	336
TABLEAU 92 : BESOINS EN INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE LA RÉGION À L'HORIZON 2040 SUIVANT LE SCÉNARIO TENDANCIEL	338
TABLEAU 93 : PROJECTION DE TENDANCE AMÉNAGÉE CONCERNANT LES INFRASTRUCTURES SANITAIRES À L'HORIZON 2040	338
TABLEAU 94 : BESOINS EN EQUIVALENT POINT D'EAU DANS LA RÉGION DE DOSSO PAR DÉPARTEMENT (TENDANCE SPONTANÉE)	341
TABLEAU 95 : BESOINS EN EQUIVALENT POINT D'EAU DANS LA RÉGION DE DOSSO PAR DÉPARTEMENT (TENDANCE AMÉNAGÉE)	341

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

TABLEAU 96 : BESOINS EN ÉQUIVALENT POINT D'EAU DANS LA RÉGION DE DOSSO PAR RAPPORT À L'EFFECTIF EXISTANT EN 2014 (TS ET TA)	342
TABLEAU 97 : EFFORTS À RÉALISER EN MATIÈRE D'OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT	343
TABLEAU 98 : BESOINS EN INFRASTRUCTURES SOCIOÉDUCATIVES	344
TABLEAU 99: BESOINS EN INFRASTRUCTURES SOCIO SPORTIVES	344
TABLEAU 100 : RENDEMENT PAR SPÉCULATION ET PAR DÉPARTEMENT APPLICABLE PENDANT LE SCHÉMA (KG/HA)	346
TABLEAU 101 : PRODUCTION 2015 (TONNES) EN TENDANCE SPONTANÉE	349
TABLEAU 102 : BESOINS CÉRÉALIERS DE LA POPULATION DE LA RÉGION DE DOSSO À L'HORIZON 2040 (TENDANCE SPONTANÉE)	350
TABLEAU 103 : BILAN CÉRÉALIER À L'HORIZON 2040 DANS LA RÉGION DE DOSSO, TENDANCE SPONTANÉE.	350
TABLEAU 104 : BILAN CÉRÉALIER À L'HORIZON 2040 DANS LA RÉGION DE DOSSO, TENDANCE SPONTANÉE (SUITE)	351
TABLEAU 105 : PRODUCTION TENDANCE AMÉNAGÉE DE LA RÉGION DE DOSSO À L'HORIZON 2040	352
TABLEAU 106 : BESOINS CÉRÉALIERS DE LA POPULATION DE LA RÉGION DE DOSSO À L'HORIZON 2040 (TENDANCE AMÉNAGÉE)	352
TABLEAU 107 : BESOINS CÉRÉALIERS DE LA POPULATION DE LA RÉGION DE DOSSO À L'HORIZON 2040 (TENDANCE AMÉNAGÉE) SUITE	353
TABLEAU 108 : BILAN CÉRÉALIER DE LA RÉGION À L'HORIZON DU SCHÉMA (TENDANCE AMÉNAGÉE)	353
TABLEAU 109 : BILAN CÉRÉALIER DE LA RÉGION À L'HORIZON DU SCHÉMA (TENDANCE AMÉNAGÉE) SUITE	353
TABLEAU 110 : PROJECTION DE L'EFFECTIF DU CHEPTEL EN UBT PAR ESPÈCES, PAR DÉPARTEMENT, LEUR BESOIN ALIMENTAIRE ET LE BILAN FOURRAGER DE 2015 À 2040 (TENDANCE SPONTANÉE)	355
TABLEAU 111 : PROJECTION DE L'EFFECTIF DU CHEPTEL EN UBT PAR ESPÈCES, PAR DÉPARTEMENT, LEUR BESOIN ALIMENTAIRE ET LE BILAN FOURRAGER DE 2015 À 2040 (TENDANCE AMÉNAGÉE)	356
TABLEAU 112 : PRODUCTION DE BOIS ÉNERGIE DANS LA RÉGION DE DOSSO	359
TABLEAU 113 : BESOINS EN BOIS D'ÉNERGIE DANS LA RÉGION DE DOSSO PAR DÉPARTEMENT (TENDANCE SPONTANÉE)	360
TABLEAU 114 : BESOINS EN BOIS D'ÉNERGIE DANS LA RÉGION DE DOSSO PAR DÉPARTEMENT (TENDANCE AMÉNAGÉE)	361
TABLEAU 115 : BESOIN EN BOIS D'ÉNERGIE EN TENDANCE SPONTANÉE, EN TENDANCE AMÉNAGÉES ET LA PRODUCTION DU BOIS DANS LA RÉGION	362
TABLEAU 116 : MARCHÉS À BÉTAILS À AMÉNAGER	367
TABLEAU 117 : BESOINS EN LOGEMENTS DÉCENTS EN TENDANCES SPONTANÉE ET AMÉNAGÉE, HORIZON 2040	369
TABLEAU 118 : ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES POPULATIONS DES HUIT PRINCIPAUX CENTRES URBAINS DE LA RÉGION DE DOSSO EN TENDANCES SPONTANÉE ET AMÉNAGÉE HORIZON 2040	370
TABLEAU 119 : L'ARMATURE URBAINE ET LA HIÉRARCHISATION DES CENTRES URBAINS EN TENDANCE AMÉNAGÉE HORIZON 2040	371
TABLEAU 120 : POPULATION DES COMMUNES EN 2012 ET LEUR ÉVOLUTION EN TENDANCES SPONTANÉE ET AMÉNAGÉE HORIZON 2040	374

LISTE FIGURE

FIGURE 1 : VARIATION PLUVIOMETRIQUE ANNUELLE DU POSTE PLUVIOMETRIQUE DE GAYA DE 1982 À 2012	30
FIGURE 2 : RÉGIME THERMIQUE DU POSTE DE GAYA	31
FIGURE 3 : DIAGRAMME OMBROTHERMIQUE DU POSTE MÉTÉO DE GAYA	31
FIGURE 4 : PYRAMIDE DES ÂGES DANS LA RÉGION DE DOSSO SELON RGPH 2012	53
FIGURE 5 : ÉVOLUTION DES CENTRES D'ALPHABÉTISATION DE LA RÉGION SELON LE MILIEU	170
FIGURE 6 : RÉPARTITION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES PUBLIQUES ET PRIVÉES DE LA RÉGION PAR DISTRICT EN 2013	171
FIGURE 7 : SITUATION DES MATÉRIELS ROULANTS PAR DISTRICT SANITAIRE EN 2013	171
FIGURE 8 : ÉVOLUTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE LA RÉGION DE DOSSO PAR TYPE	172
FIGURE 9 : EVOLUTION DE LA SITUATION PARC AUTO ET MOTO DE LA DRSP DE DOSSO	172

LISTE DES CARTES

CARTE 1: LOCALISATION DE LA RÉGION DE DOSSO DANS LE NIGER	20
CARTE 2 : DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF DE LA RÉGION DE DOSSO (LES DÉPARTEMENTS)	22
CARTE 3 : DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF DE LA RÉGION DE DOSSO (LES COMMUNES)	23
CARTE 4 : DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF DE LA RÉGION DE DOSSO (SULTANAT ET CANTONS)	24
CARTE 5 : GÉOLOGIE DE LA RÉGION DE DOSSO	25
CARTE 6 : CARTE DU RELIEF ET DE RÉSEAUX HYDROGRAPHIQUES DANS LA RÉGION DE DOSSO	26
CARTE 7 : DIFFÉRENTS TYPES DE SOLS DANS LA RÉGION DE DOSSO	28
CARTE 8 : ISOHYÈTES 1961 – 1990 DE LA RÉGION DE DOSSO	29
CARTE 9 : TYPE DE LA VÉGÉTATION DE LA RÉGION DE DOSSO	33
CARTE 10 : RESSOURCES EN EAU DE SURFACE DE LA RÉGION DE DOSSO	38
CARTE 11: OCCUPATION DES TERRES DE LA RÉGION DE DOSSO (SITUATION DE 1996)	40
CARTE 12 : OCCUPATION DES TERRES DE LA RÉGION DE DOSSO (SITUATION DE 2000)	41
CARTE 13 : OCCUPATION DES TERRES DE LA RÉGION DE DOSSO (SITUATION DE 2010)	41
CARTE14 : ZONES AGRO-ÉCOLOGIQUES DE LA RÉGION DE DOSSO	44
CARTE 15 : RÉPARTITION DE LA POPULATION DE DOSSO SELON LA RÉSIDENCE	49
CARTE 16 : POIDS DÉMOGRAPHIQUE PAR DÉPARTEMENTS DANS LA RÉGION DE DOSSO EN 2012	50
CARTE 17 : ACCROISSEMENT DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT DANS LA RÉGION DE DOSSO	51
CARTE 18 : DENSITÉ DE POPULATION PAR DÉPARTEMENT DANS LA RÉGION DE DOSSO	52
CARTE 19 : STRUCTURE DE LA POPULATION DE DOSSO PAR DÉPARTEMENT ET PAR SEXE EN 2012	54
CARTE 20 : DE MIGRATION INTER RÉGIONALES ET INTERNATIONALES DE LA RÉGION DE DOSSO	57
CARTE 21 : RÉPARTITION DU PERSONNEL DE SANTÉ DE LA RÉGION DE DOSSO PAR DISTRICT SANITAIRE EN 2014	85
CARTE 22 : ASSOLEMENT DES CULTURES DANS LA RÉGION DE DOSSO	125
CARTE 23 : RENDEMENTS DES DIFFÉRENTES CULTURES DANS LA RÉGION DE DOSSO SELON LES SPÉCULATIONS ET LES DÉPARTEMENTS	128
CARTE 24 : PRODUCTION DES CULTURES DE LA RÉGION DE DOSSO PAR SPÉCULATION ET PAR DÉPARTEMENTS EN 2014	129
CARTE 25 : EFFECTIF DU BÉTAIL DANS LA RÉGION DE DOSSO AU NIVEAU DES ANCIENS DÉPARTEMENTS (NOMBRE DE TÊTES)	134
CARTE 26 : EFFECTIF DU BÉTAIL DANS LA RÉGION DE DOSSO AU NIVEAU DES ANCIENS DÉPARTEMENTS (NOMBRE D'UBT)	135
CARTE 27 : PRODUCTION DE LA BIOMASSE AU 30 SEPTEMBRE 2012 DANS LA RÉGION DE DOSSO	138
CARTE 28 : COULOIRS DE TRANSHUMANANCE ET CENTRES DE COMMERCIALISATION DU BÉTAIL DANS LA RÉGION DE DOSSO	139
CARTE 29 : RESSOURCES PASTORALES DE LA RÉGION DE DOSSO	140
CARTE 30 : LOCALITÉS ÉLECTRIFIÉES DE LA RÉGION DE DOSSO EN 2011	152
CARTE 31: SITES TOURISTIQUES DE LA RÉGION DE DOSSO	156
CARTE 32: ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES DE LA RÉGION DE DOSSO, 2014-2015	164
CARTE 33 : RÉPARTITION DES DISTRICTS SANITAIRES DANS LA RÉGION DE DOSSO	170
CARTE 34 : CARTE D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES DANS LE DÉPARTEMENT DE DOSSO	173

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

CARTE 35 : INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES AGRICOLES DANS LA RÉGION DE DOSSO DANS LES ANCIENS DÉPARTEMENTS	175
CARTE 36 : INFRASTRUCTURES D'ÉLEVAGE DANS LA RÉGION DE DOSSO EN 2013.	176
CARTE 37 : STRUCTURES D'ACCUEIL DANS LA RÉGION DE DOSSO	179
CARTE 38 : RÉSEAU ROUTIER DE LA RÉGION DE DOSSO EN 2014	180
CARTE 39 : EVOLUTION ET RÉPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION DE LA RÉGION SELON LES SCÉNARIII	282
CARTE 40 : RÉPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT SELON LES TENDANCES	283
CARTE 41 : RÉPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT SELON LES SCÉNARIII	285
CARTE 42 : ÉVOLUTION DU TAUX D'URBANISATION PAR DÉPARTEMENT SELON LES SCÉNARIII	287
CARTE 43 : BESOINS TOTAUX EN PERSONNEL DE SANTÉ DE LA RÉGION À L'HORIZON 2040 SELON LES SCÉNARIII	316
CARTE 44 : EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE SUIVANT LES DEUX (2) SCÉNARIII	320
CARTE 45 : EFFECTIFS SCOLARISÉS ET NOMBRE DE SALLES DE CLASSE À L'HORIZON 2040 SELON LES SCÉNARIII	330
CARTE 46 : BESOINS EN INFRASTRUCTURES DU SECONDAIRE À L'HORIZON 2040	337
CARTE 48 : PROJECTION SELON LES SCÉNARIII CONCERNANT LES INFRASTRUCTURES SANITAIRES À L'HORIZON 2040	339
CARTE 49 : BESOIN EN ÉQUIVALENTS POINTS D'EAU EN TENDANCE SPONTANÉE ET EN TENDANCE AMÉNAGÉE PAR DÉPARTEMENT À L'HORIZON DU SCHÉMA	342
CARTE 50 : COMPARAISON DE LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE MOYENNE ET DES BESOINS EN CÉRÉALES DE LA POPULATION À L'HORIZON DU SCHÉMA PAR DÉPARTEMENT DANS LA RÉGION DE DOSSO	354
CARTE 51 : COMPARAISON DE LA PRODUCTION FOURRAGÈRE MOYENNE ET DES BESOINS DES ANIMAUX (TONNES) EN TENDANCE SPONTANÉE ET EN TENDANCE AMÉNAGÉE À L'HORIZON DU SCHÉMA PAR DÉPARTEMENT DANS LA RÉGION DE DOSSO	358
CARTE 52 : BESOINS EN BOIS ÉNERGIE DE LA POPULATION RURALE ET URBAINE EN 2015 ET EN 2040 SELON LA TENDANCE SPONTANÉE ET LA TENDANCE AMÉNAGÉE (TONNES) PAR DÉPARTEMENT DANS LA RÉGION DE DOSSO	362
CARTE 53 : DIFFÉRENTS AMÉNAGEMENTS DU RÉSEAU ROUTIER PROPOSÉS DANS LA RÉGION DE DOSSO À L'HORIZON DU SCHÉMA	365
CARTE 54 : MARCHÉS À BÉTAIL À AMÉNAGER DANS LA RÉGION DE DOSSO À L'HORIZON DU SCHÉMA EN TENDANCE AMÉNAGÉE	368
CARTE 55 : BESOIN EN LOGEMENTS DÉCENTS EN TENDANCE SPONTANÉE ET EN TENDANCE AMÉNAGÉE DANS LA RÉGION DE DOSSO ...	370
CARTE 57 : ARMATURE ET HIÉRARCHIE URBAINES À L'HORIZON 2040 EN TENDANCE AMÉNAGÉE	372
CARTE 58 : POPULATION DES CENTRES URBAINS À L'HORIZON DU SRAT EN TENDANCE SPONTANÉE	375
CARTE 59 : POPULATION DES CENTRES URBAINS À L'HORIZON DU SRAT EN TENDANCE AMÉNAGÉE	376
CARTE 60 : CARTE SYNTHÈSE DU SRAT DE LA RÉGION DE DOSSO	377

INTRODUCTION GENERALE

Au lendemain des indépendances, les autorités nigériennes ont très tôt exprimé la volonté de promouvoir l'aménagement du territoire comme outil de développement à travers les outils de planification.

Toutes les constitutions qui se sont succédé ont réaffirmé la volonté de ces autorités à apporter une réponse conséquente aux problèmes d'aménagement du territoire. En effet, la Constitution de la 7^{ème} République du 25 novembre 2010, en son article 165 précise « l'Etat veille au développement harmonieux de toutes les collectivités territoriales sur la base de la solidarité nationale, de la justice sociale, des potentialités régionales et de l'équilibre interrégional ».

Le repère historique du processus a permis de relever que des efforts ont été déployés sur le plan des études et réflexions, sur le plan de l'évolution institutionnelle et réglementaire, sur le plan de l'élaboration et la mise en œuvre des outils de planification économique et sur le plan de l'élaboration des outils de planification et de gestion spatiale du développement. Des études et actions ont été également réalisées sur le plan sectoriel et dans le cadre de certains projets d'envergure, en rapport avec l'aménagement du territoire.

Mais les faits les plus marquants du processus sont l'approbation de la loi n° 2001-032 portant orientation de la politique d'Aménagement du Territoire, qui a fixé le cadre juridique de toutes les interventions de l'Etat et des autres acteurs ayant pour effet la structuration, l'occupation et l'utilisation du territoire national et de ses ressources. Elle prévoit entre autres l'élaboration et la mise en œuvre des outils d'aménagement du territoire aux niveaux central et déconcentré dont les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAT).

Comme pour confirmer cette option, le Programme de Renaissance (2011-2015) de S.E.M. le Président de la République, Chef de l'Etat, dans son chapitre sur l'Aménagement du Territoire, le Développement Urbain et l'Habitat, a assigné à la politique d'Aménagement du Territoire trois objectifs, dont entre autres, l'atténuation des disparités inter et intra régionales et entre le milieu urbain et le milieu rural. Pour atteindre ces objectifs, il est prévu au cours des cinq (5) prochaines années, de Réaliser ou finaliser :

- les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAT) pour les huit régions du Pays ;
- Les Plans Urbains de Référence (PUR) pour tous les chefs-lieux des régions et certains centres urbains secondaires dynamiques ;
- Les Schémas Directeurs d'Urbanisme et d'Assainissement pour tous les chefs-lieux des régions ;
- Et encourager l'élaboration des Plans de Développement Communaux (PDC) pour chaque commune.

Cela a été traduit, en ces termes, dans la Déclaration de Politique Générale (DPG) de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre Chef du Gouvernement, en son axe premier relatif à la promotion de la bonne gouvernance, précisément la gouvernance économique : « la création du Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire traduit une volonté politique forte des Autorités de la 7^{ème} République de valoriser la fonction économique, en mettant l'accent sur la prospective, la coordination des

programmes de développement, ainsi que la préservation de l'équilibre inter et intra régional et sectoriel ».

Dans le même registre, le Gouvernement adopta le 31 août 2011 une « Note d'orientation stratégique pour un développement durable et une croissance inclusive » qui fixe les orientations pour la conduite du processus de formulation des cadres stratégiques sur lesquels repose l'action du Gouvernement. La note évoque les documents qui vont constituer le socle de la relance de la planification au Niger parmi lesquels se trouvent les outils d'aménagement du territoire (Atlas National, Schéma national d'aménagement du territoire, schéma de zone spécifique, schéma régional d'aménagement du territoire et schéma directeur d'assainissement et d'urbanisme) ».

La traduction concrète de toute cette volonté politique a été matérialisée par la prise en compte de l'Aménagement du Territoire dans le PDES 2012-2015, dans ses Orientations Stratégiques à travers l'Axe 2 relatif à la « création des conditions d'un développement durable, équilibré et inclusif ».

La poursuite du processus a permis l'élaboration d'une politique en la matière et le 2 mai 2014 fut signé le décret n°2014-319/PRN/MP/AT/DC, portant adoption de la politique nationale d'aménagement du territoire (PNAT) au Niger.

Cette loi et son plan d'actions ont fait l'objet d'une large popularisation à tous les niveaux (régions, départements et communes). Elle prévoit 4 types d'instruments ou outils de mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire qui sont :

- Le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT);
- Le schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT) qui traduit les orientations du schéma national à l'échelle de la région. Il doit être conforme au schéma national ;
- Le schéma de zone qui consigne les orientations du schéma régional à l'échelle du département ou à l'échelle intercommunale ;
- Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) qui doit être conforme au schéma départemental, régional et national d'aménagement du territoire.

La politique d'aménagement du territoire est conçue et mise en œuvre dans le respect des principes de la décentralisation. A cet effet, l'Etat doit veiller à une réelle implication des citoyens dans le processus d'élaboration et d'application de la politique de l'Aménagement du Territoire.

Dans l'optique du renforcement des compétences aux niveaux déconcentré et décentralisé, la loi précise que toutes les régions du pays doivent disposer d'un Schéma Régional d'Aménagement du Territoire. C'est dans cette lancée que les SRAT des régions de Maradi et d'Agadez sont élaborés respectivement en 2009 et 2012.

Le processus d'élaboration du présent schéma de Dosso a été lancé en avril 2015. Son élaboration tient compte des enjeux de la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire en tant que préoccupation fondamentale des autorités de la 7^{ème} République pour régler les disparités entre les régions du pays. Elle tient aussi compte des enjeux de la décentralisation où la région est un maillon important tant que niveau déconcentré et décentralisé et sur laquelle repose le développement spatial et territorial du pays. Cela place la communauté au centre des décisions en matière de développement régional et local.

L'élaboration du SRAT devra aussi nécessairement tenir compte des enjeux de l'intégration régionale à travers des institutions comme la CEDEAO, de l'UEMOA qui disposent déjà d'une politique d'Aménagement du territoire communautaire axée sur les infrastructures et le développement des échanges à travers les marchés communautaires, mais surtout à travers la position frontalière qu'occupe la région qui partage des frontières avec le Bénin et le Nigéria, en ayant une considération particulière au chemin de fer en construction dont la voie traverse la région sur trois départements.

Les objectifs assignés à cette étude sont les suivants :

Objectif global

L'objectif global de l'étude est de doter la région de Dosso d'un Schéma d'Aménagement du Territoire en vue de lui permettre une occupation judicieuse et une utilisation optimale des ressources de son territoire.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques poursuivis sont les suivants:

- réduire de façon significative les disparités intra régionales;
- programmer les actions de développement de la région à partir d'un outil de planification constituant un cadre de référence précis;
- exploiter les ressources naturelles de manière rationnelle et optimale;
- valoriser les spécificités intra régionales, régionales et inter régionales;
- répartir harmonieusement et équitablement les investissements sur le territoire régional;
- contenir la pression démographique en fixant les populations et en freinant l'exode rural;
- impliquer effectivement les principaux acteurs dans l'élaboration du SRAT à travers une approche participative;
- prendre en compte les stratégies et orientations nationales dans un souci de cohérence et d'harmonie;
- connaître les problèmes d'aménagement et de développement de la région et proposer des solutions appropriées;
- mobiliser les appuis des partenaires en direction de la région pour la réalisation des actions de développement;
- promouvoir les vocations économiques de la région.

Résultats attendus

Les résultats attendus sont les suivants:

- un document cadre méthodologique est élaboré;
- un document de diagnostic est élaboré;
- un zonage de la région est réalisé;
- des options d'aménagement et de développement de la région sont définies;

- un document de formulation du SRAT est élaboré;
- une version du document définitif du SRAT est disponible

Dans le cadre de l'atteinte de ces objectifs, un diagnostic a été élaboré, validé en atelier en août 2015 et finaliser en tenant compte des amendements retenus. Le bilan diagnostic élaboré établit un état des lieux de la région à partir de cinq thématiques qui sont : le milieu physique, le milieu humain, les activités économiques, les infrastructures et équipements, l'organisation et la gestion de l'espace.

La présente étape de formulation prend en compte la synthèse du diagnostic et brosse la situation de l'avenir de la région de Dosso en tendances spontanées et en tendances aménagées et précise les conditions institutionnelles, juridiques, financières et matérielles de mise en œuvre et de suivi évaluation du schéma.

Démarche méthodologique

La démarche adoptée pour l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) de Dosso repose sur une approche participative organisée en trois (3) phases.

1. La première phase a porté sur l'élaboration, l'harmonisation et l'adoption des outils méthodologiques afin d'asseoir les principes et les bases du processus d'élaboration du SRAT. Cette première phase a pour consistance :

- la mobilisation de l'équipe des consultants, conformément aux Termes de Référence et aux clauses du contrat ;
- les réunions de cadrage avec le commanditaire qui ont permis d'avoir une compréhension mutuelle du contenu de la mission ;
- L'atelier de lancement du processus d'élaboration du schéma suivi de la formation des acteurs des 15 et 16 avril 2015, à l'issue duquel les outils de collecte de données sont finalisés par l'équipe des consultants ;
- Les rencontres entre les autorités administratives de la région et l'équipe des consultants
- La collecte des données physiques et orales sur l'ensemble des secteurs socioéconomiques de la région.

Les produits issus de cette phase sont :

- Un chronogramme sur le processus d'élaboration du SRAT de Dosso ;
- Une méthodologie (outils et méthodes) sur le processus d'élaboration du SRAT.

2. La deuxième phase a permis l'élaboration d'un diagnostic territorial qui porte sur l'identification et l'analyse des problématiques de développement de la région à travers les potentialités, les atouts, les contraintes, tendances lourdes et les perspectives avec les étapes suivantes :

- Collecte et analyse de la documentation existante ;
- Collecte et analyse des données complémentaires ;
- Traitement des données et validation des documents issus du processus ;

- Réalisation des cartes thématiques ;
- Elaboration du document de l'Analyse – Diagnostic ;
- Validation du document de l'Analyse – Diagnostic.

Cette phase a pour extrant un document sur l'analyse-diagnostic régionale qui met en lumière la problématique générale, les problématiques sectorielles, les relations d'influence qui existent entre les différentes composantes et leur interaction avec l'extérieur ainsi que les atouts et contraintes de la région.

3. La troisième phase qui concerne ce document est celle de l'élaboration du SRAT suivant les étapes ci-après :

- Synthèse de l'analyse-diagnostic régionale mettant en exergue les principaux enjeux, tendances lourdes et défis territoriaux de la région ;
- Elaboration d'un document portant sur les éléments constitutifs des bases des scénarii du SRAT. Il s'est agi pour les consultants de présenter dans ce document les différents indicateurs, normes, paramètres et autres hypothèses qui serviront de base aux projections à l'horizon du schéma ;
- Présentation des éléments de bases des projections aux responsables des services techniques régionaux déconcentrés de l'Etat. Au cours des rencontres qui ont eu lieu dans les locaux des différents services techniques, les différents éléments devant servir de base aux scénarii proposés par les consultants ont fait l'objet d'échanges et de discussions. Aux termes de ces rencontres des observations et propositions d'amendements pertinentes ont été formulées et prises en compte ;
- Elaboration du document provisoire du SRAT qui décline les propositions d'aménagement, l'analyse prospective, les grandes orientations, les axes stratégiques, les objectifs d'aménagement/développement et les actions prioritaires ;
- Restitution et validation en atelier.

Le présent document se rapportant au Schéma Régional d'Aménagement de Territoire de Dosso qui prend en compte les observations pertinentes formulées par l'atelier de validation, est structuré en cinq (5) chapitres:

- Chapitre I : Rappel de la présentation générale de la région
- Chapitre II : Synthèse de l'analyse diagnostique thématique et sectorielle
- Chapitre III : Problématique générale d'aménagement et de développement de la région
- Chapitre IV : Schéma régional d'aménagement du territoire de Dosso
- Chapitre V : Modalités de mise en œuvre.

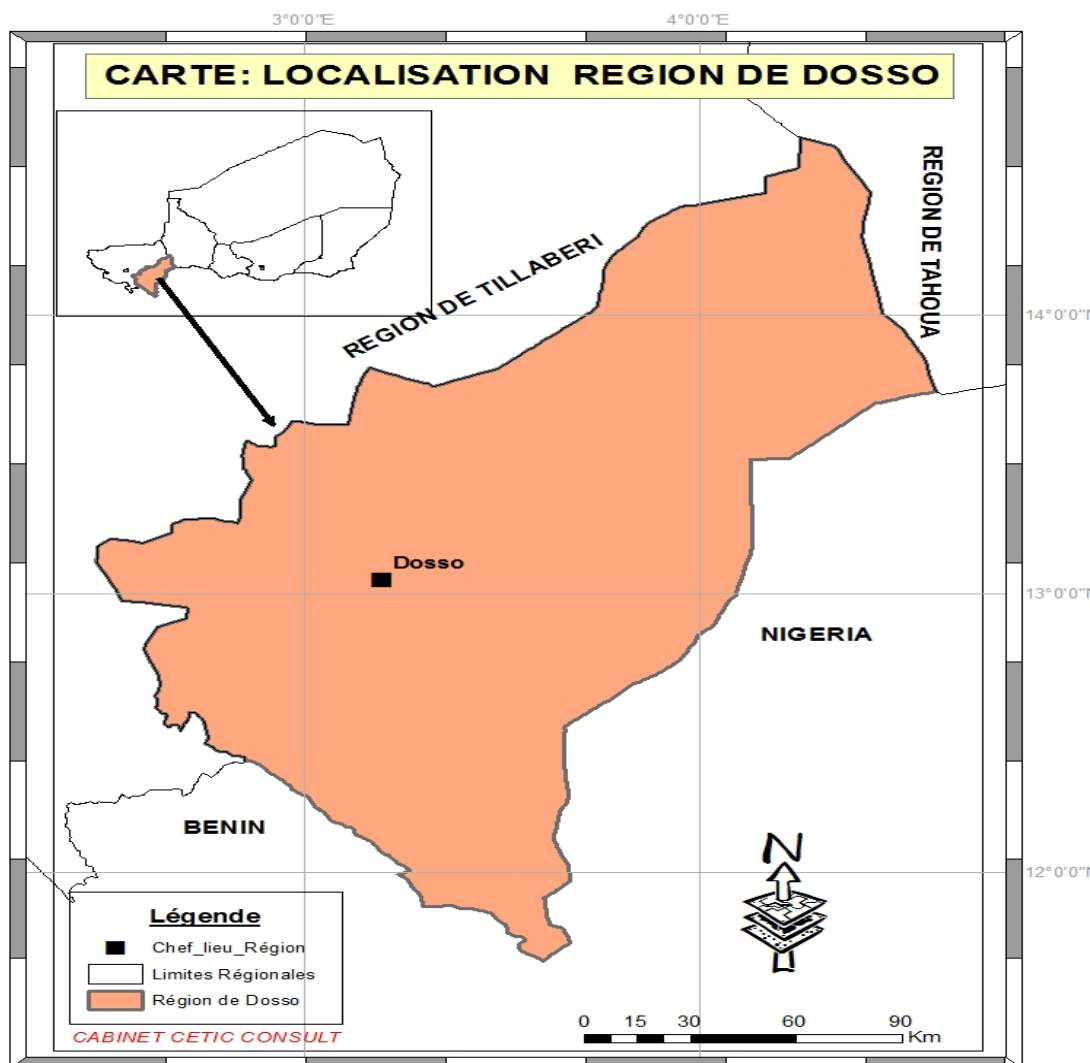
CHAPITRE I : RAPPEL DE LA PRESENTATION GENERALE DE LA REGION DE DOSSO

1.1 Situation géographique de la région

Située dans l'extrême Sud-ouest du Niger, la région de Dosso couvre une superficie de 31.000 km² soit 2 % du territoire national. Elle est située entre 11°50 et 14°50 de latitude Nord et entre 2°30 et 4°40 de longitude Est. Elle est limitée au Nord et à l'Ouest par la région de Tillabéry; au Sud-ouest par la République du Bénin; au Sud-est par la République Fédérale du Nigeria et à l'Est par la région de Tahoua.

La carte ci-dessous situe la Région de Dosso dans le Niger, avec ses parties limitrophes

Carte 1: localisation de la Région de Dosso dans le Niger



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

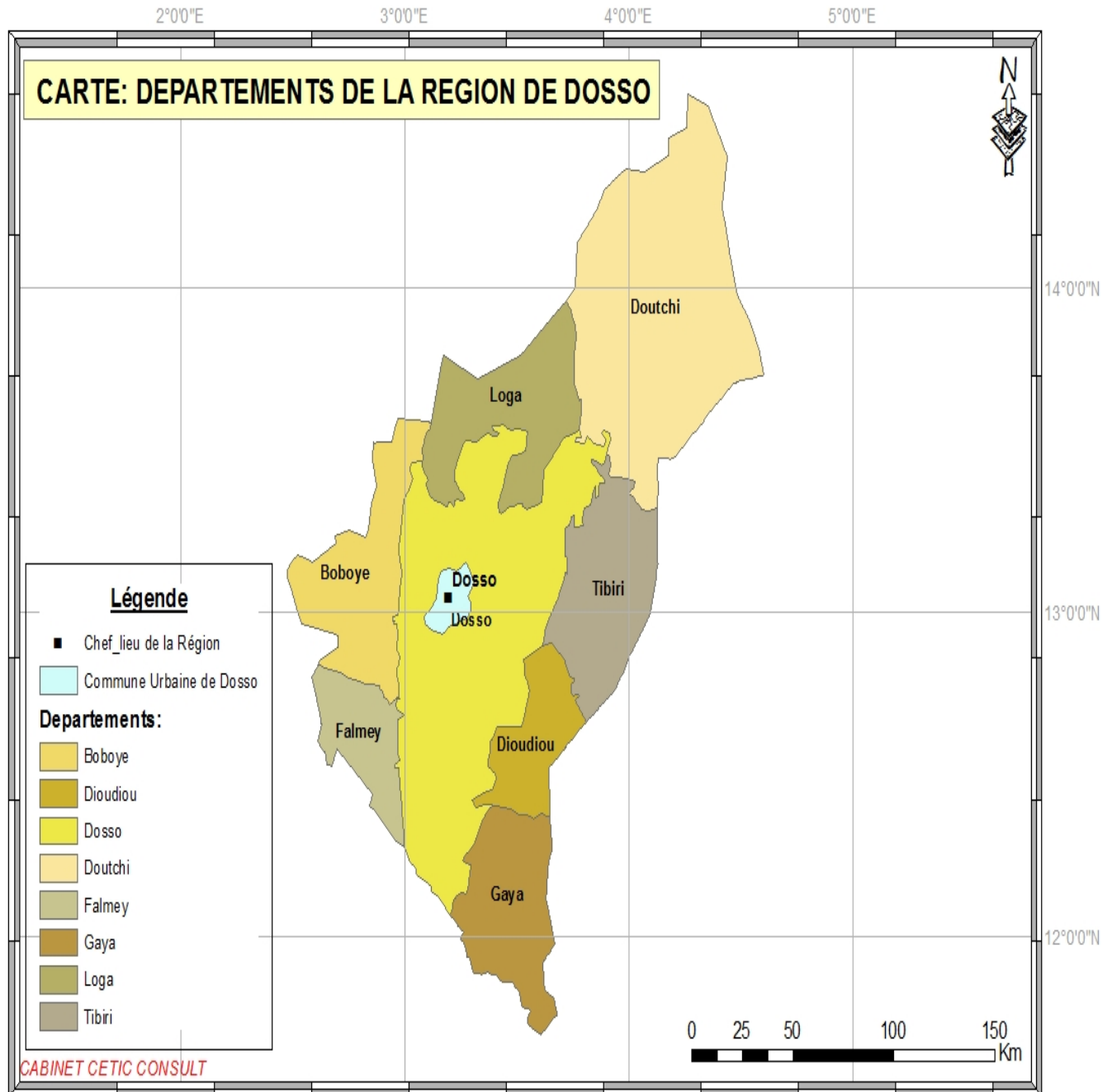
Conformément à la Loi n°2004-047 du 16 juin 2004, modifiant la loi 2002-012 du 11 juin 2002, déterminant les principes fondamentaux de la libre administration des régions, des départements et des communes ainsi que leurs compétences et leurs ressources et la loi 2008-42 du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et à l'administration du territoire de la République du Niger qui érige en collectivités territoriales les communes et les régions. La décentralisation intégrale prévue à trois (3) niveaux est ramenée à deux (2) niveaux, le département étant supprimé du rang des collectivités territoriales en tant qu'échelon décentralisé.

Ainsi, la région de Dosso comprend :

- une (1) région en même temps circonscription administrative et collectivité territoriale dont le chef-lieu est Dosso ;
- huit (8) Départements : Boboye, Dosso, Douchi, Gaya, Loga, Falmey, Dioundiou et Tibiri ;
- cinq (5) Communes Urbaines au niveau des 5 anciens départements que sont : Boboye, Dosso, Douchi, Gaya, Loga ;
- 38 communes rurales réparties comme suit :
- Département de Dosso, 10 communes que sont : Farey, Garankédey, Gollé, Goroubankassam, Karguibangou, Mokko, Sambéra, Tessa, Tombokoirey I et Tombokoirey II(Sakdamna),
- Département de Gaya, 5 communes à savoir : Bana, Bengou, Tanda, Tounouga, Yélou,
- Département de Dioundiou, 3 communes que sont : Dioundiou, Karakara, et Zabori,
- Département de Dogondoutchi, 5 communes à savoir: Dankassari, Dogonkiria, Kiéché, Matankari et Soucoucutane,
- Département de Tibiri, 4 communes à savoir : Douméga, Guéchémé, Koré Mairoua et Tibiri,
- Département de Boboye, 7 communes à savoir: Fabidji, Fakara, Harikanassou, Kankandi, Kiota, Koygolo et N'Gonga,
- Département de Falmey, 2 communes à savoir : Falmey et Guilladjé,
- Département de Loga, 2 communes que sont: Falwel et Sokorbé.

La carte ci-dessous donne le découpage territorial de la région de Dosso en départements.

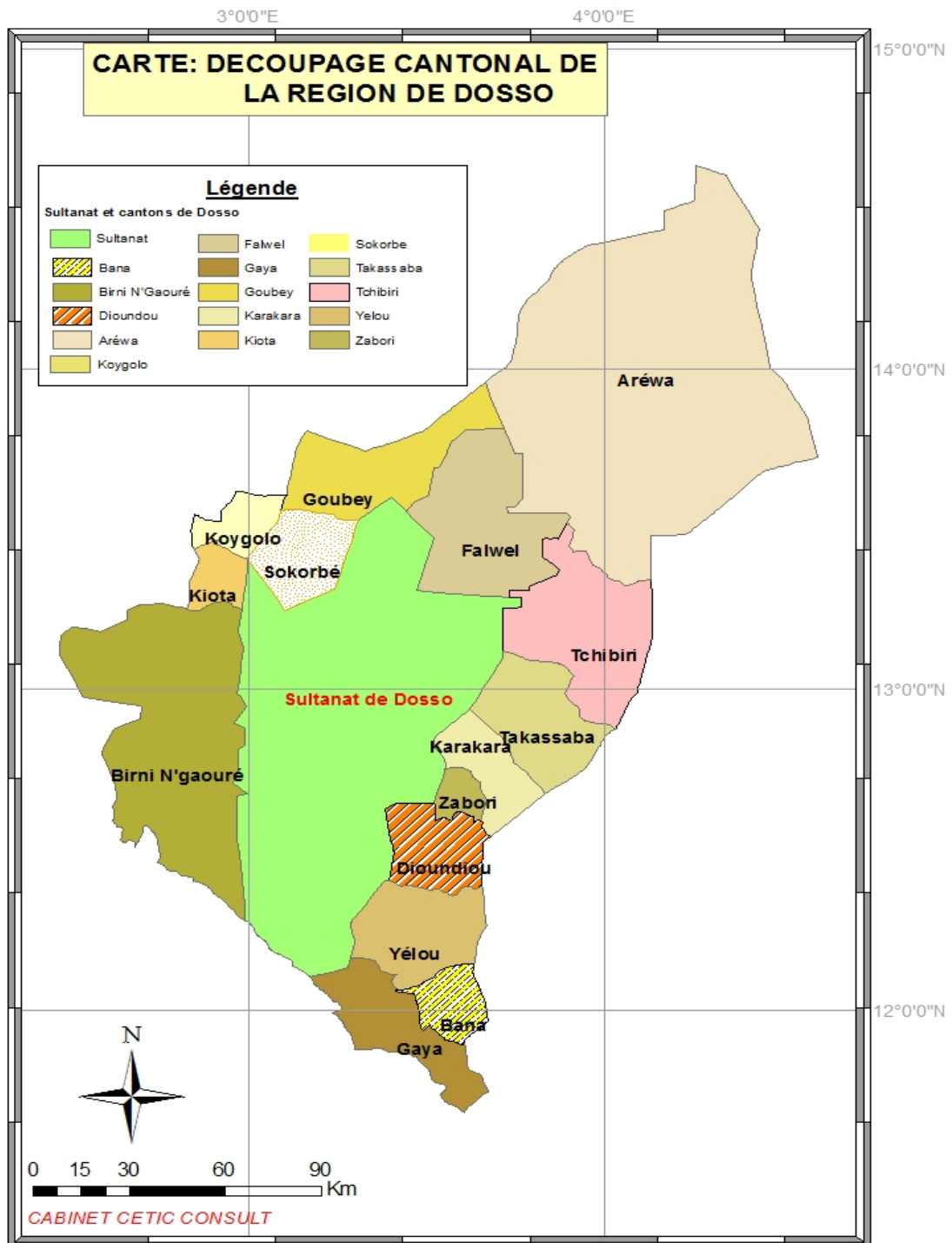
Carte 2 : découpage administratif de la région de Dosso (les départements)



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

La carte ci-dessus illustre le découpage de la région en huit départements

Carte 4 : Découpage administratif de la région de Dosso (sultanat et cantons)



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Ce maillage administratif facilite un encadrement de proximité des communautés de la région.

CHAPITRE II : RAPPEL DE L'ANALYSE- DIAGNOSTIC PAR THEME

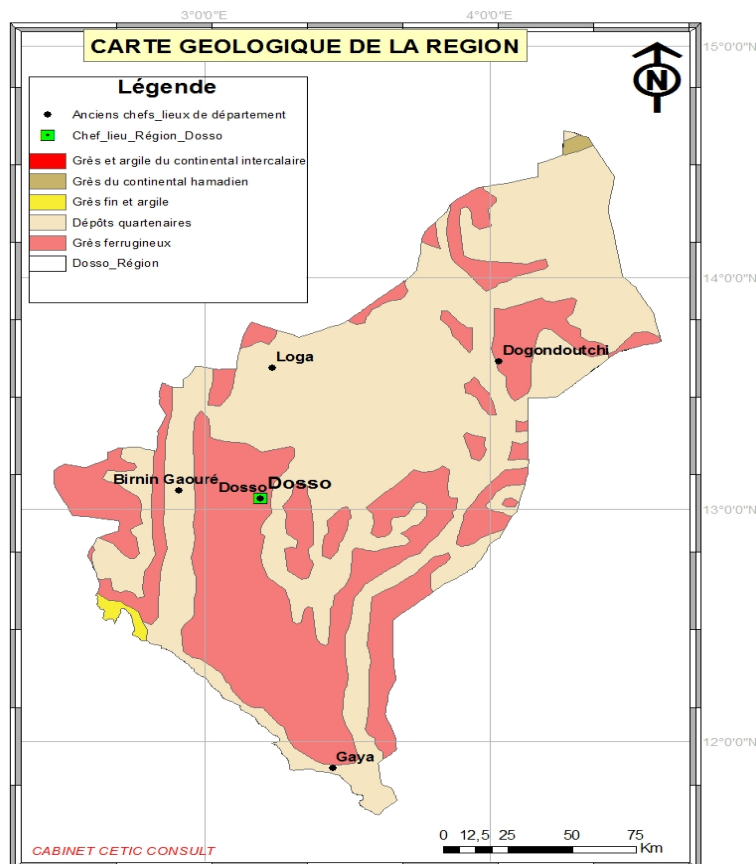
Le processus d'élaboration d'un Schéma Régional d'Aménagement du Territoire démarre généralement par la phase d'analyse diagnostique régionale. Il s'agit en réalité de dresser un état de lieu du système régional et d'analyser les mécanismes de son fonctionnement dans sa dynamique interne et dans ses relations avec son environnement externe, dans la perspective de proposer des solutions pertinentes aux problèmes essentiels qui se posent pour promouvoir un développement cohérent répondant aux aspirations des populations de la région. L'élaboration de ce diagnostic reposera sur les cinq grandes thématiques que sont : Le milieu physique, Le milieu humain, Les activités économiques, Les infrastructures et équipements, et l'organisation et le fonctionnement de l'espace.

1.2 MILIEU PHYSIQUE

Le milieu physique comprend la géologie, le relief, les sols, l'hydrogéologie, l'hydrographie, le climat, la végétation et la faune de la région de Dosso.

Du point de vue géologique la région de Dosso fait partie du vaste bassin sédimentaire des ullimanden, qui occupe la plus grande partie du Niger occidental. Ce bassin a été formé au secondaire et au tertiaire lors de trois phases majeures : une phase continentale, une phase marine à transgressions multiples et une phase continentale. Cette géologie sous l'influence des facteurs climatiques et anthropiques détermine le relief de la région de Dosso.

Carte 5 : Géologie de la région de Dosso



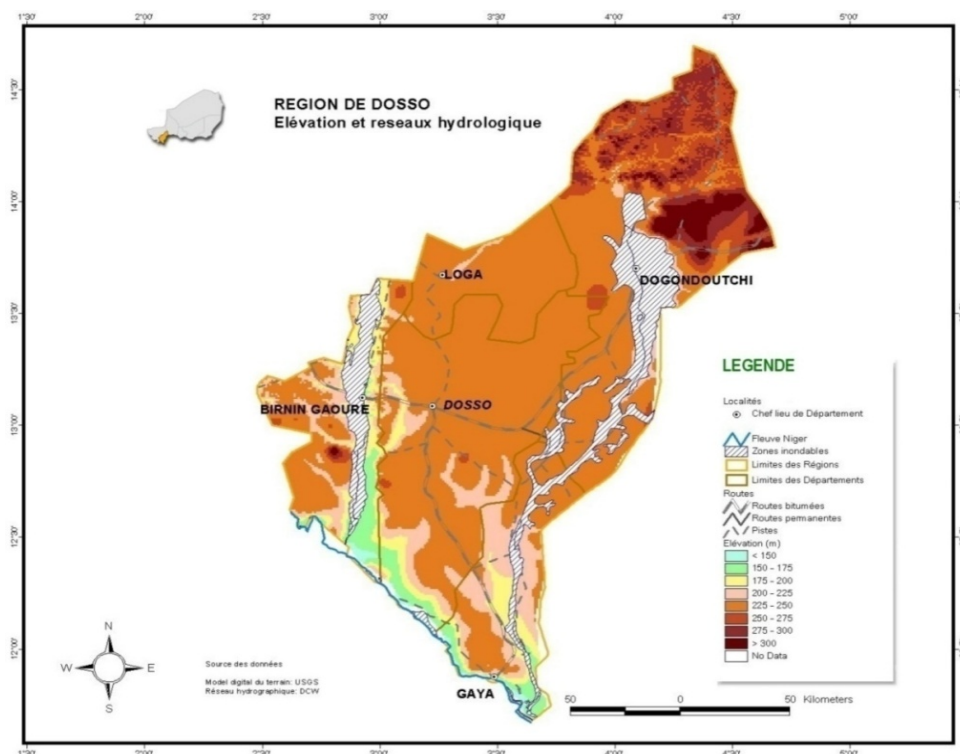
Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

La carte fait ressortir que la région de Dosso est dominée par deux grands groupes de roches : la néoprotérozoïque et la pléistocène formés à la phase maritime qui a des transgression multiples.

Le relief de la région de Dosso est marqué par trois zones essentielles :

- la zone des plateaux qui comprend :
 - ✓ les plateaux du Centre et du Nord de la région ;
 - ✓ les plateaux de Fakara à l'Ouest,
 - ✓ les plateaux de Gaya, au Sud de la région ;
- la zone des dallols avec :
 - ✓ Dallol Bosso : il traverse les départements de Loga, Boboye et Falmey en suivant l'axe Nord-Sud. Il a une longueur de 155 km pour une largeur moyenne de 10 km soit un bassin de 1.550km² ;
 - ✓ Dallol Maouri. Il traverse les départements de Dogondoutchi, Tibiri, Dioundiou et Gaya selon l'axe Nord-Sud. Il a une longueur de 360 km pour une largeur moyenne de 4,5 km soit un bassin de 1.620km² ;
 - ✓ Dallol Foga, c'est un affluent du Dallol Maouri qu'il rejoint au niveau du village de Bana, sa longueur est de 260 km pour une largeur de 2,5 km soit un bassin de 650 km².
- **La vallée du fleuve Niger** : le fleuve Niger traverse la région de Dosso sur une longue de 180 km, elle est située à l'extrême Sud de la région et fait frontière avec la République du Bénin.

Carte 6 : Carte du relief et de réseaux hydrographiques dans la région de Dosso



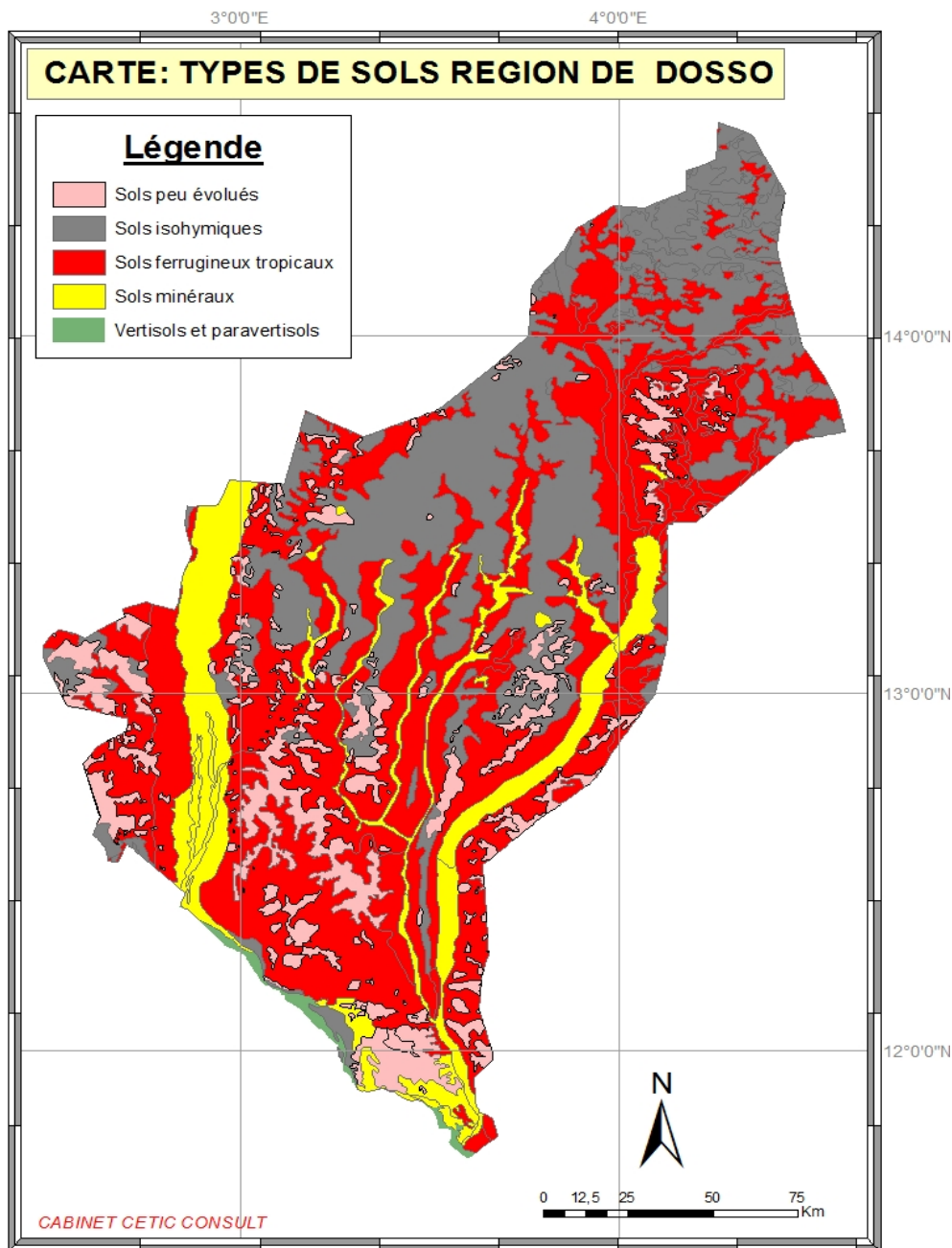
Source : Monographie de la région de Dosso, 2008

Sous l'action de l'eau et de la chaleur le modelé régional a donné les différents les sols suivants :

- Les sols des plateaux constitués de minces couches fertiles et sableuses reposant sur des grès ferrugino-sableux du continental terminal. Ces sols sont de plus en plus exploités mais ils ne supportent pas d'être cultivés en permanence sans une amélioration des techniques culturales (faibles capacités de rétention en eau et d'échanges cationiques). Ils représentent près de 2/3 de la superficie de la région.
- Les sols des vallées du fleuve et des dallols : ces sols sont plus ou moins lourds, riches en argile, en limon et en matières organiques mais de faible superficie (moins de 10% de la région) avec une bonne valeur agronomique ;
- Les sols sableux des dallols : sont principalement d'origine alluviale et présentent une faible capacité d'échanges cationiques en raison de leur faible teneur en argile et en limon (moins de 10%). Ils sont généralement surexploités et carencés en éléments nutritifs (azote, phosphore, oligo-éléments, etc...). Ici le phénomène préoccupant est l'érosion hydrique se manifestant sur des sols fragiles et les ravines gagnent du terrain au niveau des terres cultivables. Ils sont très lessivés et de faible valeur agronomique.
- Les sols des terrasses se rencontrant au pied des escarpements des plateaux et en bordure des dallols. Ils sont de texture sablo-argileuse. Ils forment une mince couche fertile et sont de faible valeur agronomique. Ils sont généralement surexploités à des fins agricoles tout en étant menacés par l'érosion hydrique.
- Les sols hydro morphes se rencontrent dans les zones régulièrement inondées des dallols et de la vallée du fleuve. Ils sont très riches en matières organiques et sont généralement de bonne qualité agronomique. Toutefois on relève des carences en oligo-éléments (surtout le magnésium) en cas de mise en valeur permanente. En général, ce sont des sols surexploités et on observe une nette tendance à la baisse des rendements et une certaine salinité par endroits (formation des croûtes blanchâtres à la surface du sol).

La carte ci contre fait le point des différents types de sols dans la région de Dosso

Carte 7 : Différents types de sols dans la région de Dosso



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Les sols des plateaux ou sols ferrogino- tropicaux dominent puis viennent les sols isohumiques qui sont de texture argilo- sableux.

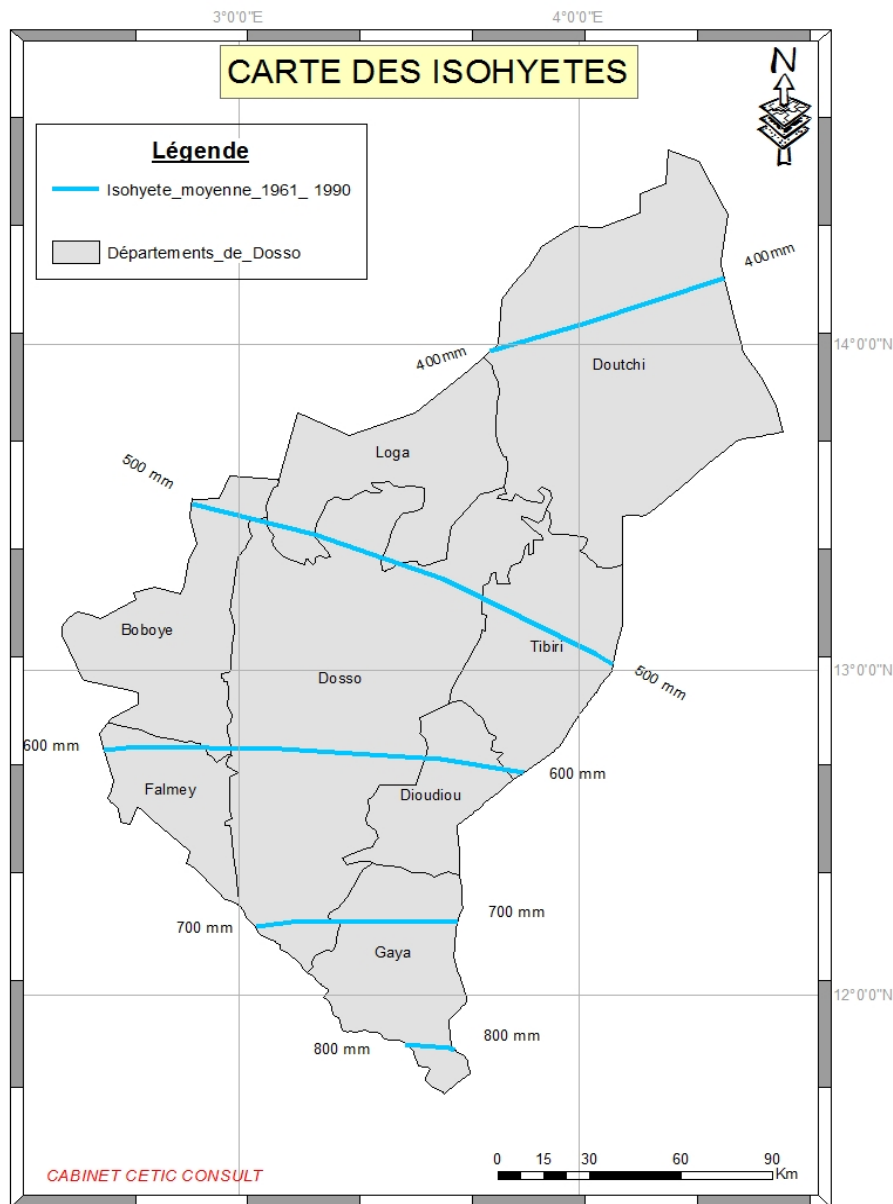
L'effet de la pression humaine exercée sur ces différents sols réduit considérablement leurs qualités, ce qui oblige les populations à cultiver toutes leurs réserves foncières (terres en jachère et celles mises en location ou données comme prêt) en vue d'augmenter leur capacité productive.

Dans la région de Dosso seul le poste de Gaya est considéré comme station météorologique et possède des séries longues pour les phénomènes atmosphériques (pluviométrie, température, hygrométrie et vent).

Commission Régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) de Dosso
 Prestataire: CETIC-CONSULT BP 11827-Niamey-Mail: ceticconsult3@gmail.com

La région est caractérisée par une grande variabilité pluviométrique dans le temps et dans l'espace.

Carte 8 : Isohyètes 1961 – 1990 de la région de Dosso

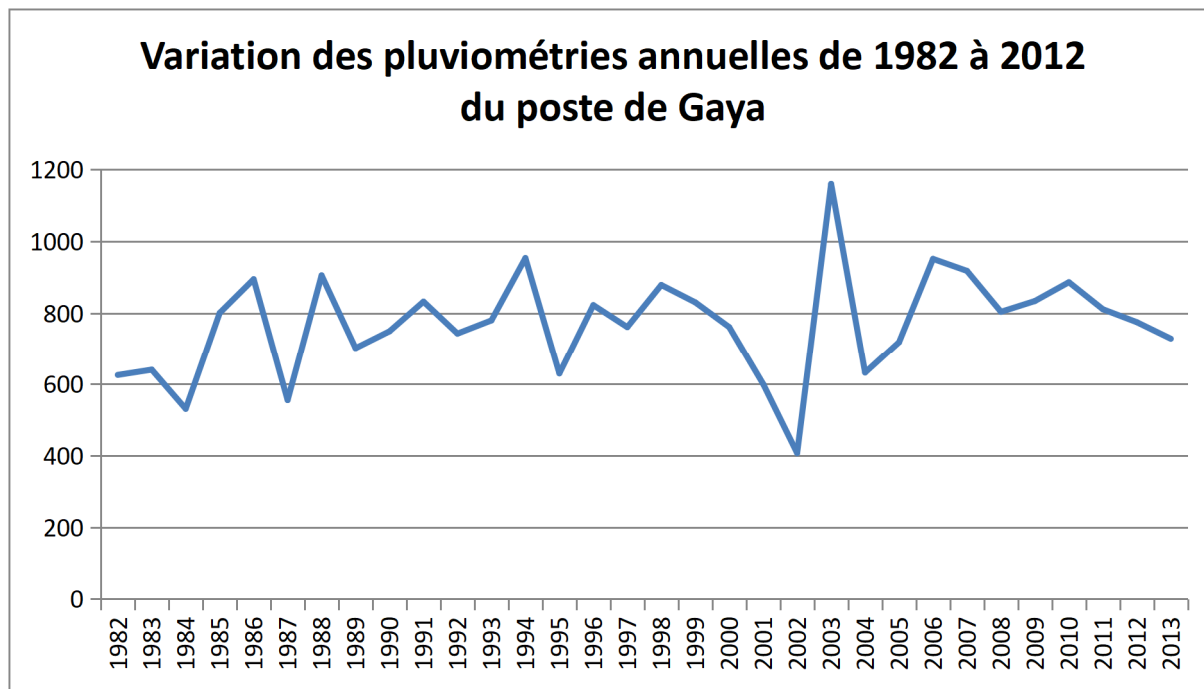


Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

La pluviométrie moyenne annuelle sur trente ans (1961 à 1990)² va de plus de 800 mm dans le département de Gaya à moins de 400 mm au nord du département de Dogondoutchi. La région n'a aucune zone désertique.

² Données INS

De point de vue temporel la courbe de variation des pluviométries annuelles du poste de Gaya ci-dessous, a été tracée à partir des données longues série de l'INS complétées par des relevés sur le terrain³.



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Figure 1 : Variation pluviométrique annuelle du poste pluviométrique de Gaya de 1982 à 2012

La courbe montre qu'en dehors des années 2002 et 2003 ayant reçu respectivement 407,4 mm (minimum) et 1160,4 mm (maximum), les autres années cette moyenne oscille entre 600 et moins de 1000 mm. De plus on observe une légère tendance à la baisse de quantité de pluies tombées à partir de 2004. Enfin on constate une importante diminution de la pluie annuelle en 1984, 1987, 1995 et surtout en 2002 provoquant des crises alimentaires.

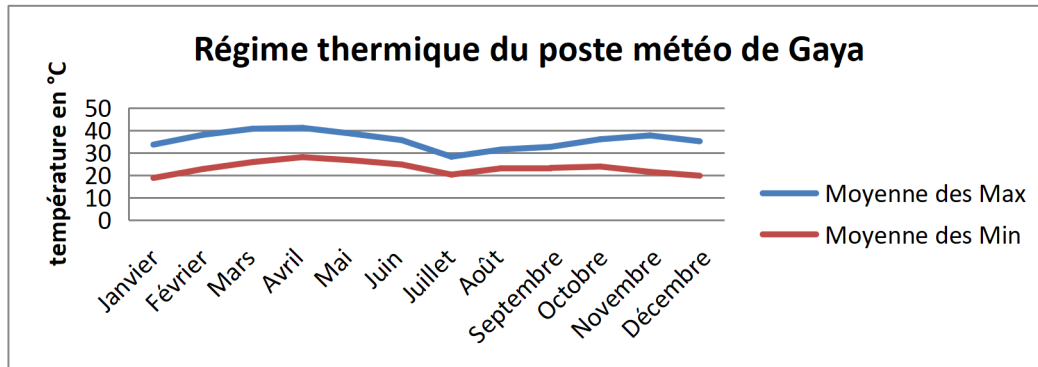
Les autres postes pluviométriques ont la même tendance même si les quantités sont moindres en diminuant au fur et à mesure que l'on va vers le nord.

La hauteur et le nombre de jours de pluie évoluent en dents de scie de 2005 à 2013. Les départements ayant les fortes pluviométries durant la période considérée sont Gaya et Falmey avec un pic à Gaya de 952 mm en 2006 tandis que le département de Dosso a reçu la plus faible quantité (296,1 mm) en 2011.

La moyenne des températures minimales et maximales a été calculée sur sept (7) ans de 2007 à 2013⁴ et est représentée dans la figure ci-dessous.

³ Voir données chiffrées dans la base de données en annexes, INS jusqu'en 2009, relevé du terrain pour le reste

⁴ Données INS



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Figure 2 : Régime thermique du poste de Gaya

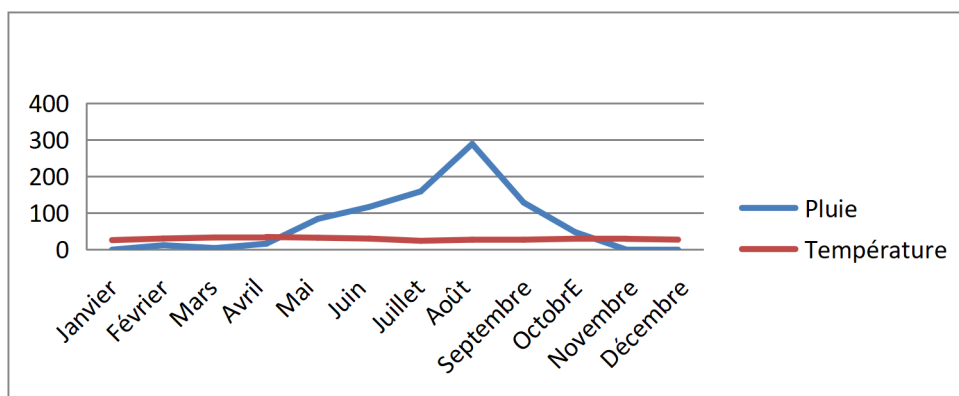
Les courbes de températures montrent qu'il y a pour ce poste météorologique, 2 minima en Décembre-Janvier et en Août (avec une moyenne de 19 °C), et un maxima qui apparaît en Mai (40,4°C).

A part quelques brûlures engendrées sur les feuilles et les peaux la température n'est pas un facteur limitant pour les productions des végétaux et des animaux.

La moyenne des minima et des maxima de l'humidité relative a été calculée sur six (6) ans de 2008 à 2013⁵ et fait observer l'atteinte d'un maximum en Août (96%) c'est-à-dire le mois le plus pluvieux de l'année et un minimum en Janvier et Mars (14%) c'est-à-dire le mois le plus sec comme l'indique le tableau 3 dans le diagnostic.

Dans la région de Dosso comme partout ailleurs au Niger, le passage apparent du soleil au zénith crée des zones de pression et de dépression qui provoquent à leur tour le déplacement des alizés, vents dominants dans la région. Les alizés qui prennent leur origine dans l'océan atlantique (les moussons) amènent la pluie dans l'ouest africain tandis que les alizés qui prennent leur origine dans le désert libyen (harmattan) sont secs et dessèchent la végétation.

Selon Bagnouls et Gaussen, un mois est dit sec lorsque la pluviométrie enregistrée au cours de ce mois est inférieure au double de la température moyenne du même mois. Cette méthode permet ainsi de déterminer les mois secs de l'année ainsi que la durée de la sécheresse.



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Figure 3 : Diagramme ombrothermique du poste météo de Gaya

⁵ Données INS

Le diagramme ombrothermique du poste météo de Gaya montre que la saison des pluies dure de mai à octobre et la saison sèche a donc une durée d'au moins six (6) mois (Figure ci-dessus).

Mais le département de Gaya est une exception dans la région de Dosso. D'autres relevés météorologiques doivent venir qualifier les chefs des autres départements moins pluvieux.

Ainsi d'après d'autres études on n'a à faire dans la région de Dosso à un climat tropical sec de type sahélien au Nord, sahélo-soudanien dans la partie centrale et soudanien (dans l'extrême Sud de Gaya) suivant d'autres études.

L'année climatique comprend trois principales saisons :

- Une saison des pluies commençant généralement en mai-juin et se terminant en septembre-octobre. Elle s'installe plutôt au sud (avril-mai) et se raccourcit au fur et à mesure que l'on va vers le Nord.
- Une saison sèche et froide qui va du mois de novembre au mois de février
- Une saison sèche et chaude qui couvre la période de mars - mai avant de faire place à la saison pluvieuse.

Le climat agit sur la vie des plantes et des animaux principalement à travers la température, le vent, l'hygrométrie et la pluviosité.

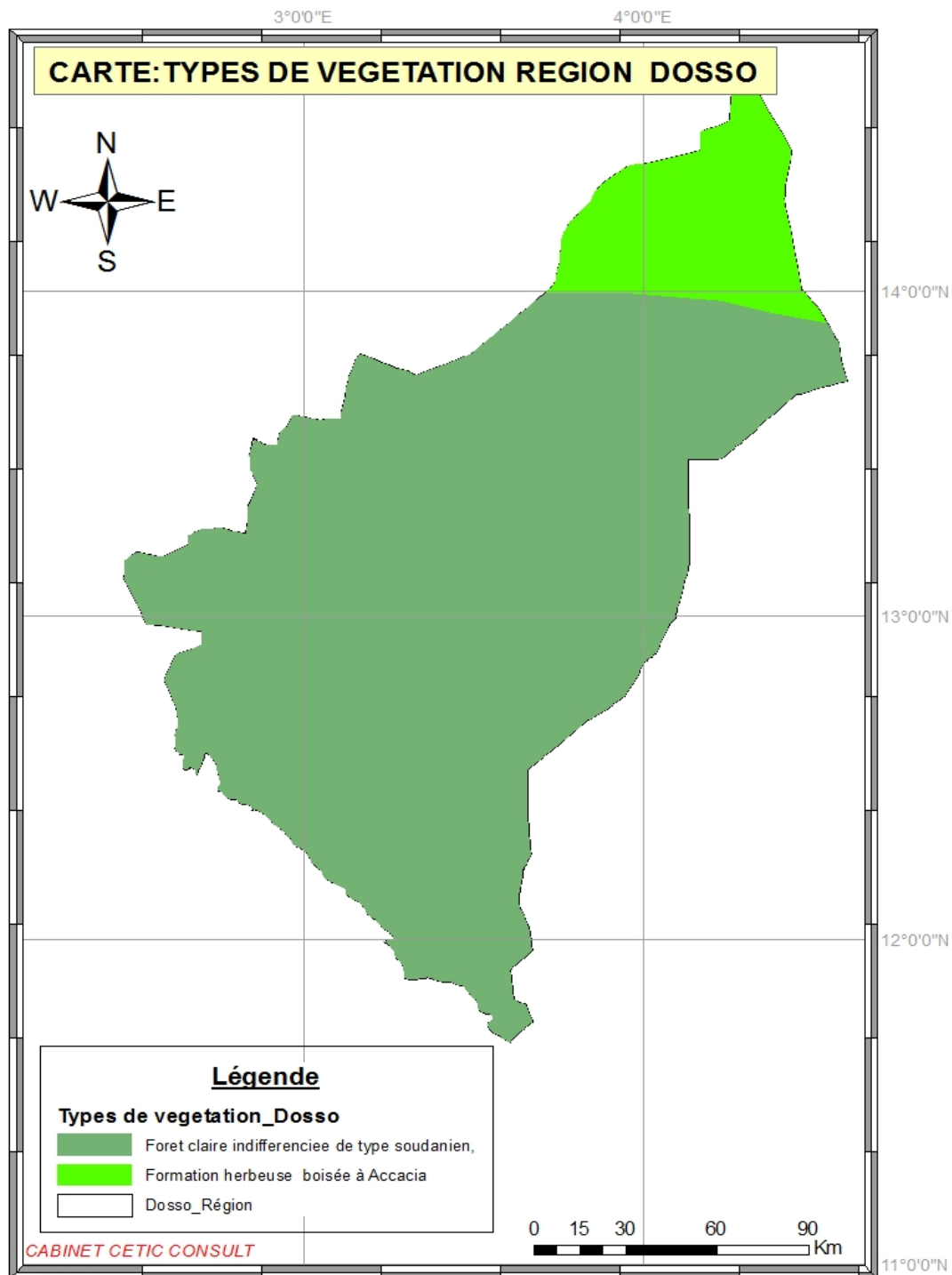
La végétation évolue en fonction de la pluviométrie et de l'exploitation des terres à des fins productives (agriculture, élevage, bois, artisanat, etc.).

Les formations végétales de la région couvrent une superficie totale de 2.276.500 ha soit 16% des formations naturelles du pays. Elles sont inégalement réparties dans la région. Elles sont importantes au sud et faibles dans le Nord.

La composition floristique ainsi que la densité de cette végétation varient d'une zone à l'autre en fonction du gradient pluviométrique et de la nature des sols. Ainsi, au sud, où les sols sont plus riches et la pluviométrie importante, des inventaires réalisés en 1985 par le projet PUSF/USAID⁶, ont permis de dénombrer 72 espèces végétales dont l'intégralité des 15 espèces protégées au Niger. Cette végétation est dominée par *Pterocarpus erinaceus* (le vèné), *Parkia biglobosa* (le néré), *Bombax costatum* (le kapokier) et *Andansonia digitata* (le baobab). Sur les sols plus riches et le long des cours d'eau temporaires ces espèces sont remplacées par *Khaya senegalensis* (le caïlcédrat), *Daniella oliveri* (le daniellia) et le *Diospiros mespilliformis*, formant des galeries forestières denses. Ces espèces peuvent se retrouver seules ou en association avec *l'Acacia ataxacantha* et le *Mimosa pigra*. Au centre, sur les plateaux glacifiés du Ziguï et du Fakara, la végétation est dominée par les combretacées : *Combretum nigricans*, *Combretum micranthum*, et *Guiera senegalensis*. C'est une zone fortement soumise à l'érosion hydrique matérialisée par la présence de nombreux ravins le long desquels s'installe la végétation. Ces bandes boisées alternent avec des terrains nus jouant un rôle d'impluvium où la végétation se réduit à *Boscia senegalensis* et *Commiphora africana* formant la brousse tigrée. Au Nord, sur les plateaux de département de Loga, le Nord Dogondoutchi et le Nord Boboye, on rencontre du *Guiera senegalensis*, du *Combretum glutinosum*, du *Combretum micranthum* et du *Piliostigma reticulatum*. Cependant, à l'extrême nord, leur présence se raréfie et les dunes de sable (signe d'une désertification évidente) font de plus en plus leur apparition.

⁶In Département de Dosso, 1997, Bilan diagnostic pour un développement durable

Carte 9 : Type de la végétation de la région de Dosso



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Ces différentes espèces constituent des peuplements purs ou mélangés qui se regroupent pour former des massifs forestiers. Ces massifs forment deux domaines distincts : le domaine classé et le domaine protégé.

Les massifs du domaine classé

Ce classement intervient généralement dans un souci objectif de préservation de la diversité biologique et de maintien de l'équilibre écologique, car en 1936 déjà, une mission Franco-britannique avait diagnostiqué les signes de modification du couvert végétal le long de la frontière du Niger et du Nigeria. Les forêts classées en conséquence occupent une superficie totale de 16.359 ha répartis comme suit : 14.338 ha pour le département de Gaya, 2.021 ha pour le département de Dosso. En 1999 l'état de ces formations laisse beaucoup à désirer. Malgré leur statut qui devait préserver leur équilibre, beaucoup d'entre elles sont dégradées avec une strate arborée très lâche.

Les formations protégées

Elles renferment toutes les autres forêts n'ayant pas fait l'objet de classement. Elles sont, pour l'essentiel, localisées dans les départements de Dosso, Gaya et Falmey. Au niveau de Loga et de Doutchi, elles se réduisent à quelques formations "broussailles" situées le long des koris. Les plus importantes forêts protégées de la région sont les forêts de Bolbol Tounga et Marigouna-Bela pour le département de Dosso, Goumbewa, Tana Béri, Tana Kaïna, Toudou et Guidel pour le département du Boboye et les rôneraies du Dallol Maouri, du dallol Bosso et du fleuve dans les départements du Boboye et de Gaya. Elles totalisent environ 197.834 ha.

La forêt de Bolbol Tounga

Elle est située dans le département de Dosso, non loin de la frontière de Dogondoutchi. Sa superficie est estimée à 25.000 ha par le projet PUSF/USAID⁷. Les essences forestières dominantes sont les combretacées, qui évoluent sur des sols latéritiques. Parfois on observe dans les zones de dépressions *Adansonia digitata* (le baobab), *Hyphaene tefaïca* (le doum), et *Parkia biglobosa* (le néré). Des études réalisées par le Projet PUSF/USAID ont permis d'estimer sa productivité à près de 12,5 stères /ha /an, une capacité de rejet des souches bonne et les pertes insignifiantes.

La forêt de Marigouna Bella

D'une superficie d'environ 140.000 ha, la forêt est située sur le plateau de Zigui dans le centre-sud du département de Dosso. Les espèces dominantes sont aussi les combretacées (*Combretum micranthum*, *Combretum nigricans* notamment) mais on rencontre aussi *Bombax costatum* (le kapokier) et *Butyrospermum parkii* (le karité). La végétation de cette zone évolue sur des terrains latéritiques et ferrugineux avec une productivité moyenne de 1,33 stères/ ha/ an.

Les forêts de Goumbewa, Tanna Béri, Tanna Kaïna, Toudou et Guidel

Ce sont des formations de plateaux occupant des superficies assez importantes (32.864 ha) et intervenant dans l'approvisionnement en bois de chauffe de la ville de Niamey. La végétation est de type brousse tigrée avec une alternance de bandes boisées et de bandes nues. Les espèces les plus fréquentes et présentant un degré d'abondance élevé sont : *Combretum*

⁷In Issaka Adamou O. 1993, Bilan analytique en matière d'exploitation et de gestion des forêts naturelles

micranthum, *Combretum nigricans*, *Guiera senegalensis*, *Boscia senegalensis* et *Boscia angustifolia*. La présence de quelques rares pieds d'*Acacia ataxacantha*, *Acacia senegal* (gommier) et *Guiera flavescens* rappelle leur existence dans le passé. Des travaux d'inventaire réalisés par le Projet PUSF/USAID en 1983 ont estimé la productivité de ces formations entre 7 et 11 stères/ ha/ an. En 1999, cette productivité n'est que de l'ordre de 4,6 stères/ ha/ an à cause des effets conjugués de la sécheresse et de l'exploitation par l'homme.

Les parcs agro-forestiers

Outre ces forêts mixtes on note l'existence de sept parcs agro forestiers. Ces derniers se trouvent localisés dans les vallées, les bas-fonds ou les dallols qui renferment des potentialités agricoles. Ainsi, en plus des rôneraies qui constituent les plus grands parcs agro-forestiers, nous citerons d'autres parcs comme les parcs à *Acacia albida*, les parcs à *Butyrospermum parkii*, Les parcs à *Parinari macrophyllum* et le parc à *Parkia biglobosa*.

- ✓ Les rôneraies du dallol Maouri et du fleuve constituent les plus grandes rôneraies du Niger et le peuplement le plus important d'un seul tenant en Afrique de l'ouest. Elle couvre une superficie de 32.834 ha dont 30.145 dans le Dallol Maouri et 2.689 le long du fleuve. Les peuplements sont en général purs, rarement en association avec d'autres espèces. Elles ont fait l'objet d'importants travaux d'études et d'aménagement. C'est ainsi que de 1978 à 1999, des projets se sont succédé. Les activités ont surtout porté sur la reconstitution de la rôneraie et sa protection. Depuis 1993, le Programme d'Appui aux Initiatives de Gestion Locale initie un système porteur de gestion participative des ressources. Le potentiel de cet important massif a été estimé en 1990, à près de 3 millions de pieds soit une valeur marchande sur pied de plus de 24 milliards de francs CFA.
- ✓ les parcs à *Acacia albida* (le kade en français ou le Gao des Haoussas). Ils sont localisés dans le Dallol Maouri nord entre Karakara et Matankari, dans le Dallol Bosso Nord, de Margou à Koygolo, dans les vallées et les plaines du sud-ouest de Loga entre le chef-lieu de département et Sokorbé. Même s'il n'existe aucune information sur l'étendue de ces parcs, on pense qu'ils sont de loin les plus importants. Quant à la densité, elle a été estimée à environ 30 pieds à l'hectare.
- ✓ les parcs à *Butyrospermum parkii* (le karité) : ils sont situés dans le sud de la région entre Koulou (département de Dosso) et Falmey (département du même nom). Les peuplements sont purs avec une densité appréciable de plus de trente pieds à l'hectare. Cependant la régénération naturelle semble difficile à cause certainement de la forte pression sur les fruits. Aucune étude n'a été menée jusqu'à ce jour sur ces peuplements malgré l'intérêt économique que cela présente (extraction traditionnelle de l'huile).
- ✓ Les parcs à *Parinari macrophyllum* qu'on rencontre dans les départements de Boboye et de Gaya. Ils constituent des peuplements importants suivant les parties Nord des Dallols Bosso et Maouri.
- ✓ Le parc à *Parkia biglobosa* (le néré) : il est localisé seulement sur les plateaux de Sia (département de Gaya). La densité est relativement forte.
- ✓ Parc à *Hyphaene thebaïca* (le doum) : il s'agit des palmeraies localisées dans les dallols Bosso et Maouri. Ce sont des peuplements résiduels qui résistent à la forte pression anthropique.

On distingue la faune terrestre et la faune aquatique

La faune terrestre est répartie sur la région et reste beaucoup liée à la présence des formations forestières. On distingue :

Les mammifères

Les principaux mammifères qu'on rencontre sont :

- ✓ les girafes dans le Boboye qui avec le département de Kollo partage un important aménagement éco touristique.
- ✓ les lions, les buffles, le cob de Buffon qui se rencontrent dans la réserve adjacente du parc de W ;
- ✓ Les petits mammifères constitués des gazelles dorcas, des gazelles Rufifron, des céphalophes de Grime, des chacals et des gentes que l'on rencontre dans les steppes arbustives du Nord des départements de Loga et Dogondoutchi ainsi que dans certaines forêts classées de Goroubassounga et de Fogha Béri ;
- ✓ les singes rouges, les singes patas, et les phacochères localisés au sud de la Région ainsi que dans les forêts galeries situées non loin des points d'eau ;
- ✓ les mammifères aquatiques, notamment l'hippopotame et le Lamentin que l'on retrouve dans le fleuve entre Albarkaizé et Karey Kopto ainsi que dans les zones marécageuses de l'île de l'été.

Les oiseaux

Ils sont présents sur l'ensemble de la région de Dosso aussi bien sur les plateaux qu'autour des points d'eau dans la zone agricole. Les espèces dominantes sont :

- ✓ la famille des Columbidae ;
- ✓ le pigeon de Guinée : *Columba guinea* ;
- ✓ la tourelle pleureuse : *Streptphelia decipiens* ;
- ✓ la tourelle à collier : *Streptphelia senitorga* ;
- ✓ le moineau doré ou Mange-mil : *Passer luteus* ;
- ✓ la famille des Phasiandae ;
- ✓ la pintade sauvage : *Ptilopachus petrosus*.

Les reptiles

Les espèces dominantes sont les crocodiles : *Crocrodilus niloticus*, le Varan, le Boa, les vipères et les couleuvres, les lézards et les margouillats. En dehors des lézards et des margouillats, toutes les autres espèces sont menacées à cause de leur viande, de leur peau ou de leur caractère venimeux.

La faune aquatique vit dans deux grands types de milieux où l'on rencontre les ressources halieutiques :

- ✓ le fleuve où les activités de pêche sont dites traditionnelles et concernent l'ensemble des populations qui vivent sur ses rivages ;
- ✓ les eaux intérieures: constituées par un grand nombre de mares qui peuvent être permanentes, semi permanentes ou temporaires.

De point de vue hydrologie dans la Région de Dosso le système aquifère comprend le Continental Intercalaire (CI/H), le Continental Terminal (CT) et les nappes Alluviales du Quaternaire

La profondeur moyenne du toit du CI/H est de 250 à 300 mètres dans le département de Dosso et de 400 à 500 mètres dans le département de Dogon Doutchi. L'épaisseur du réservoir varie de plusieurs centaines de mètres au Nord à 250 mètres dans la partie Sud (Sud Dallol Maouri). La nappe est en charge et souvent artésienne dans toute la partie centrale de la région. Ailleurs la profondeur de l'eau est toujours inférieure à 20 mètres sauf pour la pointe Nord de la région où elle atteint 40 mètres. L'écoulement de la nappe s'effectue du Nord au Sud. Le renouvellement de la nappe est quasiment nul. La réserve en eau au niveau de la Région de Dosso est estimée à 2,9 milliards de mètres cubes. Les eaux de la partie captive ont une salinité plus élevée que celle de la partie libre. Elles sont riches en sodium et leur PH est basique ou neutre. Elles sont moyennes pour la consommation humaine. En irrigation elles doivent être surveillées pour éviter les risques de salinisation des sols. Les débits spécifiques sont de l'ordre de 5 à 20 m³/h/m dans les sables supérieurs, ailleurs ils varient de 0,1 à quelques m³/h/m. Cette nappe n'est accessible par puits que dans l'extrême Sud de la région (Sabon Birni, Dolé, Bengou). Ailleurs son exploitation exige des ouvrages assez coûteux. Il faut souligner que l'aquifère CI/H n'existe pas dans la bande Sud Sambéra.

On distingue trois horizons aquifères dans le système hydraulique du continental terminal (CT) :

- ✓ La nappe inférieure en charge CT1
- ✓ La nappe Moyenne en charge CT2
- ✓ La nappe phréatique CT3

Ces trois niveaux forment un système hydraulique unique ayant un exutoire unique dans le Dallol Maouri, à l'embouchure du fleuve en aval de Gaya. L'aquifère du CT1 n'existe pas en bordure Ouest du fleuve (zone de socle) et dans la bande centrée sur l'axe Dosso-Loga. La **nappe moyenne en charge CT2** est présente uniquement dans la partie Nord de la région de Dosso avec une extension vers le Sud longeant le Dallol Maouri et la frontière Sud Nigeria pour se terminer à Yélou. A l'exception de Sud Dallol Maouri et l'ouest de Loga où la nappe est accessible par le puits, ailleurs l'exploitation du CT2 se fait par forages avec des profondeurs de 80 à 150 m. Les débits d'exploitation peuvent atteindre 40m³/h. Les eaux sont en général de bonne qualité (norme OMS) aussi bien pour la consommation humaine que pour l'irrigation. Toutefois pour l'exploitation de cette nappe des mesures sont à prendre pour éviter la corrosion due à la présence du CO₂ libre dans l'eau. La nappe du CT2 est alimentée par la nappe phréatique du CT3 dans la partie Nord de la Région. La recharge annuelle dans la région de Dosso est estimée à 39 millions de m³ et la réserve à 730 millions de m³ avec un cycle de renouvellement de 19 ans.

La nappe phréatique (CT3) du continental terminal existe partout dans la région de Dosso, sauf à la pointe sud du département de Gaya et dans une bande de quelques Kilomètres le long du fleuve Niger. Le réservoir est composé de sables moyens à grossiers, parfois silteux et alluvions du quaternaire dans les Dallols. Le mur de l'aquifère est constitué par les niveaux argileux de la base du CT3 (formation et silteuse grises). Contrairement aux deux aquifères CT1 et CT2, la nappe phréatique CT3 est accessible par les puits. L'eau de la nappe phréatique est du faciès bicarbonaté calcique. La conductivité est inférieure à 200 µs/cm. Cependant de forts taux de salinité sont localement rencontrés dans les Dallols où la nappe est assez proche de la surface du sol (Zone de Birni-Gaouré et Foga). Cette salinité provient du phénomène d'évaporation. La concentration du sel peut dépasser les 10 grammes par litre en saison

sèche. Dans ces zones, il est recommandé de capter la base de l'aquifère pour éviter le phénomène de forte salinité. La recharge de la nappe provient principalement de l'infiltration de l'eau de pluies. Les réserves annuelles renouvelables sont estimées à 610 millions de m³.

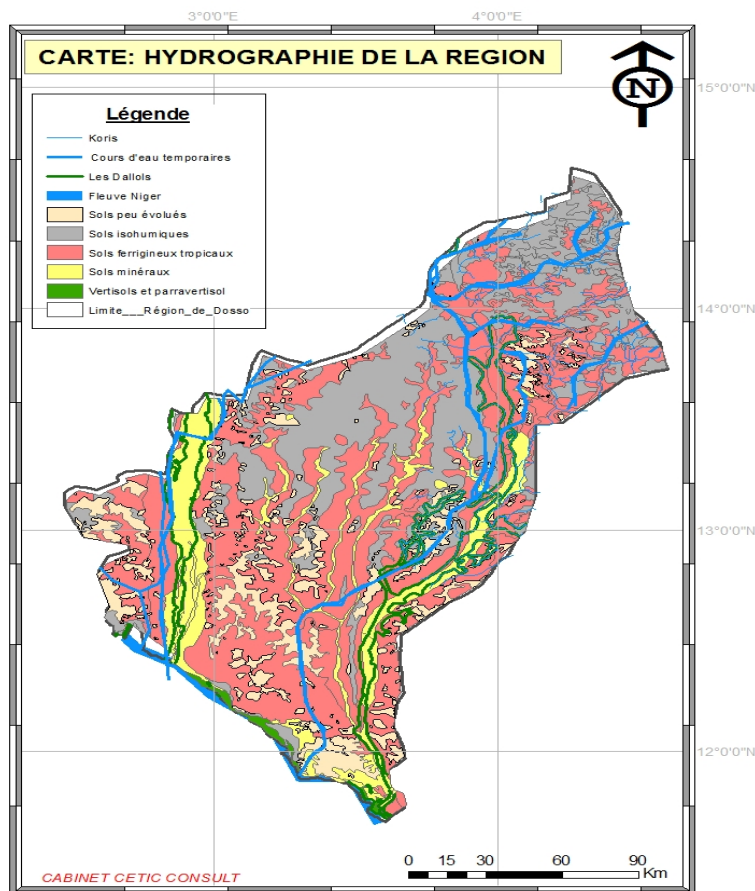
Les Nappes Alluviales du Quaternaire sont constituées de sables et de graviers des vallées du fleuve Niger ; des Dallol Maouri, Bosso et Foga et les dépressions sont comblées par des alluvions et des colluvions.

Le système hydrographique de la Région de Dosso est composé quant à lui :

- ✓ D'un cours d'eau permanent qui est le fleuve Niger sur un total de 180 Km
- ✓ Des mares permanentes (130), des mares semi- permanentes (212) (contenant de l'eau sur au moins 4 mois après la saison des pluies) et des mares temporaires (183) (tarissent avant 4 mois après la saison des pluies). Elles sont réparties dans toute la région.
- ✓ Des dallols au nombre de trois, qui sont des vallées fossiles traversant la région de Dosso selon les axes Nord- Sud. Leur écoulement est saisonnier (saison pluvieuse). Le niveau statique de l'eau varie entre 0 et 20 m pour un débit exploitable de 20 m³/h. La nappe alluviale et la nappe phréatique sont confondues au niveau des Dallols Bosso et Maouri.

La carte ci-dessous donne la situation de ces ressources en eau dans la région de Dosso.

Carte 10 : Ressources en eau de surface de la région de Dosso



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

La carte ci-dessus montre bien la corrélation qu'il y a entre les réseaux hydriques et les différents sols dans la région. Ainsi le bassin du fleuve Niger et les vallées des différents déllols et Kori sont bien garnis tandis que les terres de plateaux sont sèches.

Le tableau ci-dessous récapitule les différentes potentialités, les contraintes, les opportunités et les menaces au niveau du milieu physique.

Tableau 1 : Atouts, contraintes, opportunités et menaces du milieu physique

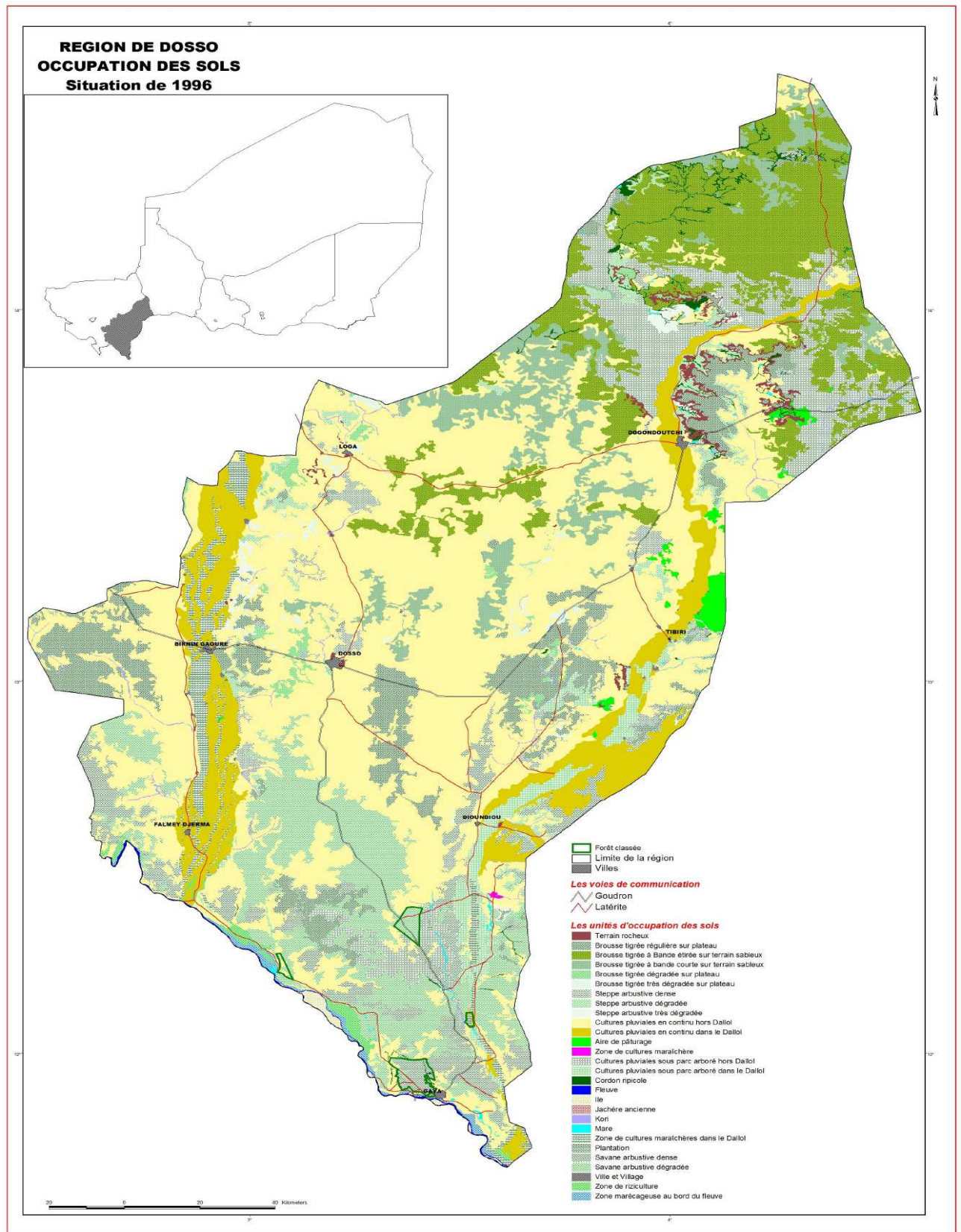
Potentialités	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les sols lourds, riches en argile et en limon du fleuve et des vallées des dallols ont une bonne valeur agronomique ✓ Importantes superficies des sols des plateaux ✓ Bonne qualité agronomique des sols hydromorphes ✓ Vaste superficie des terres aménageables ✓ Bonnes pluviométrie surtout à Gaya et Falmey ✓ Importante insolation permettant un bon développement des végétaux et des animaux et constituant une importante énergie de substitution ✓ Un vent sur les 12 mois de l'année pouvant servir d'énergie de substitution ✓ Une hygrométrie élevée abaissant l'évapotranspiration ✓ Million d'ha de formation végétale (16% des formations naturelles du Pays) ✓ Un important stock génétique chez la faune et la flore ✓ Un vaste réseau d'eau souterraine et de surface pouvant permettre l'alimentation humaine et animale, de même que l'irrigation 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faibles superficies de bonne terre (moins de 10%) ✓ Sols sableux des terrasses et les sols sableux des dallols menacés par l'érosion hydrique ✓ Faibles capacités de rétention en eau et d'échanges cationiques au niveau des terres les plus importantes (les sols des plateaux) ✓ Importante érosion hydrique et ravinement des terres fragiles en bordure des dallols ✓ Diminution dans le temps de quantité de pluie tombée ✓ Légère tendance à la baisse de quantité de pluie tombée par poste pluviométrique ✓ Brûlures des feuilles et de la peau pendant les fortes chaleurs d'avril et mai ✓ Une diminution de bonnes conditions écologiques faisant fuir la faune, ✓ Une fréquence des sécheresses et/ou des inondations occasionnant ainsi des sinistres, ✓ Une évaporation élevée liée aux températures élevées et aux vents forts, ✓ Une disparition de plus en plus importante des espèces végétales
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bonne volonté politique pour la récupération et l'amendement des terres 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Expansion de l'agriculture et de l'élevage

Source :Rapport SRAT Dosso, Cabinet Cetic Consult,octobre 2015

Un bilan diachronique réalisé par LuxDev⁸ dans le cadre de l'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier (SAF) couvrant la région de Dosso fait ressortir les différents changements intervenus dans l'occupation des terres.

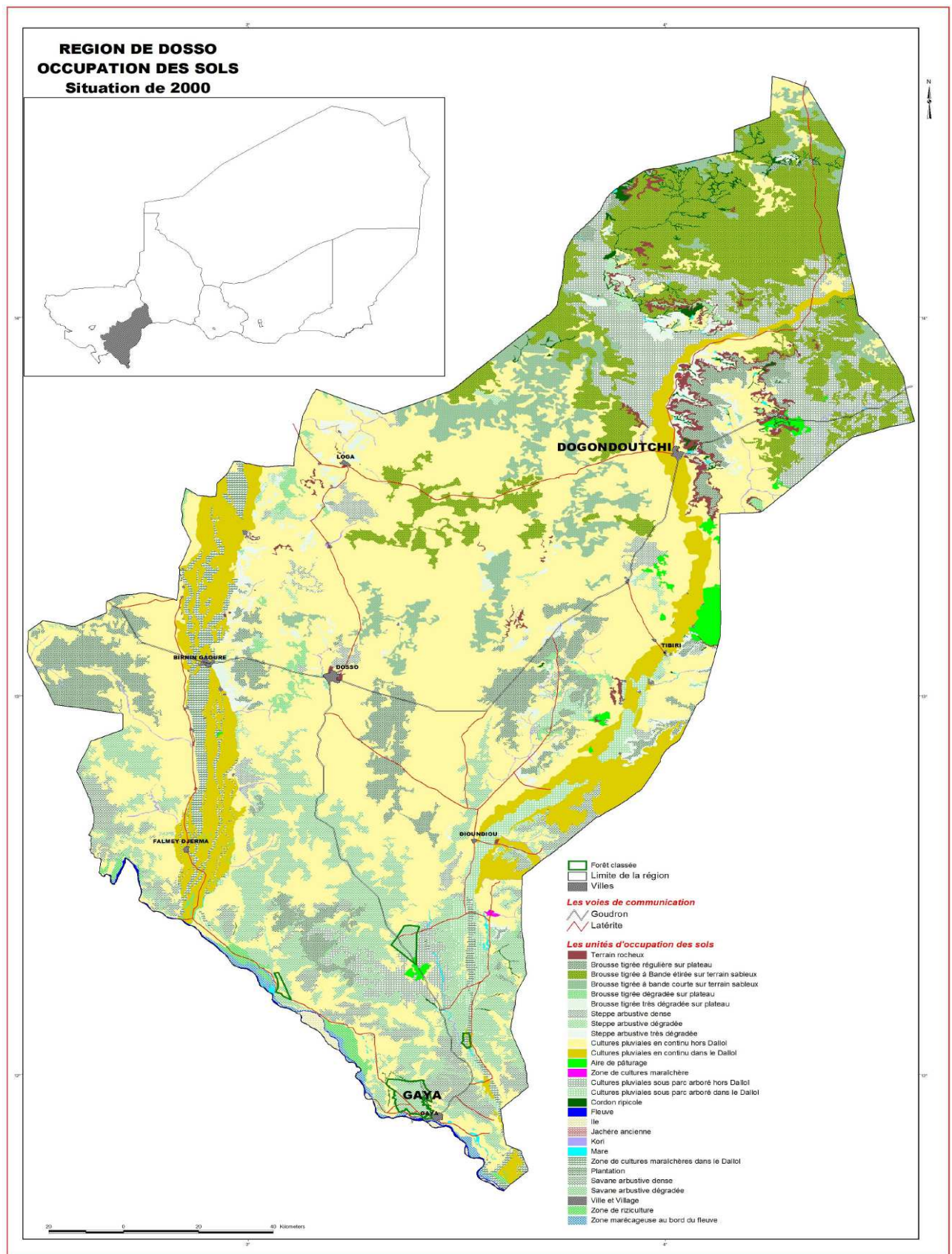
⁸ Bien que sur une courte période (1996, 2000 et 2010)

Carte 11: Occupation des terres de la région de Dosso (Situation de 1996)



Source : LuxDev/Dosso, 2014

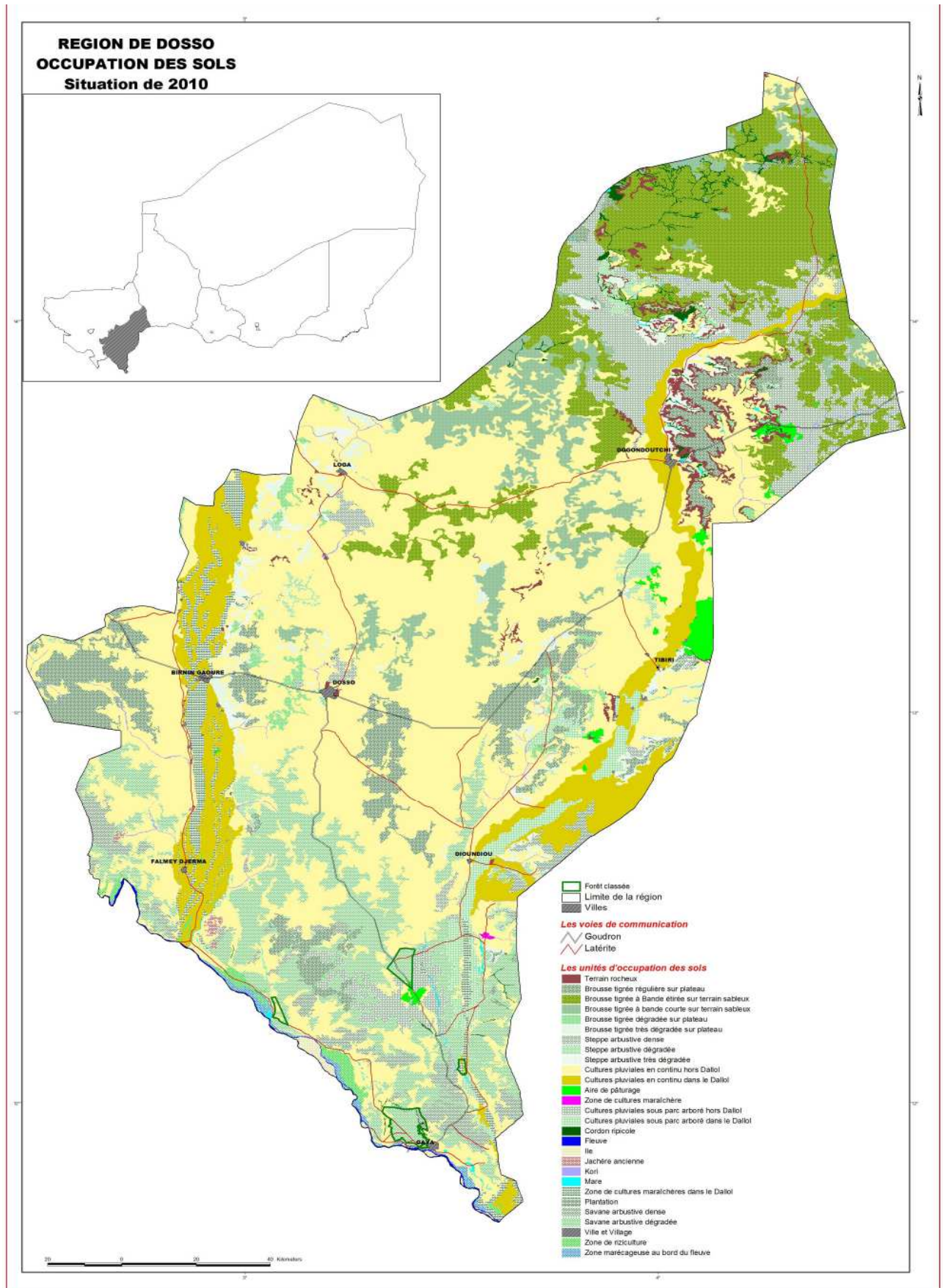
Carte 12 : Occupation des terres de la région de Dosso (Situation de 2000)



Source : LuxDev/Dosso, 2014

Carte 13 : Occupation des terres de la région de Dosso (Situation de 2010)

Commission Régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) de Dosso
Prestataire: CETIC-CONSULT BP 11827-Niamey-Mail: ceticconsult3@gmail.com



Source : LuxDev/Dosso, 2014

L'analyse de ces cartes fait ressortir une certaine accélération de la dégradation des paysages entre 1996 et 2010 à l'échelle de la région. Par exemple :

- ✓ la superficie des sols nus et des terrains rocheux a presque doublé passant de 23890 à 43898 ha ;
- ✓ les surfaces occupées par la savane arbustive dense ont régressé de presque la moitié durant la même période ;
- ✓ La brousse tigrée très dégradée a augmenté de 9117 à 19389 ha ;
- ✓ La steppe arbustive dense a diminué de 47702 ha à 16747 ha.
- ✓ La Steppe arbustive dégradée a diminué de 59607 à 36442 ha.

L'évolution des deux dernières unités est faite en faveur de la steppe arbustive très dégradée qui a augmenté de 19506 à 55178 ha. Cette situation de diminution des unités peut s'expliquer par la conjonction de plusieurs facteurs dont la péjoration du climat, la croissance démographique et le poids du cheptel qui entraînent une forte pression sur ces espaces (mise en culture de nouvelles terres, pâturages, bois de chauffe) sans oublier les sécheresses cycliques du Sahel qui constituent un autre facteur catalyseur dans la transformation des paysages. Ainsi cette diminution va aller grossir les unités plus dégradées (brousse tigrée très dégradée et Steppe arbustive très dégradée).

Zonage de la région du fait de la thématique

L'étude préalable à la régionalisation, effectuée en 2008 par le Secrétariat Exécutif de la Stratégie de Développement Rural (SDR) dans la région de Dosso a fait ressortir l'existence de 5 zones agro-écologiques, à savoir :

La Zone du fleuve occupant environ 2/3 du département de Gaya et la partie Sud de celui de Dosso et de Falmey avec une densité de la population comprise entre 40 et 100 hts/km². C'est la partie la plus riche de part la qualité de son sol limoneux- argileux. Sa pluviométrie se situe entre 700 et 850 mm et le couvert végétal est beaucoup moins dégradé avec la forêt de Garou Bassounga, la forêt de Foga Béri et la rônèraie de Bana. La proximité du fleuve et la présence des bas-fonds où la nappe phréatique est affleure du sol rendent possible la pratique des cultures de décrue et des cultures irriguées.

La Zone des dallolsse situe en partie dans le Dallol Bosso (Nord Falmey jusqu'à KoYGolo), tout le Dallol Foga et le Nord du Dallol Maouri. Elle est caractérisée par des sols d'origine alluviale qui sont plus fertiles que les sols dunaires des plateaux et par la présence de nombreux bas-fonds avec une nappe phréatique superficielle. La profondeur de la nappe varie de 3 à 6 mètres. On y rencontre de nombreuses mares permanentes et semi-permanentes. Les formations forestières rencontrées sont les rônèraies du Dallol Maouri et du fleuve et les parcs agro-forestiers tels que les parcs à *Acacia albida* ; les parcs à *Vitellaria paradoxa* ; les parcs à *Neocaria macrophylla* et les parcs à *Hyphaene thebaïca*.

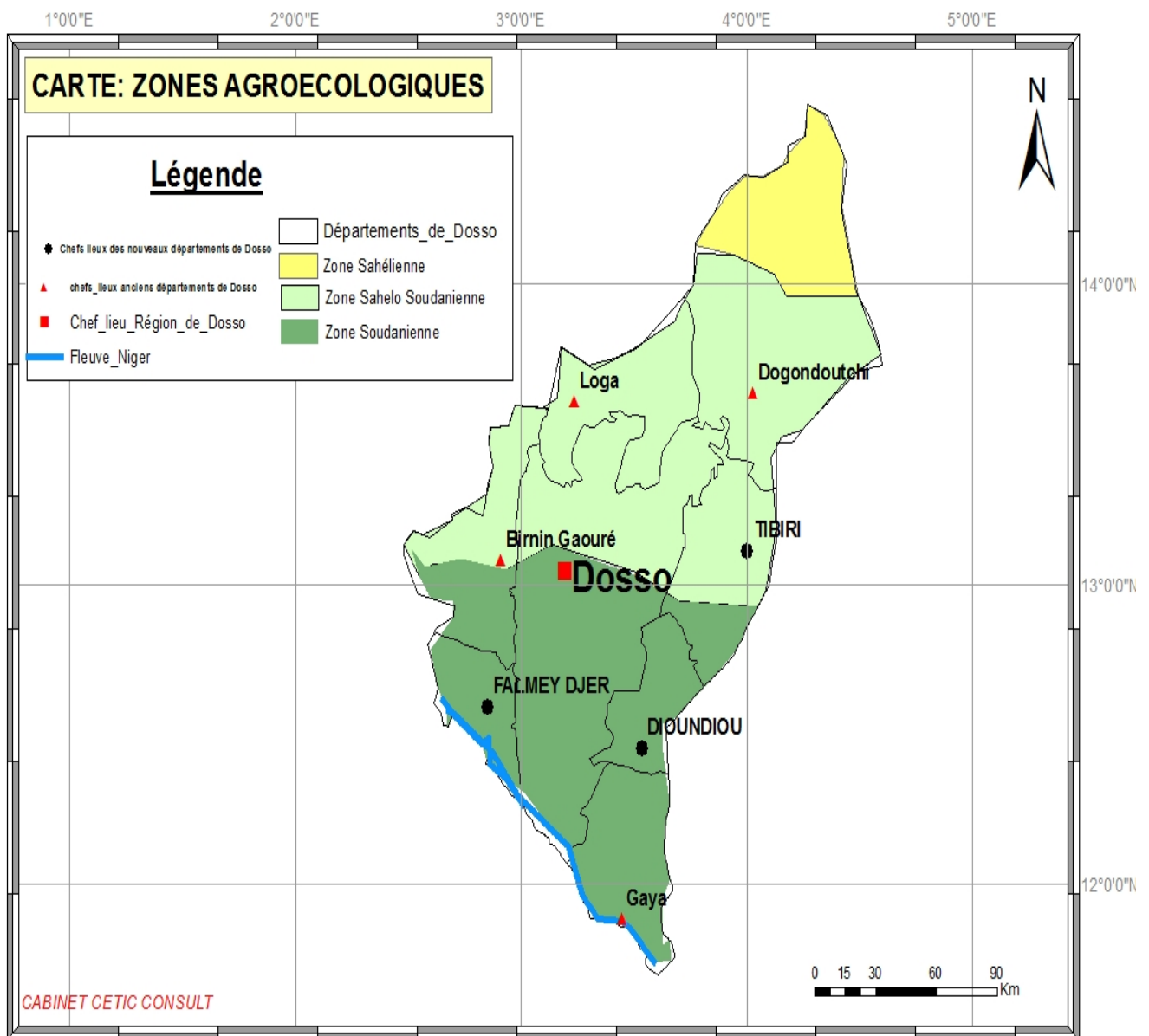
La Zone des plateaux est composée des plateaux situés au sud-ouest de la région et délimités par le Dallol Bosso à l'Est (plateau de Ziggi), à l'ouest le plateau de Fakara et au nord le département de Loga, le département de Dogondoutchi et celui du Boboye. La végétation est

dominée par les combrétacées : *Combretum nigrans*, *Combretum micrathum*, et *Guiera senegalensis*. C'est le domaine des peuplements purs ou mélangés formant le domaine classé et le domaine protégé.

Les Zones dunaires ou le climat est sahélo saharien avec une pluie annuelle comprise entre 250 mm et 400 mm. Les sols sont légers, peu évolués avec des parcs à *Acacia albida* dans les vallées. La densité humaine est faible. Les spéculations pratiquées dans cette zone sont les céréales avec un rendement ne dépassant guère 200 à 300 kg/ha.

La Zone pastorale du nord localisée dans le nord du département de Dogondoutchi. L'érosion éolienne fait son apparition entraînant des pertes annuelles considérables en sols (naissance des dunes mortes) et en pâturages.

Carte14 : Zones agro-écologiques de la région de Dosso



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

2.2. MILIEU HUMAIN

2.2.1. Contexte socioculturel

2.2.1.1. L'historique du peuplement de la région de Dosso

Selon des sources concordantes, la région de Dosso comme l'ensemble de l'ouest nigérien, est habitée par l'homme depuis la préhistoire. L'histoire de son peuplement est indissociable de celle des grands empires et royaumes qui se sont succédés dans le sud-ouest nigérien en particulier, dans la boucle du Niger en général : le zarmaganda, l'empire songhay, le royaume peulh du Macina, les états haoussas, les royaumes touaregs ; une histoire jalonnée par les raids et razzias Touareg associés à la capture d'esclaves, les conflits entre chefs locaux, les conflits liés à la création et à l'extension de l'empire peul de Sokoto (Nigéria) et les guerres saintes menées par l'empire peul du Macina (Mali).

C'est dans ce contexte de bousculades des royautes et empires que sont nées les institutions coutumières de la région de Dosso.

2.2.1.2. La chefferie traditionnelle de la région de Dosso

Dans la région de Dosso comme partout au Niger, la chefferie traditionnelle, depuis son institutionnalisation pendant la période coloniale, a connu plusieurs transformations tant du point de vue de leur nombre, limite territoriale que de leur statut.

En 2014, la région compte un (1) sultanat, quinze (15) Cantons, trois (3) Groupements peulhs repartis et mille six cent soixante-douze (1672) villages et tribus administratifs.

L'Ordonnance n° 93-028 du 30 mars 1993, portant statut de la chefferie traditionnelle du Niger précise le positionnement administratif de l'institution dans le nouveau contexte politique né de la démocratisation, donne un contenu à la notion de communautés coutumières, définit son rôle économique et de développement.

De par les rôles qui leur sont dévolus, les institutions coutumières constituent l'un des principaux partenaires du développement social, culturel et économique du pays. Cependant à l'instar des institutions administratives, les institutions traditionnelles n'ont pas toujours les moyens de leur politique.

2.2.1.3. Les pratiques religieuses

La répartition de la population de la région par appartenance religieuse n'est pas connue avec précision. Toutefois, on note que les trois (3) formes de religions pratiquées sont : l'animisme, l'islam et le christianisme.

L'animisme : c'est la première religion apparue dans la région de Dosso. Ses adeptes sont des féticheurs dont l'un de leurs chefs est le célèbre « Baoura » de Bagagi ;

L'islam : sa pratique remonte à l'an 1000 après JC. Son expansion est intervenue grâce aux conquêtes des chefs spirituels comme Omar Tal et son fils Amadou de l'empire peulh du Macina (Mali), Ousmane Dan Fodio de l'empire peulh de Sokoto (Nigéria), Alpha Djobo de Say, etc. Chaque année est célébré à Kiota (département de Boboye) le Mouloud fête anniversaire de la naissance du Prophète Mohamed (P.S.L) depuis 1954 et regroupant des communautés venant du Niger et de toute la sous/région Ouest-Africaine. La pratique de l'islam est non seulement caractérisée par les rites quotidiens à travers l'existence des

mosquées et les 5 prières, mais aussi l'apprentissage de la lecture du coran aux enfants qui se fait de 2 façons :

- les enfants en âge d'aller à l'école sont rassemblés auprès d'un marabout qui leur apprend à longueur de journée et pendant les nuits, comment lire le coran ;
- les enfants de villages voisins sont confiés à un ou plusieurs marabouts qui se rendent aux localités éloignées, généralement des villes avec les enfants tenus d'apprendre la lecture du coran. Cette forme d'exode à la recherche du savoir est de nos jours la plus délicate en ce sens que les enfants reviennent souvent au village, ayant ou pas à leur tête le coran, mais surtout avec des comportements souvent déviant des traditions et pratiques laissés au village.

Le christianisme : introduit à travers la colonisation, il s'est propagé dans la région de Dosso tout comme ailleurs au Niger grâce aux différents représentants locaux du pouvoir central colonial. Il est aujourd'hui représenté par les églises catholique et protestante.

2.2.1.4. Le contexte socioculturel et la composition socio-ethnique

Le contexte socioculturel de la région de Dosso doit son évolution aux caractéristiques de son peuplement, au brassage des divers groupes à travers les migrations internes et aux poids des traditions et des religions pratiquées par les divers groupes.

La région de Dosso abrite quatre (4) grands groupes ethniques qui sont les Zarma-Songhay (agriculteurs, agro-pasteurs, commerçants, artisans et pêcheurs), les peulhs (éleveurs et agro-pasteurs), les haoussas (agriculteurs, agro-pasteurs, commerçants et artisans) et les Touaregs (éleveurs et agro-pasteurs).

Les Zarma-Songhay sont concentrés essentiellement dans les départements de Dosso, de Boboye, de Gaya et de Loga. Les Haoussas se retrouvent dans les départements de Dogondoutchi et de Gaya. Les peulhs sont dans les départements de Boboye et disséminés partout dans les autres départements de la région. Les touaregs sont disséminés dans les départements de Gaya, Douchi, Boboye et Dosso.

En plus du français qui est la langue officielle du pays, tous les groupes ethniques présents, parlent chacun sa langue. Cependant, le zarma et l'haoussa constituent les deux langues de communication les plus répandues du fait du brassage entre les populations de la région.

2.2.1.5. La structure familiale

Dans la région de Dosso, la cellule familiale est à l'image de celles des autres régions du Niger. Unité centrale de toutes nos sociétés, elle joue plusieurs fonctions :

- Sociale (éducation, liens de parenté, mariage, baptême, décès, etc.) ;
- Economique (production et consommation des biens et services) ;
- De sécurité (protection des membres de la famille) ;
- Culturelle (connaissance des us, coutumes, traditions, attitudes, réactions et comportements psycho-sociaux) ;
- De reproduction (naissances pour perpétuer les lignées).

Chacune des fonctions citées, a un rôle déterminant dans la stabilité, l'évolution, le progrès, le développement et l'ancrage socioculturel de la famille.

A l'origine les familles étaient étendues (comprenant plusieurs ménages) et où on rencontrait les grands parents, les parents, les enfants, les petits enfants, les arrière petits-enfants, les hommes de castes, les serviteurs et autres personnes affiliées. Tous les membres de la famille contribuaient individuellement et collectivement au bien être de la famille par la production des biens et services. Mais de nos jours, on assiste impuissant à un effritement des cellules familiales classiques sous les effets conjugués de :

- La paupérisation de nos valeurs culturelles ;
- Un individualisme de plus en plus croissant ;
- L'urbanisation ;
- L'exode rural ;
- La propagation de la fonction salariale ;
- Les aléas climatiques ;
- Les faibles et aléatoires productions et productivités.

De ce fait les rôles, les fonctions et organisations des cellules familiales classiques sont dangereusement compromis pour le grand bonheur de la famille nucléaire qui se propage et prend de l'ascension.

Une autre mutation de la structure familiale est l'apparition de plus en plus marquée des femmes chefs de ménages qui s'explique entre autres par les divorces de plus en plus fréquents, les migrations prolongées de la gente masculine.

2.2.1.6. Les mouvements des populations

A l'instar des religions, les migrations constituent un des facteurs clés de la vie socioculturelle des populations de la région de Dosso. Plusieurs formes de déplacement existent, migrations temporaires ou semi permanente et touchent les jeunes de moins 30 ans. D'une manière générale, on observe 2 formes de déplacements à savoir la migration internationale et les migrations.

La migration internationale (entre la région de Dosso et le reste du monde) est, actuellement, peu connue. Les seules données pertinentes disponibles sont celles issues du RGPH de 2001. Selon cette source, il a été enregistré la présence d'environ 11.495 personnes étrangères dont 6.483 femmes dans la région. Le constat est aujourd'hui une réalité avec une installation des communautés étrangères dans les différents secteurs de la vie économique de la région. Cette population est surtout présente dans les départements de Dosso et Gaya. A l'inverse, les déplacements des populations de région se font en direction des pays de la sous-région notamment au Nigéria, le Bénin, le Togo et le Ghana. Les motifs de cette forme de migrations sont diverses et ne sont pas souvent économiques. Ils peuvent être des raisons sociales ou familiales (mariages, séparations, divorces, veuvages, visites prolongées, adoption, etc.), des raisons scolaires (études modernes ou coraniques, apprentissage d'un métier, etc.), ou économiques (recherche de travail, aventure, etc.).

Les migrations internes se font surtout en direction des centres urbains comme Niamey, Konni, Maradi. Ils constituent une préoccupation importante sur les plans économique et social aussi bien pour les villages que pour les villes de la région.

Pour les zones de départ, il y a :

- la perte temporaire ou durable de bras valides, car ce sont surtout les jeunes qui migrent le plus, d'où des risques de dépeuplements, de marginalisation de parents âgés et de régression économique de certains villages ;
- l'importation de maladies « urbaines », comme certaines IST et le VIH/Sida par des migrants de retour, etc.

Pour les zones d'accueil (les villes), les problèmes sont souvent :

- une importante arrivée permanente de jeunes ruraux à la recherche de travail ou temporairement de nourriture pendant notamment les crises alimentaires qui sont assez fréquentes ;
- une création de quartiers à logements précaires dans des zones souvent non viabilisées (sans eau potable, sans électricité, sans dispositif d'assainissement, etc.), d'où des risques élevés de maladies ;
- un développement artificiel du désœuvrement, du chômage, des petits métiers, etc.
- un accroissement de la mendicité, du banditisme et de la délinquance juvénile (consommation de stupéfiants, vagabondage, vols, etc.) ; etc.

En dépit de toutes ces conséquences, il n'en demeure pas moins qu'ils comportent également de nombreux avantages économiques et sociaux aussi bien pour les zones d'accueil que pour les zones de départ. Les familles citadines et les opérateurs économiques bénéficient notamment d'une main d'œuvre abondante et peu chère. De même, les familles restées au village peuvent bénéficier de transferts d'argent de la part des migrants. Aussi, la migration peut contribuer à la modernisation des villages sur les plans économique et socioculturel par l'introduction de nouvelles perceptions de la vie pouvant favoriser des comportements reproducteurs plus sains comme l'utilisation des méthodes contraceptives modernes, des centres de santé, etc.

2.2.2. Contexte démographique

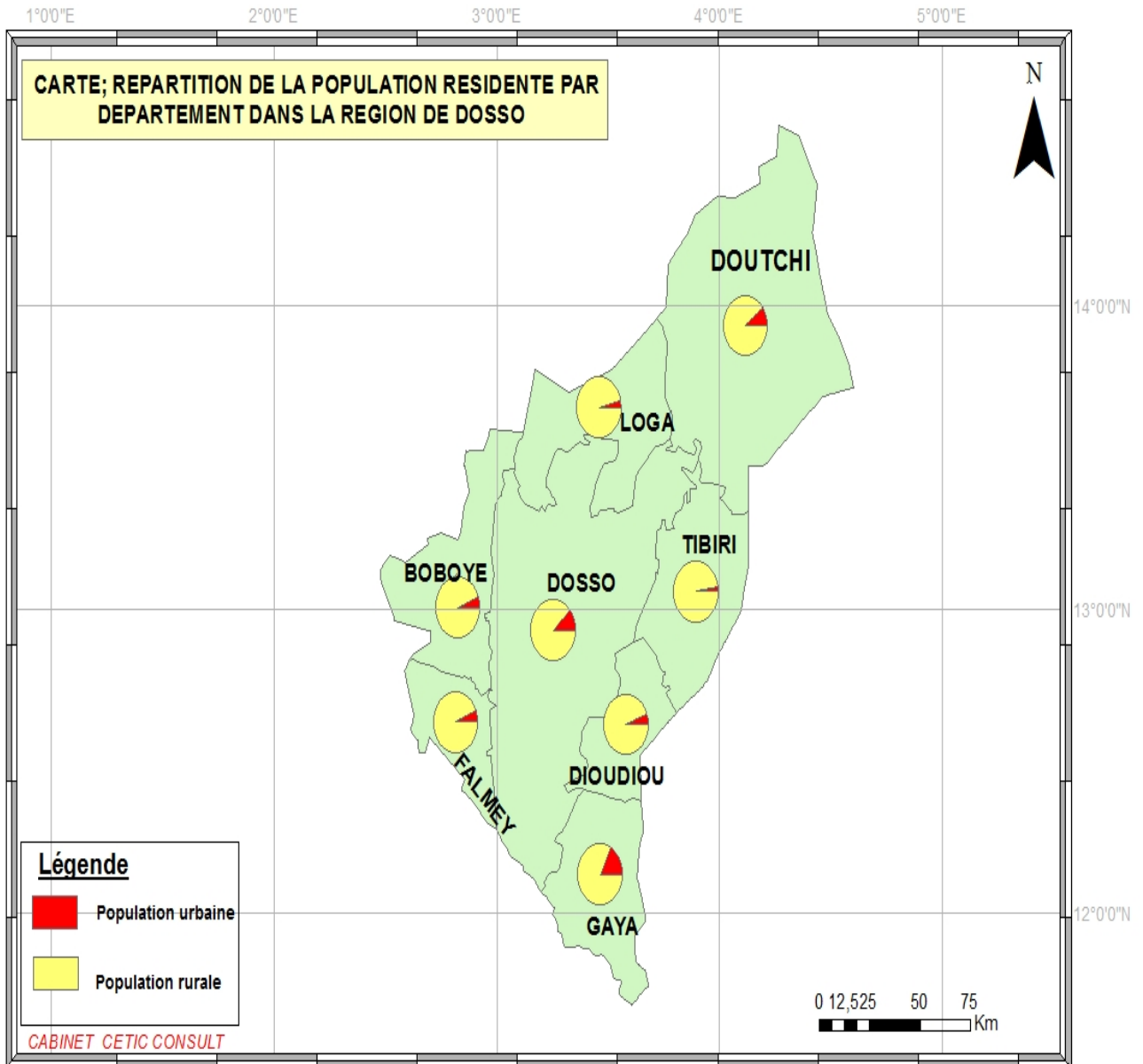
2.2.2.1. Etat de la population

La région de Dosso Selon le 4^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2012, la population de la région de Dosso est estimée à 2 037 713habitants dont 1 032 072 de femmes, soit 52,65%. Le rapport de masculinité est de 97,44% et varie de 99,73% (département de Dioundiou) à 94,65% (département de Boboye).

Cette population est inégalement répartie entre les départements de la région. Le département de Dosso avec 492560 habitants (24,17% de la population de la région) est le plus peuplé. Il est suivi des départements de Dogondoutchi (18,28%) et Tibiri Douthi (13,25%). Le taux d'accroissement de la population est de 2,7% et varie de 2,3% (départements de Dogondoutchi et Tibiri Douthi) à 3,4% (départements de Dioundiou et Falmey).

La carte ci-dessous représente cette population selon la résidence.

Carte 15 : Répartition de la population de Dosso selon la résidence



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

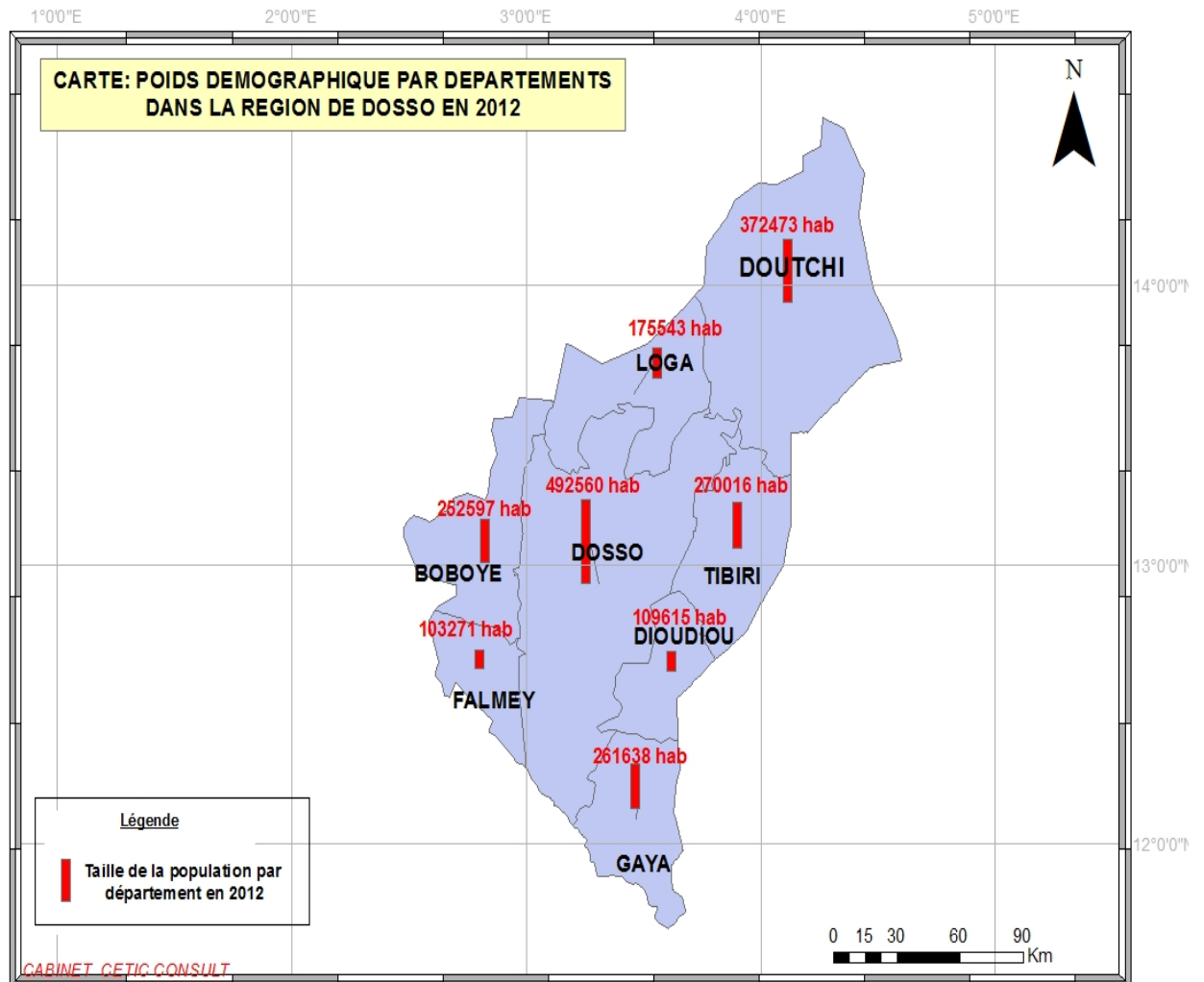
L'analyse de cette carte montre que seulement 9% de la population de la région de Dosso vit en milieu urbain. Une légère hausse de ce taux a été enregistrée par rapport aux résultats du RGP/H-2001. En effet, selon ce recensement, 7,8% de la population de la région de Dosso vivait en milieu urbain. Le département de Gaya est le plus urbanisé de la région avec un taux de 17,4%, suivi du département de Dosso (11,5%) qui abrite le chef-lieu de la région. Les départements de Loga (3,9%) et Tibiri (2%) ont les taux d'urbanisation les plus faibles au niveau de la région. Cette prédominance de la population rurale sur l'urbaine est un indicateur déterminant sur la nature des orientations et actions de développement à initier par la région.

2.2.2.2. Evolution de la population

En 1977, la région de Dosso comptait 693.207 habitants. Les RGPH de 1988 et de 2001 ont respectivement dénombré 1.018.895 habitants et 1.507.187 habitants. Le dernier RGPH de

2012 a dénombré 2 037 713 personnes. Ainsi, l'effectif de population de la région a été presque multiplié par 3 en l'espace de 35 ans, soit un doublement en moins de 20 ans du nombre d'habitants.

Carte 16 : Poids démographique par départements dans la région de Dosso en 2012

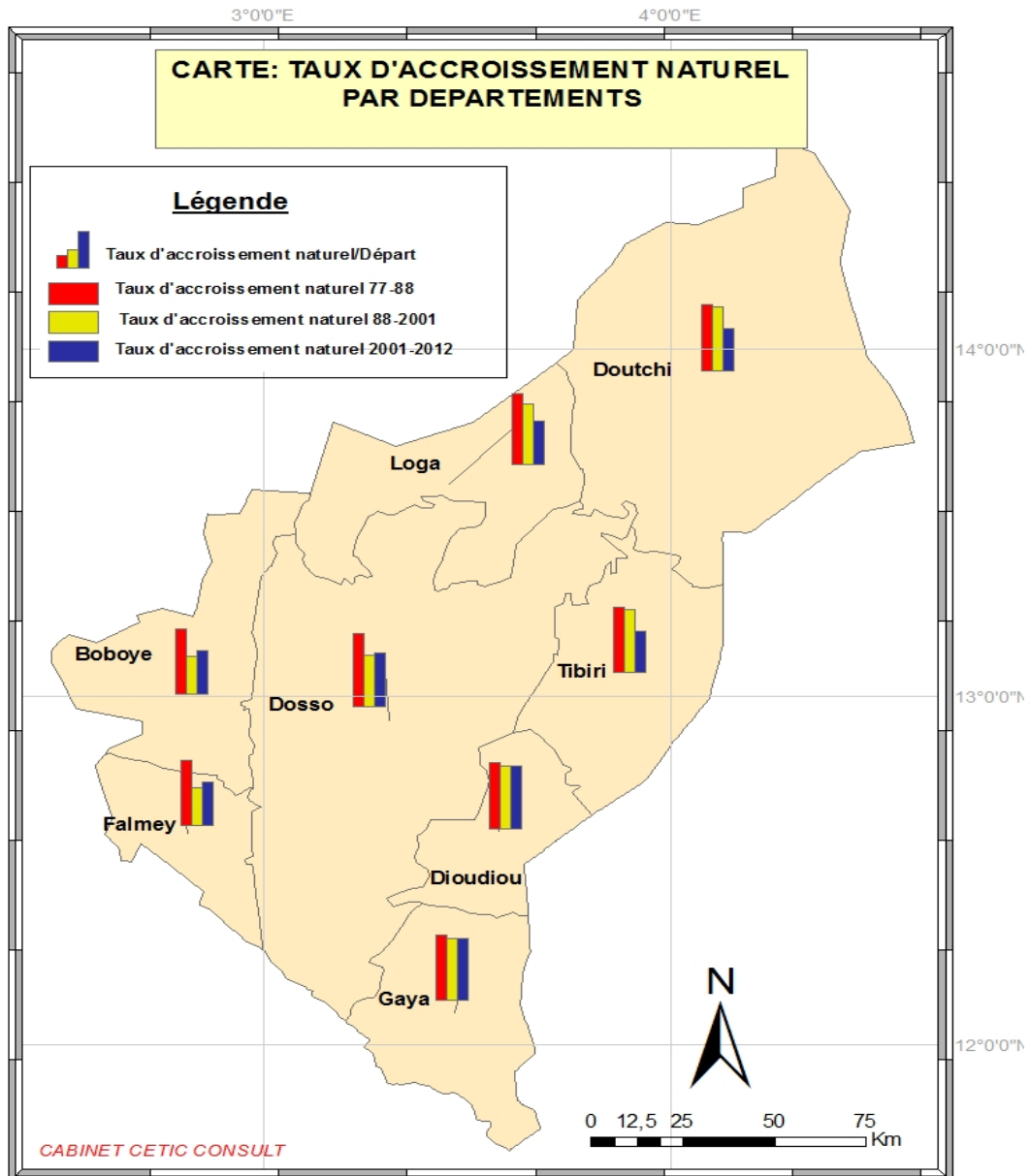


Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

On constate qu'entre les recensements de 2001 et 2012, la population de la région a augmenté de 531 849 personnes. Il faut signaler qu'en 2001 Dioundiou, Falmey et Tibiri Douthi n'étaient érigés en départements.

L'importance du capital humain de la région est beaucoup plus manifeste au regard des taux élevés d'accroissement de la population.

Carte 17 : Accroissement de la population par département dans la région de Dosso



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Sur la première période intercensitaire de 1977-1988, le taux de croissance annuel était de 3,6%. A la deuxième période intercensitaire de 1988 à 2001 et à la troisième période de 2001 à 2012, ce taux de croissance annuel moyen a connu une légère baisse et s'est stabilisé respectivement à 3,1% et 2,7%. Cependant, il reste encore très élevé.

Des écarts sont à notifier d'un département à un autre : Dioudiou et Gaya avec 3,4%, enregistrent le taux d'accroissement le plus élevés. Les départements de Doudou et Tibiri ont des populations qui croissent moins vite.

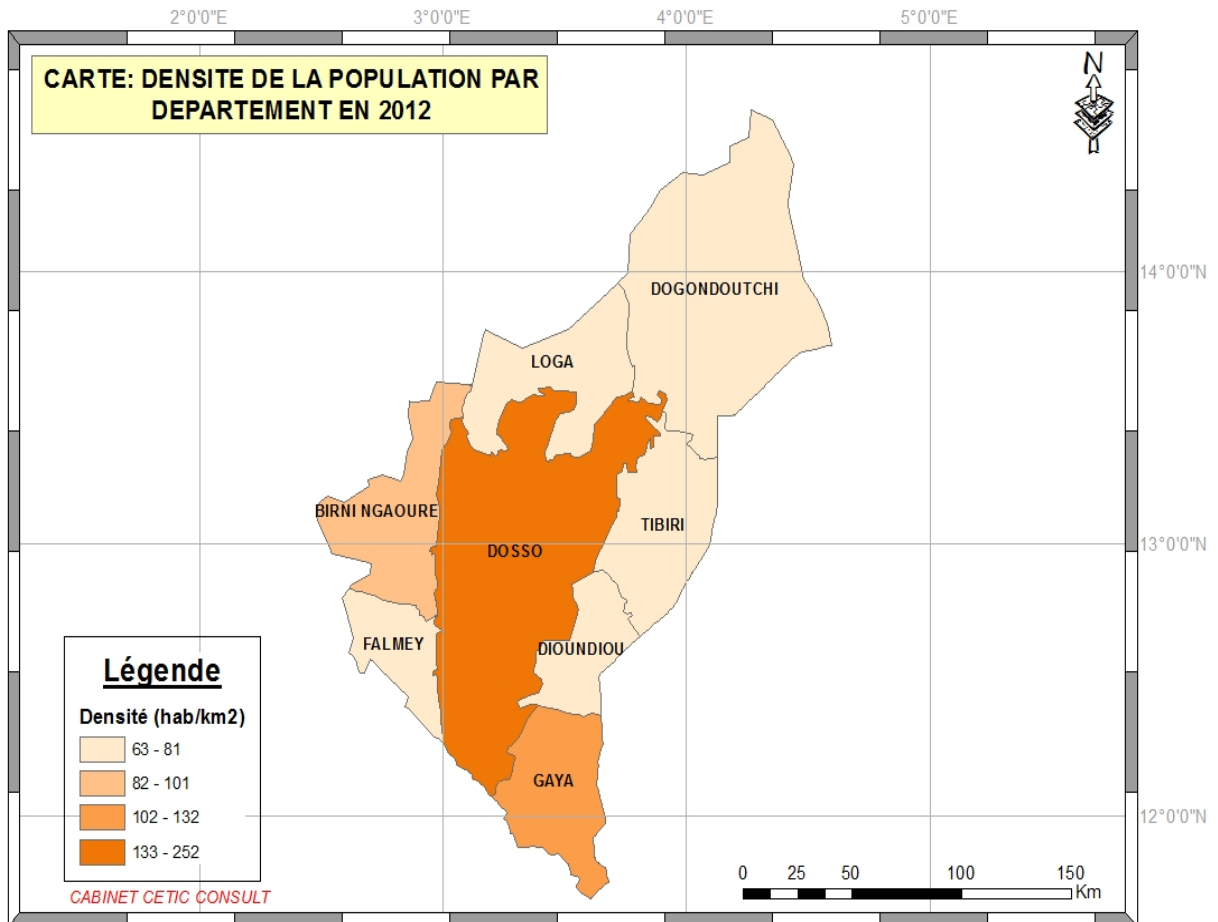
Il faut signaler qu'il n'existe pas des taux d'accroissement 77-88 et 88-2001 pour les départements de Doudou, Falmey et Tibiri car ces données sont antérieures à la création de ces dits départements.

L'augmentation rapide de la population du fait du maintien à un niveau élevé et constant de la croissance démographique s'explique par les principaux facteurs directs suivants : une natalité beaucoup plus élevée que la mortalité qui baisse assez rapidement.

2.2.2.3. Densités humaines

Les calculs effectués sur la base des superficies fournies par les autorités municipales, indiquent que la densité moyenne de la région de Dosso est de 59 hts /km². Cette densité est nettement supérieure à la densité nationale qui est de 14hbs/km². Il existe de grandes disparités entre les départements et les communes de la région.

Carte 18 : Densité de population par département dans la région de Dosso



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Au niveau des départements, Tibiri Douthi (106 hts/km²) et Gaya (101 hts/km²) ont les plus grandes densités de la région, dépassant les 100hbs/km², tandis que Dogondoutchi et Loga ont les plus faibles densités de la région avec respectivement 40 et 48 hts/km².

Dans l'ensemble, onze (11) communes soit 25% ont une densité qui dépasse les 100hbs /km² et trente une (31) communes soit 72% ont une densité supérieure ou égale à 50 hbs /km².

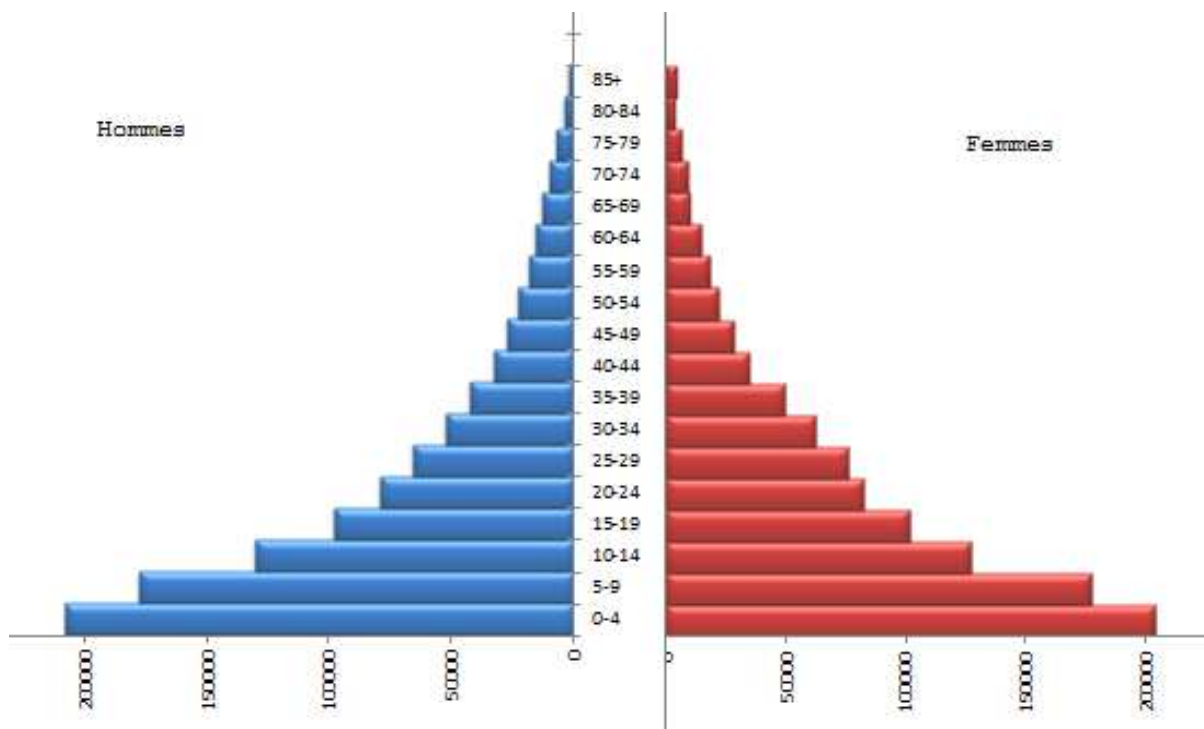
La densité la plus élevée est enregistrée au niveau de la commune de Douméga avec 275 hbs/km². La partie sud de la région enregistre les plus fortes densités. En effet, l'ensemble des communes des départements de Gaya, Dioundiou et Tibiri ont des densités supérieures à 50 hbs/km².

Les zones de forte concentration humaine (Dosso, Gaya et Boboye) se caractérisent par leur potentiel agricole important et l'existence d'infrastructures communautaires. Les départements de Dosso et de Gaya constituent également d'importants carrefours entre les pays voisins et le reste du Niger.

2.2.2.4. Répartition de la population par âge et par sexe

L'une des principales caractéristiques de la population de la population de la région de Dosso, c'est son extrême jeunesse.

La figure ci-dessous représente la pyramide des âges dans la région de Dosso selon le RGPH 2012.



Source : INS (RGPH 2012)

Figure 4 : Pyramide des âges dans la région de Dosso selon RGPH 2012

A l'instar de la structure générale de la population du Niger, la pyramide des âges de la région de Dosso fait ressortir une base très étalée par rapport à son sommet qui est rétréci. Ce qui montre que le groupe d'âge des jeunes générations est très important par rapport à celui des vieilles générations. Les jeunes de moins de trente (30) ans occupent 74,82% de la population totale de la région tandis que Les personnes âgées de plus de 65 ans représentent seulement 3,6%.

Les adultes doivent donc faire face à un effectif à charge important, du fait de ce poids prépondérant des jeunes. Aussi, cette forte proportion des jeunes justifie-t-elle l'accroissement de certains besoins sociaux et motive une demande tout aussi forte en matière d'éducation, de santé et surtout d'emploi.

La répartition de la population par sexe suivant les tranches d'âges quinquennaux est presque équitable sauf au niveau des groupes d'âge 25 à 49 ans où les effectifs des femmes sont supérieurs à ceux des hommes. Il apparait également que le nombre des femmes est légèrement supérieur à celui des hommes dans les résultats de recensement de 2012.

Commission Régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) de Dosso
Prestataire: CETIC-CONSULT BP 11827-Niamey-Mail: ceticonsult3@gmail.com

Le poids démographique des jeunes traduit ainsi l'importance du potentiel humain de la région. Cela constitue également un capital inestimable pour les actions de développement.

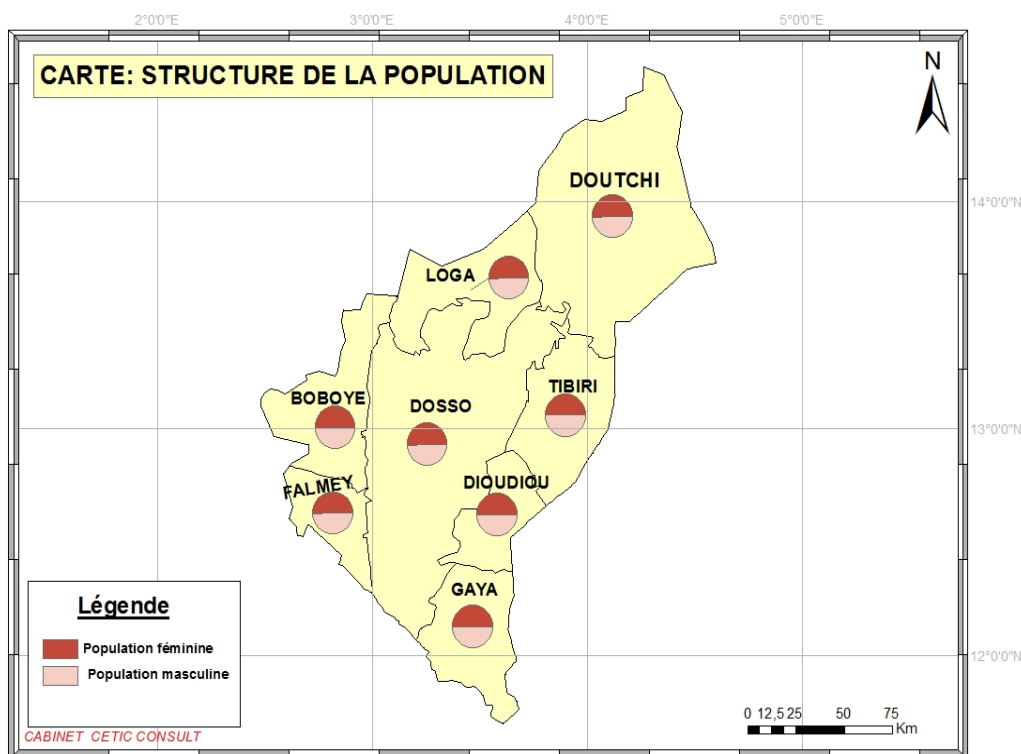
2.2.2.5. Répartition spatiale de la population

Dosso est aussi une région faiblement urbanisée. Sa population est majoritairement rurale. En effet, 91,1% vivent en milieu rural contre 8,9% en milieu urbain.

Selon les résultats du RGPH de 2012, le taux d'urbanisation de la région est de 8,9% contre 21,7% pour le niveau national. Une légère hausse de ce taux a été enregistrée par rapport aux résultats du RGP/H-2001 qui ont estimé à 7,8%, la population de la région vivant en milieu urbain.

La carte ci-dessous représente la structure de cette population.

Carte 19 : Structure de la population de Dosso par département et par sexe en 2012



Source :

Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

La population de la région est inégalement répartie tant dans l'espace que dans sa structuration. Le département de Gaya est le plus urbanisé de la région avec un taux de 17,4%, suivi du département de Dosso (11,5%) qui abrite le chef-lieu de la région. Les départements de Loga (3,9%) et Tibiri (2%) ont les taux d'urbanisation les plus faibles au niveau de la région.

Cette prédominance de la population rurale sur l'urbaine est un indicateur déterminant sur la nature des orientations et actions de développement à initier par la région. De même, comme la plupart des régions du pays, l'urbanisation se fait en faveur de la ville de Dosso (capitale régionale) et des chefs-lieux des départements (Dogondoutchi, Gaya, Loga, Birni, Dioundiou, Falmey, Tibiri, Douthi). Ainsi, ces villes doivent à la fois faire face à des besoins sans cesse

croissants en infrastructures socio-économiques et sanitaires et relever les défis considérables en matière de développement et de la modernisation.

2.2.2.6. Caractéristiques démographiques

La situation démographique de la région de Dosso est caractérisée par :

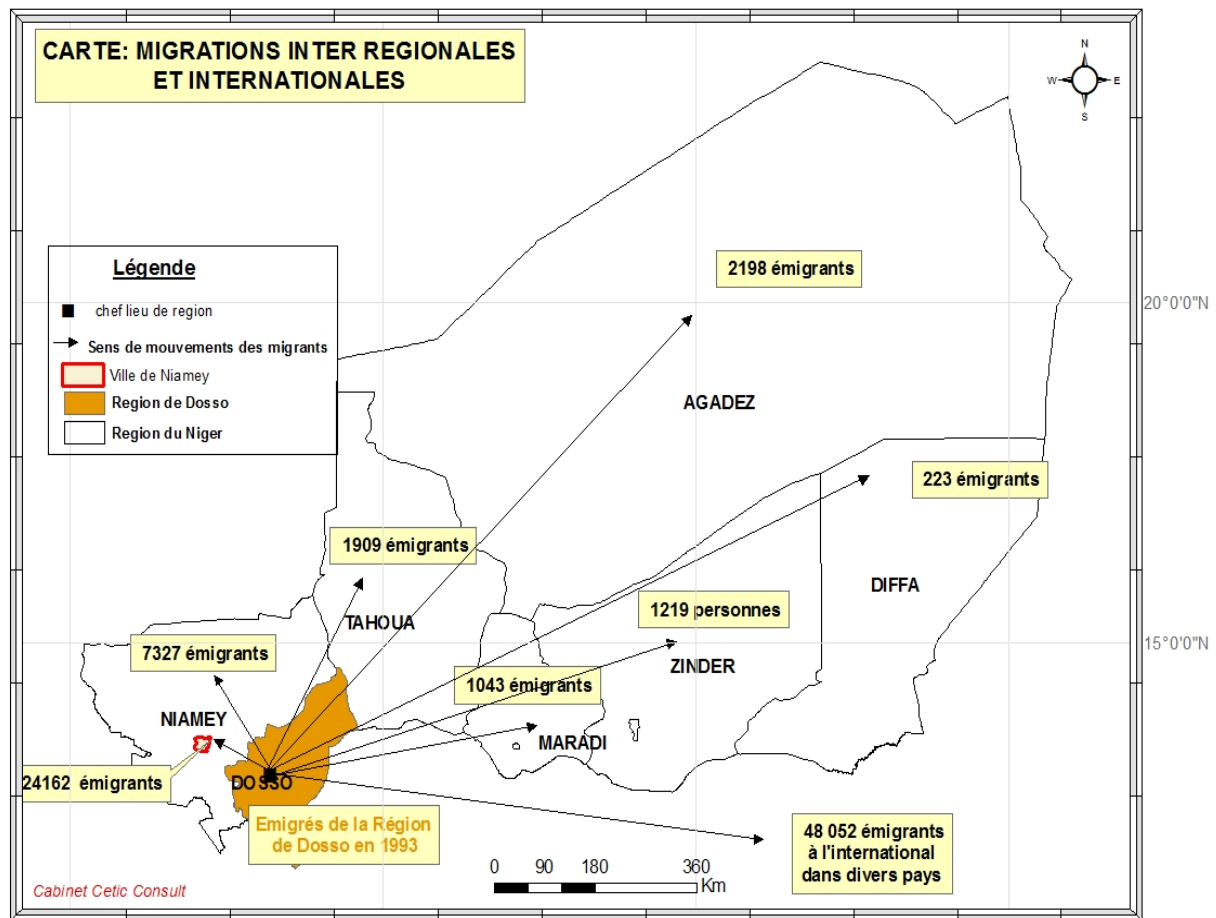
- Une nuptialité précoce : selon les résultats de l'EDSN 2012, dans la plupart des localités de la région, un peu moins d'une femme sur trois (30 %) était déjà en union à l'âge de 15 ans exacts. Plus de trois femmes sur quatre (77 %) étaient déjà en union en atteignant 18 ans exacts et la quasi-totalité (97 %) l'étaient à 25 ans. L'âge médian d'entrée en première union des femmes de 25-49 ans est estimé à 15,7 ans.
- Une fécondité élevée bien qu'inférieure à la moyenne nationale : l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) de la région est 7,5 enfants/femme contre 7,6 pour le Niger, selon les résultats de l'EDSN 2012. Cette situation se retrouve favorisée par l'espérance de vie à la naissance (qui est passée de 47,7 ans en 1988 à 57,2 ans en 2012) conjuguée au rôle reproducteur de la femme prédominant sur tous les autres aspects et liée au nombre d'enfants nés vivants qu'elle aura mis au monde explique. L'ISF de la région de Dosso n'a pas évolué depuis 2001. Le niveau élevé de fécondité explique la part importante proportion des jeunes dans la population de la région, car la mortalité, notamment celle des enfants de moins de 5 ans continue de baisser de manière significative.
- Une forte proportion de population jeune : les résultats du RGP/H de 2012 indiquent que les jeunes de moins de trente (30) ans représentent 74,82% de la population totale de la région et seulement 3,6% ont un âge égal ou supérieur à 65 ans. Cette structure de la population révèle un taux de dépendance élevé. Cela soulève des interrogations sur le devenir de cette population au regard de ses futurs besoins colossaux en terres, emplois, santé, éducation, eaux, alimentation, etc. Il impose que la question de population soit prise en compte dans tout programme de développement régional.
- une mortalité infantile, juvénile et infanto-juvénile très élevée par rapport à celle du pays : selon les résultats de l'EDSN 2012, la région de Dosso se caractérise par un niveau de mortalité infantile de 75‰, juvénile (125‰) et infanto-juvénile de 190‰ contre respectivement 51‰, 81‰ et 127‰ pour le Niger. Ces taux ont connu une régression au regard des efforts consentis dans le domaine de la santé. Cependant, malgré les progrès remarquables enregistrés au cours notamment des 10 dernières années, la mortalité, particulièrement celle des enfants et des mères restent encore très élevée au niveau de la région de Dosso. Dans les conditions de santé idéales, aucun enfant de moins de 5 ne devrait mourir de maladies. Dans plusieurs pays développés, ce taux est inférieur 10‰ (source : état de la population mondiale, UNFPA 2006).
- Une espérance de vie à la naissance faible : Du fait des niveaux élevés de mortalité, notamment chez les enfants de moins de 5 ans, l'espérance de vie à la naissance n'est que de 57,2 ans dont 56,4 pour les hommes et 58,5 au niveau des femmes dans la

région de Dosso. Au niveau national, ces taux sont de 59,6 ans dont 59,1 pour les hommes et 60,5 pour les femmes (INS, Annuaire statistique 2009-2013).

- Une densité forte et variable : en 2012, la densité moyenne de la région de Dosso est de 59 hts /km², nettement supérieure à la densité nationale qui est de 14hbt/km². Cette densité semble en rapport avec le potentiel économique. En effet, la partie sud de la région à fort potentiel économique, enregistre les plus fortes densités avec Tibiri Douchi (106 hts/km²), Gaya (101 hts/km²) et Boboye. Tandis que Dogondoutchi et Loga ont les plus faibles densités de la région avec respectivement 40 et 48 ht/km². Par contre, la densité ne semble pas en rapport avec l'urbanisation car les départements à fort taux d'urbanisation sont enregistrés à Gaya (17,4%), Dosso (11,5%) et Dogon Douchi (9,9). Cependant, le manque de corrélation entre l'urbanisation et la concentration humaine pourrait s'expliquer par l'importance de la superficie de chaque département : les départements de Dogondoutchi (9 323 km²) et de Dosso (9 175 km²) ont des superficies nettement supérieures à celles de Tibiri Douchi (2 541 km²) et de Boboye (3 704 km²).
- Une migration des bras valides devenue de plus en plus massive : le phénomène de la migration se constate surtout au niveau des centres urbains où les bras valides quittent les zones rurales pour s'installer dans les villes à la quête de travail rémunérateur. Ils exercent généralement des petits métiers. Ces mouvements deviennent plus intenses pendant la saison morte (après l'hivernage). On rencontre deux (2) grands types de migration dans la région de Dosso qui sont la migration à l'intérieur du Niger (mouvements vers les centres urbains tels que Niamey, Konni, Maradi, ...) et la migration à l'extérieur du Niger (déplacements des populations en direction des pays de la sous-région notamment au Nigéria). A l'inverse, la région de Dosso, eu égard à ses potentialités et à sa position de région carrefour, enregistre une forte entrée des populations des autres régions du Niger et aussi des pays voisins de la sous-région. L'intensification du rythme de l'exode des bras valides est en partie à l'origine de l'augmentation du nombre de femmes chefs de ménages notamment en milieu rural. En effet selon l'EDSN 2006, la proportion des ménages dirigés par une femme en milieu rural est passée de 8% en 1992 à 13% en 1998 et 19% en 2006 avant de connaître une diminution en 2012 en redescendant à 16%. La migration étant pratiquée par plus de la moitié de la population active, les activités du secteur rural connaissent une baisse de la productivité et de la production agricoles, toutes choses qui participent à l'aggravation de l'insécurité alimentaire.

La carte ci-dessous fait le point de ces migrations de la région de Dosso vers les autres régions du Niger et vers l'extérieur du Niger.

Carte 20 : de migration inter régionales et internationales de la région de Dosso



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Ainsi 55% des sorties de la population de Dosso est en direction de l'extérieur (Bénin, Côte D'Ivoire, Togo,). Le reste est interne en direction de Niamey à 28,05%. Le taux de migration est de 3,37% et se situe ainsi au 4^{ème} rang après Niamey 7%, Tahoua 6,76%, Agadez 3,73%.

2.2.2.7. EMPLOI

2.2.2.7.1. Caractéristiques

Au Niger la question de l'emploi a été beaucoup plus préoccupante à partir des années 1990 lorsque la Fonction Publique n'assurait plus le recrutement direct avec la programmation au compte des différents Ministères. Dans ce contexte de réformes juridiques institutionnelles, il a été créé un service public de l'emploi dénommé Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE) avec une nouvelle mission de promouvoir l'emploi à travers des actions de formations, d'insertion et de réinsertion des demandeurs d'emploi.

Dans la région de Dosso, en 1990 on dénombrait 1.102 employés du secteur privé moderne. En 2010, c'est à dire vingt (20) ans après ce nombre s'est accru de 492,594 employés soit 44,7%, ce qui porte le nombre d'employés à 593,696 la même année. Cela dénote un manque de dynamisme de l'économie régionale dans la création de nouveaux emplois et même dans le maintien des emplois acquis. Comme partout au Niger l'Etat reste le principal employeur dans la région.

La population de la Région, en grande partie agricole (92%) reste tributaire de l'agriculture dont les aléas climatiques conditionnent la production et donc le revenu de la population.

Selon les résultats du RGPH 2012, la population active de la région de Dosso est estimée à 1 198 523 personnes composée de 582 803 hommes et 615 720 femmes. Cette population active représente 59% de la population totale de la région.

Cette population active de la région de Dosso est extrêmement jeune. En effet, sur les 582 803 hommes, 372 798 sont âgés de moins de trente ans, soit 64 %. La situation est identique du côté des femmes car sur les 615 720 femmes actives, 385 647 sont âgées de moins de trente ans soit 63%. Ce caractère extrêmement jeune de la population active de la région de Dosso sous-entend un important besoin non seulement en formation professionnelle des jeunes, mais aussi en emploi rémunérateur. Cependant, à l'heure actuelle, le tissu économique de la région n'offre que des perspectives limitées en termes d'emploi des jeunes.

Ce sont les emplois informels et les travaux champêtres qui occupent la majeure partie de la population. Les emplois formels (temporaires ou permanents) sont fournis par les travaux publics, les bâtiments, les industries, les banques, les assurances, le transport, etc.

D'autre part, l'inexistence des Industries extractives dans la région fait en sorte que ce secteur ne contribue pas malheureusement à ces emplois formels.

2.2.2.7.2. La problématique de l'emploi

Les principaux problèmes qui minent le secteur de l'emploi dans la région de Dosso sont :

- le rétrécissement du tissu économique qui n'offre pas suffisamment d'opportunité pour l'emploi des jeunes;
- le manque ou l'insuffisance de qualification de la majorité des demandeurs d'emploi ;
- la disparition de plusieurs entreprises étatiques qui réduit les opportunités d'emploi ;
- l'insuffisance des travaux à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) qui limite les possibilités d'emploi surtout en faveur des jeunes ;
- la précarité de l'emploi par l'informalisation de plusieurs secteurs de l'économie ;
- l'accroissement de la population ;
- le manque d'expérience ;
- l'inadéquation formation - emploi ;
- la politique économique non incitative (facilité aux investisseurs) qui limite la création de sociétés et entreprises ;
- le manque d'investissements dans les secteurs pourvoyeurs d'emploi ;
- l'accès de la formation vers les emplois de bureau au détriment des professions techniques ;
- l'insuffisance d'encadrement des organisations des jeunes ou groupements d'intérêts économiques ;
- l'insuffisance d'appui à l'initiative privée et à l'entrepreneuriat.

2.2.2.7.3. Les tendances lourdes

Dans la région de Dosso, le secteur de l'emploi se caractérise par :

- Un taux élevé de chômage ;
- L'importance grandissante du sous-emploi avec son corollaire de chômage avec un taux élevé ;
- Un déséquilibre entre la demande et l'offre ;
- un faible niveau de recrutement de la main-d'œuvre qualifiée.

2.2.3. Profil de pauvreté

Selon l'enquête ECVMA 2011, la région de Dosso est la troisième région la plus pauvre après Maradi et Tillabéri. En effet la région de Dosso compte 12% de la population du Niger, regroupe 13,2% des pauvres du pays.

Tableau 2 : Profil de pauvreté par région

	Incidence de la pauvreté	Profondeur de la pauvreté	Sévérité de la pauvreté	% de la population	% des pauvres
Résidence					
Urbain	17,9	3,6	1,1	17,3	6,4
Rural	54,6	15	5,7	83	93,6
Région					
Agadez	20,7	4,4	1,4	2,8	1,2
Diffa	34	7,2	2,4	3,4	2,4
Dosso	52,9	14,4	5,6	12	13,2
Maradi	57,8	16,7	6,4	19,9	23,9
Tahoua	47,9	12,3	4,3	9,2	19
Tillabéry	56	16	6,1	16,1	18,7
Zinder	47,7	12,5	4,7	20,6	20,3
Niamey	10,2	2,2	0,7	6	1,3
Ensemble	48,2	13,1	4,9	100	100

Source : INS (EVCMA 2011)

L'incidence de la pauvreté est plus élevée en milieu rural (54,6%). Les régions les plus pauvres et qui se situent au dessous de la moyenne nationale sont d'abord Maradi (57,8%), ensuite Tillabéri (56%) et Dosso (52,9%). En dehors, de la région de Niamey avec 10,2% de pauvres et qui est presque exclusivement urbaine, les régions d'Agadez et de Diffa sont les moins pauvres avec respectivement 20,7% et 34%.

La pauvreté semble ainsi davantage frapper les régions à forte fécondité du moment comme Dosso (7,5 enfants/femme). Le phénomène semble également plus sévère dans les zones pourtant à bonne potentialité agricole que dans les zones qui le sont moins.

Selon l'EVCMA 2011, trois catégories des causes ou facteurs déterminants de la pauvreté ont été énumérées par les populations au moment de l'enquête :

- Causes structurelles ou déterminants liés au cadre de vie (détérioration sans cesse croissante du tissu économique, chute drastique des revenus et d'emploi...) ;

- Causes endémiques (rareté de l'emploi, explosion démographique, Insuffisance des AGR, Inégalités sociales et économiques...);
- Causes conjoncturelles (famine, insuffisance de la pluviométrie, sécheresses, mauvaises récoltes, etc.).

L'accès à un emploi décent constitue le facteur principal qui permet, en temps normal, à l'individu d'améliorer ses conditions de vie pour lui éviter ainsi de sombrer dans la pauvreté. Or, la plupart des emplois occupés par les hommes comme les femmes sont de type traditionnel ou informel. Ainsi, le sous-emploi ou chômage déguisé constitue également une autre caractéristique importante des emplois au Niger, tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

En milieu rural, la prédominance des activités agricoles traditionnelles pratiquées sur une période de 4 à 5 mois seulement durant l'année, crée de facto, une situation de sous-emploi permanent pour une bonne partie de la population rurale active surtout masculine. Dès lors, la migration vers les villes nationales ou extérieures est devenue une alternative « naturelle » au désœuvrement temporaire des bras valides constitués en majorité de jeunes de moins de 25 ans.

En milieu urbain, le sous-emploi se présente sous plusieurs visages :

- la multiplicité de petits métiers (cireurs, porteurs, petits vendeurs et revendeurs,) créés par les jeunes migrants ruraux ;
- l'utilisation non rationnelle des fonctionnaires de l'Etat, surtout les jeunes appelés du service civique national recrutés pour une période de deux ans à la fonction publique. En fait, la plupart de ceux qui sont affectés dans les administrations publiques sont très souvent mal utilisés, sous-employés voire inoccupés, comme c'est d'ailleurs le cas de nombreux fonctionnaires titulaires.

A cette situation de chômage déguisé ou de sous-emploi, vient s'ajouter le chômage total qui touche surtout les jeunes du milieu urbain et de plus en plus de jeunes diplômés ces dernières années.

En dépit de toutes ces contraintes d'ordre économique, la fécondité et le taux de croissance démographique restent élevés. Ces paramètres démographiques continueront à compliquer l'amélioration des conditions de vie des populations et le développement de la région de Dosso.

2.2.4. Education

L'éducation est un système de socialisation progressivement admis dans les sociétés traditionnelles comme une voix sure pour bâtir un homme en lui donnant les armes nécessaires lui permettant de s'épanouir. Elle est l'un des piliers du développement de toute communauté, et un des facteurs explicatifs importants des écarts de niveaux de vie entre pays.

Dans la région de Dosso, l'éducation embrasse trois (3) formes : l'éducation formelle, l'éducation non formelle et l'éducation informelle.

2.2.4.1. L'éducation informelle

Elle se réfère à l'éducation des enfants par tous. Non normative, elle met l'enfant en contact avec son environnement et l'amène à faire face aux obstacles de la vie qu'il découvre progressivement avec ses pairs. Elle est basée sur l'observation, l'écoute (histoire et relations du groupe, proverbes et devinettes du terroir, etc.), et la réflexion et l'analyse collective et individuelle.

Soutenue autrefois par les rites initiatiques, elle est garante de la maîtrise des normes et de règles traditionnelles qui identifient l'individu par rapport à sa famille, à son clan, à son groupe d'appartenance, à sa communauté.

Tous les comportements, attitudes et pratiques des membres, dépendent des connaissances acquises au sein du tissu social. L'éducation traditionnelle assure à chaque individu son insertion dans la communauté et au système de production économique auxquelles il appartient.

En prend en compte l'éducation religieuse fondée sur l'enseignement du coran et de la bible véhiculée avec l'avènement de l'islam et du christianisme. Certains de ses éléments tels que les croyances animistes traités de paganisme, d'ailleurs sont remis en cause au profit des religions révélées comme gage de conduire vers un au-delà meilleur. Dans presque toutes les localités de la région de Dosso, l'éducation coranique est très acceptée par les parents. Ils confient le plus souvent leurs enfants aux marabouts pour l'acquisition du savoir.

2.2.4.2. L'éducation formelle

Elle comprend quatre (4) niveaux :

- Enseignements préscolaire et primaire pris en charge par la direction régionale de l'Education Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique (DREP/A/PLN/EC) ;
- Enseignements secondaires conduits par la direction régionale des enseignements secondaires (DRES) ;
- Enseignement professionnel et technique pris en charge par la Direction Régionale des Enseignements Professionnels et Techniques (DREP/T) et les Ecoles Normales Mali Béro de Dosso et l'ENI de Dogondoutchi.
- L'enseignement supérieur avec la création récente de l'Université Scientifique de Dosso.

2.2.4.2.1. Le préscolaire

L'enseignement préscolaire est un pré initiation scolaire qui dure de un à trois ans. Il se dispense dans les jardins d'enfants et classes maternelles et s'adresse officiellement aux enfants âgés de quatre à six ans. Il regroupe essentiellement les centres d'éveil de la petite enfance selon trois types : les établissements préscolaires publics, privés et communautaires.

❖ Le personnel d'encadrement :

En 2013-2014, cet ordre d'enseignement comptait 574 enseignants constitués en majorité des femmes (92,86% de l'effectif total des enseignants).

En 20013, les instituteurs adjoints représentaient 82,44% du personnel enseignant dont 94,51% des femmes. La zone urbaine comptait 64,27% des effectifs des encadreurs. Les

contractuels représentaient 65,07% des enseignants dont 92,64% des femmes. Ce qui témoigne d'une forte contractualisation du personnel enseignant de cet ordre d'enseignement.

❖ **Le personnel administratif :**

En matière de personnel administratif et d'appui, la région en comptait seulement 11 en 2012/2013. Les femmes représentent 85,71% du personnel administratif et 81,81% du personnel d'appui. Les directeurs chargés de classe représentent 91,84% du personnel administratif et le personnel de cantine représente 72,72% du personnel d'appui.

❖ **L'effectif des élèves :**

On dénombre 16177 élèves dont 8098 filles dans la région de Dosso, en 2013-2014.

En 2012/2013, l'effectif des élèves des établissements publics, représentait 88,16% des effectifs globaux. La zone rurale comptait 59,08% des effectifs des élèves. Les filles représentent 50% des effectifs aussi bien en milieu rural qu'urbain.

❖ **Le taux de préscolarisation :**

Le taux de préscolarisation est très faible dans l'ensemble de la région de Dosso. En 2013-2014, il est de 7,15% dont 7,23% chez les fillettes. Cependant, ce taux est supérieur à l'objectif de 5% visé à la fin du PDDE.

2.2.4.2.2. L'enseignement primaire

Il correspond au niveau 1 de la Classification Internationale Type de l'Education (CITE). Il accueille officiellement en première année d'études les enfants de six à sept ans. Le cycle dure six années et seulement deux redoublements sont permis.

❖ **Le Taux Brut d'Admission (TBA) au CI :**

En 2013-2014, la région enregistre un TBA de 98% dont 89,1% pour les filles contre 82,9% dont 75,9% pour les filles au niveau national. Mais, constate des disparités interdépartementales. En effet, le TBA global varie de 74,6% (département de Dioundiou) à 106,7% (département de Tibiri). Les départements de Tibiri Douthi, Dosso et Dogondoutchi ont les plus forts TBA avec respectivement 106,7%, 104,5% et 104,2%. A l'inverse, les départements de Dioundiou (74,6%) et Gaya (80,9%) enregistre le plus faible TBA.

Le TBA des filles varie de 68,6% (départements de Dioundiou et Gaya) à 101,1% (département de Tibiri Douthi). Ainsi en matière de disparité entre sexe, les résultats sont aussi encourageants avec un indice de parité fille/garçon compris entre 72,08% et 89,95% entre les départements et 83,43% pour toute la région contre une prévision de 100% pour les OMD et 90% pour le PDES.

❖ **Les effectifs des élèves**

En 2013-2014, les établissements scolaires du primaire de la région Dosso, totalisent 318 352 élèves dont 141 586 filles, soit 44,47%. Cette proportion des filles varie de 40,22% (Département de Falmey) à 45,82% (Département de Tibiri Douthi). Cela démontre que les disparités entre départements et filles et garçons en matière d'accès au cycle de base 1 bien qu'elles soient réduites, demeurent.

L'indice de parité filles/garçons est de 0,8 en 2014, égal à celui du niveau national et oscille entre 0,7 (départements de Gaya, Dioundiou et Falmey) à 0,9 (département de Tibiri Douthi).

En 2012-2013, l'effectif des élèves en zone rurale représente 78,41% de l'effectif total. L'effectif des filles est moins important que celui des garçons aussi bien en zone rurale (43,4%) qu'urbaine (47,5%) mais avec un meilleur score en milieu rural. La proportion des

filles est de 44,1%, et varie de 39,9% (inspection de Gaya) à 48,1% (IEFA de Dogondoutchi) en zone rurale, de 49,7 (inspection de Dosso commune) à 36,5% (inspection Dosso département) en milieu urbain. Ainsi, les disparités entre milieu rural et urbain persistent aussi.

En 2012-2013, les établissements du public comptaient 98,99% des effectifs des élèves. Ceci témoigne du faible niveau de promotion des établissements privés et communautaires dans la région. Il est souhaitable que des facilités soient accordées au secteur privé afin de l'encourager dans la création des écoles. Ce qui contribuerait à réduire les charges de l'Etat dans le domaine de l'éducation, et à augmenter le taux de scolarisation. L'inspection Dosso commune comptait 65,13% des effectifs des élèves du privé, preuve de la concentration des établissements privés au niveau d'une seule inspection. L'inspection de Mokko totalise 74,81% des élèves du communautaire témoignant l'importance accordée à ce type d'établissement par cette inspection. L'enseignement traditionnel totalise 90,65% des effectifs des élèves.

❖ **Le personnel enseignant**

Selon la DREN de Dosso, en 2013-2014, les écoles primaires de la région de Dosso totalisent 9 077 enseignants de terrain dont 4 140 femmes, soit 45,61%. La proportion des femmes enseignantes varie entre 31,61% (département de Tibiri Douthi) à 59,02% (département de Gaya). Les femmes enseignantes sont plus nombreuses que les hommes au niveau des départements de Gaya (59,02%) et de Dosso (55,64%). L'importance du nombre d'enseignantes au niveau de ces deux (2) départements pourrait s'expliquer par le fait que la plupart des enseignantes ayant des maris fonctionnaires se retrouvent au niveau des villes de Dosso et Gaya où se concentrent une frange importante des travailleurs à cause du statut de capitale régionale pour l'une, ville carrefour et frontalière pour l'autre.

En 2012-2013, les établissements scolaires du primaire de la région Dosso, totalisaient 8 555 enseignants. Les effectifs des maîtres en zone rurale représentaient 78,41% de l'ensemble du personnel enseignant. Les établissements du public comptaient 98,99% des effectifs des maîtres chargés de cours. L'inspection Dosso commune comptait 76,92 des effectifs des maîtres du privé. L'inspection de Mokko totalisait 87,5% des maîtres du communautaire. L'enseignement traditionnel totalisait 88,26% des effectifs des maîtres. Parmi les 8558 enseignants du primaire que comptait la région en 2012-2013, 6781 (79,24%) sont des contractuels, 5806 (67,84%) sont des titulaires. La proportion assez importante de contractuels témoigne du niveau de contractualisation du corps enseignant.

❖ **Le ratio élèves/maître :**

En 2012-2013, le ratio élèves/maître est de 35 et varie de 30 (inspection et IEFA de Boboye) à 46 (inspection de Tibiri Douthi) en milieu rural, de 11 (IEFA/Dosso) à 63 (inspection Dosso/Département) en zone urbaine. Il varie de 46 (inspection de Tibiri Douthi) à 22 (IEFA de Dosso) pour le public, de 68 (inspection de Douthi) à 31 (inspection de Gaya) au niveau du privé et de 82 (Inspection de Dogon Douthi) à 35 au niveau de l'inspection de Mokko. Il oscille entre 48 (inspections de Douthi et Tibiri) et 31 (inspection de Boboye) pour le primaire traditionnel, 26 (Inspection Dosso Commune) et 33 (inspection de Boboye) pour l'expérimental, et 44 (IEFA/Douthi) et 33 (IEFA/Boboye) au niveau de la medersa.

❖ **Le Taux d'achèvement du cycle de base 1 :**

Pour l'année scolaire 2012-2013, le taux d'achèvement pour l'ensemble de la région est de 57,1% dont 56,5% chez les filles. Ce taux varie d'un département à l'autre. Le taux

d'achèvement les plus importants sont enregistrés à Dogon Doutchi (73,8%) et à Loga (60,4%) alors que le taux le plus faible est 44,7% dans le département de Gaya. Dans tous les départements, le taux d'achèvement des garçons est supérieur à celui des filles sauf dans le département de Logo où il est de 70,2% chez les filles contre 50,7% chez les garçons. Le rapport de disparités filles/garçons est de 0,98 pour l'ensemble de la région et varie de 0,61 dans le département de Gaya à 1,38 au niveau du département de Loga.

❖ **Le Taux Brut de Scolarisation (TBS) :**

Pour l'année scolaire 2013-2014, le TBS global de la région de Dosso est de 85,3% contre 71,3% pour l'ensemble du Niger. Le TBS global de la région varie de 66,3% (Département de Gaya) à 99,5% (département de Tibiri Doutchi).

Le TBS de la région des filles est de 76,2% contre 64,8% au niveau national. Le TBS des garçons est supérieur à celui des filles au niveau de tous les départements. Chez les garçons, il varie de 76,5% (département de Gaya) à 107,5% (département de Tibiri Doutchi). Quatre (4) départements ont un TBS des garçons supérieur à 100%. Il s'agit de Dosso (100,8%), Loga (104,6%), Dioundiou (100,7%) et Tibiri Doutchi (107,5%). Chez les filles, le TBS varie de 56,1% (département de Gaya) à 91,4% (Tibiri Doutchi).

Ainsi, les disparités entre départements et entre filles et garçons persistent encore. Cependant, il faut signaler que le TBS de 80% retenu par le PDES a été atteint par la région depuis 2012-2013. Il s'avère donc indispensable d'inscrire davantage d'élèves en première année, réduire les exclusions et les abandons, améliorer la qualité de l'éducation pour un maintien des élèves dans le cycle afin de préserver cet acquis. Il est aussi très utile de poursuivre les campagnes de sensibilisation sur la scolarisation tant en milieu rural qu'urbain.

❖ **Les taux de transition en 6^{ème} :**

En 2013-2014 le taux de réussite aux examens d'entrée en 6^{ème} est de 63,10% dont 61,60% avec des disparités interdépartementales. En effet, le taux global de transition en 6^{ème} varie de 48,40% (Département de Loga) à 79,20% (département de Gaya).

Chez les filles, le taux de transition en 6^{ème} varie de 46,90% (département de Loga) à 79,40% (département de Gaya). Le taux de réussite des filles est supérieur à celui des garçons au niveau des départements de Dogondoutchi (74,10% chez les filles contre 70,70% chez les garçons), Gaya (79,40% chez les filles contre 79,10% chez les garçons) et Dioundiou (60,60% chez les filles contre 60,00% chez les garçons).

❖ **Analyse de la situation du cycle de base 1 :**

Dans la région de Dosso, le cycle de base 1 a enregistré des avancées significatives ces dernières années sur tous les plans. Cette performance est consécutive aux efforts fournis par l'Etat et certains partenaires pour stimuler la demande sociale d'éducation. Cependant en dépit des progrès accomplis, il n'en demeure pas moins que certains problèmes persistent encore. Ces problèmes sont de trois ordres :

- Ceux en rapport avec les ressources humaines : la forte proportion d'enseignants expérimentés se réfugie dans les tâches non académiques proprement dites, le taux

élevé des enseignants contractuels et l'inexpérience d'une bonne frange du corps enseignant ;

- Ceux liés aux infrastructures dont celles en matériaux de fortune ;
- Ceux relatifs à l'équipement des établissements : insuffisance de manuels didactiques.
- Ceux relatifs aux disparités entre les indicateurs garçon/fille et urbain/rural.

2.2.4.2.3. L'enseignement secondaire général

La région de Dosso dispose d'établissements de l'enseignement secondaire général composés de Collèges d'Enseignement Général (CEG), de Complexes d'Enseignement Secondaire (CES) et de Lycées d'Enseignement Général.

❖ Structures en charge de la supervision des activités académiques du secondaire

La région de Dosso dispose des structures suivantes en charge de la supervision des activités académiques de l'ensemble des établissements d'enseignement général publics et privés du secondaire de la région :

- 1 Direction Régionale des Enseignements Secondaires (DRES) qui couvre l'ensemble de la région ;
- 6 Directions Départementales de l'Enseignement Secondaire (DDES) ;
- 1 Inspection Régionale de l'Education Physique et Sportive (IREPS), créée en Janvier 2007 et qui couvre toute la région de Dosso ;
- 1 Inspection Régionale Pédagogique ;
- 2 Inspections Régionales de l'Enseignement Franco-arabe (IREFA) basée à Dogondoutchi et Dosso.

❖ Les effectifs des élèves

Selon la Direction Régionale de l'Enseignement Secondaire (DRES) de Dosso, en 2013/2014 les effectifs des élèves au secondaire (privé et public) s'élèvent à 69 235.

En 2011-2012, les effectifs des élèves du secondaire 1^{er} cycle est 8979 dont 14416 filles. Le département de Dogondoutchi compte 44,20% de l'effectif total des élèves du 1^{er} cycle du secondaire de la région, suivi de Dosso avec 24,60% ; alors que le département de Loga a la plus faible proportion avec 5,69%. L'effectif des filles est inférieur à celui des garçons dans chacun des départements.

En 2012-2013, les effectifs des élèves du secondaire 2nd cycle dans la région sont de 4390 dont 1123 filles avec des disparités interdépartementales. En effet, le département de Dosso totalise 51,52% de l'ensemble des élèves du secondaire général 2nd cycle de la région, suivi de Dogondoutchi avec 26,36%. Par contre le plus faible effectif est enregistré dans le département de Loga avec seulement 2,44% de l'ensemble régional.

Partout les effectifs des garçons surplombent ceux des filles qui varient de 19,53% (Dogondoutchi) à 28,98% (Dosso). Trois départements (Boboye, 23,26% ; Dogondoutchi,

19,53% ; Loga, 22,43%) sur cinq ont des taux en deçà de la moyenne régionale. Cela montre que des efforts considérables restent à fournir pour l'atteinte de la parité filles/garçons dans cet ordre d'enseignement.

❖ Le personnel d'encadrement

A la rentrée scolaire 2013-2014, la région de Dosso dispose de 2442 agents dont 31 auxiliaires. Parmi les 2411 professeurs, on dénombre 1487 contractuels et 72 appelés du service civique. Les femmes représentent 17,13% du corps professoral.

Ainsi, les contractuels représentent 60,90% de l'ensemble du corps professoral. Cette situation témoigne du niveau de contractualisation du personnel enseignant du secondaire. La proportion d'enseignants contractuels varie d'un département à l'autre : Boboye (69,32%) ; Dioundiou (64,21%) ; Dogondoutchi (73,69%) ; Dosso (51,75%) ; Falmey (75%) ; Gaya (43,68%) ; Loga (44,33%) et Tibiri Douthi (78,39%).

❖ Le Taux Brut de Scolarisation (TBS)

Au 1^{er} cycle, le TBS pour l'ensemble de la région est de 19,5% dont 15,5% chez les filles. Le TBS global varie de 8,4% (département de Boboye) à 29,7% (Département de Dogondoutchi). Au niveau de tous les départements, le TBS des filles est inférieur à celui des garçons et varie de 6,8% (Boboye) à 21,6% (Dogondoutchi).

En 2012-2013, le TBS au second cycle est encore très faible. Il est de 3,4 % dont 1,9% pour les filles et 5% chez les garçons. A cela s'ajoute une disparité entre les départements. Loga et Boboye avec respectivement 0,6% et 1,7% ont les plus faibles taux.

A l'opposé, Dosso (5,1%) et Gaya (3,8 %) ont les taux les plus élevés. Au niveau de tous les départements, le TBS des filles est inférieur à celui des garçons et varie de 0,28% (Loga) à 2,91% (Dosso).

Des efforts sont donc nécessaires pour d'une part rehausser le taux pour l'ensemble de la région et d'autre part faire disparaître les inégalités interdépartementales et entre filles et garçons.

❖ Le ratio élèves/professeur et élèves/classe

En 2013-2014, le ratio élèves/classe est de 47 au secondaire 1^{er} cycle et 37 au secondaire 2nd cycle. Le ratio élèves/professeur est de 29 pour l'ensemble du secondaire (1^{er} et 2nd cycle).

Ainsi, le ratio élèves/enseignant peut être considéré comme favorable, puisque la norme retenue dans le cadre du PDDE est de 40 élèves en moyenne par enseignant. C'est dire qu'au niveau de ce facteur, il ne peut donc pas avoir, à priori d'influences négatives sur les résultats scolaires. Par contre des efforts supplémentaires en matière de construction des classes aussi bien au 1^{er} qu'au 2nd cycle.

❖ Les taux de réussite au BEPC et au BAC

Selon la Direction Régionale de l'Enseignement Secondaire (DRES) de Dosso, en 2013-2014, les taux de réussite aux examens du secondaire est de 25,65% pour le BEPC et 43,15% pour le BAC. Les raisons qui expliquent ces faibles taux de réussite sont pour le :

- BEPC : la baisse de niveau des apprenants d'une part et des conditions précaires d'apprentissages des élèves (l'insuffisance des infrastructures en matériaux définitifs, l'insuffisance du matériel didactique, la qualification des enseignants) d'autre part ;
- BAC : le retard dans l'exécution des programmes due aux nombreuses grèves, la baisse de niveau des apprenants, le manque de formation des enseignants et l'insuffisance de l'encadrement pédagogique.

❖ Analyse de la situation de s'enseignement secondaire général

Globalement, on relève les constats suivants :

- Les TBS sont très bas : 19,5% dont 15,5% chez les filles au 1^{er} cycle et 3,4 % dont 1,9% pour les filles au 2nd cycle ;
- Les sureffectifs se rencontrent surtout dans les CEG et CES publics ;
- La proportion d'enseignants contractuels est très élevés : 60,90% de l'ensemble du corps professoral ;
- Les échecs courants aux examens de fins de cycle (25,65% au BEPC en 2014) attestent de la santé passable du système éducatif du secondaire général.

2.2.4.2.4. Enseignement technique et professionnel

L'enseignement technique et la formation professionnelle joue un rôle important dans la promotion et la qualification des jeunes de la région de Dosso. Ils sont dispensés par les établissements du ministère de la formation professionnelle et technique (lycée technologique, CFPT, CFDC, CFM), l'école normale Mali Béro et les établissements du secteur privé (les centres et instituts, les ateliers de couture, coiffure, menuiserie bois et métallique et autres garages).

❖ Les effectifs des apprenants

En 2015-2016, les établissements de l'enseignement professionnel et technique public et privé de la région de Dosso, compte 7 878 apprenants dont 3 308 femmes (41,99%).

Le nombre d'apprenants est plus important en 2^{ème} année (4 060 dont 1 574 femmes) qu'en 1^{ère} année (3 745 dont 1 716 femmes) et 3^{ème} année (73 dont 18 femmes). Ce qui témoigne soit d'un engouement récent pour l'enseignement professionnel soit d'une certaine déperdition.

95,4% des élèves apprenants des écoles de formation professionnelle sont dans le public, en 2013-2014, et se répartissent comme suit entre les établissements publics :

- Le lycée technologique regroupe 3,5% de ces apprenants ;
- Les centres de formations aux métiers 70,1% ;
- Les Collège d'Enseignement Technique 23,5% ;

- Les Centres de Formation Professionnelle et Technique 2,9%.
- Le personnel d'encadrements.

La Direction Régionale des Enseignements Professionnels et Technique (DREP/T), en 2015-2016, compte 571 agents dont 136 titulaires, 430 contractuels et 5 ASCN.

Les principaux Partenaires Techniques et Financiers sont :

- Coopération Suisse à travers le projet Formation Professionnelle Rurale (FOPROR) ;
- Coopération Luxembourgeoise à travers le projet Nig 017 ;
- Christoffel Blinde Mission (CBM) ;
- Projet de Développement des Compétences pour la Croissance (PRODEC) ;
- Soger-SATOM à travers l'Initiative Soger-SATOM pour l'Afrique (ISSA) ;
- Banque Africaine de Développement (BAD) ;
- Tarbiyar Tatali.

❖ **Les résultats des examens de l'enseignement professionnel et technique**

En 2014, les différents résultats aux examens de l'enseignement professionnel et technique de la région de Dosso sont assez satisfaisants. En effet, le taux de réussite au Baccalauréat professionnel (BAC-pro) du Lycée technologique est de 36,84% tandis qu'il est de 77,09% au Certificat de Qualification Professionnelle dans les CFM et de 72,67% au Brevet d'Etudes Professionnelles (BEP) au Lycée technologique et CFPT.

❖ **Analyse de la situation de s'enseignement professionnel et technique**

Globalement, on relève les constats suivants :

- L'insuffisance de professeurs dans les disciplines d'enseignement général dans les CET;
- Le manque de formation de chefs d'établissements en gestion administrative.

2.2.4.3.5. Enseignement normal

L'école normale Mali Béro de Dosso est un établissement public à caractère administratif (EPA). Elle est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie de gestion. L'Ecole Normale des Instituteurs Mali Béro de Dosso (ENI Mali Béro) forme des Instituteurs et instituteurs adjoints en enseignements traditionnel, bilingue (français/haoussa, français /djerma) et en franco-arabe.

Il convient de signaler qu'une autre école normale vient d'être créé Dogondoutchi par décret pris en conseil de ministres et l'adoption d'une par l'assemblée nationale lors de sa session extraordinaire du 5 au 15 août 2014. Cependant, nous ne disposant pas pour l'instant de la situation de cette école. Donc, seules les informations concernant l'ENI Mali Béro de Dosso sont fournies dans ce document.

❖ **Le personnel d'encadrements**

Commission Régionale d'Amenagement du Territoire (CRAT) de Dosso
Prestataire: CETIC-CONSULT BP 11827-Niamey-Mail: ceticonsult3@gmail.com

La création des écoles normales a suscité des débats et des réflexions sur le grade de l'enseignant type dans ces institutions. Un pédagogue ou un enseignant qui a une expérience confirmée dans ce domaine serait le mieux indiqué. C'est pourquoi, il a été fait appel aux professeurs du CEG, fruits de l'ancienne école de pédagogie. Mais ne pouvant pas couvrir le besoin, l'état a fait recours à d'autres corps. Ainsi au niveau de l'ENI de Dosso, les Chargés d'Enseignement (CE) représentent 51,85% suivi des Conseillers Pédagogiques (CP) constituant 37,04% du corps enseignant. Les femmes ne représentent que 7,41%.

❖ Les effectifs des élèves-maîtres

En 2013-2014, l'ENI Mali Béro de Dosso compte 2718 élèves toutes sections confondues. En 2012-2013, ils étaient 2 225 dont 1 628 femmes (73,17%). Les effectifs du public représentent 87,19% de l'effectif total. La section des instituteurs adjoints concentre 85,98% de l'ensemble des effectifs. Les femmes représentent 73,17% de l'effectif total des élèves-maîtres. Aussi, les femmes inscrites à titre privé représentent 15,77% de l'effectif total des femmes.

❖ Les résultats aux examens

En 2014, sur 1 466 présentés aux examens de fin de cycle dans toutes les sections, 1 457 sont admis soit un taux de réussite de 99,37%. Ce taux est de 100% pour la section des instituteurs et 99,36% pour les Instituteurs Adjoints/Traditionnels et bilingues).

2.2.4.3. L'éducation non formelle

Les programmes d'alphabétisation et de formation des adultes sont conçus pour offrir la chance aux analphabètes d'acquérir un minimum de connaissances leur permettant de s'insérer dans la vie socioéconomique. Cette formation est assurée dans les centres d'alphabétisation et de formation des adultes (classiques et Ajami) financés par l'Etat, les Collectivités Territoriales, les Communautés et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). De par la stratégie du « faire-faire » en vigueur depuis 2004, ces quatre sources de financement confient à des opérateurs la mise œuvre de la quasi-totalité de ces programmes.

Dans la région de Dosso, l'avènement de cette stratégie de « faire-faire » a eu pour conséquence l'indisponibilité des informations se traduisant par des difficultés dans le suivi de la situation de l'alphabétisation.

Pour pallier ces difficultés, il a été créé auprès du Conseil Régional de Dosso un Fonds Régional pour l'Alphabétisation et l'Education Non Formelle (FRAENF). Ce fonds doté de la personnalité morale, de l'autonomie financière et administrative a été créé le 10 octobre 2013 lors de la session extraordinaire du conseil régional. Sa mise sur pied est financée par la coopération luxembourgeoise à travers le projet Appui au Programme Décennal de Développement de l'Education (NIG/019 A-PDDE).

Le FRAENF a pour objectifs de :

- résoudre le problème de sous financement et de gestion rationnelle des ressources de l'AENF dans la région;

- satisfaire la demande de plus en plus croissante dans le domaine à travers la mobilisation d'importants financements ;
- développer les spécificités du sous-secteur de l'AENF (par exemple le calendrier de la campagne ; les programmes de formation à la carte...).

❖ Les effectifs des apprenants

En 2012-2013, la région de Dosso 8 451 apprenants inscrits dont 6 100 femmes. Le taux de fréquentation global est de 60,63%. Ce taux est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (66,28% contre 54,20%).

❖ Le taux de participation

L'une des préoccupations majeures en matière d'alphabétisation est i) d'améliorer la fréquentation dans les centres d'alphabétisation, ii) identifier les déterminants du phénomène d'abandon des centres, iii) comment remédier la situation constatée.

Dans la région de Dosso, à la campagne 2011-2012, on a enregistré un taux de participation de 82,6%. Cela veut dire que moins de 18% d'apprenants inscrits en début de campagne n'ont pas pu terminer la campagne. Le taux de la participation est plus important chez les femmes (85,9%) que chez les hommes (72,9%). Cependant, cette disparité en faveur des femmes n'est pas valable au niveau des inspections de Boboye (78,6% pour les hommes contre 78,3% pour les femmes) et de Loga (90,9% pour les hommes contre 38,5% pour les femmes).

❖ Les alphabétisés et taux de réussite au test final

Les alphabétisés sont les apprenants qui arrivent jusqu'à la fin de campagne et qui réussissent au test de fin de campagne. Le taux de réussite est l'indicateur de mesure de la qualité des apprentissages. Ce taux est de 55,8% dont 51,9% chez les femmes. Ce résultat bien qu'appréciable, est en deçà de l'objectif de 75% fixé pour 2013 dans le cadre du PDDE. Des stratégies d'amélioration sont donc nécessaires pour atteindre les objectifs du PDDE.

Le taux de réussite régional cache des disparités tant au niveau des sexes qu'au niveau inspection. Quatre inspections ont des taux inférieurs à la moyenne régionale (Boboye, 30,8% ; Dogondoutchi, 51,2% ; Dosso département 49,5% ; Loga, 40,4%). Aussi, les hommes réussissent-ils plus que les femmes.

❖ Les alphabétiseurs

En 2011-2012, on dénombre dans la région 289 alphabétiseurs en majorité des ex-élèves (96,89%). Trois (3) inspections (Gaya, Dosso département et Dogondoutchi) partagent l'essentiel des alphabétiseurs soit 83,04%. Mais, la moyenne d'un alphabétiseur par centre est atteinte. La participation des femmes est plus importante que celle des hommes (52,25% pour femmes contre 47,75% pour les hommes) au niveau régional. Cependant, la participation des hommes est plus importante que celle femmes seulement au niveau des inspections de Dogondoutchi (53,66%) et Loga (53,85%).

❖ **Analyse de la situation de l'éducation non formelle**

Les problèmes de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle sont les suivants :

- Faible qualification des opérateurs privés en matière de conception et de mise en œuvre de programme d'alphabétisation de qualité répondant à la demande des bénéficiaires ;
- Nature aléatoire du financement des campagnes d'alphabétisation ;
- Absence de certification des apprentissages dans le domaine de l'alphabétisation.

2.2.4.4. L'enseignement supérieur

Pour faire évoluer l'offre d'enseignement supérieur le gouvernement nigérien a créé quatre (4) nouvelles universités publiques dont une à Dosso au cours de cette année 2015. Cette université dont la première promotion fera son cours de l'année académique 2015-2016, contribuera à former, en quantité et en qualité, le capital humain qualifié dont le Niger a besoin.

2.2.4.5. L'analyse de l'évolution des indicateurs de l'éducation

❖ **Evolution des indicateurs de l'éducation**

L'avènement du PDDE a permis la réalisation d'un nombre important d'infrastructures scolaires même si l'accompagnement nécessaire (personnel en nombre et en qualité, équipements), n'a pas été souvent à la hauteur du souhait.

Le succès aux examens n'est pas en adéquation avec le niveau réel des élèves. Cela s'explique par plusieurs facteurs :

- Les effectifs pléthoriques et le niveau inadéquat du personnel enseignant ;
- La qualité inadéquate des infrastructures, facteur de perturbation et d'arrêt des cours de façon précoce ;
- L'indifférence des élèves à leur performance en classe et aux sanctions disciplinaires ;
- L'indifférence du personnel dirigeant des établissements aux mauvaises performances et conduites des élèves ;
- Sous équipements des établissements : faible, voire inexistence des mobiliers, des documents et des matériels didactiques ;
- La démission des parents d'élèves ;
- Le nombre très élevé des enseignants contractuels souvent peu qualifiés.

Le défi à relever est celui de la sensibilisation des parents d'élèves pour obtenir leur engagement indispensable à l'amélioration des performances du système éducatif.

La scolarisation dans la région de Dosso s'est développée de façon remarquable au cours des dernières années sous l'impulsion des réformes à travers le PDDE. Les effectifs sont en constante augmentation.

Les indicateurs sur la qualité de l'éducation sont dans l'ensemble d'un niveau appréciable.

➤ **Au préscolaire :**

Les effectifs des enfants encadrés au préscolaire ont connu une augmentation significative entre 2000-2001 et 2013-2014, passant de 839 à 16 177 enfants, soit un rythme de progression moyen annuel 25,56% sur la période.

Tableau 3 : Evolution des effectifs d'enfants du préscolaire

Année	Petite section			Moyenne section			Grande section			Ensemble		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
2000-01	158	165	323	92	119	211	149	156	305	399	440	839
2001-02	198	187	385	189	198	387	194	207	401	581	592	592
2002-03	140	158	298	274	265	539	371	371	742	785	794	1579
2003-04	262	260	522	309	260	569	401	347	748	972	867	1839
2004-05	176	187	363	419	365	784	406	470	876	1001	1022	2023
2005-06	320	353	673	351	357	708	532	449	981	1203	1159	2362
2006-07	175	455	630	352	685	1037	694	809	1503	1221	1949	3170
2007-08	666	636	1302	695	732	1427	690	689	1379	2051	2057	4108
2008-09	1122	1130	2252	1280	1191	2471	1420	1410	2830	3822	3731	7553
2009-10	532	567	1099	717	658	1375	757	682	1439	2006	1907	3913
2010-11	1321	1276	2597	1537	1519	3056	2271	1929	4200	5129	4724	9853
2011-12	1712	1599	3311	2225	2281	4506	1563	1648	3211	5500	5528	11028
2012-13	1589	1537	3126	2473	2408	4881	3690	3579	7269	7752	7524	15276
2013-14				3945	3874	7819	4134	4224	8358	8079	8098	16177

Source : DREP/A/PNL/EC, 2015

Il faut noter qu'à partir de 2013-2014, les trois sections ont transformées en deux sections dénommées : Section 1 et Section 2. Le nombre d'enseignant du préscolaire a nettement augmenté entre 2001 et 2014 passant de 55 en 2001 à 574 en 2014 soit un taux d'accroissement annuel moyen de 19,77%.

Tableau 4 : Evolution des enseignants du préscolaire (public+privé+communautaire) par sexe

Année	Enseignant		
	Homme	Femme	Total
2000-01	2	53	55
2001-02	2	60	62
2002-03	2	78	80
2003-04	2	87	89
2004-05	2	26	28
2005-06	6	81	87
2006-07	13	132	145
2007-08	1	157	158
2008-09	11	204	215
2009-10	15	253	268
2010-11	33	332	365
2011-12	30	364	394
2012-13	29	525	554
2013-14	41	533	574

Source : DREP/A/PNL/EC, 2015

Dans cet ordre d'enseignement le personnel enseignant est essentiellement composé de femmes qui représentent 92,86% en 2013-2014.

➤ Au primaire :

Le nombre d'enfants scolarisés est passé de 102 480 2000-2001 à 318 352 en 2013-2014, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 13,57%.

Tableau 5 : Evolution des effectifs des élèves du primaire par sexe et selon des départements

		Boboye	Dioundiou	Doutchi	Dosso	Falmey	Gaya	Loga	Tibiri	Région
--	--	--------	-----------	---------	-------	--------	------	------	--------	--------

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

2000/2001	Garçons	8963		20409	16113		10142	9173		64800
	Filles	5448		10468	10825		5391	5548		37680
	Total	14411	0	30877	26938	0	15533	14721	0	102480
2001/2002	Garçons	11170		23147	18669		13028	10078		76092
	Filles	6934		12553	12687		6994	6294		45462
	Total	18104		35700	31356		20022	16372		121554
2002/2003	Garçons	13328		18669	21775		14198	9972		77942
	Filles	8585		12687	15364		7818	6330		50784
	Total	21913		31356	37139		22016	16302		128726
2003/2004	Garçons	15037		28590	8042		15911	10516		78096
	Filles	10000		16621	7690		9139	6874		50324
	Total	25037		45211	15732		25050	17390		128420
2004/2005	Garçons	15065		31553	26786		16687	10374		100465
	Filles	10309		19018	19367		9972	6827		65493
	Total	25414		50571	46153		26839	17201		166178
2005/2006	Garçons	15655		34119	25040		17338	9789		101941
	Filles	10612		21371	18475		10320	6276		67054
	Total	26267		55490	43515		27658	16065		168995
2006/2007	Garçons	17120		38991	26318		19184	11460		113073
	Filles	12176		25277	19850		11222	7302		75827
	Total	29296		64268	46168		30406	18762		188900
2007/2008	Garçons	19558		42231	28009		19594	11923		121315
	Filles	14470		29303	21310		11990	7788		84861
	Total	34028		71534	49319		31584	19711		206176
2008/2009	Garçons	21236		46923	30967		21220	12835		133181
	Filles	15912		33848	23211		13301	8320		94592
	Total	37148		80771	54178		34521	21155		227773
2009/2010	Garçons	21165		49116	33181		22397	1364		127223
	Filles	15657		36337	24725		14223	1120		92062
	Total	36822		85453	57906		36620	14731		231532
2010/2011	Garçons	23022		53439	35389		24833	14005		150688
	Filles	17254		40513	26891		16259	9811		110728
	Total	40276		93952	62281		41092	23816		261417
2011/2012	Garçons	25667		54032	42199		25230	13411		160539
	Filles	19336		42234	34162		17596	10150		123478
	Total	45003		96266	76361		42826	23561		284017
2012/2013	Garçons	25692		59240	40330		28325	15739		169326
	Filles	19608		48132	32534		20650	12440		133364
	Total	45300		107372	72864		48975	18179		292690
2013/2014	Garçons	17890	10426	34660	43654	8860	18476	16845	26955	177766
	Filles	14724	7652	28375	35239	5962	13500	13339	22795	141586
	Total	32614	18078	63035	77893	14822	31976	30184	49750	318352

Source : DREP/A/PNL/EC, 2015

L'effectif des filles est passé de 37 680 à 141 586, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 10,72%. Celui des garçons est passé de 64 800 à 177766, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 8,07%. Ainsi, l'accroissement de l'effectif des filles est plus important que celui des garçons durant la période considérée. Les résultats obtenus sont globalement satisfaisants, même si les garçons conservent un léger avantage sur les filles en termes d'effectif.

Le nombre d'enseignants de terrain est passé de 2 138 en 2000-2001 à 9 077 en 2013-2014, soit un accroissement annuel moyen sur la période de 11,76% avec une évolution très positive du nombre d'enseignantes dont la proportion passe de 32,83% à 45,61%. Cette forte augmentation du personnel enseignant est la réponse au besoin sur la période de plus en plus croissant de la demande d'éducation.

Entre 2001-2002 et 2013-2014, le ratio élèves/maître bien qu'ayant diminué en passant de 47 à 35, a évolué en dents avec des disparités interdépartementales.

Tableau 6 : Evolution des ratios élèves/enseignant et élèves/classes par département

Année	Ratios	Boboye	Dioundiou	Doutchi	Dosso	Falmey	Gaya	Loga	Tibiri	Région
2000/2001	Elèves/Classe	44		51	50		43	53		
	Elèves/Ensgnt	46		51	48		40	54		
2001/2002	Elèves/Classe	46		50	50		44	50		48
	Elèves/Ensgnt	47		48	47		43	51		47
2002/2003	Elèves/Classe	47		50	52		42	47		48
	Elèves/Ensgnt	48		39	50		41	46		45
2003/2004	Elèves/Classe	49		51	53		67	87		50
	Elèves/Ensgnt	49		50	18		41	48		41
2004/2005	Elèves/Classe	46		52	51		82	72		48
	Elèves/Ensgnt	47		51	49		40	44		
2005/2006	Elèves/Classe	44		50	43		72	77		43
	Elèves/Ensgnt	43		49	40		36	36		41
2006/2007	Elèves/Classe	42		51	40		71	39		43
	Elèves/Ensgnt	40		49	35		34	38		
2007/2008	Elèves/Classe	44		51	41		36	39		43
	Elèves/Ensgnt	41		49	37		33	37		39
2008/2009	Elèves/Classe	43		51	41		33	39		42
	Elèves/Ensgnt	58		49	35		30	36		42
2009/2010	Elèves/Classe	39		50	40		32	35		41
	Elèves/Ensgnt	50		48	34		30	21		36
2010/2011	Elèves/Classe	36		48	40		33	35		40
	Elèves/Ensgnt	42		49	30		32	37		38
2011/2012	Elèves/Classe	37		50	37		34	36		41
	Elèves/Ensgnt	43		48	33		32	35		38
2012/2013	Elèves/Classe	31		43	34		35	24		33
	Elèves/Ensgnt	40		47	32		33	24		35
2013/2014	Elèves/Classe	29	34	28	34	34	34	37	77	40
	Elèves/Ensgnt	27	34	38	32	35	32	37	49	35

Source : DREP/A/PNL/EC, 2015

Le ratio le plus important est enregistré dans le département de Tibiri Doutchi où il est de 49. Dans tous les départements le ratio est inférieur à la norme de 50 élèves/maître établie par le décret n°2000-457/MEN/DEP/DCSD du 08 décembre 2000, déterminant les normes environnementales, techniques et pédagogiques des enseignements de Base et Moyen. Ainsi, ce ratio peut être considéré comme très favorable en ce sens qu'au niveau de ce facteur, il ne peut donc pas avoir, à priori d'influences négatives sur les résultats scolaires. Ce ratio élèves/enseignant est plus faible en milieu urbain qu'en milieu rural, ce qui pose la question du surnombre des enseignants dans les centres urbains.

Entre 2000-2001 et 2013-2014, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) au primaire a connu une hausse de 43,3 points passant de 42,0% à 85,3%.

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

Tableau 7 : Evolution du Taux brut de scolarisation (filles, garçons) par département

Département	sexe	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Boboye	Garçons	41,30%	46,70%	49,00%	53,30%	51,50%	51,70%	64,30%	71,50%	75,20%	72,60%	74,60%	80,40%	78	78,6
	filles	25,14%	29,28%	31,80%	35,70%	35,60%	35,20%	47,38%	54,60%	58,10%	55,00%	57,60%	62,50%	61,4	65,8
	Ensemble	28,50%	34,60%	40,40%	44,50%	43,60%	43,50%	55,80%	63,20%	66,80%	64,10%	66,30%	71,60%	69,8	72,3
Dosso	Garçons	55,10%	62,30%	65,60%	71,70%	75,10%	67,70%	75%	77,80%	83,30%	86,40%	86,60%	100,40%	93	95,1
	filles	36,31%	42,28%	42,00%	52,40%	54,60%	50,30%	57,30%	60,10%	63,30%	65,30%	67,00%	82,50%	76,1	79,7
	Ensemble	43,70%	49,10%	67,26%	62,10%	64,90%	59%	66,20%	69,00%	73,40%	75,90%	77,00%	91,50%	84,6	87,4
Dogondoutchi	Garçons	55,60%	62,90%	67,30%	73,80%	78,60%	82%	79%	83,40%	89,70%	90,90%	93,30%	91,40%	97,1	100,8
	filles	29,67%	34,55%	38,00%	43,20%	47,70%	51,70%	50,60%	57,20%	64,00%	66,50%	70,00%	70,60%	78	82
	Ensemble	44,60%	49,70%	52,70%	58,60%	63,20%	66,90%	64,70%	70,20%	76,80%	78,60%	81,60%	80,90%	87,5	91,4
Gaya	Garçons	53,50%	60,60%	65,10%	70,40%	72%	71,40%	74,70%	74,40%	78,00%	79,70%	83,30%	82,10%	89,3	76,5
	filles	27,95%	32,55%	36,10%	40,70%	42,80%	42,80%	43,90%	45,80%	49,20%	50,90%	54,90%	57,50%	65,4	56,1
	Ensemble	38,40%	47,70%	50,60%	55,60%	57,40%	57,10%	59,40%	60,10%	63,60%	65,30%	69,10%	69,80%	77,4	66,3
Loga	Garçons	65,70%	74,30%	84,50%	86%	81,80%	74,50%	85%	86,10%	89,80%	92,20%	89,40%	83,00%	94,4	104,6
	filles	39,59%	46,10%	54,00%	56,60%	54,20%	48,10%	54,30%	56,60%	58,50%	62,00%	62,90%	63,10%	75	83
	Ensemble	67,20%	72,10%	69,30%	71,30%	68,10%	61,30%	69,70%	71,40%	74,20%	77,10%	76,20%	73,10%	84,7	93,8
Dioundiou															100,7
															74,8
															87,8
Falmey															92,2
															63,4
															77,9
Tibiri															107,5
															91,4
															99,5
Région	Garçons	53,00%	60,00%	64,30%	69,60%	71,30%	69,70%	75,20%	78,70%	83,60%	84,80%	86,40%	89,20%	91,2	94,4
	filles	31,00%	36,10%	40,00%	44,80%	46,70%	46,10%	50,70%	55,40%	59,80%	61,20%	63,90%	69,10%	72,3	76,2
	Ensemble	42,00%	48,10%	52,20%	57,20%	59,10%	57,90%	63,00%	67,10%	71,70%	73,00%	75,20%	79,20%	81,8	85,3
Niger	Garçons	45,00%	50,10%	54,20%	59,60%	62,00%	62,90%	66,70%	71,70%	77,00%	81,90%	84,90%	103,90%	89,5	77,7
	Filles	29,60%	33,30%	36,50%	40,40%	43,00%	44,00%	47,40%	53,50%	58,60%	63,90%	67,30%	91,70%	74,7	64,8
	Ensemble	37,30%	41,70%	45,40%	50,00%	52,00%	53,50%	57,10%	62,60%	67,80%	72,90%	76,10%	79,20%	82,0	71,3

Source : DREP/A/PNL/EC, 2015

Le niveau de progression du TBS varie d'un département à l'autre : Boboye : 43,8 points ; Dosso : 43,7 points ; Dogondoutchi : 46,8points ; Gaya : 27,9 points.

Le TBS des filles a gagné 35,2 points en passant de 29,60% à 64,80%. Egalement chez les filles le gain varie également d'un département à l'autre : Boboye : 40,66 points ; Dosso : 43,39 points ; Dogondoutchi : 52,34 points ; Gaya : 28,15 points ; Loga : 43,41 points.

L'indice de parité filles/garçons évolue lentement en faveur des filles en passant de 0,6 en 2000-2001 à 0,8 en 2013-2014. Le département de Dogondoutchi enregistre la meilleure amélioration de l'indice au cours de la période qui 0,5 à 0,8. Ainsi, même si les résultats sont globalement appréciables pour la parité entre sexe en termes de scolarisation, l'attention doit être portée sur l'élimination totale des disparités.

Le taux brut d'admission au CI est passé de 48,6% en 2000-2001 à 100,3% en 2012-2013 dont 92,7% pour les filles, soit un gain de 51,7 points. Ce taux est légèrement au-dessus de celui du niveau national qui est de 99,2% dont 91,3% pour les filles.

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

Tableau 8 : Evolution du Taux brut d'admission (filles, garçons) par département

Département	sexe	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Boboye	Garçons	45,80%	53,30%	51,70%	51.1%	39,90%	53.9%	83.1%	108.9 %	97.6%	104.5%	103,90%	104,00%	94,98	101,2
	filles	30,90%	38,28%	37,88%	37.3%	30,60%	41.8 %	68.2%	92.4%	81.5%	84.5 %	86,50%	89,50%	82,6	88,6
	Ensemble	38,40%	45,80%	44,80%	44.2%	35,30%	47.8%	75.9%	100.9%	89.7%	94.8%	95,30%	96,90%	88,9	95
Dosso	Garçons	61,10%	71,00%	69,00%	75.8%	66,00%	66.9%	88,80%	91.3%	121.0 %	106.5%	103,80%	131,40%	118	112,1
	filles	44,60%	55,28%	54,70%	60.1%	50,30%	53.2%	68,40%	72.8%	92.6%	83.9%	87,10%	119,00%	102,4	96,8
	Ensemble	52,90%	63,20%	61,80%	67.9%	61%	60.1%	78,60%	82.1%	106.8%	95.2%	95,50%	125,20%	110,2	104,5
Dogondoutchi	Garçons	61,60%	71,70%	69,60%	74.3%	71,60%	84.5	91,50%	96.4%	102.9%	101.2%	103,60%	97,90%	110,3	115,1
	filles	36,50%	45,18%	44,70%	47.4%	50,30%	57.2%	66,60%	75.4%	83.2%	82.9%	84,40%	87,60%	95,3	93,2
	Ensemble	49,10%	58,40%	57,20%	60.9%	61%	70.9%	79,10%	85.9%	93.1%	92.1%	94,00%	92,80%	102,8	104,2
Gaya	Garçons	59,40%	69,10%	67,00%	63.5%	66,50%	71.0%	81,60%	82.1%	101.4%	92.2%	115,30%	90,70%	118,8	93,1
	filles	34,40%	42,56%	42,11%	43.1%	44,50%	44.0%	51,90%	57.2%	68.7%	67.5%	89,40%	79,10%	99,6	68,6
	Ensemble	46,90%	55,80%	54,60%	53.3%	55,50%	57.6%	67,00%	69.8%	85.3%	80.0%	102,50%	85,00%	109,3	80,9
Loga	Garçons	72,80%	84,70%	82,30%	65.8 %	81,30%	66.6%	97,50%	107.5 %	101.3%	108.5%	104,60%	93,10%	114	113,3
	filles	48,70%	60,28%	59,64%	49.8 %	56,60%	49.6%	72,00%	76.3%	78.9%	84.6%	86,80%	88,70%	96,6	94,1
	Ensemble	60,70%	72,50%	70,90%	57.8%	69%	58.1%	84,90%	92.1%	90.3%	96.7%	95,80%	90,90%	105,5	103,7
Dioundiou															80,6
															68,6
															74,6
Falmey															102,8
															74,1
															88,8
Tibiri															112,4
															101,1
															106,7
Ensemble	Garçons	58,80%	68,40%	66,40%	67,30%	63,70%	69.9%	88,20%	95.9%	105.8%	102.1%	105,80%	105,00%	111,2	106,8
	filles	38,10%	47,20%	46,70%	48%	45,80%	50.1%	65,20%	74.6%	82.2%	80.9 %	86,40%	93,90%	95,7	89,1
	Ensemble	48,60%	57,90%	56,60%	57,70%	54,80%	60.0%	76,80%	85.3%	94.1%	91.6%	96,20%	99,50%	103,5	98
Niger	Garçons	47%	58,00%	59,50%	65%	62,90%	67%	72,10%	84,10%	98,40%	105,20%	106,60%	103,90%	106,9	89,7
	Filles	33,10%	41,30%	42,50%	46%	46,20%	51%	57,00%	71,40%	82,20%	92%	92,70%	91,70%	91,3	75,9
	Ensemble	40,10%	49,80%	51,00%	55%	54,60%	59%	64,70%	77,80%	90,40%	98,60%	97,80%	97,90%	99,2	82,9

Source : DREP/A/PNL/EC, 2015

Le Taux d'Achèvement Primaire (TAP) est passé de 32,0% en 2003-2004 à 57,1% en 2012-2013 dont 56,5% pour les filles soit un gain de 25,1 points ; ce taux est légèrement au-dessus du niveau national qui est de 56,4% dont 49,1% pour les filles.

Le taux d'abandon est de 7,58% en 2003-2004 à 2,9% en 2012-2013 soit une baisse de 4,68 points. Cela atteste des efforts fournis en matière de maintien des enfants à l'école.

Entre la session de 2001 et celle de 2014, le taux global de transition en 6^{ème} de la région a enregistré un gain positif de 31,5 points passant de 31,6% à 63,1%. Cependant, il a enregistré une baisse de 10,3 points par rapport à la session de 2005. De même, ce taux a chuté entre 2012/2013 et 2013/2014 passant de 63,20% à 63,10%. Cette chute s'explique par : une baisse de niveau aussi bien chez les élèves que chez les enseignants (non maîtrise du programme) ; les abandons ; le manque d'infrastructures et de manuels didactiques ; le manque d'émulation dû au chômage des aînés ; et le désintéressement des parents.

Globalement, une hausse du taux de transition est observée au niveau tous les anciens départements : Boboye (19,3 points), Dosso (34,85 points), Dogondoutchi (42,8 points), Gaya (49 points) et Loga (18,9 points).

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

Tableau 9 : Les résultats d'entrée en 6ème du cycle de base1 de 2000-2001 à 2013-2014

Département	sexe	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
BOBOYE	Garçons	56,60%	68,70%	63,05%	65,74%	72,46%	63,68%	67,36%	31,48%	46,06%	51,67%	57,13%	49,70%	54,50%	63,10%
	filles	25,00%	58,80%	59,62%	54,17%	67,88%	60,16%	58,57%	23,46%	42,39%	53,12%	52,17%	54,80%	56,70%	56,00%
	Ensemble	40,80%	65,50%	61,77%	62,11%	70,76%	62,36%	63,86%	28,14%	44,51%	52,22%	55,19%	51,90%	55,50%	60,10%
Dosso	Garçons	40,30%	64,60%	69,70%	74,86%	81,74%	48,96%	53,21%	59,06%	65,29%	63,81%	65,09%	65,10%	74,60%	70,70%
	filles	29,90%	59,05%	61,44%	73,84%	80,97%	38,32%	54,35%	54,61%	68,55%	61,70%	63,14%	63,10%	73,60%	69,10%
	Ensemble	35,15%	63,25%	66,36%	74,44%	81,43%	44,79%	53,68%	57,13%	66,72%	62,94%	64,24%	64,20%	74,20%	70,00%
Doutchi	Garçons	38,80%	49,20%	48,26%	68,50%	73,76%	42,02%	46,28%	54,50%	64,46%	55,93%	45,17%	56,10%	69,10%	70,70%
	filles	19,40%	40,60%	47,25%	59,09%	64,39%	32,79%	42,14%	47,37%	66,83%	50,69%	39,46%	51,70%	66,90%	74,10%
	Ensemble	29,40%	46,30%	47,88%	65,17%	70,60%	38,79%	44,77%	51,77%	65,38%	53,89%	42,86%	54,40%	68,20%	72,20%
Gaya	Garçons	37,10%	42,20%	39,91%	62,91%	75,00%	65,27%	60,95%	61,74%	46,46%	61,44%	53,45%	56,20%	49,40%	79,10%
	filles	23,90%	53,00%	41,42%	66,53%	72,74%	65,74%	57,18%	62,29%	47,58%	65,94%	53,69%	28,90%	50,00%	79,40%
	Ensemble	30,20%	45,80%	40,39%	64,14%	74,24%	65,42%	59,60%	61,94%	46,89%	63,06%	66,19%	57,20%	49,60%	79,20%
Loga	Garçons	50,20%	68,10%	60,70%	72,04%	67,73%	30,88%	31,33%	39,08%	50,46%	57,26%	54,14%	54,10%	56,30%	49,30%
	filles	13,20%	61,10%	49,11%	67,51%	59,00%	22,71%	28,44%	37,55%	43,55%	53,93%	50,93%	50,90%	45,40%	46,90%
	Ensemble	29,50%	65,80%	56,47%	70,43%	64,33%	27,66%	30,22%	38,49%	47,83%	56,08%	52,91%	52,90%	50,00%	48,40%
Dioundiou	Garçons												49,4%	71,90%	60,00%
	filles												42,6%	65,20%	60,60%
	Ensemble												47,2%	69,50%	60,20%
Falmey	Garçons												69,5%	62,30%	65,20%
	filles												59,7%	53,20%	58,90%
	Ensemble												66,0%	59,00%	63,00%
Tibiri	Garçons												32,8%	58,10%	54,00%
	filles												25,8%	51,70%	48,50%
	Ensemble												30,0%	55,40%	51,70%
Ensemble DREP	Garçons	41,30%	55,80%	55,31%	68,96%	75,11%	48,44%	51,27%	52,26%	58,08%	58,30%	52,22%	52,20%	64,50%	64,00%
	filles	21,90%	52,50%	52,19%	64,96%	70,31%	40,67%	48,15%	47,02%	59,03%	56,32%	48,77%	48,80%	61,50%	61,60%
	Ensemble	31,60%	54,70%	54,15%	67,52%	73,37%	45,59%	50,08%	50,18%	58,46%	57,54%	53,21%	50,80%	63,20%	63,10%

Source : DREP/A/PNL/EC, 2015

La hausse est plus importante chez les filles (39,7 points) que chez les garçons (22,7 points). Les plus fortes hausses chez les filles sont enregistrées au niveau des départements de Gaya et Dogondoutchi avec respectivement 55,5 et 54,7 points. A l'inverse, avec 31 points, le département de Boboye enregistre la plus faible hausse.

Ces avancées sont le fruit d'importantes innovations entreprises dans l'optique de l'universalisation de l'enseignement primaire à travers la mise en œuvre du PDDE. Cet intérêt particulier s'est manifesté aussi bien du côté des communautés et les autorités éducatives que celui des Partenaires Techniques et Financiers pour soutenir l'enseignement de base conformément aux engagements de l'Education Pour Tous (EPT) à travers :

- La création des écoles ;
- La dotation des écoles en cantines scolaires (141 cantines scolaires installées au niveau de la région en 2012-2013) ;
- La campagne de sensibilisation des populations à la scolarisation en particulier des filles ;
- la Distribution des kits pour les enfants démunis à la rentrée scolaire ;
- la recherche de la parité pour réduire l'écart entre filles et garçons.

➤ **Au secondaire :**

Au secondaire 1^{er} cycle, entre 2001-2002 et 2011-2012, les effectifs des élèves sont passés de 11 287 à 38979 soit un taux de progression annuel moyen de 13,19%. La proportion des filles a faiblement progressé entre 2001/2002 et 2011/2012 passant de 34,77% à 36,98%. Celle des garçons est plus importante que celle des filles dans tous les départements pendant la période 2005/2006 à 2011/2012.

Au niveau du 2nd cycle, de 2001/2002 à 2011/2012, les effectifs (public et privé) ont connu nette progression passant de 1605 à 3 834 soit un taux d'accroissement annuel moyen de 9,1% dont 17,11%. Ce taux connaît des variations au niveau des départements. En effet, ce taux fluctue entre 1,47 % (département de Loga) et 28,63% (département de Dogondoutchi).

Les caractéristiques du personnel enseignant ont connu des changements notables entre 2001-2002 et 2013-2014. Les effectifs des enseignants sont passés de 372 à 2 290, soit un taux de progression moyen annuel de 16,35%.

La proportion des femmes enseignantes est passée de 17,12% en 2005-2006 à 14,28% en 2013-2014, soit une perte de 2,84 points.

La proportion des enseignants contractuels est passée de 42,03% en 2005-2006 à 61,68% en 2013-2014, soit un gain de 19,65 points. Mais la situation diffère d'un département à l'autre :

- Boboye et Falmey : l'effectif des professeurs passe de 99 à 306, soit un accroissement annuel moyen de 23,23%. La proportion des contractuels passe de 27,27% à 71,57%, soit une progression de 44,3 points ;
- Dogon Douthi et Tibiri Douthi : l'effectif des professeurs passe de 190 à 823, soit un accroissement annuel moyen de 37,02%. La proportion des contractuels passe de 28,13% à 76,55%, soit une progression de 63,39 points ;
- Dosso : l'effectif des professeurs passe de 234 à 645, soit un accroissement annuel moyen de 19,52%. La proportion des contractuels passe de 34,62% à 52,71%, soit une progression de 18,09 points ;

- Gaya et Dioundiou : l'effectif des professeurs passe de 188 à 353, soit un accroissement annuel moyen de 9,75%. La proportion des contractuels passe de 63,30% à 49,58%, soit une régression de 13,72 points ;
- Loga : l'effectif des professeurs passe de 78 à 287, soit un accroissement annuel moyen de 29,77%. La proportion des contractuels passe de 44,44% à 44,95%, soit une progression de 0,51 points.

Ainsi entre 2005-2006 et 2013-2014, le département de Dosso (19,52%) et le couple Gaya-Dioundiou (9,75%) ont un taux d'accroissement annuel d'effectifs d'enseignants inférieur à celui de la région (20,52%). Aussi, les couples Dogondoutchi-Tibiri Douthi (63,39 points) et Boboye-Falmey (44,3 points) ont un gain en proportion de contractuels supérieur à celui de la région (19,65 points).

Entre 2002-2003 et 2011-2012, le TBS du 1^{er} cycle est passé de 5,66% à 19,5% soit un gain de 13,84 points. Durant les 10 dernières années, le TBS au niveau de la région a évolué en dents de scie oscillant autour de 20%. Chez les garçons, le TBS passe de 8,29% en 2002-2003 à 23,1% en 2011-2012, soit un gain de 14,8 points en dix (10) ans. Le TBS des filles passe de 12,8% en 2007-2008 à 15,5%, soit un gain de 2,7 points en cinq (5) ans. Toujours est-il que le TBS chez les garçons est resté plus élevé que ceux des filles dans la région de Dosso bien qu'on constate une amélioration progressive du TBS chez la jeune fille. Cela est dû à la mise en œuvre de la politique de scolarisation de la jeune fille. Le TBS du 2nd cycle a une tendance progressive mais faible passant de 2,3% en 2007-2008 à 3,4% en 2012-2013. Cette variation en hausse est de 78,6% chez les garçons, et 58,3 % chez les filles entre 2008-09 et 2012-13.

De 2003-2004 à 2013-2014, les ratios élèves/classe et élèves/maître ont connu une évolution en dents de scie avec des variations oscillant entre 34 et 42 pour le ratio élèves/classe et entre 26 et 29 pour celui élèves/professeur. Les ratios les plus importants sont surtout enregistré au niveau des CEG et CES.

De 2001/2002 à 2004/2005 les résultats aux examens du BEPC sont significatifs et en progression, passant de 26,91% en 2001/2002 à 49,02% en 2005/2006. En 2005/2006, malgré le taux de 17,1%, la région de Dosso était classée deuxième sur le plan national. De 2006/2007 à 2011/2012, un rehaussement du taux d'admission a été constaté passant ainsi de 17,1% à 58,36%. Mais ce taux a connu une baisse significative entre 2011/2012 et 2013/2014. Ainsi, on constate qu'ils étaient à 58,36% pour l'année 2011-2012 avant d'évoluer en baisse jusqu'à 45,18% de réussite en 2012-2013 et atteindre 25,65% de réussite en 2013-2014, soit une forte baisse du taux de réussite au BEPC de plus 56% de 2011 à 2014. Cette situation s'explique par la baisse de niveau des apprenants d'une part et les conditions précaires d'apprentissages des élèves (l'insuffisance des infrastructures en matériaux définitifs, l'insuffisance du matériel didactique, la qualification des enseignants) d'autre part.

Entre 2001-2002 et 2013-2014, le taux de réussite aux examens du BAC a évolué en dents de scie. Il a sensiblement augmenté entre 2011-2012 et 2012-2013 passant de 41,09% à 45,42% avant de descendre à 43,15% en 2013-2014. Les raisons expliquant ce phénomène sont entre autres, le retard dans l'exécution des programmes due aux nombreuses grèves, la baisse de niveau des apprenants, le manque de formation des enseignants et l'insuffisance de l'encadrement pédagogique.

➤ **A l'enseignement normal**

Le nombre d'encadreurs a connu une évolution entre 2006-2007 et 2013-2014, passant de 30 à 53 encadreurs soit un taux d'accroissement annuel moyen de 9,58% mais il est à remarquer une très faible participation des femmes (7,41% en 2013).

Le nombre d'administrateurs a connu une évolution très timide entre 2006-2007 et 2013-2014, passant de 8 à 11 administrateurs soit un taux d'accroissement annuel moyen de 5,36%. On remarque aussi l'absence de bibliothécaire et une très faible participation des femmes (11,11% en 2012).

Le nombre d'auxiliaires a connu une évolution entre 2006-2007 et 2013-2014, passant de 7 à 3 auxiliaires soit un taux d'accroissement annuel moyen de 12,24%.

Entre 2006-2007 et 2013-2017, le nombre d'élèves maîtres a évolué en dents de scie en dépit son ouverture aux inscriptions privées, à la réforme de son statut intervenue en 2007 qui la transforme en Etablissement Public à caractère Administratif. Cette réforme permet de renforcer son pouvoir de gestion et de décision. En 200-2007, les femmes représentent 52,43% des effectifs. Cette proportion est passée en 2012-2013 à 73,17%. L'évolution du pourcentage des femmes parmi les élèves-maîtres traduit une participation de plus en plus forte des femmes à la formation de l'ENI.

Le taux de d'admission chez les Instituteurs Adjoints/Traditionnels et bilingues, a oscillé entre 92,02% et 100% sur la période de 2000-2001 et 2013-2014. Chez les instituteurs, ce taux oscillé de 2002/2003 à 2013/2014 entre 95,55% et 100%.

➤ **A l'alphabétisation et l'éducation non formelle**

Les effectifs des apprenants ont progressé de manière significative entre 2003 et 2007(19 620) et rechute pour ensuite évolués en dents de scie. Les effectifs ont connu leur pleine expansion à partir de la campagne 2006 et la tendance a été maintenue jusqu'en 2011. Ainsi, sur les 9 années de mise en œuvre du PDDE, en moyenne 9.025 apprenants sont enregistrés par an avec une proportion de 63,13% des femmes. Cette situation d'évolution irrégulière du nombre d'apprenants inscrits s'explique par la nature aléatoire du financement des campagnes d'alphabétisation. Des actions de plaidoyer ou de lobbying devront être engagées en faveur d'une alphabétisation de masse, vecteurs directeurs de l'atteinte des objectifs fixés dans la PNA/ENF en matière d'accès.

La campagne 2008 a été caractérisée par une diminution drastique du nombre d'apprenants de 21%. La proportion des femmes, dont la tendance était à la hauteur depuis 2003 a connu une diminution en 2009. Malgré cette baisse, les femmes ont représenté plus de 6 inscrits sur 10. La non atteinte de l'objectif 62198 apprenants en 2009 a trois raisons fondamentales :

- Nombre d'inscrits en deçà des prévisions ;
- Plusieurs abandons ;
- Et la diminution du budget du sous-secteur.

Entre 2003-2004 et 2012-2013, le taux de fréquentation a évolué en dents de scie chez les deux sexes. Il a tourné autour de 50 à 70%. De manière globale, l'on note un taux moyen de fréquentation de 60,63%. Selon les sexes, l'on remarque que le niveau de fréquentation est légèrement en hausse chez les femmes que chez les hommes, soit 66,28% contre 54,20%. Cette situation révèle un taux moyen de déperdition global de 40,37% pour une prévision de 15%. Ce phénomène d'abandon qui reste difficile à maîtriser est lié à plusieurs facteurs dont les plus importants sont relatifs au problème de motivation des apprenants, l'insuffisance du suivi et la faible prestation des alphabétiseurs. Tous ces problèmes ont pour toile de fonds l'inadaptation des programmes aux réalités socio-économiques et aux contraintes quotidiennes des apprenants.

Entre 2005-2006 et 2011-2012, le taux de réussite au test final a connu des variations se traduisant par une évolution en dents de scie. Mais il est à constater que ce taux a connu une amélioration sensible en 2011-2012 soit une augmentation de 6 points par rapport à 2005-2006. Cette amélioration est aussi constatée au niveau des deux sexes (17,3 points chez les hommes et 3 points chez les femmes). L'examen du tableau révèle également que le taux régional cache des disparités entre les départements et entre les sexes. Tous d'abord, quatre régions ont des taux inférieurs à la moyenne régionale (Boboye : 30,8% ; Dosso département : 49,5% ; Dogondoutchi : 51,2% ; Loga : 40,4%). Aussi, les hommes réussissent plus les femmes au niveau régional et départemental et sur toute la période considérée.

Le nombre d'alphabétisés a connu une baisse importante entre 2002 et 2012. Il passe de 6 343 à 3 319, soit une baisse de 3 024 sur les onze années. Le nombre de femmes alphabétisées est passé de 2 331 en 2002/2003 à 2 392 en 2011/2012. Le nombre d'hommes alphabétisés a par contre connu une baisse entre 2002/2003 et 2011/2012 passant de 4 012 à 926 alphabétisés. En plus du nombre important qui abandonnent avant qu'on ne juge leur niveau, tous ceux qui restent jusqu'en fin de campagne ne deviennent malheureusement pas alphabétisés ; ils ne réussissent pas au test final. Cette contre-performance est liée : Au fait que les certains centres ne font d'évaluation qu'en 3^{ème}. Au niveau d'acquisition très faible et à l'offre d'alphabétisation qui demeure modeste. Néanmoins, le taux de réussite au test d'alphabétisation de fin de campagne a globalement progressé au cours des deux dernières campagnes.

Tout comme dans l'enseignement formel, le recrutement des alphabétiseurs dépend du nombre de centres en début de campagne. Corrélativement au nombre de centres, il y a une hausse du nombre d'alphabétiseurs entre 2005-2006 et 2007-2008 soit 213 alphabétiseurs de plus. A partir de 2007-2008 le nombre d'alphabétiseurs a commencé à chuter de 583 à 289 en 2011-2012 soit une diminution de 294 alphabétiseurs. Cette situation est due au non ouverture de nombre de centres important au cours de ces années et conséquemment une nette diminution du nombre d'inscrits au cours de la période. La proportion des femmes alphabétiseurs a connu des variations au cours de toutes les années d'analyse. De 62,70% en 2005-2006 à 52,25% en 2011-2012, avec des valeurs qui oscillent entre 36,54% en 2007-2008 et 61,1% en 2009-2010.

Cette évolution positive des indicateurs de la scolarisation ne doit pas cacher les contraintes auxquelles le système éducatif est confronté dans la région. Ces contraintes sont notamment :

Commission Régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) de Dosso
Prestataire: CETIC-CONSULT BP 11827-Niamey-Mail: ceticonsult3@gmail.com

- La faible couverture scolaire au niveau de certains ordres d'enseignements ;
- La persistance des disparités entre départements, entre zone rurale et zone urbaine et entre filles et garçons ;
- L'insuffisance et la précarité (prolifération des classes en paillotes) et des équipements ;
- L'insuffisance des manuels scolaires et autres matériels didactiques ;
- La faible qualité des enseignements/apprentissages ;
- La faible qualification des enseignants ;
- La forte proportion d'enseignants contractuels ;
- La faible quantité et qualité des équipements des laboratoires de physique, chimie et sciences de la vie et de la terre ;
- L'inadéquation entre les contenus des matières enseignées et les besoins du marché de travail ;
- Le faible déploiement du dispositif de formations professionnalisantes au profit des non scolarisés ou déscolarisés et des personnes en situation de handicap ;
- L'absence de locaux pour certains centres de formation professionnelle.

La nouvelle politique éducative nationale 2013-2020 vise, entre autres, les objectifs suivants :

- Faire passer le taux brut de préscolarisation 9,8% en 2015 à 15% en 2020 ;
- Faire passer et stabiliser le taux d'accès en première année du cycle de base I à 100,3% en 2015 ;
- Faire passer le taux d'achèvement au cycle de base I de 49,3% en 2010 à 69,7% en 2015 et à 90% en 2020 ;
- Inverser la tendance du poids des contractuels dans le système et viser son extinction ;
- Faire passer le TBS au cycle de base II de 17,8% en 2010 à 46% en 2015 et à 81% en 2020 ;
- Faire passer la proportion des redoublants au cycle de base II de 19,8% en 2010 à 12,4% en 2015 et à 5% en 2020 ;
- Faire passer le taux de survie au cycle de base II de 35,3% en 2010 à 62,6% en 2015 et à 90% en 2020 ;
- Faire passer la proportion des élèves du cycle de base II orientés à l'enseignement professionnel de 15,2% en 2010 à 25,1% en 2015 ;
- Faire passer le taux de transition de 3^{ème} au cycle moyen (enseignements général, professionnel et technique) de 49,5% en 2010 à 62,2% en 2015 et à 75% en 2020 ;
- Faire passer le taux de survie à l'enseignement moyen de 53,3% en 2010 à 71,7% en 2015 et à 90% en 2020 ;
- Faire passer le pourcentage des enseignants contractuels au cycle Moyen de 67,2% en 2010 à 34% en 2015 et à 0,8% en 2020 ;
- Faire passer la proportion des alphabétisés adultes et adolescents de plus de 16 ans de 29% en 2010 à 34% en 2015 et 50% en 2020 ;
- Faire passer le nombre de CFDC de 27 en 2010 à 266 en 2015.

La région devra prendre des mesures énergiques en vue de contribuer à l'atteinte de ces objectifs.

2.2.5. La santé

En dépit des progrès réalisés (création et réhabilitation des infrastructures, renforcement du personnel et des équipements, amélioration de la qualité des services, etc.), au cours des dix (10) dernières années, les indicateurs en matière de santé dans la région de Dosso s'améliorent de façon timide.

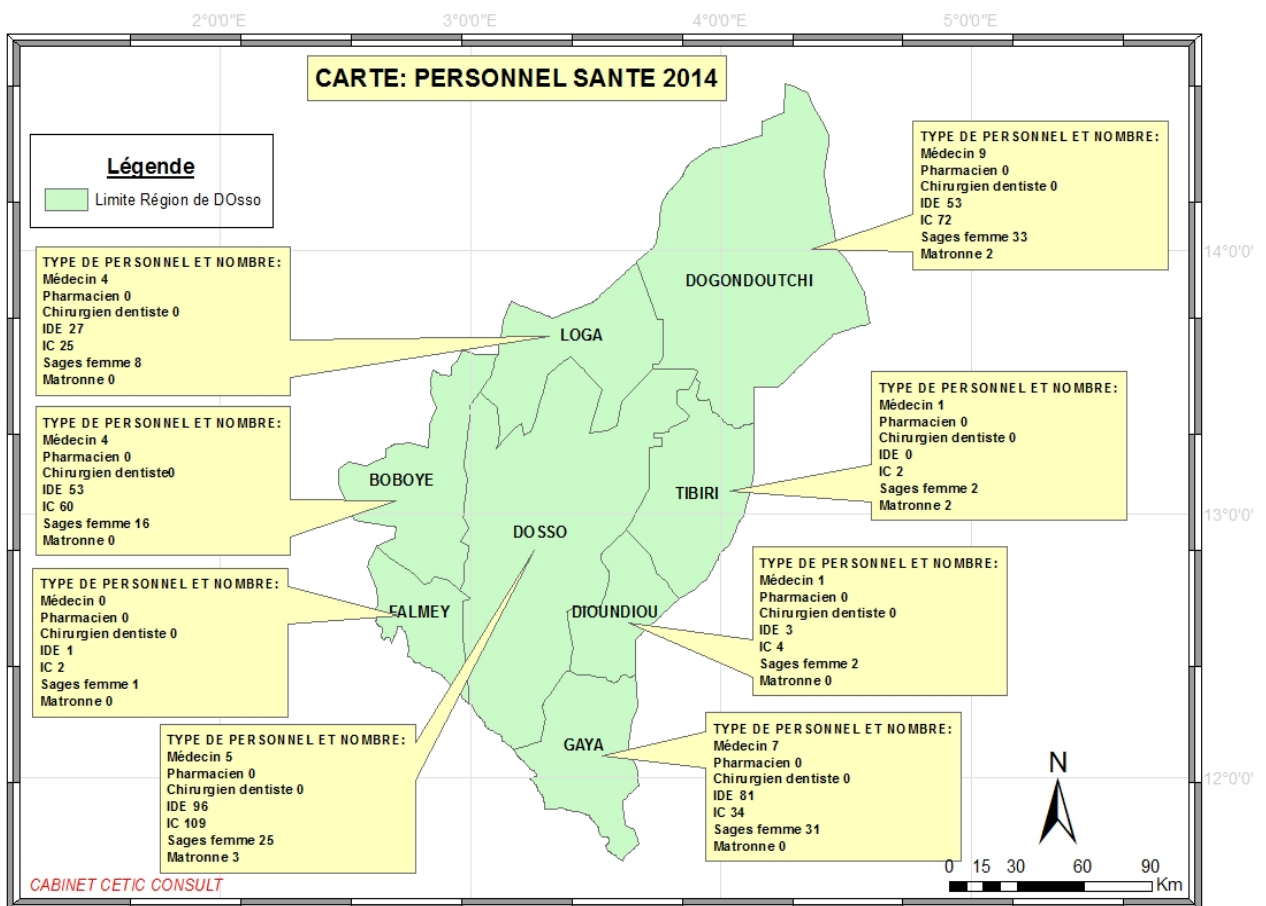
2.2.5.1. Etat actuel

❖ Le taux de couverture sanitaire

Le taux de couverture sanitaire de la région de Dosso, en 2013, est de 44,65% contre 47,80% pour le niveau national, avec des disparités inter districts. En effet, il varie de 41,92% (Dogondoutchi) à 51,89% (Gaya). La faiblesse de cette couverture dénote la nécessité de programmer la création des nouvelles infrastructures pour améliorer l'accessibilité des populations aux soins de santé de base.

❖ Les ratios

Carte 21 : Répartition du personnel de santé de la région de Dosso par District Sanitaire en 2014



Selon le SNIS/Annuaire des statistiques sanitaires du Niger, en 2013, le ratio médecin/population dans la région, est de 1/39 561, loin de la norme de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui est de 10 000 Hts pour un médecin. Ce ratio varie de 1/99

373 au District Sanitaire (DS) de Boboye à 1/20 829 au niveau du DS de Dosso. Le problème est donc crucial au niveau du DS de Boboye.

Les ratios nombre d'habitant par infirmier et nombre femmes en âge de procréer par sage-femme sont respectivement de 4 452 Hts et 4 079 Hbts. Ces derniers sont meilleurs au niveau de la région que les normes recommandés par l'OMS (un infirmier pour 5 000 habitants/une sage-femme pour 5 000 femmes en âge de procréer).

Le département de Gaya a les meilleurs ratios avec un infirmier pour 3 242 habitants et une sage-femme pour 2 514 femmes en âge de procréer en 2013. Le département Dogondoutchi a le nombre d'habitants (5 387) le plus élevé par infirmier, supérieur à la norme de l'OMS. Les départements de Dosso (1/8018), Loga (1/6539) et Dogondoutchi (1/5524) ont le nombre d'habitants le plus élevé par sage-femme, supérieur à celui recommandé par l'OMS.

❖ Les maladies les plus fréquentes

Les morbidités les plus fréquentes en 2013, sont : le paludisme, la toux ou rhume, la pneumonie, les diarrhées, la malnutrition, les affections dermatologiques, les autres affections digestives, les trauma-plaies-brûlures, la conjonctivite simple, la dysenterie.

Avec 39,84% de cas, le paludisme constitue la principale morbidité enregistrée dans la région au cours de l'année 2013. Elle est de la toux ou rhume et de la pneumonie avec respectivement 16,92% et 14,40%.

La tranche d'âge de 1-4 ans est la plus touchée par ces dix principales morbidités, suivie de celle de 2-11 mois. Le paludisme constitue également la première cause de mortalité avec 65,20%. Cette mortalité reste plus élevée chez les enfants de 1 à 4 ans avec 82,21%.

❖ Les taux de létalité dus aux maladies spécifiques

Les taux mortalités dus aux maladies spécifiques sont : tuberculose : 2,86% contre 5,62% pour le niveau national ; choléra : 0% contre 2,50% pour le niveau national ; méningite : 18,75% contre 14,96% pour l'ensemble du pays ; paludisme : 0,08% contre 0,10% pour l'ensemble du pays ; rougeole : 2,21% contre 0,70% au niveau national ; malnutrition modérée : 0,00% contre 0,01% au niveau national ; malnutrition sévère : 0,05% contre 0,67% au niveau national ; dracunculose : 0% contre 0% au niveau national.

❖ Le taux d'utilisation des soins curatifs

En matière d'utilisation du curatif, 40 % des DS de la région ont un taux d'utilisation de moins de 50% pour une moyenne régionale de 55,02%. Le plus faible taux est enregistré au District sanitaire de Gaya avec 47,90%. Le plus fort taux est enregistré au District Sanitaire de Boboye (61,91%).

❖ La couverture vaccinale

La couverture vaccinale bien qu'en progression demeure encore faible pour certains antigènes et dans certains DS. Le taux de couverture vaccinale par antigène dans la région en 2013 est de : BCG (82,01 %), Penta 1 (93,66% %), Penta 2 (89,13%), Penta 3 (91,45%), Polio 0 (40,69%), Polio 1 (91,86%), Polio 2 (86,89%), Polio 3 (88,94%), VAR 1 (90,45%), VAA (90,00 %), VAT 1 (68,93 %), VAT 2+ (79,80%). Ces taux varient d'un DS à l'autre. Les plus

faibles taux sont enregistrés au niveau des DS de Dogondoutchi (pour le BCG, Polio 1, Polio 2, Polio 3, VAR 1, VAA), Gaya (pour Penta 1, Penta 3 et Polio 0), Boboye (pour Penta 2 et VAT 1) et de Dosso pour le VAT 2 +.

❖ **La santé de la reproduction**

La situation en matière de santé de la reproduction se présente comme l'indiquent les résultats de l'EDSN 2012 :

- Le taux d'utilisation de la PF de la région de Dosso est de 19,62%, supérieur à celui du niveau national (12,58%). Par contre le taux d'abandon (1,87%) est inférieur à celui de l'ensemble du pays (2,24 %).
Taux de CPN : 83,79% avec une variation de 66,38% à Boboye et 92,09% à Gaya ;
- Taux de CPoN : 41,07% et varie de 31,12 % (Gaya) à 55,54 % (Dosso).
- Taux de mortalité maternelle intra hospitalière : 0,2% sur le plan régional et varie de 0,04% au DS de Dosso à 0,96% au niveau du CHR de Dosso ;
- Taux d'accouchement assisté : 48,39% et varie de 53,84% (DS de Gaya) à 34, 64% pour le DS de Dogondoutchi.
- Taux de mortinatalité : 2,17% sur le plan régional et varie de 1,78% au DS de Dosso à 2,50% pour le DS de Boboye ;
- Taux d'insuffisance pondérale : 3,99% et varie de 2,84% (DS de Loga) à 4, 44% pour le DS de Dogondoutchi ;
- Taux de CN : 107,29% et varie de 122,78% dans le DS de Boboye à 70,73% au niveau du DS de Gaya ;
- Taux de couverture en vitamine A : 38,86% et varie de 100, 40% dans le DS de Dosso à 13,53% au niveau du DS de Boboye ;
- Pourcentage d'enfants déparasités : 21,50% et varie de 76,81 % (DS de Dosso) à 4,01% (DS de Boboye),
- Indice Synthétique de Fécondité (ISF) de la région est 7,5 enfants/femme contre 7,6 pour le Niger ;
- Taux de mortalité infantile de 75‰, juvénile (125‰) et infanto-juvénile de 190‰ contre respectivement infantile de 51‰, juvénile (81‰) et infanto-juvénile de 127‰ pour le Niger ;
- Taux de prévalence du VIH/SIDA est de 0,5% dont 0,3% chez les femmes et 0,8% chez les hommes. Il est l'un des plus élevés du pays et est supérieur à celui du niveau national (0,4%).
- Pourcentage des enfants de 24 à 59 mois souffrant de retard de croissance : 37,3%, inférieur à celui du niveau national (44,0%). Cela s'explique par l'accroissement des

centres de prises en charge des enfants malnutris, la disponibilité des intrants et le renforcement des capacités du personnel.

- Taux de mortalité maternelle : 555‰ en 2012. Parmi les facteurs impliqués, on peut retenir la faible proportion des accouchements assistés par un personnel qualifié qui n'est que de 38,89% en 2013 dans la région de Dosso, une faible prévalence contraceptive de 18% supérieure en 2012 par rapport à celle du niveau national (8%), le mauvais état nutritionnel des femmes avant et pendant les grossesses et le faible recours aux soins obstétricaux.

❖ L'hygiène et l'assainissement

L'insuffisance dans la prévention des infections et le manque d'incinérateur répondant aux normes constituent un véritable problème de santé publique au niveau de la région. Les comportements de la population sur l'hygiène et l'assainissement viennent aggraver la situation sanitaire. L'évacuation des déchets ménagers dans les décharges est de loin la méthode la plus couramment pratiquée par la communauté. Le manque de canalisation pour drainer les eaux usées oblige la population à déverser les ordures dans les rues. L'insuffisance ou manque des latrines, des fosses septiques sont sources de transmission de certaines maladies (Trachome, diarrhées, parasitoses,...).

Pour pallier ces problèmes, la région s'est fixée comme objectif de porter la proportion de la population ayant accès aux infrastructures de 38,8% à 75% pour le milieu urbain et de 6,7% à 50% pour le milieu rural à l'horizon 2015.

2.2.5.2. L'évolution des indicateurs de santé

Les indicateurs sanitaires liés aux OMD et de suivi du PDS ont connu une amélioration au cours des dix (10) dernières années dans la région de Dosso.

❖ Evolution du taux de couverture sanitaire

Le Taux de couverture sanitaire passe de 41,00% en 2004 à 44,65% en 2013 soit un gain de 3,65 points. Cependant, la situation varie d'un DS à l'autre.

Tableau 10 : Evolution du taux de couverture sanitaire (%) par district de la région de Dosso de 2003 à 2014

District	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Boboye	-	46,00	40,00	41,00	38,73	43,44	43,13	55,42	42,34	42,34
Dogon Douchi	-	40,00	40,00	44,00	45,81	42,03	46,73	39,99	39,99	41,92
Dosso	-	37,00	38,00	37,00	36,26	43,10	47,08	42,31	42,32	42,59
Gaya	-	44,00	45,00	44,00	46,45	46,91	58,30	25,94	51,81	51,89
Loga	-	40,00	40,00	41,00	40,64	46,17	50,11	48,06	51,10	51,10
Région	-	41,00	40,00	42,00	41,94	43,73	48,41	41,66	43,94	44,65

Source : SNIS/Annuaire des statistiques sanitaires du Niger/Années 2005-2014

Le DS Gaya est le plus couvert de la région avec un taux de 51,81% est suivi de Loga (51,10%). Le DS le moins couvert est celui de Dogondouchi (41,92%), suivi de Dosso (43,40%) et Boboye (43,59%). Entre 2004 et 2014 le DS de Boboye a perdu 3,66 points tandis que tous les autres ont obtenu avec Loga qui bat le record en engrangeant un gain de 11,10 points.

❖ **Evolution des ratios**

Entre de 2003 et 2014, le nombre d'habitants par médecin passe de 228 450 à 42 297, celui d'habitants par infirmier de 9 462 à 4 487 tandis que le nombre de FAP par FA connaît une amélioration spectaculaire en passant de 72 689 à 4430. Cette amélioration se constate au niveau de tous les DS même si :

- aucun d'eux n'a encore atteint la norme recommandée par l'OMS en matière du nombre d'habitants par médecin,
- quatre DS (Boboye, Dogondoutchi, Dosso, Loga) sur cinq ne répondent pas la norme de l'OMS en matière du nombre de FAP par FA,
- un DS (Dogondoutchi) a un nombre d'habitants par infirmier plus élevé que celui recommandé par l'OMS.

❖ **L'évolution du taux des principales morbidités**

La principale morbidité enregistrée dans la région au cours de 2005 à 2013 est le paludisme avec une tendance à la diminution (43,52% en 2005 contre 39,84% des cas en 2013). Il est suivi de la toux ou rhume qui a progressé de 2,16 points, passant de 14,76% à 16,92% avec un pic en 2009 (18,25%). Ensuite, vient la pneumonie qui a également progressé de 3,06 points passant de 11,37% à 14,39%. Toutes les autres morbidités ont une tendance à la baisse.

❖ **L'évolution du taux de mortalité spécifique**

Le paludisme constitue la première cause de mortalité avec 65,20%. Bien que ce taux ait évolué en dents de scie entre 2004 et 2013, il a progressé durant cette période passant de 42% à 65,20%.

❖ **L'évolution du taux d'utilisation du curatif**

De 2005 à 2013, le taux d'utilisation du curatif bien qu'ayant connu des variations qui se sont traduites par une évolution en dents de scie, passe de 22,00% à 55,02%, soit un gain de 33,02 points. Le rythme de progression varie d'un DS à l'autre : Boboye (37,91 points), Dogondoutchi (34,89 points), Dosso (26,53 points), Gaya (24,90 points) et Loga (44,28 points).

❖ **L'évolution de la couverture vaccinale**

Entre 2004 et 2013, la couverture vaccinale par antigène bien qu'ayant connu une évolution en dents de scie, a une tendance à l'augmentation. Ainsi, la couverture en : BCG passe de 70 à 82,01 %, en Penta 1 de 70 à 93,66% %, Penta 3 de 60 à 91,45%, VAR de 66 à 90,45%, VAA de 64 à 90,00 %, VAT 1 de 33 à 68,93 % et en VAT 2+ de 38 à 79,80%. Cette augmentation concerne tous les DS de la région. Cependant avec un objectif de 90 à 95%, pour la majeure partie des antigènes, le PEV n'a pas atteint son objectif dans tous les districts de la région.

❖ **L'évolution des indicateurs de suivi de la mère**

Le taux d'accouchement assisté a connu une nette progression entre 2005 et 2013, passant de 11% à 48,39%, soit un gain de 37,39 points. Cette progression concerne tous les DS de la région avec un gain variant de 24,54 (DS de Dogondoutchi) à 45,28 (DS de Dosso).

Le taux de mortalité maternelle intra hospitalière a connu des variations entre 2005 et 2013, mais a légèrement diminué en passant de 0,60% à 0,2% soit une réduction de 0,40 points. Cette réduction a concerné tous les DS sauf celui de Loga où le taux est de 0,00% à 0,05%, soit un gain de 0,05 point. La plus réduction a été obtenu au niveau du DS de Dosso avec - 2,86 points.

❖ **L'évolution des indicateurs du suivi du nouveau-né**

Le taux de mortinatalité a connu une réduction de 2,12 points entre 2005 et 2013, passant de 38,2‰ à 36,08‰. Cette réduction est très importante au niveau des DS de Boboye (28,4 points, Dosso (23,1 points) et Loga (22,4 points) ; par contre, elle est très faible au niveau des DS de Dogondoutchi (4,2 points) et Gaya (8,5 points).

Le taux d'insuffisance pondérale a connu des variations entre 2005 et 2013, mais a nettement diminué en passant de 10,00% à 3,99%, soit une réduction de 6,01 points. Le même constat se dégage au niveau de tous les DS. Les DS de Boboye Dosso (9,7 points) et Boboye (8 points) ont le niveau de réduction le plus élevé. A l'inverse, le DS de Gaya (3,44 points) enregistre la plus faible réduction.

❖ **L'évolution des indicateurs de la PF**

Le taux d'utilisation de la PF a connu des variations entre 2006 et 2013 avec une tendance à l'augmentation, passant de 5,44% à 19,62%, soit un gain de 14,18 points.

Le taux d'abandon de la PF a également connu des variations entre 2006 et 2013 avec une tendance à l'augmentation, passant de 0,23% à 1,87%.

❖ **L'évolution du taux de CPN, CPoN et de CN**

Le taux de CPN a connu une progression entre 2008 et 2012 avant de chuter en 2013. Malgré tout, il est de 51% en 2005 contre 83,79% en 2013 d'où un gain de 32,79 points. Entre 2006 et 2013, les mêmes se constatent au niveau de tous les DS avec une tendance à l'augmentation. La plus forte progression est enregistrée au niveau du DS de Gaya avec un gain de 30,94 points. Le DS a la plus faible progression avec un gain de 8,88 points.

Le CpoN bien qu'ayant connu des variations entre 2006 et 2013 a aussi gagné 27,77 points en passant de 15,30% à 41,07%. Ce gain varie de 44,91 points au niveau du DS de Dosso à 13,05 points pour le DS de Dogondoutchi. Le taux de CN a progressé entre 2005 et 2012 en passant de 51,7% à 107,29% soit un gain de 55,59 Points. Par contre, perdu 3,95 points en 2013 en redescendant à 103,34%.

2.2.5.3. L'analyse de la situation sanitaire de la région

Il ressort de l'analyse que le principal problème est l'insuffisance de l'offre de services et de soins de santé de qualité. Cette situation due aux contraintes suivantes :

- Insuffisance de certaines catégories de personnel en nombre et en qualité ;
- Insuffisances du système d'approvisionnement en médicaments, consommables et réactifs ;

- Faible développement des services de santé de la reproduction ;
- Insuffisance des prestations de soins relatifs aux maladies transmissibles, non transmissibles émergentes et ré-émergentes ;
- Insuffisance et obsolescence des équipements ;
- Insuffisance de la participation communautaire ;
- Insuffisance dans l'approvisionnement en eau potable, l'hygiène et assainissement en milieu de soins ;
- Insuffisance d'IEC/CCC en matière de santé au niveau de la population ;
- Insuffisance dans la surveillance épidémiologique.

Ces contraintes ont eu pour conséquences :

- Un fort taux de mortalité maternelle intra hospitalière (0,2%) ;
- Un fort taux de mortinatalité (2,17%) ;
- Un faible taux d'accouchement assisté (48,39%) ;
- Un fort taux de mortalité infantile (75‰), juvénile (125‰) et infanto-juvénile (190‰) ;
- Un fort taux mortalité maternelle (555‰) ;
- Un fort taux de prévalence du VIH/SIDA (0,5%) ;
- Une faible utilisation de la PF (19,62%) ;
- Un faible taux de CPoN (41,07%) ;
- Un fort taux d'insuffisance pondérale (3,99%) ;
- Un faible taux de couverture en vitamine A (38,86%) ;
- Un faible pourcentage d'enfants déparasités (21,50%) ;
- Une faible prévalence contraceptive (18%).

2.2.6. Hydraulique et Assainissement

C'est la Direction Régionale de l'hydraulique qui a la charge de ces deux activités.

2.2.6.1. Hydraulique

Pendant cette dernière décennie le Ministère en charge de l'hydraulique a toujours produits deux indicateurs distincts : le taux de couverture (Tdc) des besoins en eau potable en milieu rural et l'autre le taux desserte (TD) pour l'hydraulique urbaine. Ces taux sont validés par un comité technique permanent de validation crée à cet effet.

D'après le code de l'eau, l'hydraulique rurale est le domaine de l'alimentation en eau potable englobant le périmètre non concédé transférable aux collectivités territoriales. Les trois indicateurs rattachés à l'hydraulique rurale se définissent comme suit :

- **TCg= Taux de Couverture géographique:** c'est le rapport en pourcentage entre la population vivant dans les localités disposant d'au minimum 1 PEM et la population totale de la zone considérée (commune, département, région, pays).
- **Tat= Taux d'Accès théorique (TAt) :** c'est le rapport en pourcentage entre la population desservie et la population totale de la zone considérée (commune, département, région, et pays). Cet indicateur théorique prend en compte dans son calcul tous les ouvrages potentiellement exploitables (à l'exception des ouvrages abandonnés et des ouvrages secs)
- **TP= Taux de panne (TP):** c'est le rapport entre le nombre d'ouvrages (PC, FE-PMH, AEP, SPP) en panne et le nombre total d'ouvrages pour une zone considérée (commune, département, région et pays).

Le tableau qui suit fait le point de ces trois indicateurs par département dans la région de Dosso.

Tableau 11: Indicateurs de la situation de l'hydraulique rurale par département dans la région de de Dosso en 2013

Departement	TCg (%)	TAt (%)	TP (%)
Boboye	75,40	64,30	4,70
Dioundou	88,90	64,90	20,20
Dogondoutchi	78,00	58,60	11,90
Dosso	83,50	68,80	19,10
Falmey	63,60	45,80	4,30
Gaya	83,10	54,80	4,90
Loga	91,00	72,10	18,20
Tibiri	82,10	54,40	9,90
Total Dosso	80,30	62,45	14,66
Moyenne nationale	76,29	49,86	15,62

Source : DRH/A de Dosso, 2015

On constate que :

- Pour le TCg trois départements sont en dessous de la moyenne régionale. Il s'agit de Boboye avec un taux de 75,4, Dogondoutchi (78,00) et Falmey (63,60). Loga a le taux le plus élevé (91%) suivi de Dioundiou (88,90%), Dosso (83,50), Gaya (83,10%), et Tibiri (82,10) ;
- Pour le Tat aussi trois départements sont en dessous de la moyenne régionale. Ce sont : Falmey avec un taux de 45,80%, Tibiri (54,40), Gaya (54,80) et Dogondoutchi

(58,60). Loga a le taux le plus élevé (72,10%), puis Dosso (68,8%), Dioundiou avec 64,9%, Boboye (64,30), Dogondoutchi ;

- Enfin pour le TP cinq départements sont en dessous de la moyenne régionale. Il s'agit de Dogondoutchi, Boboye, Falmey, Gaya et Tibiri avec respectivement 11,90 ; 4,70 ; 4,30 ; 4,90 et 9,90. Le taux le plus élevé est enregistré à Dioundiou (20,20), suivi de Dosso (19,10 et Loga (18,20).

Dans la région de Dosso, seuls sept (7) localités sont concernés par les branchements urbains.

Ce sont :

- Birni N'gaouré avec 632 abonnés actifs et 694 branchements,
- Dosso commune 5266 abonnés actifs et 5940 branchements,
- Dioundou 234 abonnés actifs et 250 branchements,
- Dogondoutchi 2082 abonnés actifs et 2578 branchements,
- Gaya 2047 abonnés actifs et 2186 branchements,
- Loga 337 abonnés actifs et 402 branchements,
- et Matankari 411 abonnés actifs et 516 branchements.

On constate que la région du socle le long du fleuve et le nord de Dogon Douchi sont mal garni en points d'eau.

Les forces et faiblesses du système sont résumées dans le tableau ci-après.

Tableau 12: Force, faiblesses, Opportunités et menaces en matière de l'hydraulique dans la région de Dosso

Forces	Faiblesses
<p><u>En matière de :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ <u>Ressources humaines</u> 33 agents toutes catégories confondues ; ✓ <u>Ressources matérielles</u> : les moyens logistiques (quatre véhicules 4X4) ; le matériel technique et scientifique (équipements de mesure et le matériel de bureau). ✓ <u>Ressources financières</u> : Le secteur de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • insuffisance du personnel et surtout de spécialistes en GIRE ; • insuffisance des moyens logistiques, des équipements techniques et scientifiques et autres matériels pour accomplir les missions régaliennes ; • la lenteur ou le refus des populations bénéficiaires à payer la contrepartie financière exigée pour bénéficier de la

<p>potable est financé par l'Etat, les projets et programmes, les ONG à près de 90%, et le secteur privé constitué par les gérants des services publics de l'eau, les opérateurs privés de maintenance, les fournisseurs de biens, les usagers et les bénéficiaires de points d'eau modernes</p> <p>✓ <u>Ressources en eaux</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fleuve Niger avec un volume annuel d'eau transité de 20 milliards de m³, - des marres permanentes et semi-permanentes, des mini-barrages et quelques seuils d'épandage. - trois aquifères renouvelables et estimées à 649 millions de m³ et les non renouvelables à 49.73 milliards de m³; <p>✓ <u>Un cadre législatif et réglementaire</u> prenant en compte les orientations nationales en matière de déconcentration et de décentralisation ;</p> <p>✓ <u>Activités régénératrices de revenus</u> : entreprises par les femmes suite au gain de temps acquis sur l'approvisionnement en eau ;</p> <p>✓ <u>Création d'emplois</u> suite aux activités de gestion et de maintenance des infrastructures par le privé.</p>	<p>réalisation et/ou réhabilitation de PEM ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • faible couverture des besoins en infrastructures hydrauliques et sanitaires au niveau des écoles, des CSI et autres lieux publics ; • la rareté des projets/programmes intervenant dans le sous-secteur de l'eau et de l'assainissement ; • la présence d'un socle cristallin dans la région du fleuve ; • la profondeur de certaines nappes phréatiques, • la présence d'une nappe vulnérable dans les zones de dallols et du fleuve Niger • la mauvaise qualité des eaux due à la présence de certains éléments chimiques et/ou biologiques nuisibles pour la santé des populations ; • la méconnaissance et le non respect des textes réglementaires en matière d'eau potable et assainissement ;
<p>Opportunités</p>	<p>Menaces</p>
<ul style="list-style-type: none"> ✓ la stabilité politique et institutionnelle ✓ le décollage économique amorcé par la mise en exploitation des ressources minières et minéralières ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ la non diffusion des textes réglementaires ; ✓ les risques environnementaux liés à la surexploitation de certaines ressources dans les zones de dallols et du fleuve Niger ; ✓ la méconnaissance de la qualité physico-chimique et bactériologique des eaux de la région de Dosso. ✓ l'exode rural et faible taux de scolarisation influençant la MO non qualifiée

Source : Diagnostic du secteur rural de la région de Dosso, 2012

2.2.6.2 Assainissement :

✓ Les types d'aisance

Le manque d'espace adéquat pour éliminer des excréments humains expose la population à un risque accru de contracter des maladies. L'idéal pour les installations sanitaires serait les toilettes à chasse eau et les latrines modernes.

Les types de lieux d'aisance considérés comme améliorés par le programme commun OMS/UNICEF, sont ceux qui sont utilisés uniquement par les membres du ménage. On remarque que 83,1% de la population de la région de Dosso utilise la brousse/nature comme lieu d'aisance d'où un effort important à fournir pour augmenter les W extérieur, les latrines modernes et les toilettes publiques.

Commission Régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) de Dosso
 Prestataire: CETIC-CONSULT BP 11827-Niamey-Mail: ceticconsult3@gmail.com

Le problème crucial rencontré de façon récurrente dans les villes et campagnes est celui de l'évacuation des ordures ménagères et des eaux usées auquel s'ajoute, ces dernières années le problème de gestion des sachets plastiques. Il est très fréquent de voir les espaces verts, des devantures d'écoles ou le voisinage de marché se transformer en dépotoirs non contrôlés.

Les ordures ménagères de nos villes ne sont pas maîtrisées. Leur évacuation est liée aux comportements des populations. Les dépotoirs sont généralement sauvages.

L'absence du matériel approprié, le personnel insuffisant, un système de ramassage réfléchi constituent un handicap à la réussite dans ce domaine.

A l'absence d'un véritable schéma-directeur d'assainissement les habitants de nos villes ont opté pour l'assainissement individuel.

Il ressort du Tableau 173 du bilan diagnostic que les ordures ménagères sont simplement déposées dans la nature formant les tas d'immondices un peu partout à l'intérieur des villes et des villages et parfois aux abords immédiats. Près de 95% de la population utilisent ces procédés pour se débarrasser de leurs ordures. Seulement 3% de la population a la possibilité d'utiliser les dépotoirs publics.

L'examen du tableau 174, montre que plus de 61% de la population de la région de Dosso évacue les eaux usées dans la rue/nature et près de 37% de la population utilise la cour de la concession comme lieu d'évacuations des eaux usées. Seul 0,6% de la population utilise les caniveaux pour l'évacuation des eaux usées.

On note également l'existence dans certains centres urbains de la région (Birni Gaouré, Gaya, Dogondoutchi et Loga) des réseaux d'eau et d'électricité mais généralement les nouveaux lotissements ne sont pas du tous viabilisés. Ces mêmes centres possèdent des équipements marchands (marché central, marché de quartier, abattoir, gare routière, etc.).

Dosso la métropole régionale possède en plus les infrastructures suivantes :

- 17000ml de voie bitumée dont 10 500 sont les sections des RN1, RN7 et RN14 ;
- 5952ml de pavé ;
- et 3020ml de latérite ;
- 10976 ml de caniveau d'évacuation d'eau pluviale ;
- 2000 ml d'éclairage public fonctionnel (solaire).

Il est également important de souligner que l'ATPC est mis en œuvre dans la région de Dosso. C'est une approche qui vise à enrayer la défécation à l'air libre en améliorant la couverture de l'assainissement en milieu rural et en milieu péri urbain. Elle cherche principalement à provoquer un changement dans le comportement sanitaire. Cette approche se concentre sur les comportements de la communauté entière plutôt que sur des individus. En 2013, 62 villages ont bénéficié des infrastructures d'assainissement (latrines familiales) dans le cadre d'ATPC soit 41 682 personnes touchées⁹.

L'évolution des trois indicateurs de l'hydraulique rurale de 2010 à 2013 dans la région de Dosso montre que les TCg et Tat évoluent en dents de scie (avec une tendance à la baisse) respectivement autour de 80% et 60% alors que le taux de panne est en baisse.

⁹Source : Révérenciel hydraulique 2013

Pour l'évolution de nombre de puits cimentés dans la région de Dosso par département le meilleur ratio puits/village est dans le département de Loga (2,6), puis vient le département de Dogondoutchi avec 2,5 ; Falmey avec 2,4, Gaya avec 1,9 ; Boboye avec 1,8, Dosso avec 1,6 et enfin Tibiri et Dioundiou avec 1,5 chacun. Dans tous les cas ce ratio est bon par ce que chaque village possède au moins un puits.

Le ratio moyen des forages équipés en PMH est de 0,9 mais il n'est que dans les départements Dosso, Loga et Dogondoutchi avec respectivement 1,2 ; 1,2 et 1,7. Le département de Gaya a juste 1,9 ; Boboye a 1,8 ; Tibiri et Dioundiou 1,5 chacun et Dosso 1,6.

Le tableau ci-dessous fait l'analyse des problèmes de l'hydraulique.

Tableau 13 : Forces, faiblesses du secteur hydraulique et de l'assainissement de la région de Dosso

Force	Faiblesses
<p><u>En matière de :</u></p> <p><u>Ressources matérielles</u> : moyens logistiques (quatre véhicules 4X4) ; le matériel technique et scientifique (équipements de mesure et le matériel de bureau).</p> <p><u>Ressources financières</u> : l'Etat, les projets et programmes, les ONG à près de 90% et le secteur privé</p> <p><u>Un cadre législatif et réglementaire</u> prenant en compte les orientations nationales en matière de déconcentration et de décentralisation ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - insuffisance du personnel et surtout de spécialistes en assainissement total piloté par les communautés (ATPC) ; - insuffisance des moyens logistiques, des équipements techniques et scientifiques et autres matériels pour accomplir les missions régaliennes ; - disparités inter et intra-départementales et communales du volet assainissement ; - méconnaissance et non-respect des textes réglementaires en matière d'assainissement ; - l'exode rural et du faible taux de scolarisation réduisant la MO ;
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - la stabilité politique et institutionnelle ainsi que le décollage économique amorcé par la mise en exploitation des ressources minières et minéralières ; - la prise de conscience du péril fécal et la honte vis-à-vis des membres de la famille voire du voisinage. 	<ul style="list-style-type: none"> - le refus de la construction de latrines au sein des ménages car perçue comme une source de pollution de la salubrité.

Source :Rapport SRAT Dosso, Cabinet Cetic Consult,octobre 2015

2.2.7. La promotion de la femme et la prise en compte de la dimension « genre »

La vision de la Politique Nationale Genre est : « Bâtir, avec tous les acteurs, une société sans discrimination, où les hommes et les femmes, les filles et les garçons ont les mêmes chances de participer à son développement et de jouir des bénéfices de la croissance ».

La problématique de la question de la femme dans la société nigérienne en général a subi une évolution qui prend naissance bien dans le système patriarcal qui a régi pendant longtemps la production et la reproduction des différences et des rapports sociaux entre les hommes et les femmes.

Au Niger, le statut de la femme encore peu réjouissant, ne permet de dire qu'elle s'épanouit pleinement. Dans la région de Dosso, cela est encore plus vrai d'autant que la femme y est

écrasée par le poids de la tradition. En effet les us et coutumes la relèguent au second rang dans la société, en la réservant une simple place au foyer en qualité de responsable des tâches ménagères et de l'éducation des enfants.

Nonobstant l'évolution positive de la situation de la femme dans la région tant sur le plan politique, socio-économique, juridique que culturel, la situation reste encore préoccupante car de nombreuses études et recherches réalisées ces dernières années (ESDN II-1998, DDPF-1999, EDSN III-2006, ESDN 2012, etc..) indiquent qu'elles font partie des couches des populations les plus vulnérables.

Les éléments descriptifs de la situation relativement sombre, sont aussi nombreux que variés. On pourrait citer, entre autres, la pratique des mariages précoces (ou mariages forcés), le faible niveau de scolarisation des filles, le faible accès de la femme à certaines ressources et fonctions sociales.

Au RGP/H 2012 pourtant, il est ressorti que les femmes dominent numériquement les hommes (50,65%). La marginalisation de cette frange de la population est donc préjudiciable au développement socio-économique harmonieux la région.

Toutefois, il faut reconnaître qu'en raison de l'émergence des organisations féminines et des interventions des services de l'Etat en charge de la promotion de la femme appuyés par les Partenaires Techniques et Financiers dans la région de Dosso, les conditions la femme s'améliorent de plus en plus.

Elles s'adonnent aux activités génératrices de revenus notamment le maraîchage, l'élevage de petits ruminants, l'artisanat, le petit commerce, la transformation et la commercialisation de produits laitiers, le conditionnement et la commercialisation du poisson, le ramassage de fruits sauvages et de bois de chauffe et participent aussi aux instances de prise de décision.

Au fil du temps, le gouvernement nigérien a consenti beaucoup d'efforts dans l'amélioration des conditions de vie de la femme nigérienne. Aujourd'hui, l'implication de nombreux acteurs de développement dans l'appui aux femmes contribue à la réduction de leur vulnérabilité.

La mise en œuvre de la Politique Nationale du Genre (PNG), la loi sur les quotas, le développement du microcrédit à travers le système financier décentralisé et l'engagement affiché des femmes elles-mêmes à prendre à bras le corps la problématique de leur émancipation et de leur autonomisation, demeurent des préalables favorables importants.

2.2.7.1. Promotion de la femme

La région de Dosso a une population à dominance féminine. En effet selon le 4^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2012, sur une population de 2 037 713 habitants, 50,65% sont des femmes. Cette population est majoritairement rurale (91,11%).

L'analyse de l'évolution des taux de scolarisation des enfants dans la région de Dosso montre que des progrès ont été enregistrés, mais les disparités persistent encore entre les filles et les

garçons dans tous les ordres de l'enseignement : préscolaire (6,08% chez les filles contre 6,22% pour les garçons) ; primaire (72,3% chez les filles contre 91,2% pour les garçons) ; secondaire 1^{er} cycle (15,5% chez les filles contre 23,1% pour les garçons) ; secondaire 2nd cycle (1,9% chez les filles contre 5,0% pour les garçons).

Selon les résultats de l'EDSN-2012, seulement 11,4% des femmes sont alphabétisées dans la région de Dosso contre 36,1% chez les hommes. Le faible taux d'alphabétisation des femmes pourrait s'expliquer par les pesanteurs socioculturelles, les multiples occupations ménagères, la réticence des maris et l'extrême pauvreté des populations surtout en milieu rural.

Dans le domaine de l'organisation, 4 952 Groupements Féminins ont été recensés en 2014 dans la région dont 1506 encadrés par la par la Direction Régionale de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (DRP/PF/PE).

Dans le domaine de la santé, la situation de la femme se caractérise, entre autres, par un taux de prévalence du VIH/SIDA est de 0,3% (EDSN 2012), un taux de mortalité maternelle intra hospitalière de 0,05%, un faible taux d'accouchements assistés par un personnel médical 42,6% et un faible taux d'utilisation de la planification familiale 16%.

Sur le plan économique, la participation de la femme aux activités économiques comme l'agriculture, l'élevage et l'artisanat n'est plus à démontrer. Les activités qui étaient considérées comme exclusivement réservées aux hommes enregistrent de plus en plus une forte participation des femmes. Cependant, on les retrouve surtout dans le secteur informel.

Dans le domaine du foncier, l'attribution de la terre qui se fait selon le droit coutumier discrimine les femmes dans certaines communautés.

Dans le domaine de la participation aux instances de décision, malgré la volonté politique affirmée des autorités et la prise de conscience des femmes, la parité homme/femme est loin d'être atteinte. Entre 2009 à 2014, le nombre de femmes conseillères municipales, régionales et parlementaires ont stagné respectivement à 88, 6 et celui des femmes maires ou vices maires est passé de 2 à 7.

Sur le plan socioculturel, certaines pratiques néfastes, comme les mariages précoces perdurent. De même, certains attitudes et comportements défavorables à la scolarisation de la fille se réfèrent aux conceptions socioculturelles et pratiques religieuses.

Malgré ces difficultés et insuffisances, la situation de la femme évolue en s'améliorant. La volonté politique affichée par les autorités et l'intérêt des PTF à faire de la promotion de la femme une réalité des constituent facteurs qui contribueront à terme à l'amélioration du statut et de la condition de la femme.

2.2.7.2. Genre

Au Niger, les questions relatives au genre ont connu une nette amélioration depuis les années 90 avec l'émergence des organisations féminines. Ces avancées se sont traduites par l'adoption de plusieurs instruments juridiques et de politiques sectorielles. En termes de

réalisations, on note que l'application de la loi sur les quotas dans les nominations et les postes électifs a permis de rehausser significativement la participation des femmes à la gestion du pouvoir public.

Dans ce courant, la région de Dosso se caractérise par une émergence remarquable d'associations, d'ONG et de groupements féminins, de femmes leaders. A titre illustratif, en 2014, la région compte 4 952 associations féminines, 107 femmes leaders et 67 personnes (H, F) formées et sensibilisées sur la Politique Nationale Genre.

Au plan de la participation aux instances de décisions, en 2014 on dénombre dans la région, 88 femmes conseillères municipales, 6 femmes conseillères régionales, 7 femmes maires ou vices maires, 1 femme parlementaire, 3 directrices régionales et 10 directrices départementales.

Dans le domaine de la prise en compte de la dimension « genre », la principale contrainte est la faible participation de la femme à la prise de décision aussi bien dans la sphère familiale que communautaire ou économique. Par ailleurs, la femme urbaine, malgré l'activisme dont elle a fait montre, n'a pas été en mesure d'influencer significativement le changement favorable à l'épanouissement des femmes dans la diversité des milieux notamment celles du milieu rural. Cette situation résulte d'une insuffisance de convergence entre les femmes des milieux urbain et rural dans les perceptions et les choix des actions à mettre en œuvre. Le statut social hiérarchisé, les pesanteurs socioculturelles et les capacités faibles des structures chargées de la promotion de la femme et de la prise en compte de la dimension « genre », ne sont pas favorables à une prise en charge pertinente de ces problématiques.

Il existe pourtant des potentialités sur lesquelles s'appuyer pour la prise en compte de la dimension « genre » : la Constitution du 25 novembre 2010, la loi sur le quota pour les postes électifs (10%) et de nomination (25%), la politique nationale genre, l'engagement des partenaires au développement à soutenir la promotion du genre, le dynamisme et l'engagement de la société civile, etc.

2.2.8. La protection sociale

A l'instar des autres régions du pays, la région de Dosso compte à son sein de nombreuses couches défavorisées et vulnérables. Il s'agit des enfants, des femmes, des personnes en situation de handicap et les personnes âgées. Ces groupes vulnérables font face à de nombreux risques sociaux comme le phénomène du mariage précoce des jeunes filles, l'analphabétisme, la persistance du travail des enfants, l'insécurité alimentaire dans les ménages pauvres, la déscolarisation des enfants surtout des jeunes filles, la malnutrition des enfants, le phénomène des femmes chefs de ménages.

Les effets néfastes du changement climatique notamment les inondations impactent la région qui fait de plus en plus face à l'insécurité alimentaire dans certaines parties de son territoire.

La malnutrition aiguë touche plus les enfants des tranches d'âges de 0-5 ans et est plus accentuée chez les 0-3 ans avec des risques élevés de morbidité et de mortalité.

Malgré l'existence de certaines valeurs socioculturelles et islamiques propres, la région est touchée par le phénomène des enfants en difficulté de famille qui sévit dans la plupart de gros centres urbains du pays.

Les vulnérabilités liées au genre surgissent des relations d'inégalité entre hommes et femmes et de la discrimination socioéconomique qui prive souvent les filles et les femmes de leurs droits. Ce qui fait que leurs propres potentiels sont restreints par leurs faibles qualifications, l'analphabétisme, la surcharge de travail domestique et la dépendance décisionnelle. Elles sont aussi liées aux problèmes de la santé reproductive et les risques associés à la maternité.

La compte également des personnes en situation de handicap dont certaines font souvent l'objet de discrimination et/ou rejet de la part de l'environnement social ou familial et se trouvent privées d'opportunités économiques et sociales. Certaines personnes handicapées se livrent à la mendicité. Il s'agit d'une mendicité effectuée par les adultes et les enfants souvent encouragés par leurs familles et la communauté elle-même.

Il y a aussi des sinistrés qui nécessitent une protection sociale à travers une aide ponctuelle en situation d'urgence ainsi qu'un soutien pour leur réinsertion progressive et durable.

La région de Dosso accorde ainsi, une place de choix aux efforts visant la réduction de la vulnérabilité économique, sociale, alimentaire/ nutritionnelle et la protection contre d'autres chocs et stress de ses populations.

A cet effet, un dispositif institutionnel est mis en place pour leur prise en charge à travers les services déconcentrés du Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. A cela s'ajoutent l'existence de textes juridiques nationaux et internationaux, la disponibilité des documents cadres et de politiques sectorielles et l'existence des structures associatives des PTF œuvrant dans le domaine de la protection sociale. Les différents efforts consentis ont eu pour résultat, une prise de conscience de plus en plus accrue en matière de respect des droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées et des interrelations entre population et développement.

Malgré tout, le secteur connaît un certain nombre de problèmes majeurs notamment le faible financement, l'insuffisance des capacités d'intervention des structures d'encadrement et la persistance des violences faites aux femmes et aux enfants. Ce qui se traduit par une faible prise en charge des besoins des groupes vulnérables et persistance des pratiques néfastes.

2.2.9. Sport, loisirs et cultures

2.2.9.1. Sous-secteur Jeunesse et sport

A l'instar du reste du pays, la population de la région de Dosso est extrêmement jeune. En effet, 81,7% de la population est âgée de 0 à 35 ans (RGP/H 2012). La jeunesse constitue un élément à prendre en considération dans toutes actions de développement socioéconomique. C'est dans cette optique que les pouvoirs publics ont pris un certain nombre de dispositions réglementaires pour encadrer le secteur de la jeunesse. Il s'agit, entre autres, de la charte africaine de la jeunesse, la politique nationale de la jeunesse et la loi de 1998 portant, organisation et promotion des activités sportives et physiques.

La Direction Régionale de la jeunesse et des Sports est chargée de la mise en œuvre des politiques des stratégies des programmes et projets conçus par le Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Au plan des ressources humaines et matérielles la Direction Régionale dispose de dix-neuf (19) agents dont un (1) cadre A1, huit (8) cadres A2, huit (8) cadres B2, un (1) cadre C, un (1) auxiliaire D, un(1) véhicule de marque SUZUKI VITARA, un(1) ensemble informatique.

Le tissu associatifs des jeunes au niveau régional est composé de :

- Trente-quatre (34) associations de jeune qui ont fédéré pour constituer le conseil national de jeunesse et le cadre de concertation à l'initiative respectivement du Ministère de la jeunesse et des Sports et l'UNICEF ;
- Quatorze (14) ligues officielles opérationnelles.

Les activités de la jeunesse sont encadrées et organisées par le conseil régional de la jeunesse qui a fait son apparition dans le paysage institutionnel nigérien à partir des élections du 14 avril 2011.

Au niveau de la région de Dosso, les activités marquantes de cette institution sont :

- L'organisation de quatre (4) sessions (deux (2) ordinaires et deux (2) extraordinaires) ;
- L'organisation des sessions de renforcement de capacités (en leadership, citoyenneté, vie associative, montage de projet, prévention et gestion des conflits, lutte contre l'extrémisme violent, entrepreneuriat sociale et solidaire, lutte contre la corruption) ;
- La mise en place des conseils communaux et des clubs anti-corruption dans les 43 communes ;
- La recherche de partenariats.

Les principales sources de financement du secteur Sont le Ministère de la jeunesse et des sports les collectivités territoriales les partenaires : PLAN-NIGER-UNICEF -UNFPA. En outre, des quêtes sont organisées auprès des populations pour les activités informelles des jeunes.

2.2.9.2. Sous-secteur culture

Le séminaire de Tillabéri organisé en 1985 pour la redéfinition de notre politique culturelle a permis de faire plusieurs réalisations dans la région de Dosso.

La région de Dosso est une région à fortes traditions culturelles eu égard à la diversité des groupes sociaux ethniques qui la composent. Elle s'est distinguée à plusieurs reprises lors des manifestations culturelles nationales (le ballet « Kossombali » de la troupe de Gaya par exemple), ainsi que lors des championnats de lutte traditionnelle.

La région de Dosso est le berceau de nombreux artistes comme les célèbres cantatrices de la musique sacrée Taguimba Bouzou et Haoua Bozo.

Actuellement de nombreuses troupes artistiques et culturelles évoluent dans la région de Dosso. On peut citer près de 15 groupes de théâtre, 14 groupes de danse, 18 groupes artistiques traditionnels, 9 groupes de RAP, 3 photographes, 3 peintres, 2 orchestres modernes et 1 soliste.

Dans le cadre de la décentralisation des manifestations culturelles, la région de Dosso est retenue pour abriter le festival de ballets, danse de création et d'inspiration.

De nombreuses autres manifestations culturelles sont organisées au niveau local comme :

- **A Douthi** : la fête rituelle annuelle de Lougou, la fête rituelle annuelle de kaoura Lahama (chan douma), la fête annuelle des éleveurs (commune de Dogonkiria), la fête annuelle de Bori (Wassan Bori) et le festival de conte (Gatan Gatan).
- **A Loga** : la fête rituelle de Bori, la fête des jeunes (Kongoss dans la commune de Falwel).
- **A Boboye** : la Maouloud à Kiota.
- **A Falmey** : la fête annuelle des peulhs (Hottoungo dans la Commune de Falmey).
- **A Gaya** : la fête annuelle des pêcheurs, la fête rituelle annuelle (Bori), le festival annuel de Toumba.

2.2.10. Analyse des problèmes du humain

2.2.10.1. L'analyse du contexte socioculturel

Les principaux problèmes liés au contexte socioculturel sont relatifs à la promotion de la femme, à l'exode rural et à l'enseignement coranique ambulante.

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

Tableau 14: problèmes, causes et conséquences des aspects socioculturels

Domaine	Problèmes	Cause des problèmes	Conséquences	Perspectives
Exode rural	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Départ des bras valides 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ sous-emplois des jeunes, ✓ recherche d'un mieux être 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ appauvrissement et dépeuplement du milieu rural, ✓ éclatement des cellules familiales, ✓ effritement des structures traditionnelles ✓ création de quartiers à logements précaires, ✓ développement artificiel du désœuvrement et du chômage, ✓ - accroissement de la mendicité, du banditisme et de la délinquance juvénile (consommation de stupéfiants, vagabondage, vols, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Développer le milieu rural
Enseignement coranique ambulante	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Transports des enfants en âge d'être scolarisé par des marabouts 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ influence des pesanteurs socioculturelles, ✓ pauvreté des familles, ✓ - mauvaise perception de l'école par certaines personnes 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ bras valides sans qualifications professionnelles, ✓ comportements souvent déviant des pratiques laissées aux villages, ✓ - diminution du taux de scolarisation dans certaines localités 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Maintenir les enfants dans leurs villages pour qu'ils puissent suivre les deux enseignements

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

Chefferies traditionnelles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Lutte d'influence, ✓ Conflits de compétences 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible maîtrise des textes sur la décentralisation, ✓ Interférences politiques 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance de synergie d'actions entre la chefferie traditionnelle et les autres acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités des institutions coutumières et décentralisées sur leurs rôles, responsabilités et les limites de leurs compétences
Structure familiale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Effritement des cellules familiales ✓ Relâchement des liens de solidarité et d'entre-aide 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Urbanisation ; ✓ Exode rural ; ✓ Migrations prolongées ; ✓ Propagation de la fonction salariale ; ✓ Pauvreté, ✓ Aléas climatiques (sécheresse, inondation), ✓ Crise des systèmes de productions, ✓ - Faible promotion des mécanismes d'entre-aide et de solidarité 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Propagation et ascension de la famille, ✓ Fréquence des divorces, ✓ Augmentation du nombre de femme chefs des ménages, ✓ Conflits entre communautés, ✓ Emergence d'un système marchand, ✓ recul des valeurs de solidarité et d'entre aide, ✓ émergence de l'individualisme (chacun pour soi) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Amplifier les actions du code rural pour l'atténuation des conflits, ✓ Promouvoir les mécanismes d'entre-aide et de solidarité

Source :Rapport SRAT Dosso, Cabinet Cetic Consult,octobre 2015

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

Tableau 15 : Atouts/potentialités et contraintes des aspects socioculturels

Domaine	Atouts/potentialités	Contraintes
Exode rural	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Préserve parfois les stocks des vivres, ✓ Impact important au niveau des revenus des ménages, ✓ Main-d'œuvre abondante et peu chère pour les familles citadines et les opérateurs économiques, ✓ Contribution à la modernisation des villages sur les plans économique et socioculturel par l'introduction de nouvelles perceptions de la vie, ✓ propagation des comportements reproducteurs plus sains comme l'utilisation des méthodes contraceptives modernes, des centres de santé, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Eclatement des cellules familiales, ✓ relâchement des structures traditionnelles, ✓ Tracasseries sur les routes, ✓ Faible respect de leurs droits
Enseignement coranique ambulante	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Acquisition du savoir coranique, ✓ Rayonnement de la culture islamique 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible prise encadrement des enfants, ✓ Mauvaise conditions de vie, ✓ comportements déviants (délinquance, désœuvrement)
Chefferies traditionnelles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bien acceptées par les populations, ✓ Fortes capacités de réconciliation et d'arbitrage des conflits, ✓ Ancrage institutionnel, ✓ Bonne organisation administrative, ✓ Capacité d'intermédiation entre les populations et l'administration, ✓ Gardiennes des valeurs historiques et culturelles, 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dépendance politique et administrative, ✓ Deux chefs ou même plus pour un village sources parfois de conflits et de mésententes, ✓ Insuffisance de synergie d'actions avec les institutions décentralisées et les acteurs de développement local, ✓ Insuffisance de moyens pour s'occuper de tous les administrés

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

<p>Structure familiale</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonction sociale (éducation, liens de parenté, mariage, baptême, décès, etc.) ; ✓ Fonction économique (production et consommation des biens et services) ; ✓ Fonction de sécurité (protection des membres de la famille) ; ✓ Fonction culturelle (connaissance des us, coutumes, traditions, attitudes, réactions et comportements psycho-sociaux) ; ✓ Fonction de reproduction (naissances pour perpétuer les lignées) ; ✓ Existence de mécanismes de renforcement des liens de solidarité et d'entraide (Gayya, Foyandi, Adaché, Bouki, Goudoun-Mouwa, Bogou, Gakassiney, Tcher-ga, Kambouza, Nanganayé, Habbanayé, Ikassan, etc.), ✓ Existence des socles de relations sociales (mariage, baptême, parenté à plaisanterie, religions, castes, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pauvreté ; ✓ Aléas climatiques ; ✓ Faibles et aléatoires productions et productivités.
----------------------------	---	--

Source :Rapport SRAT Dosso, Cabinet Cetic Consult,octobre 2015

2.2.10.2. L'analyse des problèmes démographiques

Au dernier RGP/H de 2012, la région de Dosso comptait 2 037 713 habitants dont 1 005 641 hommes soit 49,35% et 1 032 072 femmes (50,65%). Avec un taux d'accroissement de 2,7% cette population passe à 2 207 264 en 2015.

Le taux d'accroissement intercensitaire de la région bien qu'ayant globalement baissé entre les RGPH 1998-2001 et RGPH 2001-2012 en passant de 3,1% à 2,7%, reste encore fort. Le niveau de ce taux peut être dû à plusieurs facteurs dont les plus plausibles sont :

- Une diminution de la mortalité ;
- Une forte fécondité ;
- Une précocité du mariage.

Ces données démographiques devront interpeller les décideurs politiques et administratifs pour une prise en charge rigoureuse du développement harmonieux de la région. Les potentialités et les pistes de solutions existent et sont importantes et voir encourageantes, même si les obstacles sont tout aussi importants.

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

Tableau 16 : problèmes, causes et conséquences des aspects démographiques

Problématique	Problèmes	Cause des problèmes	Conséquences	Perspectives
Taux élevé d'accroissement de la population	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Non généralisation des comportements reproductifs responsables, ✓ Faible accessibilité pour l'utilisation des services de SR en particulier en matière de PF 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible utilisation de méthodes modernes de contraception, ✓ Précocité des mariages chez les filles, ✓ Faible promotion de l'offre des services de PF 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accroissement de la densité des populations par km² ✓ Faible utilisation de méthodes modernes de contraception, ✓ Forte pression sur les ressources naturelles, ✓ Faible accès et maintien des filles dans le système éducatif 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Utilisation accentuée des méthodes modernes de contraception, ✓ Réduction progressive des mariages précoces chez les jeunes filles, ✓ - Promotion de l'accessibilité pour l'utilisation des services de SR en particulier en matière de PF
Insuffisance quantitative et qualitative de l'offre éducative, d'apprentissage et de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance quantitative et qualitative de l'offre éducative de base, ✓ Insuffisance de l'offre d'alphabétisation et de formation des adultes, ✓ Faiblesse de l'accès et de la qualité de l'enseignement moyen, ✓ Sous-développement de la formation professionnelle et technique 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ faible implantation des jardins d'enfants en zone rurale, ✓ Insuffisance et la précarité (prolifération des classes en paillotes) des infrastructures et des équipements ; ✓ Insuffisance des manuels scolaires et autres matériels didactiques ; ✓ Faible qualité des enseignements/apprentissage 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible taux de préscolarisation; ✓ Persistance des disparités entre milieu rural et milieu urbain, entre départements et entre filles et garçons ; ✓ Tendance progressive mais très faible du TBS au secondaire ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Stimuler la demande, ✓ Promouvoir la qualité des enseignements, ✓ Relever qualitativement et quantitativement l'offre de formation professionnelle et technique, ✓ Adapter les filières de la formation professionnelle et technique aux besoins de l'économie

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

		<ul style="list-style-type: none"> ges ; ✓ Faible qualification des enseignants ; ✓ Forte proportion d'enseignants contractuels ; ✓ Faible quantité et qualité des équipements des laboratoires de physique, chimie et sciences de la vie et de la terre ; ✓ Inadéquation entre les contenus des matières enseignées et les besoins du marché de travail ; ✓ Faible déploiement du dispositif de formations professionnalisantes au profit des non scolarisés ou déscolarisés et des personnes en situation de handicap ; ✓ - Absence de locaux pour certains centres de formation professionnelle. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Baisse de taux de réussite au BEPC de plus de 56% entre 2011 et 2014 ; ✓ Baisse de 2,27% du taux de réussite au BAC ; ✓ Taux de réussite de 36,84% au Baccalauréat professionnel (BAC-pro) ✓ Taux moyen de déperdition global de 40,37% pour une prévision de 15% dans le sous-secteur de l'alphabétisation. 	<ul style="list-style-type: none"> régionale et du marché de travail ✓ Développement du cycle de base I, ✓ Amélioration de la qualité des enseignements, des apprentissages et de la formation, ✓ Développement de la formation professionnelle, ✓ Développement de la formation et des différentes formes d'éducation non formelle
Insuffisance de l'offre de services de soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible accessibilité aux soins de Santé. ✓ Insuffisance de la qualité des soins et des prestations des services. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible couverture sanitaire ; ✓ Inaccessibilité géographique ; ✓ Eloignement des 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Taux élevé de décès maternel et infantile, ✓ Baisse de la productivité ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmenter l'accessibilité aux soins de Santé, ✓ Améliorer la qualité des soins et des prestations des

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance de l'IEC/CCC. ✓ Insuffisance de la participation communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> formations Sanitaires ; ✓ Insuffisance du personnel. ✓ Insuffisance du personnel ; ✓ Insuffisance d'équipement ; ✓ Insuffisance des accouchements assistés au niveau des formations sanitaires ; ✓ Faible couverture vaccinale ; ✓ Insuffisance de la couverture CPoN 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réduction du pouvoir d'achat ; ✓ Coût élevé des soins 	<ul style="list-style-type: none"> services, ✓ Intensifier les activités de l'IEC/CCC, ✓ Stimuler la participation communautaire
<p>Faible participation de la femme à la prise de décision aussi bien dans la sphère familiale que communautaire ou économique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ taux d'analphabétisme très élevé, ✓ Faible autonomie, ✓ insuffisance de convergence entre les femmes des milieux urbain et rural, ✓ Faibles capacités des structures chargées de la promotion de la femme et de la prise en compte de la dimension « genre », ✓ - Pesanteurs socioculturels 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le potentiel immense des femmes est faiblement mis au service du développement de la région 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ améliorer la scolarisation et l'alphabétisation des femmes, ✓ renforcer l'autonomisation des femmes, ✓ améliorer le taux des femmes aux postes électifs de proximité, ✓ faciliter l'accès des femmes aux ressources stratégiques de la région, ✓ promouvoir les droits des femmes,

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

<p>Faible prise en charge des besoins des groupes vulnérables et persistance des pratiques néfastes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible capacité de gestion de l'insécurité alimentaire, ✓ Faible capacité de prévention et de réduction de la prévalence des formes de malnutrition, ✓ Faible couverture des besoins en protection des enfants et des personnes âgées, 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance dans la gestion des BC et BAB, ✓ Faible financement du secteur, ✓ Insuffisance des capacités d'intervention des structures d'encadrement, ✓ Faible maillage de structures d'accueil spécialisées ; ✓ Non prise en compte des besoins spécifiques des personnes en situation de handicap dans les projets et programmes de développement ; ✓ Méconnaissance par une bonne partie de la population des textes garantissant et protégeant les droits des personnes en situation de handicap 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible niveau d'instruction des personnes en situation de handicap ; ✓ Violences faites aux femmes et aux enfants ✓ Faible accès aux emplois et à la formation professionnelle ; ✓ Mauvaise perception du handicap par la communauté ✓ Faible accès au crédit pour l'entreprenariat 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants ; ✓ Renforcement des capacités de prise en charge des structures de protection sociale ; ✓ Réduction des iniquités et inégalités de genre
---	--	--	---	---

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

<p>Sous-développement des secteurs des sports, loisirs et culture</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Multiplicité de structures dont chacune s'occupe des volets spécifiques liés aux besoins de la jeunesse parfois sans synergie, ✓ Forte demande sociale et multiples aspirations de la jeunesse ; ✓ Faible promotion des activités physiques et sportives ; ✓ Faible développement de la filière culturelle et artistique dans la région. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance dans la satisfaction des besoins en santé, éducation, sport, loisir, emploi, insertion socio-économique ; ✓ Insuffisances des infrastructures sportives ; ✓ Insuffisance des moyens matériels, financiers et humains ; ✓ Pesanteurs socioculturelles freinant la promotion du sport féminin ; ✓ Insuffisance des infrastructures culturelles et artistiques au niveau de la région ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible participation sociale à la vie culturelle régionale ; ✓ Perte progressive des valeurs culturelles régionales ; ✓ Faible professionnalisation des artistes au niveau de la région ; ✓ Développement de la piraterie dans la production artistique et culturelle ; ✓ Dégradation des sites culturels. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Satisfaire la demande sociale et les aspirations de la jeunesse, ✓ Améliorer les performances sportives de la région, ✓ Valoriser le patrimoine culturel de la région, ✓ Améliorer les conditions d'exercer des acteurs culturels
---	---	---	--	--

Source :Rapport SRAT Dosso, Cabinet Cetic Consult,octobre 2015

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

Tableau 17 : Atouts/potentialités et contraintes des aspects démographiques

Problématique	Potentialités/atouts	Contraintes
Démographie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un engagement politique fort qui se traduit par l'adoption de la DGPP, la formation des structures administratives à tous les niveaux (parlementaires, membres du gouvernement, les universitaires, les secrétaires généraux des mairies) ; ✓ Une forte implication de la société civile avec la signature et l'exécution de plusieurs contrats ; ✓ Une forte implication des leaders religieux avec l'élaboration des argumentaire islamique sur le premier mariage, la scolarisation des filles et l'alphabétisation des femmes, l'organisation des voyages d'études dans certains pays islamiques arabes, la formation des plusieurs ouléma au niveau de toutes les régions et la tenue de plusieurs caravanes de sensibilisations ; ✓ Un fort engagement des chefs coutumiers avec des sessions de formation dans toutes les régions ; ✓ La mise en place du Conseil National de la Population (CONAPO) et ses démembrements au niveau régional et départemental ; ✓ L'appui technique et financier des PTF comme la Banque Mondiale qui finance le Projet Démographique Multisectoriel (PRODEM), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et l'ACDI. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Non prise en compte des variables démographiques dans les plans de développement en général et dans les PDC en particulier ; ✓ La non fonctionnalité du Conseil Régional de la Population (COREPO) et des Conseils Départementaux de la Population (CODEPO) ✓ Insuffisance des ressources humaines, matérielles logistiques et financières allouées au secteur ; ✓ Très peu de PTF s'y intéressent
Education	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plusieurs villages de la région sont dotés d'établissements scolaires rapprochant ainsi les élèves de leurs parents ; ✓ Réduction du taux de déperdition scolaire ; ✓ Augmentation significative des effectifs des élèves ; ✓ Augmentation des infrastructures scolaires ; ✓ Augmentation des enseignants ; ✓ Amélioration de la qualité de l'enseignement à travers le 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible taux de couverture scolaire notamment du secondaire ; ✓ Persistance des disparités entre départements, entre zone urbaine et zone rurale et entre filles et garçons ; ✓ Insuffisance et précarité des infrastructures (prolifération des classes en paillotes) et des équipements ; ✓ Insuffisance des manuels scolaires et autres matériels didactiques ;

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

	<p>renforcement de capacité des enseignants ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence des centres d'enseignement technique et de la formation professionnelle ; ✓ Forte demande en formation professionnelle et technique ; ✓ Fort intérêt du secteur privé à la formation professionnelle et technique ✓ Disponibilité des structures décentralisées en alphabétisation et éducation non formelle ; ✓ Disponibilité des opérateurs privés en AENF ; ✓ Disponibilité de structures locales de développement organisées bénéficiaires des actions d'alphabétisation et d'éducation non formelle. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible qualité des enseignements et des apprentissages ; ✓ Faible performance du système (taux d'abandon et de redoublement assez élevés) ; ✓ Faible qualification des enseignants ; ✓ Forte contractualisation du personnel enseignant ; ✓ Faible quantité et qualité des équipements des laboratoires de physique, chimie et sciences de la vie et de la terre ; ✓ Inadéquation entre les contenus des matières enseignées et les besoins du marché de travail ; ✓ Faible déploiement du dispositif de formations professionnalisantes au profit du public hors flux scolaire (non scolarisés ou déscolarisés, personnes en situation de handicap, etc.) ; ✓ Insuffisance des capacités d'accueils des établissements publics de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ; ✓ Insuffisance de professeurs dans les disciplines d'enseignement général dans les CET; ✓ Faible qualification des opérateurs privés en matière de conception et de mise en œuvre de programme d'alphabétisation de qualité répondant à la demande des bénéficiaires ; ✓ Nature aléatoire du financement des campagnes d'alphabétisation ; ✓ Absence de certification des apprentissages dans le domaine de l'alphabétisation.
--	--	--

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

Santé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Personnel qualifié pour la prise en charge des cas ; ✓ Existence d'infrastructures (CS, CSI, HD, CSME, CHR) ; ✓ Existence des ambulances dans le district sanitaire pour faciliter les évacuations sanitaires ; ✓ Existence des centres CRENAM, CRENAS et CRENI ; ✓ Vaccination de routine. ✓ Existence des Partenaires ✓ Gratuité CPN ; enfants 0- 5ans, Césarienne, PF ; ✓ Campagnes de vaccination de masse. ✓ Existence des structures et des relais communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance de certaines catégories de personnel en nombre et en qualité ; ✓ Insuffisances du système d'approvisionnement en médicaments, consommables et réactifs ; ✓ Faible développement des services de santé de la reproduction ; ✓ Insuffisance des prestations de soins relatifs aux maladies transmissibles, non transmissibles émergentes et ré-émergentes ; ✓ Insuffisance et obsolescence des équipements ; ✓ Insuffisance de la participation communautaire ; ✓ Insuffisance dans l'approvisionnement en eau potable, l'hygiène et assainissement en milieu de soins ; ✓ Insuffisance d'IEC/CCC en matière de santé au niveau de la population ; ✓ Insuffisance dans la surveillance épidémiologique.
Promotion de la femme et du genre	<ul style="list-style-type: none"> ✓ dynamisme des femmes dans les filières agricoles, ✓ implication des femmes dans les activités de sensibilisation sur la santé de la reproduction, ✓ existence de la DRP/PF/PE, ✓ Prise en compte de l'aspect genre dans plusieurs programmes et projet en exécution dans la région, ✓ émergence et activisme des associations et ONG féminins, ✓ Existence de cadre juridique et politique favorable, ✓ engagement des autorités administratives et coutumières, ✓ expériences des femmes au sein des GF en termes d'épargne et de crédits, ✓ émergence du leadership féminin. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Taux d'analphabétisme élevé des femmes, ✓ Faible taux de scolarisation des filles, ✓ Insuffisance de formation professionnelle, ✓ Pauvreté des femmes surtout en milieu rural, ✓ Sous-équipement des femmes, ✓ Faible accès des femmes au crédit, ✓ Méconnaissance des droits et devoirs reconnus à la femme, ✓ Inexistence d'un cadre de concertation opérationnel inter acteurs, ✓ Pesanteurs socioculturelles, ✓ Faible accès à la propriété foncière, ✓ Faible représentativité des femmes dans les instances de prises

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

		de décisions.
Jeunesse, sport, loisirs et culture	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Importante de la jeunesse ; ✓ Existence d'un environnement scolaire favorable pour cultiver l'esprit du sport et sa pratique ; ✓ Existence des textes règlementaires ; ✓ Existence d'infrastructures de jeunesse et sport ; ✓ Existence d'organisations de jeunes ; ✓ Existence de structures d'encadrement des jeunes ; ✓ Existence de partenaires d'appui aux jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance dans la satisfaction des besoins en santé, éducation, sport, loisir, emploi, insertion socio-économique ; ✓ Perte progressive des valeurs culturelles régionales ; ✓ Insuffisances des infrastructures sportives ; ✓ Insuffisance des moyens matériels, financiers et humains ; ✓ Pesanteurs socioculturelles freinant la promotion du sport féminin ; ✓ Faible participation sociale à la vie culturelle régionale ; ✓ Insuffisance des infrastructures culturelles et artistiques au niveau de la région ; ✓ Faible professionnalisation des artistes au niveau de la région ; ✓ Développement de la piraterie dans la production artistique et culturelle ; ✓ Dégradation des sites culturels.

Source :Rapport SRAT Dosso, Cabinet Cetic Consult,octobre 2015

2.2.11. Problématiques majeurs, atouts/potentialités et contraintes

Tableau 18 : Problématiques majeurs, atouts/potentialités et contraintes

Commission Régionale d'Amenagement du Territoire (CRAT) de Dosso
 Prestataire: CETIC-CONSULT BP 11827-Niamey-Mail: ceticconsult3@gmail.com

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

Volet	Problématiques	Atouts/potentialités	Contraintes
Socioculturel	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Effritement des valeurs culturelles, ✓ Acculturation, ✓ Faible valorisation de nos valeurs positives 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Cohésion sociale, ✓ Existence des mécanismes de solidarité, ✓ Gestions coutumières des différents 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Influence négative des cultures extérieures
Démographie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Taux élevé d'accroissement de la population 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Importante population active ✓ Population jeune (forte %) ✓ Existence d'une politique nationale de la population ✓ Présence de plusieurs intervenants dans le domaine de l'éducation en matière de population 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible utilisation de méthodes modernes de contraception, ✓ Précocité des mariages chez les filles, ✓ Faible promotion de l'offre des services de PF
Education	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance quantitative et qualitative de l'offre éducative, d'apprentissage et de formation 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Forte proportion des enfants scolarisables (6 à 12 ans) ✓ Mise en œuvre de la nouvelle politique nationale de l'éducation 2013-2020 et du PSEF 2014-2024, ✓ Engouement de la population à scolariser leurs enfants ✓ Progrès des taux de scolarisation ✓ Forte participation des femmes dans les centres Alpha ✓ Présence des partenaires ✓ Existence des structures de participations communautaires ✓ Existence des centres de formation professionnelle et technique ✓ Emergence des centres privés 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Déséquilibre selon le milieu et genre, ✓ -Insuffisance et précarité des infrastructures (prolifération des classes en paillotes) et des équipements et des manuels scolaires et autres matériels didactiques, ✓ Faible qualité et performance des enseignements et des apprentissages ; ✓ Faible qualification des enseignants ; ✓ Forte contractualisation du personnel enseignant ; ✓ Inadéquation entre les contenus des matières enseignées et les besoins du marché de travail ; ✓ Faibles capacités d'accueil et déploiement du dispositif de formations professionnalisantes et techniques ; ✓ Faible qualification des opérateurs privés en matière de conception et de mise en œuvre de programme d'alphabétisation de qualité répondant à la demande des bénéficiaires ;

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

			<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nature aléatoire du financement des campagnes d'alphabétisation ; ✓ Absence de certification des apprentissages dans le domaine de l'alphabétisation.
Santé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fort taux de morbidité et mortalité maternelle et infantile 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Personnel qualifié pour la prise en charge des cas ; ✓ Existence d'infrastructures (CS, CSI, HD, CSME, CHR) ; ✓ Existence des ambulances dans le district sanitaire pour faciliter les évacuations sanitaires ; ✓ Existence des centres CRENAM, CRENAS et CRENI ; ✓ Vaccination de routine. ✓ Existence des Partenaires ✓ Gratuité CPN ; enfants 0- 5ans, Césarienne, PF ; ✓ Campagnes de vaccination de masse. ✓ Existence des structures et des relais communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible couverture sanitaire ; ✓ Eloignement des formations Sanitaires ; ✓ Insuffisance du personnel en nombre et en qualité, ✓ Insuffisance du système d'approvisionnement en médicaments, consommables et réactifs ; ✓ Faible développement des services de santé de la reproduction ; ✓ Insuffisances des prestations de soins relatifs aux maladies transmissibles et non transmissibles ; ✓ Insuffisance et obsolescence des équipements. ;
Promotion de la femme et du genre	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible participation de la femme à la prise de décision aussi bien dans la sphère familiale que communautaire ou économique. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Constitution du 25 novembre 2010, Existence de la loi sur le quota pour les postes électifs et de nomination, ✓ Existence de la politique nationale de genre, ✓ L'engagement des partenaires au développement, ✓ Le dynamisme et l'engagement de la société civile 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ hiérarchisation du statut social, ✓ pesanteurs socioculturelles, ✓ faibles capacités des structures chargées de la promotion de la femme et de la prise en compte de la dimension « genre »
Protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible prise en charge des besoins des groupes vulnérables et persistance des pratiques néfastes 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence de textes juridiques nationaux et internationaux ; ✓ Disponibilité des documents cadres et de politiques sectorielles ; ✓ Existence de structures (étatiques et associatives) et PTF de protection sociale 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible financement du secteur ; ✓ Insuffisance des capacités d'intervention des structures d'encadrement ; ✓ Violences faites aux femmes et aux enfants

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

<p>Jeunesse, sport, loisirs et culture</p>	<p>✓ Sous-développement des secteurs des sports, loisirs et culture</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Importante de la jeunesse ; ✓ Existence d'un environnement scolaire favorable pour cultiver l'esprit du sport et sa pratique ; ✓ Existence des textes règlementaires ; ✓ Existence d'infrastructures de jeunesse et sport ; ✓ Existence d'organisations de jeunes ; ✓ Existence de structures d'encadrement des jeunes ; ✓ L'effectivité de la décentralisation en cours; ✓ Existence des structures de formations professionnelles et techniques ; ✓ Présence des PTF intervenant dans la formation des jeunes ; ✓ Existence du conseil régional de la jeunesse, 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible satisfaction des besoins et aspirations de la jeunesse (santé, éducation, sport, loisir, emploi, insertion socio-économique) ; ✓ Faible participation sociale à la vie culturelle régionale ; ✓ Insuffisance des infrastructures culturelles et artistiques au niveau de la région ; ✓ Faible professionnalisation des artistes au niveau de la région ; ✓ Dégradation des sites culturels
--	---	--	---

Source :Rapport SRAT Dosso, Cabinet Cetic Consult,octobre 2015

2.2.12. Perspectives, Objectifs, Actions prioritaires et localisation

Tableau 19: Perspectives, Objectifs, Actions prioritaires et localisation

Volet	Perspectives/objectifs	Actions prioritaires
Socioculturel	Valoriser nos valeurs culturelles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faire l'inventaire de valeurs culturelles de la région, ✓ Elaborer des stratégies de leur intégration
Démographie	Maîtriser la croissance démographique en vue de faciliter l'adéquation entre la demande et l'offre sociale dans la région	<ul style="list-style-type: none"> ✓ scolarisation et le maintien de la jeune dans le système éducatif, ✓ Alphabétisation de la population, ✓ Utilisation accentuée des méthodes modernes de contraception ✓ Réduction progressive des mariages précoces chez les jeunes filles ✓ Promotion de l'accessibilité pour l'utilisation des services de SR en particulier en matière de PF,
Education	Améliorer les offres éducatives, d'apprentissages et de formations de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Stimuler la demande, ✓ Promouvoir la qualité des enseignements, ✓ Relever qualitativement et quantitativement l'offre de formation professionnelle et technique, ✓ Adapter les filières de la formation professionnelle et technique aux besoins de l'économie régionale et du marché de travail ✓ Développement du cycle de base I, ✓ Amélioration de la qualité des enseignements, des apprentissages et de la formation, ✓ Développement de la formation professionnelle, ✓ Développement de la formation et des différentes formes d'éducation non formelle
Santé	Améliorer l'offre de services de soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmenter l'accessibilité aux soins de Santé, ✓ Améliorer la qualité des soins et des prestations des services, ✓ Intensifier les activités de l'IEC/CCC,

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (SRAT) DE DOSSO 2015-2040

		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Stimuler la participation communautaire
Promotion de la femme et du genre	Faible participation de la femme à la prise de décision aussi bien dans la sphère familiale que communautaire ou économique.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ améliorer la scolarisation et l'alphabétisation des femmes, ✓ renforcer l'autonomisation des femmes, ✓ améliorer le taux des femmes aux postes électifs de proximité, ✓ faciliter l'accès des femmes aux ressources stratégiques de la région, ✓ promouvoir les droits des femmes,
Protection sociale	Faible prise en charge des besoins des groupes vulnérables et persistance des pratiques néfastes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Lutter contre les violences faites aux femmes et aux enfants ; ✓ Renforcer les capacités de prise en charge des structures de protection sociale ; ✓ Réduire les iniquités et inégalités de genre
Relations sociales	Relâchement des liens de solidarité et d'entre-aide	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Amplifier les actions du code rural pour l'atténuation des conflits, ✓ Promouvoir les mécanismes d'entre-aide et de solidarité
Jeunesse, sport, loisirs et culture	Sous-développement des secteurs des sports, loisirs et culture	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Satisfaire la demande sociale et les aspirations de la jeunesse, ✓ Améliorer les performances sportives de la région, ✓ Valoriser le patrimoine culturel de la région, ✓ Améliorer les conditions d'exercer des acteurs culturels

Source :Rapport SRAT Dosso, Cabinet Cetic Consult,octobre 2015

2.2.13. Les tendances lourdes du milieu humain et les perspectives de développement

2.2.13.1. Le contexte socioculturel

L'existence d'institutions modernes et traditionnelles bien structurées dans les huit (8) départements de la région de Dosso constitue levier important sur lequel il faudra s'appuyer pour engager le développement économique, social et culturel harmonieux et durable de l'espace de la région de Dosso. En effet, le fonctionnement des structures existantes fait ressortir une organisation qui prend en compte toutes les couches socioprofessionnelles dans le pouvoir décisionnel à travers les conseils municipaux et le conseil régional.

Aussi, la parfaite cohabitation entre les divers groupes sociaux, leurs pratiques religieuses (islam, christianisme, animisme), les ethnies et les langues parlées collaborent en parfaite harmonie et font de l'organisation sociale un modèle de cohésion dont les conflits sont rares voire inexistantes dans certaines parties de la région.

La région de Dosso, de par sa position géographique par rapport aux autres régions du pays et aux pays voisins, une l'une des régions charnières pour asseoir une politique de développement économique, social et culturel. Région carrefour, avec l'avènement du rail et du port sec, le poids de cette région dans la mise en œuvre des stratégies de développement dépasse les frontières nationales. Cependant, ce rôle de choix de la région de Dosso, semble atténuer par des pesanteurs d'origines nationales, sous régionales, internationales, nationales et régionales.

Au plan national, si la proximité avec Niamey est un atout, elle constitue inconvénient majeur du fait que cette région lui concurrence sur tous les plans. Au plan sous-région, si la proximité avec le Nigeria, le Bénin et le Burkina Faso est un atout important pour le développement commercial de la région de Dosso, il est aussi vrai que tout facteur négatif sur le plan politique, social et culturel dans ces pays pourrait exercer des pressions beaucoup plus négatives que positives pour l'économie de la région. Conjuguée aux effets néfastes du changement climatiques, ils constituent des facteurs qui peuvent mettre en mal l'élan socio-économique de la région.

Ces pesanteurs d'ordre économique-temporel font face au poids beaucoup plus lourd des réalités sociopolitiques et culturelles de la région qui sont :

- la richesse des activités culturelles, qui, à défaut de soutiens et d'investissements ont tendance à ne pas évoluer vers la modernité ;
- l'importance des ressources humaines du fait du taux élevé de l'accroissement démographique, et qui, au lieu d'apporter les réponses aux ménages pour le besoin en main d'œuvre, contraste avec le niveau de pauvreté rendant difficile l'épanouissement humain en milieu rural et urbain ;
- le taux élevé d'analphabétisme et le faible taux de scolarisation qui, conjugués aux pratiques traditionnelles néfastes et à la recherche du profit, se traduisent par l'émergence d'une mentalité rendant difficile la prise en compte des réalités pour le mieux-être des familles ;
- une migration des bras valides contribuant d'une part à accroître les revenus des familles mais avec pour conséquence le dépeuplement des localités rurales et un accroissement des villes.

2.2.13.2. Le contexte démographique

Les quelques divergences qui subsistent dans l'espace constituent aussi un élément fort sur lequel il faudra se pencher rapidement pour la pérennisation de cette symbiose sociale et d'asseoir l'approche la plus plausible pour mieux gérer les potentialités diverses de la région.

La famille constitue une unité sociale qui regroupe des individus issue d'une même lignée généalogique et ceux qui sont alliés. Chaque famille est constituée de ménages et à la tête de chaque ménage existe un chef qui exerce une autorité sur les autres membres.

En 1984, la Conférence Internationale sur la Population et le Développement s'est penché sur les interrelations entre la forte fécondité et les risques de santé pour la mère et l'enfant. Au Niger, de manière générale, depuis cette date, de nombreuses assises et des textes ont vu l'adoption de stratégies et autres politiques en matière de naissances et de la fécondité.

La famille donc, constitue un élément fort sur lequel il faudra compter pour l'ancrage du changement des mentalités de la population pour être plus réceptive aux différents programmes du développement de la population de la région.

2.2.13.3. Le contexte socio-économique

L'essentiel de la politique en matière de jeunesse, culture et sport émane des orientations nationales et relatives notamment à la promotion et à la revitalisation du patrimoine culturel traditionnel et à la valorisation des atouts culturels

La croissance accélérée de la population entraînera une très forte pression sur le milieu rural qui atteindra vite un seuil de saturation. Il s'en suivra alors une augmentation sensible du chômage et un accroissement de l'emploi informel dans les villes notamment.

Les résultats du RGP/H 2012 nous ont révélé que la région de Dosso une population de 2 037 713 habitants et un taux d'accroissement de 2,7%. Une projection tendancielle basée sur ce taux de croissance de 2,7% montre que la population de la région atteindra trois millions sept cent soixante mille six cent cinquante-trois (3 760 653) habitants en 2035. Dès lors, le défi démographique persiste malgré les programmes mis en place par le Gouvernement. Il est donc fondamental de parvenir à moyen terme à :

- infléchir le rythme de croissance démographique ;
- promouvoir la santé de la reproduction ;
- assurer un développement socio-économique plus équilibré pour une meilleure répartition de la population sur l'espace régional.

D'une manière générale, l'accès des populations de Dosso à des services sociaux de base de qualité pose toujours problème. Bien que diverses initiatives aient permis l'implantation d'infrastructures en la matière, les besoins prioritaires ne sont pas couverts. La région se caractérise par un accès insuffisant des populations à des services sociaux de base :

- l'éducation de masse a profondément altéré la qualité de l'enseignement même si le taux de scolarisation du primaire est élevé. En effet, tous les villages veulent avoir leur propre école sans tenir compte des autres paramètres (enseignants, infrastructures, équipements, etc.) ;
- les pesanteurs sociétales entraînent une forte déperdition scolaire des filles au niveau du second cycle. La préparation du trousseau du mariage, les mariages et grossesses précoces incitent les filles à interrompre leur scolarité. Ces facteurs impactent négativement sur le TBS global du secondaire au niveau de la région ;

- l'encadrement médical est encore moyen. Cette situation découle de l'insuffisance de personnel qualifié par rapport aux normes en vigueur.

Le principal défi que la région de Dosso devra est d'améliorer le niveau d'accès des populations aux services sociaux de base et garantir une répartition équitable dans un contexte de croissance démographique importante à travers :

- l'intensification de l'équipement socio-collectif de base, dans l'optique de corriger les déséquilibres entre le rythme de croissance démographique et celui des taux de couverture en services sociaux de base ;
- l'influence des politiques à travers des plaidoyers et des actions, ayant pour principal objet la prise en compte de la dimension sociale comme le soubassement des attitudes et comportements des populations vis-à-vis des grands enjeux de développement, et qui est fortement dépendante du substrat culturel.

2.3. Activités Economiques

L'économie régionale est constituée de l'ensemble des activités économiques qui se déploient dans l'espace régional. La mise en œuvre de ces activités économiques nécessite la mobilisation des ressources pour obtenir des produits destinés à la consommation et/ou à la vente sur les marchés.

L'économie de la région de Dosso a été diagnostiquée à travers plusieurs secteurs : les mines, l'énergie, l'industrie, l'artisanat, le tourisme, le commerce, le secteur de la communication, le secteur bancaire (banques et institutions de micro finances).

L'analyse diagnostique menée a mis en exergue le fonctionnement interne du système régional et ses relations avec son environnement extérieur.

2.3.1 Agriculture

Les villages agricoles sont au nombre 1722 en 2014 dont Boboye 273, Falmey 67, Dosso département 396, Dosso commune 35, Dogondoutchi 234, Tibiri 267, Gaya 158, Dioundiou 139 et Loga 156.

Les superficies cultivables sont de 2.272.366 ha¹⁰ dont Boboye et Falmey 447.300 ha, Dosso département 537.430 ha, Dogondoutchi et Tibiri 670.156 ha, Gaya et Dioundiou 290.780 ha et Loga 295.300 ha.

Les superficies cultivées sont de 2.454.633 ha en 2014 dont Boboye 461.882 ha Falmey 135.538 ha, Dosso département 568.517 ha, Dosso commune 16.369 ha, Dogondoutchi 431.142 ha, Tibiri 157.591 ha, Gaya 218 7236 ha, Dioundiou 98.433 ha et Loga 366.924 ha.

Cet assolement a été identifié lors du dernier de RGA/C 2005-2007 comme l'indique la carte ci-dessous.

Carte 22 : Assolement des cultures dans la région de Dosso

¹⁰ RGA/C 2005-2007



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

On constate que les superficies cultivées en 2014 sont supérieures aux superficies cultivables. Ceci traduit les efforts du paysan dans la recherche de l'autosuffisance alimentaire en récupérant par tous les moyens les terres incultes. Il est important de remarquer le manque de terre de jachère.

Le RGAC 2005-2007 fait ressortir que la région de Dosso a le plus grand nombre d'organisations paysannes (OP) tous types confondus (6990 dont 6866 OP, 114 unions et 10 fédérations) avant Tillabéri avec 5441 soit respectivement 24 et 18% de l'effectif national. Au sein de la région les départements de Dogondoutchi + Tibiri, de Dosso et Boboye+ Falmey comptent le plus grand nombre d'OP avec respectivement 2057, 1945 et 1142. Enfin Loga a 867 et Gaya+Dioundiou 855.

On constate au vu des chiffres dans la base de données et de la carte du diagnostic que la jachère est pratiquement nulle dans la région par rapport aux cultures pures et aux cultures en association. Ainsi le paysan cultive toujours la même terre parfois sans un bon amendement ; ce qui entraîne le chute de rendement des différentes cultures. Ceci est surtout crucial dans le département de Loga alors que Dogon Douthi et Tibiri ont la plus grande disponibilité.

Les différents systèmes agraires qu'on rencontre dans la région de Dosso sont les suivants :

a) Les systèmes de la zone d'agriculture pluviale

Il se subdivise en 2 systèmes : le système dunaire et le système des plateaux de l'ouest.

□ **Le système dunaire** localisé dans les parties nord de la Région, c'est-à-dire dans le département de Loga et le nord du département de Dogondoutchi. Avec une pluviométrie annuelle d'environ à 400 mm c'est surtout un système agro-pastoral de type extensif où la monoculture du mil est encore prépondérante avec des rendements faibles. La production céréalière est en général inférieure aux besoins des familles. La croissance démographique induit une réduction très rapide des jachères. En conséquence, les terres de culture s'appauvrissent. L'ensemble du système agricole est fragilisé : les terres sont sensibles à l'érosion éolienne, les mares et les cuvettes tendent à s'ensabler. Ce système peut évoluer vers une meilleure gestion de la fertilité, à travers une intensification-diversification du système de culture associant beaucoup plus les légumineuses (niébé), le développement d'un élevage plus important et l'agroforesterie.

□ **Le système des plateaux de l'ouest** qui est le système agro-sylvo-pastoral de la majeure partie de la région de Dosso. Il s'agit d'un système agropastoral où l'exploitation des espèces ligneuses est plus développée qu'ailleurs : rôniers et palmiers doum dans les bas-fonds ou les dallols, bois de chauffe à partir des formations végétales des plateaux. Les bas-fonds sont de plus en plus utilisés pour des cultures maraîchères. Ce système se pratique dans un ensemble géographique qui abrite une population qui s'est sédentarisée et qui associe l'agriculture à l'élevage depuis plusieurs générations. Un autre atout à prendre en compte est le début d'une gestion plus raisonnée par les communautés rurales des formations ligneuses et de certaines forêts classées par la mise en place de plusieurs marchés ruraux de bois. La contrainte majeure réside dans la question foncière avec la croissance démographique qui accentue la pression sur les terres. A terme, une intensification du système sera obligatoire tant au niveau des cultures (intrants notamment) que de l'élevage (stockage du fourrage et fermes d'élevage).

b) Les systèmes d'agriculture irriguée qui se subdivise aussi en 2 systèmes : le système des vallées et le système des aménagements hydro-agricoles.

□ **Le système des vallées** est un système de production agricole semi intensif basé sur la petite irrigation de saison sèche. Il est présent en plusieurs points du territoire de la région et on distingue les systèmes des vallées fossiles (dallols) et le système de la zone non aménagée du fleuve. Les atouts de ces systèmes sont :

- une bonne intensification avec au moins deux campagnes par an sur une même parcelle ;
- une forte diversification de la production : cultures maraîchères et plus rarement céréales (blé, maïs), tubercules (manioc, pomme de terre, patate douce) et fruits ;
- une bonne maîtrise de la technologie avec la diffusion des moyens d'exhaure motorisés ;
- un apport de revenus parfois très importants pour les exploitants ;
- un rendement appréciable.

La contrainte majeure de ce système réside dans l'irrégularité du régime des eaux qui réduit le nombre de cycles de culture. En outre, le problème de la conservation des produits périssables reste important, notamment pour certains produits périssables comme la tomate. Enfin ce système est très productif mais nécessite une certaine maîtrise de l'eau.

□ **Le système des aménagements hydro-agricoles**

Les aménagements hydro-agricoles ont été réalisés principalement dans les départements de Gaya qui est traversés par la vallée du fleuve Niger. Le système de production qui y est pratiqué est intensif avec maîtrise totale de l'eau et est axé sur la production rizicole. Ces aménagements sont de type cuvette (Tara, Yélou, Koutoumbou, Gaya amont, Boumba, Sakongui, N'goungou, Gatawani Dolé, Kizamou, Légéré, Dioundiou, Angoual Madé et Sormo) sauf la coopérative fruitière de Gaya qui est de type terrassement. Soit Quatorze aménagements totalisant une superficie aménagée de 7975,45 ha dont 462,42 ha exploités soit 6% de taux de mise en exploitation des AHA. C'est peut-être ce faible taux qui justifie la faible réalisation de l'aménagement malgré l'importante superficie irrigable le long du fleuve. De plus ces aménagements nécessitent des réhabilitations. L'installation d'une antenne ONAHA (Office des Aménagements Hydro- Agricole) qui vient d'avoir lieu se justifie pour la prise en charge du potentiel existant et augmenter les productions horticoles et fourragères.

L'atout principal des terres aménagées se trouve dans le potentiel d'intensification, de sécurisation des productions et de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Cependant, les difficultés de recouvrement des redevances handicapent l'entretien de l'outil de production qui se détériore d'année en année. Une autre difficulté est l'écoulement des produits dans certains cas.

Les autres cultures hormis le riz sur les aménagements sont :

- ✓ la production fruitière de 2011, résumée dans le tableau 103 du diagnostic montrant que la production des mangues est la plus importante avec 58123 tonnes (surtout à Gaya et Dosso),
- ✓ les agrumes (30035 tonnes surtout à Gaya avec 10937 tonnes),
- ✓ et les goyaves (1 861 tonnes) et les bananes (1 045 tonnes).

Les composantes de l'horticulture nigérienne (maraichage en décrue, maraichage hors zone de décrue, arboriculture fruitière et floriculture), dépendent en général des conditions agropédoclimatiques et de l'environnement socio-économiques dans lesquels se trouvent les sites de production.

Ainsi le RGAC 2005-2007 indique que la proportion la plus importante de sites horticoles se trouve à Tillabéri avec un peu plus de 25% de l'ensemble des sites dénombrés (5314) suivie de la région de Dosso avec 22,5% des sites.

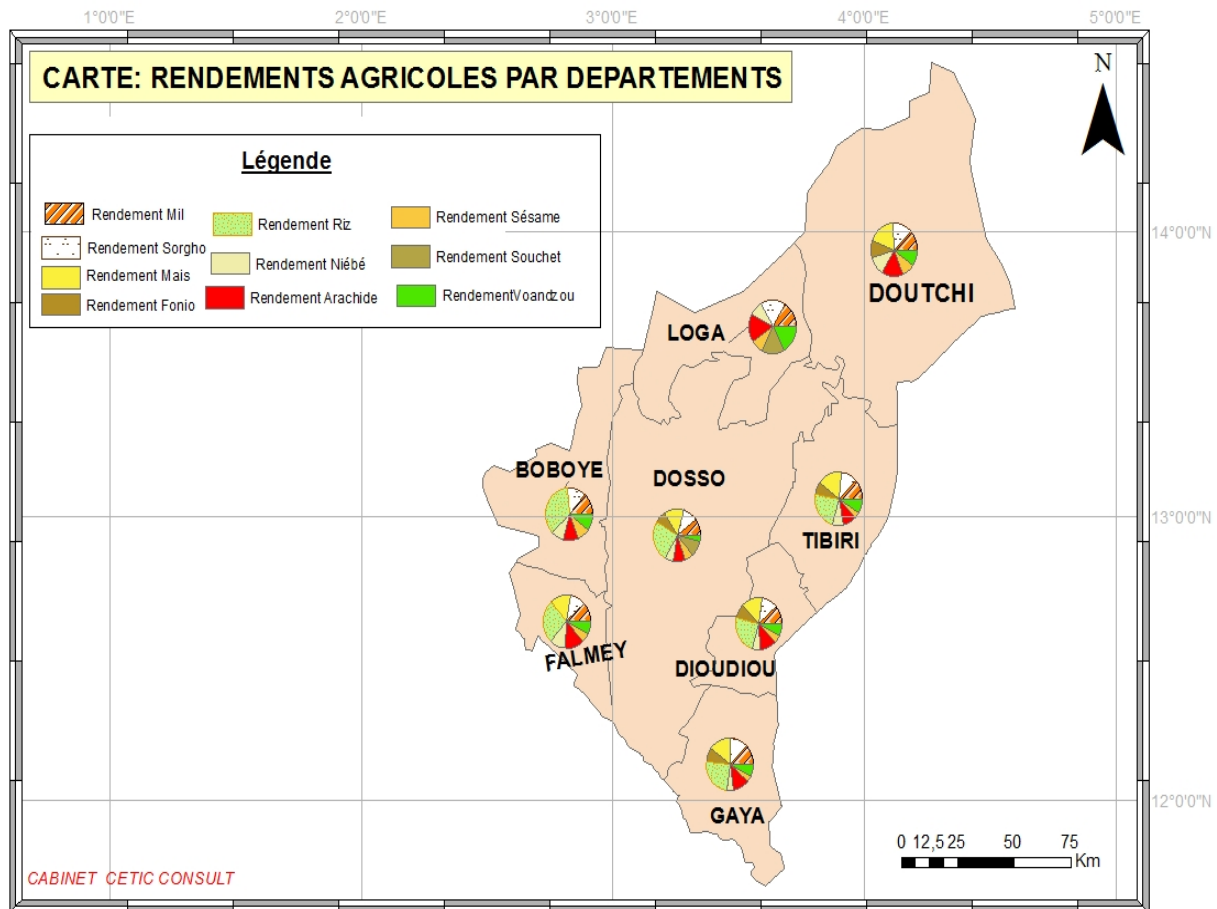
Toujours selon le RGAC 2005-2007 les types de sites sont : les sites aménagés 17,7% et les sites traditionnels 82,3%. Selon le type de gestion on distingue les sites collectifs (20,5%) et les sites privés (79,5%).

La répartition des systèmes d'irrigation des exploitations horticoles dans la région de Dosso est : le manuel avec 20% de l'ensemble des exploitations du Niger ; le gravitaire soit 6% des exploitations du Niger ; l'aspersion 3% et le goutte à goutte 3%. Les cultures irriguées dans la région de Dosso ont connu un essor important ces trois dernières années comme l'indique le tableau 115 sur l'évolution des cultures irriguées dans le diagnostic.

Le tableau 104 du diagnostic sur les superficies cultivées en 2014, fait ressortir que le mil est la spéculaculture la plus pratiquée avec 1 268 529 hectares, suivi du niébé 962 247 hectares et du sorgho 147 627 hectares. L'arachide occupe la quatrième place avec 81.915 ha et le voandzou (surtout cultivé à Dogondoutchi) occupe la cinquième place (46.545 ha). Le fonio, le riz le sésame le souchet ferment la marche avec respectivement 10304 ha, 7986 ha, 2414 ha et 54 ha.

La carte ci-dessous donne les différents rendements des cultures en 2014 selon les départements dans la région de Dosso.

Carte 23 : Rendements des différentes cultures dans la région de Dosso selon les spéculations et les départements



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

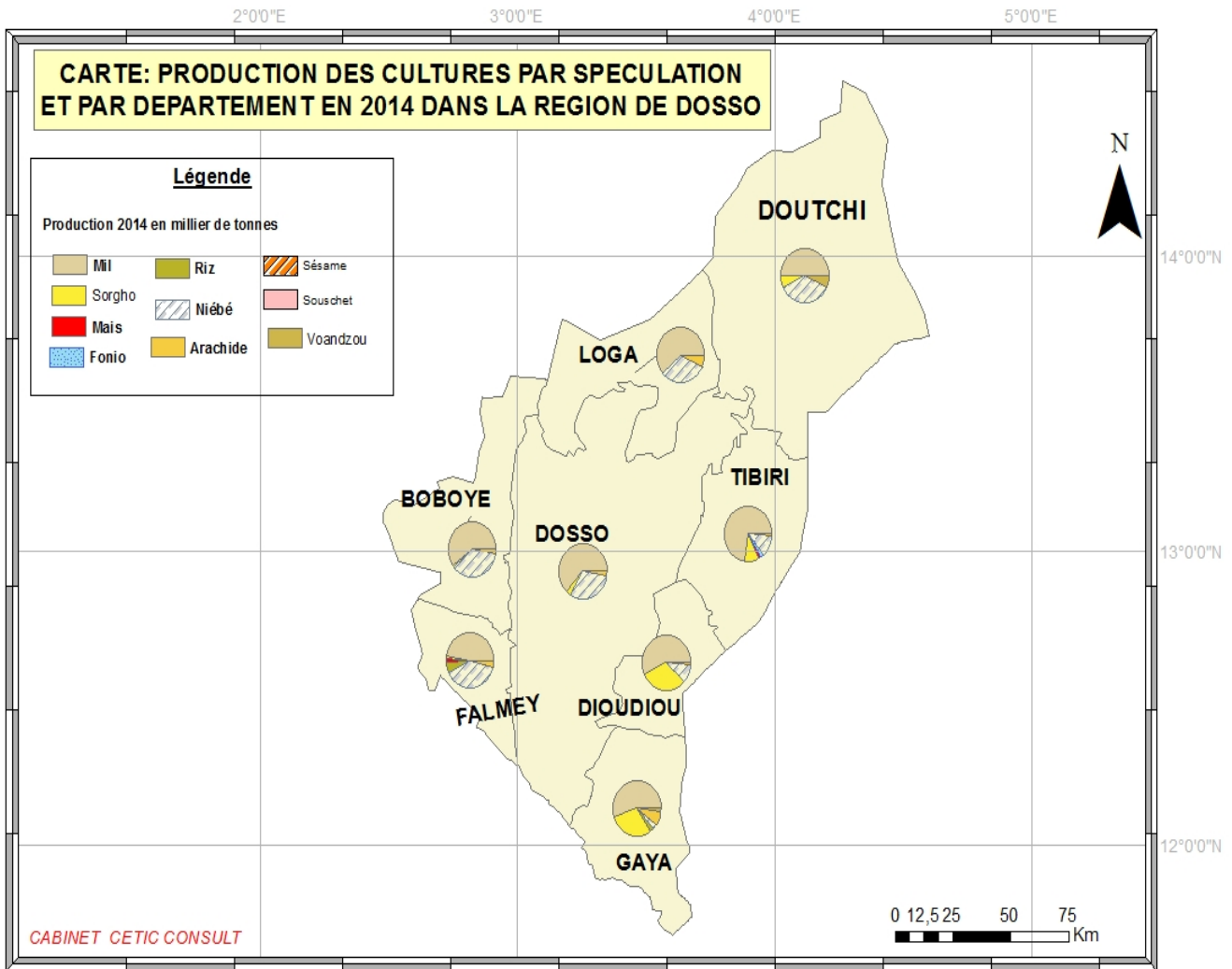
Les rendements des cultures en 2014 les plus élevés selon le tableau et la carte du bilan-diagnostic sont :

- Pour le mil de 743, 681 et 642 kg/ha respectivement à Gaya, à Dioundiou et à Tibiri ;
- Pour le sorgho : 758, 651, 641 et 614 kg/ha respectivement à Gaya, à Dioundou, Doutchi et à Tibiri;
- Pour le niébé le meilleur rendement est à Falmey (567 kg/ha) et à Doutchi (550 Kg/ha) ;
- Pour l'arachide : 686, 680, 672 et 671 kg/ha respectivement à Gaya, Doudou, Doutchi et Falmey.

Ceci confirme l'aptitude agricole (hydrique et pédologique) du département de Gaya.

Le tableau du bilan diagnostique représente les différentes productions des cultures dans la région de Dosso en 2014. Les trois premières productions de la région sont : le mil (733.414 tonnes), le niébé (350.343 tonnes) et le sorgho (99.032 tonnes). Puis viennent l'arachide avec 42439 tonnes, le voandzou avec 11337 tonnes, le maïs 4799 tonnes, le fonio 4552 tonnes, le sésame 877 tonnes et le souchet 25 tonnes.

Carte 24 : Production des cultures de la région de Dosso par spéculation et par départements en 2014



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

La situation phytosanitaire est un facteur très dynamique aussi bien qu'à l'échelle de la région que du pays. En effet les attaques parasitaires sur les cultures s'observent à des degrés différents selon les années et les zones. Autrement dit chaque campagne agricole présente une physionomie différente de celles des autres. Les principales attaques d'ennemis des cultures rencontrées concernent les insectes floricoles dans tous les départements ; les sautereaux dans la partie nord (Loga et Dogondoutchi) ; les oiseaux granivores dans la partie Est (Tibiri). La chenille mineuse de l'épi du mil est aussi un des ennemis fréquemment rencontrés dans la région. Les départements de Falmey, Boboye, Dosso, Loga et Dogondoutchi sont les plus touchés selon les années.

Les opérations de lutte (chimique et ou biologique) pour réduire les effets néfastes des attaques de ces ravageurs sont fonction des crédits alloués. On remarque une évolution non linéaire des superficies infestées et traitées au cours de la période 2009-2013. Ainsi sur les cinq ans seulement 16% des superficies infestées ont été traitées.

Le bilan céréalier se base sur la population des différents départements et le total des productions de l'année des différentes céréales (mil, sorgho, riz et fonio). En cette campagne

2012- 2013 le bilan est globalement excédentaire avec seulement deux départements déficitaires : Dosso Commune urbaine qui est naturellement déficitaire et Tibiri dont les terres sont de plus en plus lessivées.

Malgré les bonnes récoltes les nombres de villages et les effectifs de la population déficitaire restent élevés à chaque campagne. Les principales causes de la sous production dans la région sont : le retard dans les semis, les vents violents, la sécheresse, les pluies Irrégulières, les attaques insectes parasites; les sols pauvres et les inondations. Heureusement que les cultures de saison sèche de plus en plus importantes viennent combler un temps soit peu ce déficit. C'est pour cette raison que la notion de bilan alimentaire est introduite ces dernières années. Il permet de convertir en équivalent céréalière toutes les productions aux quelles on ajoute le stock et l'importation.

Le dispositif de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires dans la région se caractérise par :

- L'installation au niveau région, départemental et communal des comités de suivi de la situation et d'exécution des programmes d'atténuation ;
- la présence de stocks de sécurité alimentaire au niveau de l'OPVN, au niveau des BC (Banques Céréalière) au niveau des banques communautaires (555) qui sont en constante évolution et aussi des stocks privés.

Il faut saluer l'existence de ce dispositif qui permet une accessibilité aux céréales par les populations bénéficiaires sur un double plan:

- accessibilité financière : les céréales sont vendues à des prix modérés pendant la période de soudure ;
- accessibilité physique : les céréales sont disponibles localement évitant aux populations de grandes distances pour l'achat.

Les contraintes au niveau de ce dispositif sont liées à :

- l'insuffisance de formation des comités de gestion des banques céréalières ;
- les malversations impunies de certains responsables des banques;
- l'insuffisance ou l'absence d'un système de suivi adéquat des BC par le service compétant ;
- la mauvaise qualité de certains magasins de stockage.

L'offre et la demande des produits agrosylvopastoraux se font au niveau des foires hebdomadaires rarement journalières. Sur un total de 145 marchés de la région les départements de Boboye, Tibiri et Dosso totalisent 69% des marchés avec respectivement 29, 27, 24 et 22 marchés. Constatons que les départements de Falmey et Gaya qui sont les grands producteurs ont le plus petit nombre de marchés avec respectivement 5 et 12 marchés.

Les prix moyens au niveau des marchés Système d'Information sur les Marchés Céréalières (SIM/C) font ressortir les constats suivants :

- pour le mil les prix les plus élevés sont de 301 à Dosso commune, 295 à Boboye et 288 FCFA le kg à Dogondoutchi, les prix les plus bas sont 198 à Gaya et 210 à Doudou ;
- pour le sorgho les prix les plus élevés sont de 270 FCFA et 267 respectivement à Boboye et à Dogondoutchi ; les plus bas sont de 215 à Falmey, 220 à Gaya et à Doudou ;
- pour le maïs les prix les plus élevés sont de 600 FCFA le kg à Gaya et 500 à Doudou ; les plus bas 277 et 290 respectivement à Loga et à Boboye.

En général les superficies cultivées vont en augmentant de 2007 à 2011 avant de chuter les trois dernières années. Cela semble être lié à la différence des sources¹¹. De plus les superficies les plus importantes sont celles du mil suivies de celles de niébé et enfin celles du sorgho qui sont les trois principales cultures.

La tendance évolutive de ces rendements est en dents de scie alors que toutes les littératures s'accordent à dire qu'ils sont en baisses.

La production agricole dunaire de 2007 à 2011 évolue en dents de scie. De 2010 à 2012 la production en irriguée évolue positive au niveau de la production du laitue (59,75%), du chou (1945%), de la tomate (2,21%), de la pomme de terre (49,24%) et du manioc (169,93%). Les mêmes tendances sont observées entre 2010 et 2012 concernant le chou (6,69%), la tomate (24,17%), l'oignon (130,73%), la pomme de terre (89,05%), le manioc (17,05%) et la patate douce (388,65%). De même une baisse de production est observée dans le tableau chez le riz (100%), l'oignon (6241%), la canne à sucre (100%), le niébé (64,10%).

Enfin au plan régional un enregistre une évolution de la production sous irrigation négative entre 2011 et 2012 (33,74) et positive entre 2010 et 2012 (71,24%).

Il est réconfortant de constater que les bilans céréaliers de 2004 à 2013 sont tous positifs même si la tendance est à la diminution d'année en année. On constate que d'année en année les banques cérésières augmente mais elles sont encore loin de satisfaire la population.

Les deux tableaux 118 et 119 du bilan diagnostic donnent respectivement l'évolution des cultures du voandzou et du fonio (deux spéculations spécifiques de la région de Dosso) en 2001, 2002, 2003 et 2014. On constate une augmentation nette de ces deux cultures en 2014 par rapport aux autres années à cause de la bonne organisation de sa commercialisation pour l'exportation. Elles peuvent servir de levier pour relancer la production dans la région.

Les atouts, les faiblesses, les opportunités et les menaces sont résumés dans le tableau ci-dessous.

¹¹ INS de 2007 à 2011 et DRA de 2012 à 2014

Tableau 20 : Forces, faiblesses, opportunités et menaces en matière de développement agricole dans la région

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un important Potentiel irrigable de 63700 ha sur le fleuve Niger, dans les 3 dallols et au niveau de 212 mares ; ✓ La profondeur de la nappe phréatique est faible (0 à 4 mètres) en certains endroits de la région (dallols Bosso, Fogha et Maouri); ✓ La pluviométrie généralement satisfaisante ✓ Les récoltes des céréales généralement excédentaires ✓ Le financement des activités agricoles est assuré par les IMF, les banques, l'Etat et les producteurs eux-mêmes ✓ Existence de la CRA depuis 2004 totalisant 7276 OP membres dans le domaine agro-sylvo-pastoral; ✓ Main d'œuvre agricole importante et majoritairement jeune ; ✓ Existence d'un centre de multiplication des semences, du CFJA de Bellandé, de 4 CPR et des entreprises de production de semences; ✓ Existence de 2 centres de recherche (Bengou, Kalla-Paté); ✓ Existence d'un atelier de fabrication des matériels agricoles (CDARMA) et des artisans réparateurs dans divers domaines connexes à l'Agriculture. ✓ Existence de centres de transformation des produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ratio d'encadrement est faible ; ✓ Faible de rendement des cultures ✓ Faible dynamisme des organisations paysannes; ✓ la dégradation de la terre, principal facteur de production rurale. ✓ Dégradation des routes pour l'évacuation de la production ; ✓ Résurgence des conflits agriculteurs-agriculteurs et agriculteurs-éleveurs);
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Conjoncture économique nationale favorable à l'investissement dans le sous-secteur de l'Agriculture ; ✓ Position géographique favorable pour la production (pluviométrie, humidité, température) et la commercialisation des produits agricoles (proximité Niamey, Bénin et le Nigeria, Infrastructures); ✓ La présence du port sec et du chemin de fer 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Perméabilité des frontières favorisant la fraude; ✓ Pauvreté de la population; ✓ Taux de croissance démographique élevé

Source :Rapport SRAT Dosso, Cabinet Cetic Consult,octobre 2015

Les tendances d'évolution des systèmes de production agricoles

Les productions céréalières ont évolué en dents de scie on constate une tendance à la hausse de ces production céréalières à partir de 1998, une telle évolution en dents de scie peut être attribué aux aléas climatique non maîtrisés :

- Les superficies consacrées aux céréales varient en dents de scie et ont tendance à la baisse aux profits d'autres spéculations tel le fonio et le voandzou qui ont un avantage comparatif dans la région, et ce, en fonction des prix et de l'existence de débouché ;
- Les superficies importantes de sols dégradés ont été réhabilitées par les aménagements sous forme de CES qui s'installe dans les habitudes des populations de la Région ;

- Des cultures de spéculation comme le sésame, le niébé, l'arachide et le fonio s'installent et se développent dans la Région ;
- Une culture de canne à sucre est constatée dans la partie centrale du Dallol Maouri ;
- Les exploitants agricoles investissent de plus en plus dans l'élevage qui connaît une transition vers une gestion semi intensive, cette tendance consacre une plus grande intégration de l'agriculture et de l'élevage avec des effets bénéfiques réciproques ;
- L'activité d'embouche s'installe chez les agriculteurs surtout chez les femmes et est considéré comme une source appréciable de revenu
- La filière niébé se met en place dans la Région, les superficies qui y sont consacrées progressent, les techniques de production et conservation s'améliorent.
- Le maraîchage s'installe comme une activité substantielle de la Région grâce à l'existence des ressources en eau; les légumes et fruits procurent des emplois et des revenus à un nombre de plus élevé dans la Région.
- Les cultures vivrières (riz, maïs, sorgho) produites à partir de la petite irrigation contribuent à atténuer les crises vivrières du pays.

2.3.2. Elevage

L'élevage et l'agriculture constituent les deux principales activités économiques en milieu rural dossolais. L'élevage est la deuxième activité de la population de la région de Dosso. Selon le Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel (RGA/C, 2005), dans la région de Dosso, 21 090 ménages pratiquent l'élevage pur et 73 929 ménages le pratiquent en association avec l'agriculture. En 2013, la charge en bétail de la région est estimée à 1 293 990 UBT composées essentiellement de bovins, d'ovins, de caprins, des camélins, d'asins et d'équins. Cependant, le mode de gestion des animaux demeure encore traditionnel bien que les politiques des différents régimes aient toujours prôné la modernisation du système.

Au niveau des collectivités, la contribution de l'élevage dans les différents budgets occupe une place importante. Cette contribution provient des patentes, des taxes de présentation, des taxes d'identification et des taxes d'abattage. A l'inverse la participation des collectivités au développement de ce secteur est quasiment nulle comme nous le verrons par la suite.

En plus de son aspect mode de vie, l'élevage est surtout une activité économique compte tenu de la place qu'il occupe dans la vie des ménages des populations de la région. Il constitue de ce fait une source de revenus pour beaucoup de ménages ruraux par la vente des animaux sur pied ou des sous-produits comme le lait, la viande, les œufs, le beurre, le fromage, les cuirs et peaux etc. Dans la plus part des cas cette activité est pratiquée pour la satisfaction des besoins socio-religieux, la génération de bénéfice et la sécurisation contre d'éventuelles crises telles que la famine. S'agissant du contexte de la sécurisation, l'élevage est perçu comme une sorte d'épargne vivante à laquelle on peut toujours faire recours dans le cas des situations difficiles et surtout un moyen d'autonomie financière pour les femmes vis-à-vis de leur conjoint.

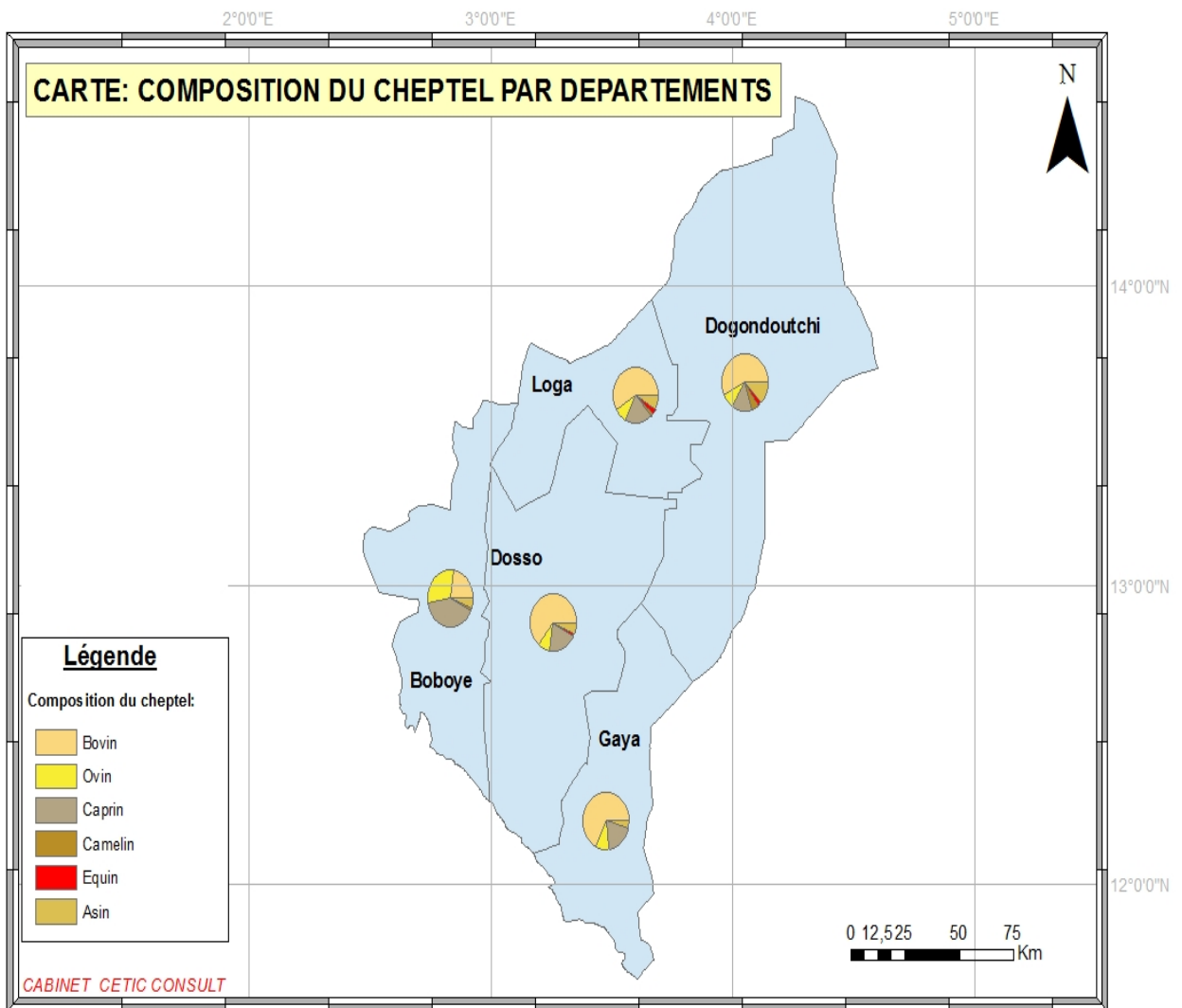
La viande, le lait et leurs dérivés participent beaucoup dans l'amélioration de l'équilibre nutritionnel par la fourniture de diverses protéines nobles (animales), des sels minéraux et des

vitamines essentielles. Certaines espèces telles que les bovins, les asins, les équins et les camelins fournissent leur force dans le transport, l'exhaure et les labours.

En 2013 l'effectif global est de 1.293.884 UBT constitué de bovin (61%), caprin (17%), ovin (9%), asin (8%), camelin (3%) et équin (2%). La participation par département est 35,52% pour Douchi+ Tibiri, 22% pour Dosso département et commune, 18,38% pour Gaya+ Doudou, 14,24% pour Boboye+Falmey et 9,36% pour Loga.

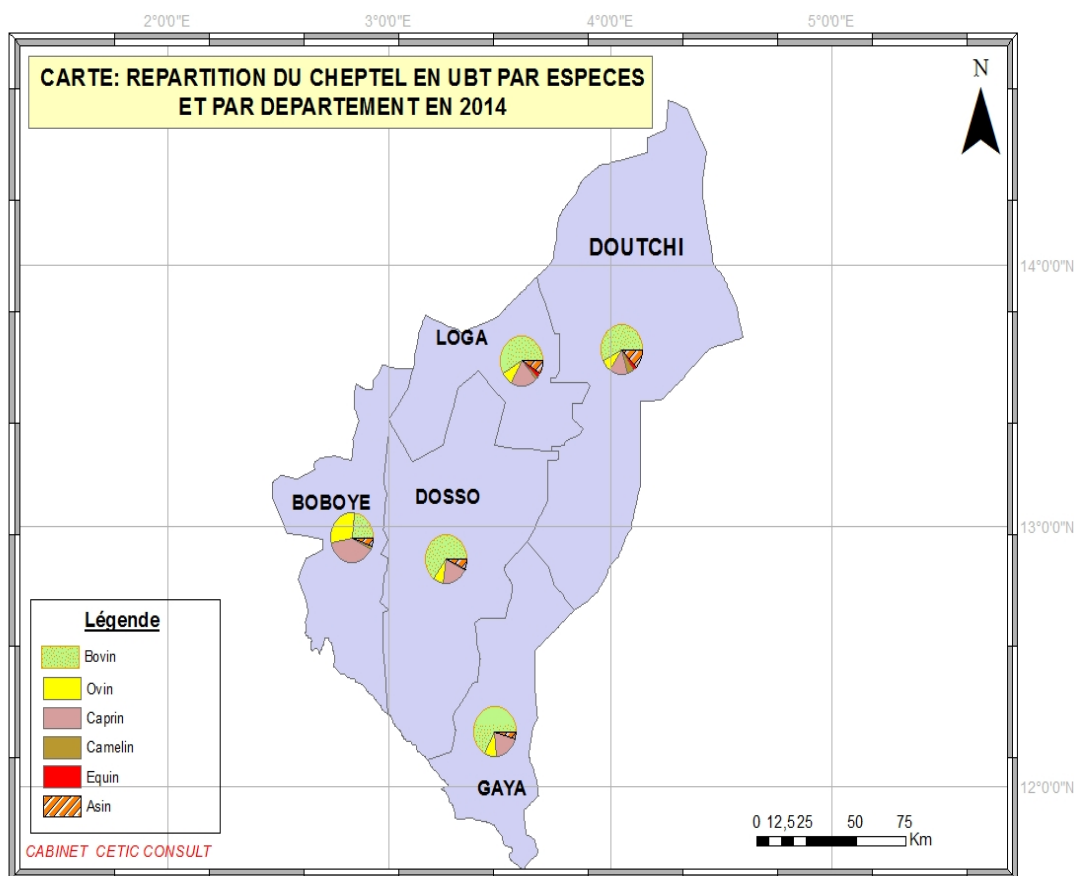
Ces effectifs sont représentés dans les deux cartes ci-dessous :

Carte 25 : Effectif du bétail dans la région de Dosso au niveau des anciens départements (nombre de têtes).



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Carte 26 : Effectif du bétail dans la région de Dosso au niveau des anciens départements (nombre d'UBT).



Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

Le tableau ci-dessous fait le point du taux de croît du cheptel au Niger et le taux de vente (selon le RGAC 2005-2007 et le taux de conversion des animaux en UBT (selon l'IEMVT.

Tableau 21 : Taux de croît et taux de vente des animaux (RGAC 2005-2007) et le taux de conversion en UBT

Espèces	Croît annuel avant RGAC (%)	Croît annuel RGAC (%)	Taux vente (%)	Taux conversion en UBT ¹²
Bovin	2	6	10	0,8
Ovin	3	3,5	20	0,15
Caprin	2,5	4	16	0,15
Camelin	1,5	1,3	7	1
Equin	1	1	4	1
Asin	2	2	12	0,5

Source : RGAC 2005-2007 et IEMVT

La taille moyenne des troupeaux, leurs minima et leurs maxima en la zone agropastorale est rappelés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 22 : Taille moyenne des troupeaux, minima et maxima dans la zone agropastorale du Niger

Source : Rapport SRAT Dosso, Cabinet Cetic Consult, octobre 2015

¹² Institut d'élevage et de médecine vétérinaire tropicale (IEMVT)

Espèces	Moyenne	Minimum	Maximum
Bovin	21,45	10	55
Caprin	26,64	14	82
Ovin	23,61	15	72
Camelin	35,03	16	79

Source : RGA/C 2005-2007

On distingue deux (2) systèmes d'élevage dans la région de Dosso : l'élevage sédentaire et l'élevage transhumant dont les effectifs et le pourcentage est récapitulé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 23 : Effectif du cheptel de Dosso par zone écologique et leur participation à l'effectif total

Aires considérées	Sédentaire		Transhumant		Effectif total
	Têtes	%	Têtes	%	
Bovin	459 027	65	245 108	35	704 135
Ovin	360 288	55	299 881	45	660 169
Caprin	681 993	81	158 052	19	840 045
Camelin	18 325	66	9 504	34	27 829
Equin	10 644	92	955	8	11 599
Asin	99 977	80	24 431	20	124 408

Source : RGA/C 2005-2007

Le système sédentaire est le domaine de l'élevage intensif et semi intensif qui se pratiquent dans les villages ou à proximité des gros centres, destinés surtout à la satisfaction des besoins urbains en produits animaux. Il est souvent associé à l'agriculture. Dogondoutchi a l'effectif sédentaire le plus important de la région avec 311 004 UBT soit 36% de l'effectif, ensuite vient Gaya + Doudou avec 156 902 UBT (18%), Dosso avec 149 105 UBT (17%), Boboye + Falmey avec 122610 UBT (14%) et Loga avec 83142 UBT 10% de l'effectif de la région.

L'élevage transhumant nécessite de grands parcours. Les mouvements des animaux sont liés à la disponibilité de l'eau et des pâturages. En début de saison des pluies une grande partie des animaux de la région part en transhumance au Bénin, au Nigeria et vers les départements de Filingué, Ouallam et la région de Tahoua. Ainsi au fur et à mesure de l'installation de la saison des pluies les animaux libèrent les champs.

A la récolte les animaux reviennent dans la région et exploitent les aires de forêts classées et ou protégées du centre et du Sud ainsi que les tiges dans les champs. Ces mouvements deviennent de plus en plus limités. Ils se font à travers 172 couloirs de passage parfois obstrués. Un assèchement précoce des mares en année de sécheresse peut perturber ces mouvements réguliers du fait du faible maillage en points d'eau au Nord.

L'effectif du troupeau transhumant comprend les départements de Dogondoutchi+ Tibiri et de Dosso avec respectivement 148 607 UBT soit 35% de l'ensemble et 95 075 UBT soit 22%. Après viennent Gaya + Doudou avec 80944 UBT soit 19%, Boboye + Falmey avec 61688 UBT soit 15% et enfin Loga à l'effectif le moins élevé avec 37 934 UBT soit 9% de l'effectif total.

Les systèmes de production sont fonction du système d'élevage et de la production recherchée.

Chez les éleveurs transhumants, on peut rencontrer :

- ✓ Des troupeaux mono spécifiques, c'est-à-dire uniquement formés des bovins (zébu bororo) ou d'ovins (Oudah) ;
- ✓ Des troupeaux mixtes, c'est-à-dire des bovins associés aux ovins ou des camelins associés aux caprins.

Chez les sédentaires, on trouve:

- ✓ Des bovins associés aux petits ruminants ;
- ✓ Des petits ruminants essentiellement élevés par les femmes ;

Chez cette dernière catégorie d'éleveurs, on privilégie l'aspect de diversification des espèces car les productions recherchées sont la capitalisation.

Chez les agro pasteurs, la composition du troupeau est fondamentalement basée sur le sexe ratio:

- ✓ Les agriculteurs ont tendance à privilégier l'élevage des mâles pour assurer la mécanisation de l'agriculture et quand leur âge devient très avancé, ils les embouchent et les vendent.
- ✓ Les agro pasteurs dont la tendance est la spéculation du lait ou le croît du troupeau, des génisses sont achetées et introduites dans le troupeau initial.

Chez les emboucheurs, les troupeaux sont particulièrement composés de mâles (bovins et ovins). Il arrive que des vieilles vaches soient achetées pour être engraisées et vendues dans les lots des mâles embouchés.

Les principales races élevées dans la région de Dosso sont :

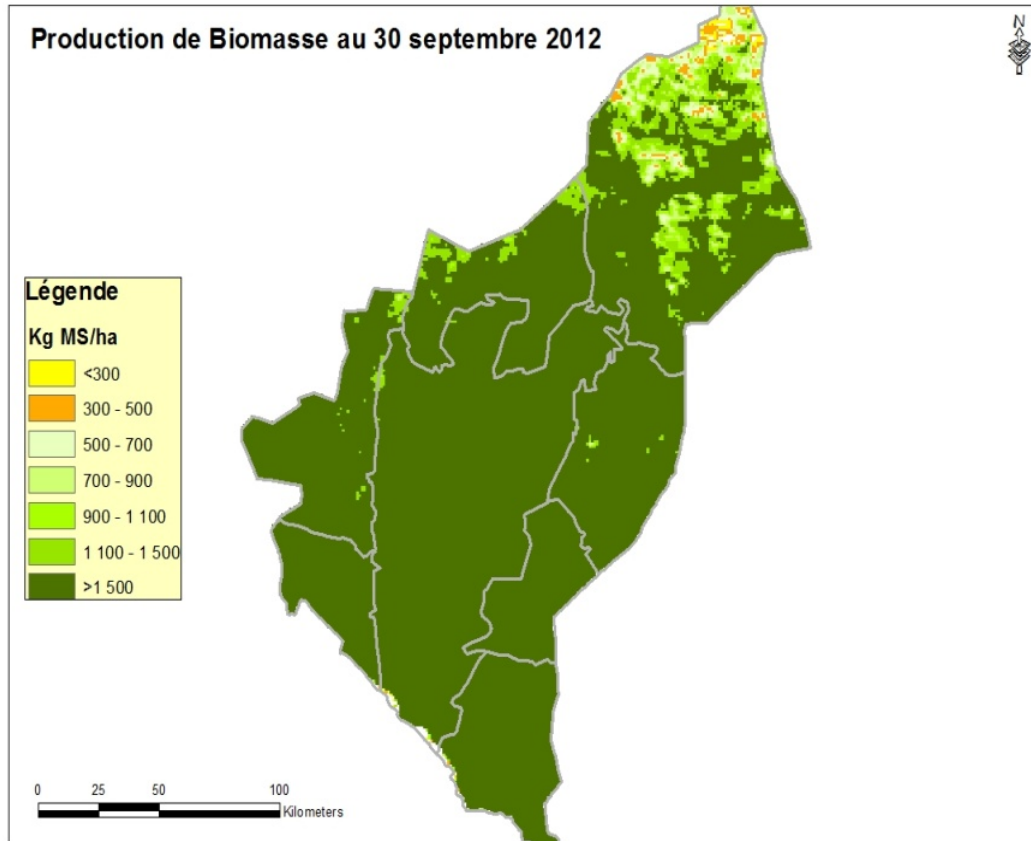
- ✓ Le zébu Azawak et le zébu Bororo chez les bovins dans les départements de Dogondoutchi et de Loga, même. La race Goudali et la race Delli est surtout rencontrées le long du fleuve de falmey à Doli;
- ✓ le mouton du Sahel plus spécifiquement les races Bali Bali et Oudah pour les ovins dans toute la région ;
- ✓ Pour les caprins c'est surtout la chèvre du sahel qui est la plus rencontrée, la chèvre rousse est d'installation récente ;
- ✓ La race cameline la plus rencontrée est le chameau de l'Azawak vivant, dans la vallée du même nom ;
- ✓ Chez la volaille on rencontre la poule locale, la pintade locale et le canard. Le département de Boboye semble se spécialiser dans l'élevage de la pintade.

Le capital bétail de la région de Dosso est d'environ 275 milliards de francs CFA dont les bovins participent pour près 72%, les ovins pour 12,3%, les caprins pour 8,8%, les camelins pour 2,5%, les asins pour 2,3%, la volaille pour 1,4% et les équins pour 0,5%.

Les ressources pastorales de la région sont les pâturages naturels (herbacées et aériens), les résidus et sous-produits de cultures, les points d'eau de surface et souterraines.

L'évaluation de ces pâturages se fait par des méthodes de plus en plus sophistiquées telle que l'utilisation des images satellitaires calibrées avec les données relevées au sol. Le résultat de cette exploitation est représenté par la carte ci-dessous qui fait le bilan de la production de la biomasse au 30 septembre 2012.

Carte 27 : Production de la biomasse au 30 septembre 2012 dans la région de Dosso



Source : DRRA Dosso, 2015

La région de Dosso dispose de plus de 850 000 hectares d'espace pastoral composé principalement d'enclaves et de cinq (5) aires de pâturage couvrant une superficie de 16 100 hectares. Cependant, cet espace subit des agressions diverses dont l'extension des champs de culture, les feux de brousse, la destruction abusive du couvert ligneux, à quoi s'ajoutent les effets néfastes des changements climatiques (sécheresse et vents). Pour la campagne 2012-2013, les principales espèces herbacées rencontrées *Sida Cordifolia* (kongoria, garmani) 15,84%, *Zornia glochidiata* (marak) 40,36%, *Schoenefieldia gracilis* (souboukorey), 9,9%, *Eragrostis tremula* (kouloum), 8,14%, *Cassia mimosoides* (ganda bani) 10,77%, *Eragrostis tremula* 8,14%, *Fimbristylis sp* 12,94%. Les espèces dominantes sont : *Sida Cordifolia*, *Zornia glochidiata* et *Cassia mimosoides* qui à trois contribuent près de 77% de la biomasse mais sont des mauvais pâturages d'où une valeur pastorale médiocre.

De même, pour la campagne 2012-2013 les espèces ligneuses dominantes sont : *Combretum micranthum*, *Combretum nigricans*, *Guiera senegalensis*, *acacia albida* et un peu plus de *combretum glutinosum* au nord. Elles sont d'un apport important quantitativement mais surtout qualitativement. En saison sèche, elles contribuent à la fourniture des vitamines, des acides aminés et des oligo- éléments indispensables à l'organisme.

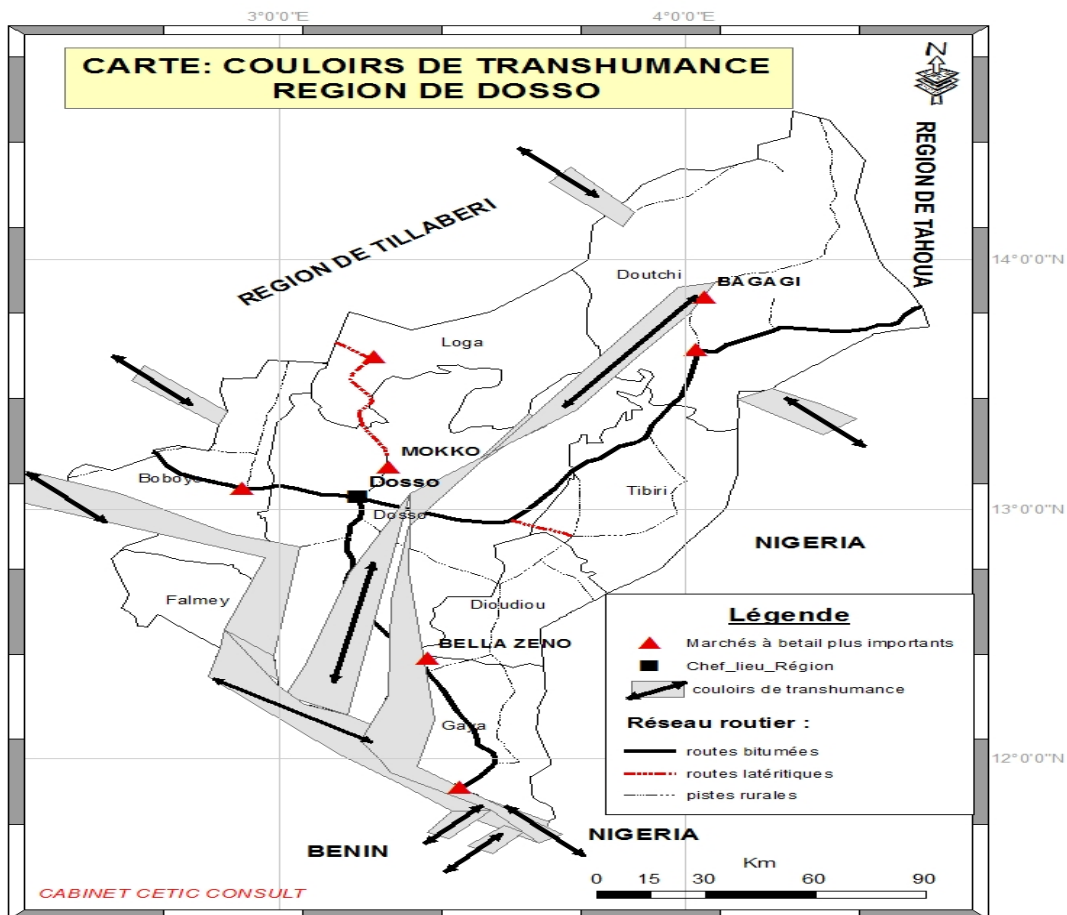
Les résidus de culture sont composés des tiges de mil, de sorgho et de la paille de riz laissées aux champs ou ramassées, les fanes du niébé et autres produits comestibles.

Les sous-produits sont constitués dans la région des sons (mil, sorgho) et des cossettes de manioc et de patates douces.

Pour subvenir aux besoins des animaux :

- l'Etat place chaque année des intrants qui sont vendus à prix modérés. En général le tonnage d'intrants mis en place ne tient pas compte de l'importance du déficit fourrager enregistré mais de la disponibilité financière de l'état ou des PTF ;
- l'éleveur entreprend la transhumance intra et inter régionale et même internationale à travers les couloirs qui relient les gros marchés à bétail à l'intérieur de la région. A l'extérieur ces couloirs relient la région à Tillabéri, à Tahoua, au Nigéria et au Bénin comme l'indique la carte ci-dessous.

Carte 28 : Couloirs de transhumance et centres de commercialisation du bétail dans la région de Dosso



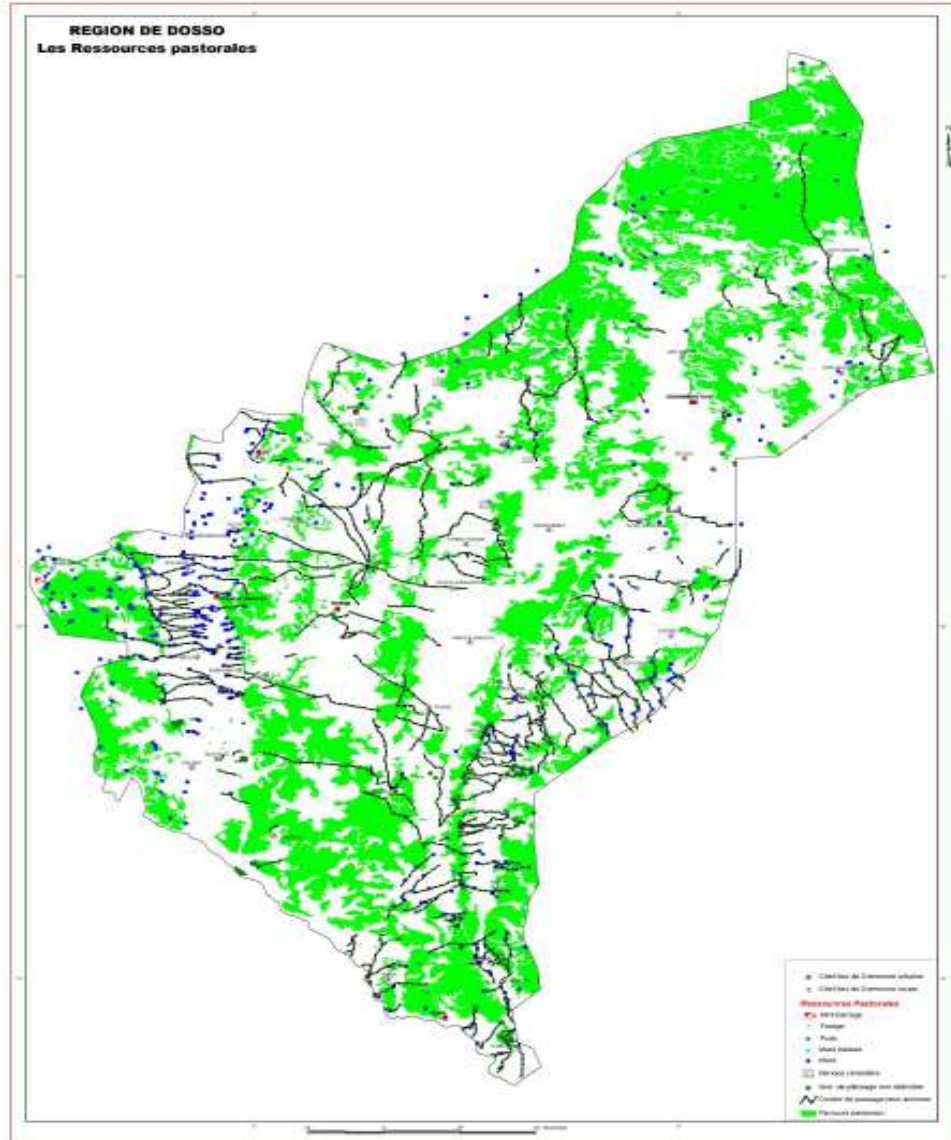
Source : Cabinet Cetic Consult Analyse diagnostique/SRAT Dosso Août 2015

En termes d'aménagements pastoraux il y a :

- 16 100 ha des aires de pâturages sont concentrées les départements de Dogondoutchi (14960 ha) et Falmey (1140 ha) ;

- Par contre Gaya, Falmey et Dosso ont les couloirs les plus nombreux et les plus longs avec respectivement 777,12 km, 470,54 et 462,3 km de long. Il est à remarquer que Boboye qui a les conflits les meurtriers ne possède ni de couloirs ni des aires de pâturages.

Carte 29 : Ressources pastorales de la région de Dosso



Source : LuxDev/Dosso, 2014

Si Tibiri, Gaya, Dogondoutchi et Doudou ont les plus nombreuses enclaves respectivement 24, 22, 19 et 19, c'est par contre les départements de Loga, de Dosso et de Gaya qui réservent les superficies les plus importantes avec respectivement 44685 ha, 39587 ha et 16435 ha. Remarquons aussi que Falmey et Boboye n'ont respectivement que 5132 ha et 2215 ha d'enclaves.

Dans la commercialisation du bétail on distingue les marchés à bétail contrôlés par les agents de l'élevage, les présentations et ventes des animaux ainsi que les prix pratiqués sur ces marchés. Ici nous allons voir la répartition des marchés par départements en 2013, le reste sera présenté plus loin. La région totalise 51 marché à bétail ou se font toutes les transactions sur les animaux. Ces marchés sont répartis comme suit : Six dans le département de Boboye ;

Commission Régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) de Dosso
 Prestataire: CETIC-CONSULT BP 11827-Niamey-Mail: ceticonsult3@gmail.com

Sept dans le département de Dosso ; Cinq dans le département de Dogondoutchi ; Sept dans le département de Gaya ; Six dans le département de Loga ; Quatre dans le département de Doudou ; Sept dans le département de Falmey et Neuf dans le département de Tibiri.

Pour compléter le chapitre sur les aménagements pastoraux rappelons que l'hydraulique pastorale dans la région est composée de trois (3) types de sources :

- Les infrastructures pastorales dont 9 stations de pompage et 73 puits pastoraux, 16 retenues d'eau, 10 barrages et 2 seuils d'épandage ;
- Les plans d'eau de surface comprenant le fleuve Niger, les mares (voir plus haut) ;
- Les ouvrages d'hydraulique villageoise servent à l'abreuvement du bétail quand les champs sont libérés à la fin de l'hivernage. Il s'agit de 1487 puits publics, 8 puits cimentés privés, 317 puits traditionnels, 35 puits maraîchers.

En fait tout point d'eau constitue un lieu d'abreuvement selon l'époque de l'année et selon le code pastoral du Niger.

Le personnel de la direction régional de Dosso comprend :

- ✓ Le personnel cadre au nombre de 103 dont 11 à la DRE, 19 à la DDE Dosso, 13 à la DDE Dogondoutchi, 20 à la DDE Gaya, 4 à la DDE Falmey, 7 à la DDE Dioundiou, 9 à la DDE Tibiri, 10 à la DDE Boboye, 7 à la DDE Loga et 3 à la station d'élevage de Déréki.
- ✓ Le personnel auxiliaire au nombre de 20 dont 4 à la DDE, 3 à la DDE de Dosso, 6 à la DDE Dogondoutchi, 3 à Gaya, 1 à Falmey, 1 à Loga et 1 à la station avicole de Dosso.

L'évolution du cheptel est faite sur dix de 2005 à 2014 et fait ressortir les résultats suivants ;

- ✓ Les effectifs des bovins ont augmenté de 499123 têtes entre 2005 et 2014 soit de 74% d'augmentation ;
- ✓ Les effectifs des ovins ont augmenté de 236311 têtes entre 2005 et 2014 soit de 38% d'augmentation ;
- ✓ Les effectifs des caprins ont augmenté de 356042 têtes entre 2005 et 2014 soit de 44% d'augmentation ;
- ✓ Les effectifs des Camelins ont augmenté de 3414 têtes entre 2005 et 2014 soit de 12% d'augmentation ;
- ✓ Les effectifs des Asins ont augmenté de 24563 têtes entre 2005 et 2014 soit de 20% d'augmentation ;
- ✓ Les effectifs des Equins ont augmenté de 1961 têtes entre 2005 et 2014 soit de 20% d'augmentation.

Durant ces dix dernières années les effectifs, toutes espèces confondues, se sont accrues d'au moins 12%. Les raisons de ces augmentations sont les vaccinations gratuites entreprises contre toutes les épizooties, les pâturages satisfaisant sans sécheresse et une gestion incontrôlée des troupeaux. Les effectifs par département ont une augmentation similaire aux effectifs de la région puisque les mêmes taux sont utilisés partout et il n'y a pas eu de crise particulière pendant cette période. Les nouveaux départements de Tibiri, Falmey et Doudou

sont inclus respectivement dans les départements de Dogondoutchi, Boboye et Gaya jusqu'au prochain recensement.

De l'analyse des dominantes pathologiques sur 10 dernières il ressort les constats suivants :

- ✓ le plus grand nombre de malades a été enregistré au cours de l'année 2012 ;
- ✓ le nombre de foyers bien qu'évoluant en dents de scie va en augmentant ;
- ✓ de 2005 à 2011, le taux de mortalité est élevé ;
- ✓ exceptionnellement, pour l'année 2012, on enregistre le taux de mortalité le plus faible malgré le nombre de malades le plus élevé.

Les principales maladies rencontrées sont :

- ✓ Pour les gros ruminants : les charbons (bactérien et symptomatique), la pasteurellose et la fièvre aphteuse. La péripneumonie contagieuse des bovins a disparu depuis 2007 ;
- ✓ Pour les petits ruminants : la peste des petits ruminants, les deux charbons (bactérien et symptomatique), la pasteurellose et la clavelée.

Les méthodes de lutte contre les différentes maladies sont les vaccinations, les traitements individuels et la police sanitaire.

Les principales vaccinations dans la région de Dosso :

- ✓ les vaccinations régulières qui ont augmenté d'une manière fulgurante grâce à la gratuité de ces interventions. C'est le cas de la péripneumonie contagieuse des bovidés (PPCB) évoluant de 21486 vaccinations en 2005 à 657 785 en 2013 et de la peste des petits ruminants (PPR) qui évolue de 3663 vaccinations en 2005 contre 728023 en 2013.
- ✓ les vaccinations selon les déclarations des éleveurs : Il s'agit des deux charbons (bactérien et symptomatique) chez les bovins, les ovins et les caprins et de la pasteurellose. Sur les 10 ces vaccinations sont en dents de scie mais toujours faibles (quelques milliers par an).

Les traitements se font toute l'année dans les chefs lieu des départements et des postes d'élevage. Toutes les espèces sont concernées et les animaux traités sont de plus en plus importants.

De 2005 à 2013 les productions fourragères sont restées inférieures aux besoins du cheptel (sauf en 2005, 2006 et 2010), d'où un bilan fourrager négatif, traduisant du fait la faible productivité des parcours soumis au phénomène d'encrouement et la colonisation par les espèces peu ou non appréciées (*Sida cordifolia*, *Cassia tora* et) et à la pression démographique.

En 2012 et 2013 le pourcentage des ventes est au delà de 50%, ce qui exprime la vitalité des mâchés ces dernières années. A la même période les prix de toutes les espèces sont en hausse ce qui dénote de la vitalité à bétail dans la région.

Les exportations du bétail se font principalement en direction du Nigéria. A ce niveau, il faut remarquer que le système de collecte d'informations statistiques souffre de beaucoup de

lacune dont le manque d'harmonie sur les statistiques de bétail exporté entre les services des ressources animales et les services des douanes et la porosité des frontières nationales. Ce sont surtout les bovins qui sont exportés en direction du Nigéria et du Bénin. Puis viennent les ovins et les caprins. Ces exportations rien qu'en 2013 ont rapporté à la région **5 710 342 184 F CFA**

L'apport des exportations des cuirs et peaux à l'économie régionale est de 163 007 611 FCFA en 2013 ; de 117 405 368 en 2012 et de 84 945 676 en 2011.

L'importation concerne très peu les animaux sur pied d'où leur absence dans les statistiques de l'élevage et de la douane. Par contre les sous-produits comme les œufs et le lait en poudre sont abondants mais passent le plus souvent par la fraude.

On constate sur le tableau 147 du bilan diagnostic des pics d'abattage en 2005 et en 2009 qui correspondent aux années de sécheresse.

Les cuirs et peaux de boucherie apprêtée vert (BAV) n'existe pas dans la région de Dosso par manque d'arsenic de soude pour leur traitement, ce qui dévalue ces produits à la vente pour l'exportation.

La consommation moyenne par personne et par an dans la région de Dosso est de 3,93 kg de viande sur la base des abattages contrôlés et des abattages de brousse et des poids moyens des carcasses.

Sur la base de l'effectif 2013 des animaux, de l'estimation des femelles et de la production moyenne de lait par femelle lactante, la consommation moyenne par personne et par an dans la région de Dosso est de 61,24 kg de lait.

A cela s'ajoute l'usage des forces des asins et des camelins par les ménages pour le transport et la traction.

Les problèmes de la région de Dosso en matière d'élevage sont ;

- ✓ une forte densité en population humaine et animale.
- ✓ Le système de production basé sur la cohabitation de l'agriculture et de l'élevage semble en crise surtout dans le département de Boboye et de Falmey.

Il est nécessaire de faire évoluer ce système notamment par l'intégration de l'agriculture et de l'élevage. Pour y parvenir il faut lever les contraintes suivantes :

- ✓ L'insuffisance tant en quantité qu'en qualité du personnel de la DRRA de Dosso ;
- ✓ La vétusté des infrastructures de service ;
- ✓ La vétusté de la chaîne de froid et des machines à glace ;
- ✓ Le vieillissement du parc automobile ;
- ✓ L'insuffisance du Budget de fonctionnement ;
- ✓ La dégradation des parcours et de l'alimentation du bétail ;
- ✓ Le problème de la santé animale.

Néanmoins il existe des atouts en matière de l'élevage tels que la diversité du matériel génétique animale et végétal et l'existence de nombreuses ressources en eau d'abreuvement et de cultures fourragères. D'une manière générale, l'amélioration de la production laitière de la région de Dosso passera entre autres par les actions suivantes :

- ✓ la sélection des meilleures productrices de lait ;
- ✓ l'insémination artificielle ;
- ✓ l'intensification des systèmes d'élevage ;
- ✓ l'amélioration des circuits de collecte de lait ;
- ✓ la maîtrise de la production fourragère ;
- ✓ l'organisation des producteurs.

Contraintes liées au développement de l'élevage

- ✓ Insuffisances du personnel (en qualité et en quantité), de moyens de mobilité et de communication;
- ✓ Faible maillage en points d'eau pastoraux;
- ✓ Colonisation des espaces pastoraux par des espèces non appréciées (*Sida cordifolia*);
- ✓ Faible niveau de sécurisation des espaces pastoraux;
- ✓ Insuffisance d'infrastructures modernes: marchés, abattoirs ;
- ✓ Insuffisance de collaboration avec les ONG intervenant dans le secteur ;
- ✓ Faible investissement des communes;
- ✓ Persistance des maladies aviaires;
- ✓ Amenuisement des espaces pastoraux au profit des cultures (poussée démographique) ;
- ✓ Faible appropriation des actions et techniques des producteurs;
- ✓ Faible maîtrise des interventions du secteur privé.

Les atouts /potentialités de l'élevage :

- ✓ Importance du cheptel ;
- ✓ La présence des parcours pastoraux ;
- ✓ Existence d'importants marchés à bétail (Mokko, Bélla, Bagagi ...) ;
- ✓ Existence de 18 ateliers d'embouche ;
- ✓ Une population engagée dans l'embouche.

Les tendances lourdes d'évolution de l'élevage

- ✓ Sur long terme on constate une croissance régulière du cheptel toutes espèces confondues avec des taux de croissance de 2% pour les bovins et 3% pour les ovins et caprins ;

- ✓ La transhumance se développe de plus en plus sur de longues distances avec des départs définitifs d'éleveurs vers des zones plus avantageuses pour leur activité d'élevage et du fait de la réduction des espaces nécessaires à l'exercice de l'élevage à caractère extensif dans la Région ;
- ✓ L'autre tendance c'est la plus grande intégration de l'élevage à l'agriculture, en effet les producteurs agricoles deviennent des agro pasteurs, et l'élevage devient pour eux une sorte de refuge pour lutter contre les aléas de la production végétale sous pluies ; l'élevage leur permet en outre d'intensifier leur production agricole par l'utilisation du fumier pour enrichir les sols, et l'utilisation des bœufs de trait pour les travaux champêtres ;
- ✓ La dégradation des pâturages se confirme d'année en année obligeant les acteurs de l'élevage à pratiquer de plus l'embouche bovine et ovine aussi bien en campagne que dans les villes ; La culture fourragère s'installe dans la Région et les résidus sont de plus en plus utilisés dans l'alimentation du bétail, il en est des sous-produits agro-industriels ;
- ✓ La commercialisation des produits d'élevage (bétail, viande, cuir et peau) procure des revenus à un nombre de plus en plus important des habitants de la Région, l'activité d'élevage procure le plus de revenus à la Région ;
- ✓ La transformation du lait s'installe dans la Région à partir des noyaux d'élevages laitiers chez les pasteurs sédentarisés dont la commercialisation du lait procure de plus en plus de revenus aux femmes ;
- ✓ L'intensification du système de production de l'élevage s'installe dans la Région avec une émergence de promoteurs capables d'impulser une nouvelle dynamique, il s'agit de l'introduction de nouvelles races d'animaux pour la production de viande et la production du lait ;
- ✓ La ville de Dosso se confirme dans son rôle de plaque tournante pour la commercialisation du bétail et des cuirs et peaux.

2.3.3 Forêt

La région de Dosso renferme des domaines protégés, des domaines classés et des domaines artificiels. Le classement de toutes ces forêts a été réalisé avant l'indépendance du Niger. Malgré leur statut qui devrait préserver leur équilibre écologique, beaucoup d'entre elles sont aujourd'hui dans un état de dégradation avancée. Seule la forêt de Foga Béri est dans un état assez bon en dépit des pressions de toutes sortes qu'elle subit. Si la tendance actuelle se poursuit, l'existence de ces formations risque d'être compromise.

Trois départements (Dosso, Gaya et Doudou) réunissent l'ensemble des domaines protégés qui occupent une superficie de 197834 hectares dont Dosso département seul fait 165000 ha avec la forêt de Marigouna Bela (140000 ha) et celle de Bolbol Tounga (25000 ha). Les rôneraies au total font 32834 hectares (24145 ha dans Gaya, 6000 ha dans Doudou et 2689 ha le long du fleuve Niger).